

DEDICACE ORASSCOPIE

6^{eme} édition

A nos Instituts Supérieurs et Universitaires partenaires à travers la République Démocratique du Congo et l'Afrique en générale. UBC-GOMA, ULGL-BUKAVU, ISESOD-GOMA, ISP KABARE, UAS-GOMA, Saint Joseph-GOMA, ISTCG-GOMA, ISEAV-MUSHWESHWE, UNIGOM-GOMA, LA SAPIENSA, UPROGL, ...

DE LA LIBERATION MENTALE A L'INDEPENDANCE POLITIQUE EN RDC



= L'indépendance comme processus de rapatriement des colons dans leurs pays d'origine n'a pas été du tout une solution aux attentes du peuple congolais de tout le temps. A en croire, il aurait fallu une indépendance du système de gouvernance dans sa totalité. Chaque congolais aurait souhaité une indépendance économique et politique que celle de chasse à l'homme blanc sur le sol congolais. =

Master John-Modest MUTAYONGWA
Rédacteur en Chef



Maison D'Edition ORASSU « Ordre des Prestataires, Chefs de Travaux et Assistant(e)s des Universités » pour la production holistique des œuvres scientifiques et philosophiques du XXI^{ème} s. depuis la RD Congo vers l'Afrique et le Monde.

ORASSCOPIE

6^{ème} édition

Sous la Direction du

Prof. Dr. MUGISHO KATENGURA Christian,
Prof. Dr. PEPE BATUPE, Dr. Théophile
KANYABUGOYI, Doctorant, Pierre MURHULA,
Master John-Modest MUTAYONGWA

DE LA LIBERATION MENTALE A L'INDEPENDANCE POLITIQUE EN RDC

Juin 2023

Dépôt légal Bibliothèque Nationale : JY3.02208-57490 / ORASSCOPIE 006/RDC-1137

Site web : www.eveilcongo.com

SOMMAIRE

DEDICACE ORASSCOPIE	1
<i>Maison D'Edition</i> ORASSU « Ordre des Prestataires, Chefs de Travaux et Assistant(e)s des Universités » pour la production holistique des œuvres scientifiques et philosophiques du XXI ^{ème} s. depuis la RD Congo vers l'Afrique et le Monde.	2
Note d'édition Par C.T. Master John-Modest MUTAYONGWA	3
Avant-propos.....	6
CHAP. I. Editorial : QUELLE INDEPENDANCE POUR UN LEADERSHIP EFFICACE EN RDC Par Doctorant Pierre MURHULA KAHETO & Guillane NSIMIRE	7
CHAP.II. LE FONDEMENT DE LA CULTURE JURIDIQUE RESPONSABLE DES DROITS DE L'HOMME » Par Prof.Dr. PEPE BATUPA Florent	28
CHAP. III. LE LEADERSHIP DAVIDIQUE, UN MODELE POUR LA PACIFICATION D'UNE ENTITE « Cas du Territoire de Masisi » Par Dr. Hon.C.Théophile KANYABUGOYI MANIRARORA	73
CHAP. IV. 63 ANS D'INDEPENDANCE, LA RDC NE DÉCOLLE PAS TOUJOURS Prof.Dr.MUGISHO KATENGURA Christian	97
CHAP V. IMPACT DE LA POLITIQUE D'OCTROI DES MICRO-CRÉDITS SUR LE CHANGEMENT DE L'ÉTAT SOCIO-ÉCONOMIQUE DES BÉNÉFICIAIRES DE LA COOPÉRATIVE D'ÉPARGNE ET DE CRÉDIT FOMULAC KATANA/SUD-KIVU/RD CONGO Par C.T. Jean Louis BAHIZIRE, Ass2. Jean BULANGALIRE B & Ass1 Pascal BASHOMBANA K	106
CHAP. VI. FACTEURS PRONOSTICS DES INFECTIONS NEO-NATALES « CAS DE L'HOPITAL CIMAK (CLINIQUE INTERNATIONALE DE MEDECINE AVANCEE AU KIVU CIMAK) Janvier-December 2021 Ass1 Cherif SHUKURU et Ass1 Medecin MINGINGO LUNYERE Justin	127
CHAP .VII: PROBLEM OF THE SCHOOL ENVIRONMENT AT THE PRIMARY LEVEL IN THE OFFICIAL SCHOOLS OF THE CITY OF GOMA IN THE DEMOCRATIC REPUBLIC OF THE CONGO FROM 2000 TO 2022 by Ass2. Romuald KAIRARA RUMWANGA	152
Chap. VIII : L'EDUCATION FACE AUX DEFIS MODIAUX : EN JEUX ET PERSPECTIVE D'AVENIR ; Par Ass1. BAKULIKIRA MOLO Innocent	172
CHAP IX. LE ROLE DU LEADERSHIP DANS LE CONFLIT EN TERRITOIRE DE MASISI Par Dr. Hon.C.Théophile KANYABUGOYI MANIRARORA	199
CHAP X. LES FACTEURS FAVORISANT LA MALNUTRITION AIGUË SEVERE CHEZ LES ENFANTS DE 0 A 59 MOIS DANS LA ZONE DE SANTE DE MINOVA Cas de l'aire de Sante de Minova/Village Budondo » Par Ass1 BYEGULU BIRHAHEKA Patrick	235
CHAP. XI. ANALYSE DE LA CROISSANCE ECONOMIQUE ET LA COVID 19 EXERCICE FINANCIER 2019-2022 EN RD CONGO Par Ass1. Ghislain MALEMEKO et Patient RAFIKI	269
REFERENCE OU BIBLIOGRAPHIE.....	Error! Bookmark not defined.
CONCLUSION GENERALE.....	296

Note d'édition

La Maison d'édition ORASSU Eveil Congo a son siège social à Kinshasa en République Démocratique du Congo, dans la commune de la Gombé, et sa Rédaction centrale est située à l'Est de la RDC dans la province du Nord Kivu, ville de Goma. Elle est créée en 2015 du défi que s'est imposé un groupe de chercheurs pluridisciplinaires congolais de rendre accessible et abordable le processus de publication des œuvres scientifiques, théologiques et philosophiques de qualité en RDC dans un contexte de crise politique, socioéconomique et religieux émaillé de beaucoup d'événements malheureux, caractérisés par des cycles de violences, de pauvreté, de mauvaise gouvernance et de l'insécurité.

En conséquence, **ORASSU Eveil Congo** se veut un espace de d' :

- Publication d'études et des recherches autour des grands défis locaux et leurs implications nationales, régionales et internationales (pauvreté exacerbée, violences sociales, crise de repère culturel et de l'impunité).
- Publication d'analyses et des stratégies pour un renforcement de capacité de production de qualité et quantité agricole artisanale et industrielle comme réponse à la survie de la population dans un contexte de guerre et de crise alimentaire en RD Congo,
- Publication d'étude portant sur de voies et moyens à mettre en pratique dans le secteur minier pour humaniser les conditions socio-économiques des artisans miniers et profiter à l'homme congolais en général.
- Publication des Recherche-Action- Lobbying pour une éducation de qualité dans le système éducatif actuel LMD en RD Congo.
- formation continue des cadres chercheurs, universitaires et scientifiques jouissant de droits de propriétés intellectuelles et bénéficiant des numéros matricules dans le ministère national congolais de recherche scientifique.
- formation d'un type d'homme congolais, réfléchi, analytique et praxéologique pour la production des œuvres d'esprit (livres et articles) réalistes et qui donnent des réponses aux vrais enjeux du moment.

- Initier, développer, renforcer et vulgariser des ateliers, des forums, de tables rondes et des paradigmes en matière de paix, de résolution des conflits, de sécurité et de justice pour la reconstruction et cohabitation pacifique de la population vivant dans des zones les plus touchées par des crises de guerres de l'Est et des éruptions volcaniques.
- Créer des partenariats avec les institutions supérieures et universitaires pour faciliter leurs publications à travers la Revue Savante des Recherches Pluridisciplinaires Eveil Congo.
- Former les jeunes filles congolaises à l'écriture, lecture et au métier professionnel pour la liberté, égalité et le respect de genre.
- Tout droit de reproduction, de traduction et d'adaptation réservés pour tous les pays.

© ORASSU-RDC-Goma, juin, 2023

125 ; Avenue Karibu/Keshero/Goma.

Agrément ministériel N°224/MCAP/SG-CAP/DAL/096/2022 Kinshasa/RDC.

A Goma : Tel : +(243) 991 900 910,991 598 747

Site web : www.eveilcongo.com

Blog : <https://revueeveilcongo.blogspot.com>

E-mail : diffusion.orassu@gmail.com

revueeveilcongo@gmail.com

Achevé d'imprimer par ORASSU/Goma

Dépôt légal : JY3.02208-57490 / ORASSCOPIE 007/RDC-1137



©Rédaction Centrale Orassu_Eveilcongo « RCOE »

Par C.T. Master John-Modest MUTAYONGWA KARUBAMBA

Avant-propos

La présente édition suit le protocole de citation scientifique suivant : Production coll. Revue Savante des Recherches pluridisciplinaires Eveil Congo RSRPECO, *de la libération mentale à l'indépendance politique en RDC*, ORASSU, juin, 2023, Pp 250. Publié en langue Française sous l'autorité de la Commission Francophone des Œuvres Scientifiques Congolaise, approuvé par le Conseil National de la Littérature Congolaise CNLC, Congo Kinshasa et publié par la Maison d'édition et de production des livres ORASSU.

Vernissage du livre par le Centre National Congolais des Recherches Pluridisciplinaires CNCRP de la Revue Savante des Recherches Pluridisciplinaires Eveil Congo et ses partenaires,.... En date du/...../ 2023 dans la ville de GOMA en province du Nord- Kivu.

Aux Editions ORASSU, Goma-juin- 2023

CHAP. I. Editorial : QUELLE INDEPENDANCE POUR UN LEADERSHIP EFFICACE EN RDC

Par Doctorant MURHULA KAHETO Pierre, NSIMIRE MUBULANYI Guilaïne et
KAIRARA RUMWANGA Romuald

i. Biographie de l'auteur

Doctorant Pierre MURHULA KAHETO est de nationalité



congolaise, Expert en éducation de qualité, Spécialist en Leadership organisationnel et conception des plans stratégiques, Prospectus pour les institutions/ organisations. Il a fait ses études supérieures à l'institut supérieur pédagogique de Bukavu où il a obtenu sa licence en pédagogie appliquée à l'Anglais en 2003. Ses études de master en éducation de qualité à Otto

Friedrich Universität Bamberg/Allemagne et où il est présentement chercheur en doctorat. Il enseigne dans plusieurs institutions en RDCongo, Bukavu/ ULPGL, ULGL, UNP, ISC, ISP Idjwi, ISP Kabare et Uvira. Il a servi la communauté plusieurs années dans les ONG de justice, paix et droit de l'homme en qualité de chef d'antenne Sud Kivu et coordonnateur dans JPSC, HAK/RDC et Christian AID, projet de gouvernance participative au sud Kivu et fondateur de KCT (Karibu Congo Tourism). Doctorant Pierre est Actuellement Recteur de l'Université Baptiste du Congo UBC-GOMA, avec cinq extensions : Sake, Rubaya, Bukavu, Butembo et bientôt Walikale. Pierre est Enseignant à l'Institut Supérieur Pédagogique (ISP-UVIRA) au Sud Kivu en République Démocratique du Congo.

1^{ère} Co-Auteure

Ass1. NSIMIRE MUBULANYI Guylaine est licenciée de l'Université bilingue anglicane de Goma UBAGO en sigle. Sanctionnée de deux diplômes dont l'un de l'édition 2017 - 2020 en cycle du premier gradient ; Agent marqueteur journalier de la société shalina ; Et l'autre de l'édition 2020 à 2022 en cycle de licence avec mention distinction. Actuellement Assistante du Recteur de l'Université Baptiste au Congo UBC-GOMA en sigle.



2^{ème} Co-Auteur

Ass2. Romuald KAIRARA RUMWANGA est enseignant des universités, chercheur en Littérature, Evaluation et Linguistique Anglaises; a été respectivement: Secrétaire du Département d'Anglais à ISP Ngungu, Secrétaire Général Académique ad intérim à l'ISPT (Institut Supérieur Pédagogique des Techniques) Bugarula/Idjwi.



Aujourd'hui Assistant du Secrétaire Général Académique de l'UBC-Goma, assure aussi les cours d'Anglais général et Technique. Fut Enseignant d'Anglais technique à l'Institut Technique de Keshero/Goma. Aujourd'hui: Directeur du centre de formation d'Anglais de l'UBC-Goma. Membre du comité de soutien de la Revue Eveil du Congo/ORASSU.

ii. Résumé

La véritable indépendance est mentale avant d'être physique, politique et ou économique. C'est pour nous un honneur de participer à ce travail scientifique comme fruit des recherches savantes et pluridisciplinaires de plusieurs chercheurs, portant intitulé : « De la libération mentale à l'indépendance politique en RDC » l'expression d'une durée de trois mois de recherches serrées et pointues suivant le rythme de nos bonnes habitudes scientifiques de publier un numéro chaque trois mois. En effet, ce livre est un véritable moyen, très précieux qui donne à son lecteur un accès orienté vers le leadership de pacification, caractérisé par des analyses dans plusieurs secteurs qui font la bonne marche d'une société, digne de son indépendance politique et économique, de sa totale liberté de se choisir des dirigeants qui œuvrent pour le bien être de la population.

Il est indéniable que, la République démocratique du Congo (RDC), célèbre en ce jour, 63ans d'indépendance. Néanmoins, le pays est confronté à de nombreux défis socio-économiques, mentaux et politiques. Malgré ses vastes ressources naturelles et humaines, la RDC peine à se développer et à améliorer les conditions de vie de sa population.

Sur le plan socio-économique, le pays est confronté à une pauvreté généralisée, avec un grand nombre de citoyens vivant dans des conditions précaires. Les infrastructures de base, telles que l'accès à l'eau potable, à l'électricité et aux services de santé de qualité, font défaut dans de nombreuses régions, milieux tant ruraux

que Urbains. Le chômage est élevé, en particulier parmi les jeunes, ce qui crée un sentiment de désespoir et d'insécurité grandissant¹.

Sur le plan mental, la RDC doit relever le défi de la reconstruction psychologique et sociale des citoyens après des décennies de conflits et de violences, des guerres tribales et économique à répétitifs. Les guerres civiles et les déplacements forcés des populations ont causé des traumatismes profonds et la société congolaise doit encore faire face à des divisions ethniques, politiques et sociales. Il est essentiel de promouvoir la réconciliation, la justice et la cohésion sociale pour permettre une véritable reconstruction nationale².

Sur le plan politique, la classe dirigeante congolaise est souvent critiquée pour sa corruption, son manque de transparence et son incapacité à répondre aux besoins de la population. Les élections sont souvent entachées d'irrégularités et de controverses, ce qui alimente la méfiance envers les institutions et le système politique en général. Il est nécessaire d'instaurer une véritable démocratie, basée sur l'alternance politique apaisée, la bonne gouvernance et la participation citoyenne.

Il est clair qu'un changement de classe politique est nécessaire et urgent en RDC. Il est essentiel de mettre en place des dirigeants intègres, compétents et responsables, capables de mettre en œuvre des politiques socio-économiques favorables au développement du pays et à l'amélioration des conditions de vie de sa population. De plus, il est nécessaire de promouvoir une véritable culture

¹ Prof. Dr. MUGISHO KATENGURA Christian, *Portrait et pensée*, n° 003, *Revue Eveil Congo*, ORASSU, Goma, juin 2023.

² Idem, Goma, juin, 2023.

démocratique, de respect des droits de l'homme et de l'État de droit³.

Cependant, il est important de reconnaître que le changement politique ne peut pas être réalisé uniquement par la classe dirigeante. Il est également nécessaire d'encourager la participation et l'engagement citoyens, de renforcer la société civile et de promouvoir l'éducation et la sensibilisation politique. Un changement durable ne peut être atteint que grâce à un effort collectif de toutes les parties prenantes de la société congolaise. D'où la formation au leadership efficace en RDC pour répondre aux vrais enjeux de la mauvaise gouvernance.

1. INTRODUCTION

La différence entre « leadership » et « leaders » est évident. Il sied d'y revenir. Selon plusieurs recherches savantes pluridisciplinaires, le leadership se définit comme pouvoir et capacité de conduire les autres à s'impliquer dans un agir ensemble pour un but commun. Tandis qu'un Leader est une personne porteuse d'ambition pour un bien-être collectif. Néanmoins, en RDC, se fait sentir un défi du leadership à deux niveaux : d'un côté le manque d'une volonté agissante des certains Leaders afin de propulser les concitoyens vers un développement durable. De l'autre côté, le manque de paiement des agents dans beaucoup d'entreprises des secteurs privés et étatiques. Pourtant, la perspective d'avenir pour la RDC, reste celle d'un leadership efficace pour la bonne gouvernance des institutions et la création de l'emploi qui respectent les ressources humaines et embauchent la main d'œuvre congolaise dont la jeunesse représente un pourcentage le

³ Idem,

plus élevé. En mettant en avant la stabilité politique comme conditions sinequanone pour postuler la paix et l'entrepreneuriat, vecteurs d'un développement durable dans un pays.

2. vision panoramique des entreprises aujourd'hui

Les entreprises évoluent aujourd'hui dans un environnement en perpétuelle mutation, tant sur les plans économique, technologique qu'environnemental. C'est pourquoi une formation en leadership trouve tout son sens pour accompagner les dirigeants. Pour rester compétitives, elles doivent prendre en compte de nouveaux paramètres : une concurrence accrue, des contraintes environnementales,... Si elles veulent développer leur capacité à être proactives, les entreprises doivent ainsi se donner les moyens : D'innover ; D'anticiper les évolutions des marchés et des technologies, en ayant, si possible, une légère avance sur leurs concurrents ; D'élaborer et partager une vision pour le futur ; De clarifier les buts à atteindre (on fait ici référence aux buts poursuivis et au sens de la stratégie choisie) ; De mettre en œuvre une politique basée sur des changements stratégiques clairement identifiés, expliqués et partagés ; De dynamiser, à tous les niveaux, l'ensemble des collaborateurs et des partenaires pour réussir la mise en œuvre opérationnelle des changements. Seuls des leaders sont capables de relever ces défis en jouant un rôle de catalyseur et d'entraîneur. Grâce à une formation en leadership, ils peuvent découvrir et mettre en œuvre ces compétences nécessaires à leur rôle. En effet, la présence des leaders permet : Le développement de la créativité ; La mise en place d'une culture du changement, avec un impact

significatif au niveau de la performance et de la rentabilité.

3. le leadership comme pouvoir d'influence pour le changement

Le leadership est un ensemble d'aptitudes et d'attitudes permettant d'influencer le comportement d'un individu ou d'un groupe en vue de l'amener à réaliser les objectifs visés. Le leader est une personne qui exerce une influence sur les membres de son groupe dans le but de les amener à réaliser les objectifs fixés par le groupe, à programmer les activités et à les évaluer. Le leader est un membre qui sait ce qu'il veut, il communique efficacement ses intentions, quand poursuivre son action ou se réorienter pour le mieux-être du groupe, etc. Dans la vie pratique, le terme « leader » désigne quelqu'un qui démontre un esprit de leadership tel que siéger à un comité, présider un groupe de travail, faire partie d'un bureau de direction ou tenir office de greffier. (Cfr ; la lande Dict. philo.)

Le leadership efficace est souvent fondé sur l'action plutôt que sur la fonction. Les démarches que vous entreprenez au titre de leader impliquent souvent l'usage de votre influence personnelle concernant les buts visés par le groupe. S'avérer un chef responsable et un meneur compétent équivaut à se sentir à l'aise dans l'un ou l'autre des rôles que l'on doit assumer. On peut s'engager dans l'action propice à l'accomplissement du mandat de l'organisme faisant abstention du poste que l'on occupe ou des responsabilités formelles qui nous sont confiées.

4. Styles du leadership

Dejoux 2014, explique les différents styles du leadership en disant que 6 styles sont primaires. Les 6 styles primaires du leadership sont applicables pour la plupart d'individus au sein des organisations :

1. Autocratique.
2. Autoritaire.
3. Démocratique.
4. Coaching.
5. Affiliatif.
6. Laissez-faire.

5. Les types du Leadership (Adaptation par Dejoux, 2014)

Les recherches sur les différents types du leadership révèlent que 8 types sont applicables par différents individus au sein des organisations humaines. d'après Dejoux, sont les suivants :

1. Le leadership autoritaire (ou autocratique)
2. Le leadership participatif (ou démocratique)
3. Le leadership du laissez-faire (ou délégatif)
4. Le leadership visionnaire. ...
5. Le leadership basé sur le coaching.
6. Le leadership affiliatif (ou collaboratif) ...
7. Le leadership démocratique. ...
8. Le leadership « chef de file ».

La bonne compréhension des types du leadership et l'application de chaque type par différents individus déterminent et orientent les actions au sein des institutions. Ainsi, nous devons aussi signaler que le leader devra avoir de l'humilité, il est au service de son équipe, il doit être Courageux. Le leader est comme le capitaine sur le pont de son bateau, il doit être

Persévérant. La persévérance est la qualité la plus déterminante pour la réussite d'une carrière au sein d'une institution.

6. Les caractéristiques du leadership

- a) Une vision claire,
- b) La capacité d'influencer et de motiver, et
- c) Les bonnes compétences en matière d'écoute et de communication sont les trois qualités essentielles des grands leaders.

7. Exemple du leadership de Jésus Christ (cfr Billy Graham).

Jésus est le leader parfait. Quel est son fondement ? Le directeur de Billy Graham Center, Ed Steter, met en lumière 7 principes essentiels. Rester dans l'humilité : Ayez-en vous les sentiments qui étaient en Jésus-Christ, lequel, *« existant en forme de Dieu, n'a point regardé comme une proie à arracher d'être égal avec Dieu, mais s'est dépouillé lui-même, en prenant une forme de serviteur, en devenant semblable aux hommes; et ayant paru comme un simple homme, il s'est humilié lui-même, se rendant obéissant jusqu'à la mort, même jusqu'à la mort de la croix. C'est pourquoi aussi Dieu l'a souverainement élevé, et lui a donné le nom qui est au-dessus de tout nom, afin qu'au nom de Jésus tout genou fléchisse dans les cieux, sur la terre et sous la terre, et que toute langue confesse que Jésus-Christ est Seigneur, à la gloire de Dieu le Père. »* (Philippiens 2:5-11).

Faire la volonté du Père : *« je suis descendu du ciel pour faire, non ma volonté, mais la volonté de celui qui m'a envoyé* (Jean 6:38). Jésus leur dit: *« Ma nourriture est de faire la volonté de celui qui m'a envoyé, et d'accomplir son œuvre »* (Jean 4:34). Etre le serviteur de tous : *« Ils arrivèrent à Capernaüm. Lorsqu'il fut dans la*

maison, Jésus leur demanda : De quoi discutiez-vous en chemin ? Mais ils gardèrent le silence, car en chemin ils avaient discuté entre eux pour savoir qui était le plus grand. Alors il s'assit, appela les douze, et leur dit : Si quelqu'un veut être le premier, il sera le dernier de tous et le serviteur de tout » (Marc 9:33-35). Remettre toute chose dans les mains du Père : « Jésus, qui savait que le Père avait remis toutes choses entre ses mains, qu'il était venu de Dieu, et qu'il s'en allait à Dieu, se leva de la table. » (Jean 13:3-4).

Répondre aux besoins des autres : « Il ôta ses vêtements, et prit un linge, dont il se ceignit. Ensuite il versa de l'eau dans un bassin, et il se mit à laver les pieds des disciples, et à les essuyer avec le linge dont il était ceint. » (Jean 13:4-5). Partager son autorité : « Jésus, ayant assemblé les douze, leur donna force et pouvoir sur tous les démons, avec la puissance de guérir les maladies. Il les envoya prêcher le royaume de Dieu, et guérir les malades. » (Luc 9:1-2). Bâtir une équipe : « Jésus, s'étant approché, leur parla ainsi : Tout pouvoir m'a été donné dans le ciel et sur la terre. Allez, faites de toutes les nations des disciples, les baptisant au nom du Père, du Fils et du Saint-Esprit, et enseignez-leur à observer tout ce que je vous ai prescrit. Et voici, je suis avec vous tous les jours, jusqu'à la fin du monde. »

(Matthieu 28:18-20). Préparation de ses remplaçants. Prendre en compte les marginalisés, les vulnérables et les faibles. Se réjouir de l'émergence de ses remplaçants.

8. **Rôles d'un leader** (Mintzberg, H. 2006.)

Les dirigeants compétents dans le cadre des organisations doivent combiner les aptitudes de leadership et de gestion dans les rôles qu'ils développent vers l'atteinte des objectifs de leur mouvement. Enumérons ici 5 rôles principaux :

1. Un communicateur ;
2. Un bâtisseur d'équipe ;
3. Un facilitateur animateur ;
4. Un agent de changement ;
5. Un éducateur. En tant que bâtisseur du groupe, le leader : Encourage et stimule ; Extériorise et verbalise ; Harmonise ; Accepte les compromis ; Assure un certain contrôle ; Respecte les autres ; Etablit des normes. En tant que facilitateur, le leader : Assure la croissance du groupe ; Agit comme participant/observateur et ne s'impose pas; Facilite la communication entre les membres; Implique tous les membres; Fait preuve d'ouverture d'esprit; Encourage le groupe à réfléchir sur lui-même. En tant qu'agent de changement, le leader : Admet le besoin de changement; Crée le climat propice au changement; Identifie clairement les problèmes rencontrés; Analyse efficacement ces problèmes; Identifie les solutions possibles; Identifie les démarches de solution de problème, les applique et les évalue. En tant qu'éducateur, le leader: Favorise le climat d'apprentissage; Livre un contenu pratique et applicable; Encourage l'autonomie et la prise de décisions; Favorise le travail en équipe; Stimule la réflexion et encourage l'évaluation personnelle; S'adapte en cours de route.

9. Fonctions d'un leader organisationnel : Adaptation de la pensée d'Aubert, N. 2002

Au sein d'un groupe, un leader peut exercer quatre fonctions fondamentales : Planifier; Organiser; Diriger ; Contrôler. L'organisation d'une réunion par le leader. A quoi faut-il être attentif au cours d'une réunion? Avant la réunion : La convocation doit comporter: L'ordre du jour et les objectifs de la réunion; La date, le lieu, l'heure, la durée ; La liste des participants à la réunion. L'envoi des convocations se fait 15 jours à l'avance ; La préparation des documents de travail utiles à la réunion (éventuellement à joindre à la convocation) ; La préparation du lieu, l'accueil (disposition des tables, café, sucre, biscuits,); La préparation du matériel pédagogique. Le leader doit veiller à bien préparer la réunion (lignes directrices de la réunion). Pendant la réunion : Accueil des participants (invitation à s'asseoir, présentation de chacun, liste des excusés, absents) ; Lecture et adoption de l'ordre du jour ; Approbation du PV ou du compte-rendu de la dernière réunion le cas échéant ; Représentations du contexte de la réunion ; Détermination des rôles. Le jeune leader doit veiller à : Aborder tous les sujets; Résumer, reformuler, conclure; Gérer les conflits; Respecter et faire respecter les horaires; Clore un sujet avant d'en débiter un autre; Rappeler les objectifs, ne pas s'en écarter; Responsabiliser les gens (position). Le jeune leader doit : Permettre à tout le monde de parler; Ne pas donner son avis personnel, rester neutre, tendre vers l'objectivité; voir recours à des personnes ressources si nécessaire; Faire prendre des décisions quand il y a lieu; Fixer la prochaine réunion (date, lieu, heure, modalités,). Après

la réunion : Prévion d'une réunion ou d'un moment informel (verre de l'amitié, échanges autour d'un repas,);

Rédaction du PV et envoi; Mise en place des décisions prises lors de la réunion; Assurer un suivi des décisions prises. Fonction de production. Prendre des initiatives en rapport direct avec la tâche (comme, par exemple, proposer de nouvelles solutions); Trouver une ou des solutions ou bien des éléments de solution. Fonction de facilitation. Organisation : Aider à définir des buts ou des problèmes; Veiller à ce que chacun puisse suivre la discussion; Ramener au sujet en cas de digression prolongée; Proposer des orientations; Suggérer des manières de procéder, un plan de travail; Garantir le maintien de l'horaire convenu; Inciter à user d'un tableau ou d'autres auxiliaires audiovisuels; Pousser à explorer des voies nouvelles; Susciter l'apport d'informations ou d'opinions supplémentaires; Evaluer le chemin parcouru par rapport au but final;

Prendre des notes, proposer un schéma, établir un compte-rendu; Rappeler des éléments d'information, des décisions antérieures; Répartir la parole; Susciter la participation des silencieux; Refrèner la participation de bavards. Clarification : Faire définir les termes employés; Demander une précision, une explication, un exemple concret; Faire expliciter le sens d'une question, les motifs d'accord ou de désaccord et s'assurer que chacun saisit complètement ce qui est en question. Expliciter ce qui vient 'être exprimé; Reformuler le problème, les idées émises; Rapprocher les idées émises et les expressions utilisées à différents moments ;Elaborer, articuler des idées émises entre elles, poursuivre un raisonnement, tirer des conséquences logiques, suggérer des alternatives, donner des exemples; Faire le point; Fonction de régulation : Accueillir les participants, se

soucier de leur confort, de leurs problèmes pratiques, de leurs malaises physiques, de leur état de fatigue; Amener les participants à se connaître, à exprimer leurs souhaits, leurs attentes; Stimuler l'entrain, le dynamisme; Rassurer, encourager, témoigner un accord, un soutien, une compréhension ou de la sympathie ; Valoriser les apports de chacun ; Rendre relative une opinion présentée comme absolue; Dépouiller une intervention de sa charge effective ; Concilier les opinions, susciter des rapprochements, des compromis et refléter les sentiments explicites ;

Faire extérioriser les émotions réprimées et exprimer son propre vécu; Aider à dégager le sens implicite et de ce qui se passe entre les participants. Attirer l'attention sur la répétition de certains comportements, de certaines situations de groupe ; Amener à identifier l'origine d'un silence, d'un malaise, d'une inquiétude; Amener à interpréter les motifs d'une situation conflictuelle, chaotique, euphorique ou d'un sentiment généralisé d'ennui, de désintérêt, de découragement; Clarifier le système des rôles groupaux; Proposer un moment de réflexion silencieuse; Proposer un moyen d'explorer plus avant une difficulté, de surmonter un blocage ;Proposer une activité délassante ; Faire diversion : plaisanter, proposer une pause, ajourner. La planification est une fonction humaine. C'est un processus social, par lequel des gens interagissent de façon systématique pour accroître le caractère rationnel des décisions et des actes destinés à réaliser des objectifs dans l'avenir. C'est donc une opération concrète destinée à aboutir à des changements réels dans un monde réel et non pas seulement le développement de l'idée abstraite ou d'un idéal. Le succès de la planification dépendra de l'effort conjoint

des membres de la communauté, de l'administration, des professionnels et des techniciens.

Nous allons expliquer les concepts de base de la planification, étape par étape: Définition du problème; Définition des objectifs ; Choix parmi les différentes stratégies ; Préparation du plan d'action ; Planification de l'évaluation ; Emploi de l'information dérivée de l'évaluation. Planifier est une action dynamique qui exige que l'on remette toujours tout en question : Est-ce que le problème a été bien défini ? Est-ce que l'objectif a été fixé correctement ? Y a-t-il d'autres stratégies ? Y a-t-il d'autres personnes/ressources humaines et matérielles

10. Les lunettes du leader: la vision et le problème : Réflexion de Pierre Kaheto, conférence sur le leadership, UBC Goma, Avril 2023

Définition du problème : Une enquête donne des informations de base et des indications sur les problèmes urgents d'une communauté. Nous choisirons le problème prioritaire sur lequel nous voulons travailler. Ce choix exige une révision de la situation dans la communauté, une étude comparative de l'ordre d'urgence des différents problèmes et nous enrichit avec des données supplémentaires plus précises sur le problème choisi. Pour nous aider à clarifier et définir le problème, nous allons utiliser les techniques suivantes: Qu'est-ce qu'un problème ? Une situation ou condition; Qui concerne des individus ou une organisation; Qui existera dans l'avenir; Et qui est considéré comme indésirable par les individus ou l'organisation. L'analyse du problème passe par les interrogations suivantes: Qui

ressent le problème ? Quelles sont les causes ou les origines du problème ? Que va-t-il arriver si aucune action n'est entreprise? Est-il justifié que mon organisation (employeur) s'en charge ? Suis-je en état de m'identifier avec ce problème jusqu'au bout ? Quels avantages pourrais-je en tirer ? Toutes ces questions nous aideront à approfondir notre compréhension sur l'étendue du problème et sur notre motivation personnelle pour la réussite du projet. Après cette analyse, nous devons être en état de rédiger le problème brièvement qui doit inclure les points suivants: La date future prévue; La population cible (affectée) ; La nature du problème ; La dimension estimée de ce problème ; La relation entre le problème et la responsabilité de votre organisation.

11. Les sept principes de leadership à apprendre de la vie d'un aigle : Réflexion de Dany Claude, adaptée par Pierre Kaheto lors de la conférence de l'UBC-Goma, Avril 2023

Ces principes sont écrits par Dany Claude. Je ne sais si vous le savez ou l'avez déjà observé, surtout ceux qui ont vécu dans la partie septentrionale du pays, mais l'aigle est un des rapaces les plus fascinants et les plus mystérieux à la fois. Voici 7 principes de leadership que nous pouvons tirer de l'aigle: Les aigles volent Seuls et à haute altitude. Ils ne volent pas avec les moineaux, les corbeaux, et tous les autres petits oiseaux. Principe n°1: Éloignez-vous des gens bornés, ceux qui peuvent vous faire tomber. L'aigle vole avec les aigles. Maintenez-vous en bonne compagnie. 2. Les aigles ont une vision précise. Ils ont la capacité de se concentrer sur quelque chose sur une distance d'aussi loin que 5 km. Peu

important les obstacles, l'aigle ne dévie pas son attention de la proie jusqu'à ce qu'il l'attrape. Principe n°2: Il faut avoir une vision et rester concentré, peu important ce que peuvent être les obstacles et vous réussirez. 3. Les aigles ne mangent pas des choses mortes. Ils se nourrissent uniquement de produits frais. Principe n°3: Ne comptez pas sur vos succès passés, continuez à presser de l'avant, à faire de nouvelles conquêtes. Laissez votre passé là où il appartient, dans le passé. 4. Les aigles aiment la tempête. Quand les nuages se rassemblent, l'aigle est excité, il utilise les tempêtes pour s'élever davantage. Une fois qu'il trouve le vent de la tempête, l'aigle va utiliser la tempête qui fait rage pour se hisser au-dessus des nuages.

Cela donne l'aigle l'occasion de glisser et de se reposer sur ses ailes. En attendant, tous les autres oiseaux se cachent dans les branches et les feuilles de l'arbre. Principe n°4: Faites face à vos défis de front sachant que de ceux-ci vous sortirez plus forts et mieux que ce que vous étiez avant ces défis. Nous pouvons utiliser les tempêtes de la vie pour atteindre de plus hauts sommets. Ceux qui se concentrent sur les performances n'ont pas peur de monter aux sommets des plus élevés. Ils n'ont pas peur des défis, mais plutôt ils les savourent et les utilisent de façon rentable. L'accouplement ou le jeu amoureux chez l'aigle.

Quand un aigle femelle rencontre un mâle et qu'ils veulent s'accoupler, elle vole vers le bas à ras de terre, ramasse une brindille et remonte dans les airs avec l'aigle mâle à sa poursuite. Une fois qu'elle a atteint une altitude suffisamment élevée pour elle, elle laisse tomber la brindille sur le sol alors qu'elle regarde. L'aigle mâle poursuit la brindille, la rattrape avant qu'elle ne tombe au sol, puis la ramène à l'aigle femelle. L'aigle femelle

saisit de nouveau le rameau ou la brindille et vole à une altitude encore plus élevée pour la déposer à nouveau quelque part pour que l'aigle mâle continue de la poursuivre. Ceci se produira des heures durant à des hauteurs toujours plus élevées à chaque fois, jusqu'à ce que l'aigle femelle ait l'assurance que l'aigle mâle a maîtrisé l'art de rattraper sa brindille, ce qui est preuve de son engagement. Alors et alors seulement, elle lui permettra de s'accoupler. Principe n°5: que ce soit dans la vie ou dans l'entreprise privée, il faut tester l'engagement des personnes destinées s'associer avec vous. Ne vous associer qu'avec des gens qui ont réellement fait la démonstration de vouloir s'associer ou de travailler avec vous et ont fait preuve de détermination pour ça. Ce principe peut aussi servir lorsqu'il s'agit d'accepter son conjoint ou conjointe pour la vie.

Les aigles préparent leurs petits pour le vol. Ils enlèvent les plumes et l'herbe douce dans le nid pour que leurs petits deviennent mal à l'aise, et les préparent ainsi à voler et éventuellement les petits se trouvent obligés de voler quand il leur devient insupportable de rester dans le nid. Principe n°6: Laissez tomber votre zone de confort, il n'y a pas de croissance pour quiconque demeure dans sa zone de confort. Ses plumes deviennent faibles et ne peuvent pas l'entraîner aussi vite et aussi haut qu'elles le devraient. Cela le rend faible et pourrait le faire mourir. Alors, il se retire dans un endroit, loin dans les montagnes. Là, il arrache les faibles plumes de son corps et brise ses becs et griffes contre les rochers jusqu'à ce qu'il soit complètement nu; un processus très sanglant et douloureux. Puis il reste dans cette cachette jusqu'à ce ses nouvelles plumes aient poussé, et que se soient formés ses nouveaux becs

et griffes, puis il sort, capable de vols bien plus élevés qu'auparavant. Principe n°7: nous avons besoin de délibérément nous défaire de vieilles habitudes, peu importe le niveau de difficulté que cela présente, les choses qui nous pèsent et qui n'ajoutent aucune valeur à nos vies doivent être abandonnées. Il n'y a pas de "c'est mon comme ça la" Fascinant n'est-ce pas? Alors *ne renonce jamais de devenir le meilleur de toi même, sois un aigle ! Et si tu deviens un aigle enseigne tes enfants ou tes petits frères (sœurs) à le devenir aussi.*

Pour postuler un leadership efficace, Chaque congolais devrait d'abord se libérer de ses chaînes d'irresponsabilité qui lui pousse à la corruption et la mégestion des institutions afin d'opter pour la transparence modèle de sagesse, d'écoute et de tolérance. Vis-à-vis de ces crises de conflits de terre subies par toutes les classes sociales au Nord Kivu et en particulier, en RDCongo et dans les pays de la Région de Grands-Lacs en générale, cet ouvrage vient avec des pistes des solutions concrètes pour la résolution pacifiques de ces multiples conflits qui empêchent encore le progrès de notre pays et la formation du nouveau type d'hommes leaders pour le relèvement de la nation.

Comme apport scientifique, cet Orasscopie VI propose des vrais enjeux analytiques et panoramiques avec des réflexions profondes en vue de dégager des solutions pouvant faire sortir de l'immobilisme et de la résignation l'élite et les décideurs du Nord-Kivu d'abord, de la République Démocratique du Congo ensuite et enfin, nous n'aménageront aucun effort à la suite de tous les cadres chercheurs qui ont participé à la réalisation de cette copie trimestrielle en la recommandant à nos Collègues de service, aux Pasteurs des Eglises des ECC Nord-Kivu, aux enseignants,

camarades, et aux étudiants des Universités en RDC de pouvoir s'y référer en qualité de ressourcement dans la recherche au nouveau système LMD.

12. Bibliographie

Allouche, J (dir.). 2012. *Encyclopédie des Ressources Humaines*, 3e éd. Vuibert. Allard-Poesi, F. 2012.

Le management d'équipe, topo, Dunod.

Aguillar, M. 2009. *L'art de motiver*, Dunod.

Argyris, C, Schon, D. 2001. *Apprentissage organisationnel*, De Boeck Université.

Ariely, D. 2012. *C'est (vraiment ?) moi qui décide*, Flammarion.

Aubert, N (dir). 2002. *Diriger et motiver. Art et pratique du management. Les éditions d'Organisation.*

Berthoz, A. 2003. *La Décision*, Odile Jacob.

Cavarretta, F. 2016. *La France, Un paradis pour entreprendre*, Plon.

Dany, C.2016. *Sept principes de leadership a apprendre de la vie de l'aigle. De Boeck Université.*

Dejoux, C. 2014. *Management et Leadership, topo, Dunod.*

Drucker, P. 2010. *L'avenir du management. Réflexions pour l'action*, Pearson.

Mintzberg, H. 2006. *Le manager au quotidien. Editions d'Organisation.* Mintzberg, H. 2011. *Manager : Ce que font vraiment les managers. Vuibert.*

Nayar, V. 2011. *Les employés d'abord, les clients ensuite*, Editions Diateno. Plagne, J.M. 2015. *Théories et management de l'entreprise*, Dunod.

Senge, P. 2015. *La cinquième discipline, First.*

Krogerus, M. Tschappeler, R. 2013. *Le livre des décisions, à contre-courant*, leduc.S.

Gladwell, M. 2006. *Le point de bascule*, Edition Transcontinental.

Harvard Business Review, 2002. *La prise de décision*. Les éditions d'Organisation.

Robbins, S., De Cenzo D., Coulter, M. 2011. *Management*, Pearson.

Simon, H. 1983. *Administration et processus de décision*, Economica.

Taleb, N. 2008. *Le cygne noir*. Belles Lettres.

Levy Boyer, C. 2006. *La motivation au travail : modèles et stratégies*, 2eme ed, Les éditions d'Organisation.

Maugerie, S. 2013. *Théories de la motivation au travail*, Topo, Dunod.

Maslow, A. 2013. *Devenir le meilleur de soi-même : Besoins fondamentaux, motivation, personnalité*, Eyrolles.

Muchielli, A. 2011. *Les motivations*. Que sais-je, n°1949, PUF.

Robbins, S. 2009. *Bien diriger son équipe*, Pearson.

Thévenet, M. 2000. *Le plaisir de travailler. Favoriser l'implication des personnes*. Les éditions d'Organisation.

Par Doctorant Pierre MURHULA KAHETO, et (all)

CHAP.II. LE FONDEMENT DE LA CULTURE JURIDIQUE RESPONSABLE DES DROITS DE L'HOMME »

Par Prof Dr. BATUPA Pépé Florent, (PhD) en droit de MIIBS-URH

i. Biographie de l'Auteur

Professeur Docteur **BATUPA MUSESEKA KAMULETE**



Pépé Florent, PhD est porteur de Diplôme d'Etudes Supérieures au Centre International d'Etudes Supérieures Appliquées (CIESA/Canada) et une Thèse Doctorale en Droit Internationale et Humanitaires de MIIBS-URH de l'Université Renaissance de Haïti 2014, Détenteur de Double Licences en Droit Privé-

Judiciaire de l'Université Ouverte-CIDEP/GOMA 2008 et en Management de l'Université du CEPROMAD « UNIC-ISGEA/BUKAVU 1995 » et Diplômé en Criminologie à l'Ecole de Criminologie de Ministère de la Justice et Garde des Sceaux 1983. Enseignant d'Universités à l'UNIC/GOMA, UHTGL,UFRACO,UBC,UBA, ISPêche, ULKI, et Chercheur Indépendant, Recteur Honoraire à l'UHTGL/GOMA, et à l'Université Internationale de Goma. Il a publié des Ouvrages et des Articles Scientifiques. Actuellement Directeur et Inspecteur de Police Judiciaire des Parquets en Chef à la Brigade Judiciaire du Nord-Kivu/Goma au Parquet Général de

Goma, en République Démocratique du Congo partisan de la paix et Apôtre de la non-violence, Ami de Jésus-Christ, Marié et Père de famille nombreuse.

ii. Résumé

A l'aube du nouveau Millénaire a été manqué par des déclarations proclamant l'importance des Nations Unies et clamant la nécessité de promouvoir la paix, le désarmement, l'Etat de droit et la bonne gouvernance, parallèle à une culture de la tolérance dans un monde à la diversité grandissante et au respect des droits humains à travers toute l'humanité. En quelques années, ces grandes expériences se sont envolées, confirmant la conception de notre ère comme une ère de discontinuité.

MOT CLES : Pactes, Droits de l'Homme, Métissage, Nations Unies, Charte, Droits et liberté, Fondement.

1. INTRODUCTION

Au cours de l'histoire humaine s'est affirmée l'idée que tous les êtres humains quelle que soit leur situation, possèdent des droits inaliénables dont ils doivent pouvoir jouir sans discrimination. A travers des siècles, les droits de l'homme ont été consacrés dans les déclarations nationales de plusieurs Etats. La personne humaine est sacrée. L'Etat a l'obligation de la respecter et de la protéger. Toute personne a droit à la vie, à l'intégrité physique ainsi qu'au libre développement de sa personnalité dans le respect de la loi, de l'ordre public, du droit d'autrui et des bonnes mœurs.⁴

Les droits de l'homme sont le fondement de la liberté, de la justice, de la paix et dont le respect permet à l'homme de se développer.

⁴ Constitution de la république démocratique du Congo modifiée par la loi n°11/002 du 20 janvier 2011 portant révision de certains articles de la constitution du 18 février 2006, in J.O, 52^{ème} année, numéro spécial. Kinshasa, 5 février 2011

Dans tout temps, on s'est interrogé sur la valeur de l'être humain, et certains l'ont fortement affirmée plus, semble-t-il dans le monde anglo-saxon que sans les cultures latines.⁵

Néanmoins, il a fallu beaucoup de temps pour que ces interrogations et affirmations prennent de l'ampleur, reçoivent un assez large assentiment, et débouchent sur des textes ayant une autorité sociale et politique. C'est en 1776 que pour la première fois un Etat, celui de la Virginie en Amérique du Nord promulgua une déclaration des droits de l'homme, quelques semaines après la Pennsylvanie, Delaware, le Maryland et la Massachussetts, en feront autant.⁶

Mais l'une de grandes réalisations en matière des droits de l'homme est la création d'un vaste ensemble des lois relatives aux droits de l'homme créée par les nations unies, et cela nous dote d'un code des droits fondamentaux, universels et internationalement protégés, auxquels tous les peuples peuvent aspirer. C'est ce qu'on appelle la « Déclaration universelle des droits de l'homme. »

I. METISSAGE DES DROITS DE L'HOMME

Les droits de l'homme sont perçus par le prix Nobel de la paix, Amnesty international, comme des standards fondamentaux sans lesquels les gens ne peuvent vivre tant qu'êtres humaines.⁷ Leurs fondements se retrouvent dans les concepts de liberté,

⁵ Ghislain KAVULA MWANAGANA, Problématique des sanctions en matière des droits de l'homme, Kinshasa, 2005

⁶ André GOUNELLE, les fondements des droits de l'homme in <http://prolibe.net/> étique.2003.

⁷ Fabrice constant KOUASSI, problématique des droits de l'homme dans le développement du capital humain : enquête au sein de lycée public laïc et privé confessionnel des communes de Cocody et Treichville (Abidjan), université Cocody, DEA, en science sociale de développement du capital humain. 2005

de justice, de paix, sous la forme de documents écrits, ces droits ont pris leur élan dans des textes célèbres parmi lesquels, the Bill of rights de 1689 en Angleterre, la déclaration d'indépendance de 1776 aux Etats-Unis, la déclaration des droits de l'homme en France 1789, la déclaration des droits de l'homme adoptée par les nations unies en 1948, la charte africaine des droits de l'homme et des peuples en 1981... Cette situation écrite, démontre l'universalité à laquelle restent attachés les droits de l'homme.

Il s'agit pourrait-on dire d'un plan de la culture de l'universel. En ce sens, il demeure le résultat d'un métissage culturel, objectif longtemps poursuivi par le mouvement de la négritude dans sa lutte pour l'affirmation du peuple noir. Ainsi, on peut valablement percevoir à travers cette étude, les droits de l'homme comme une éthique universelle qui doit participer à préserver l'homme suivant toutes ses dimensions. Dans le monde actuel, la question des droits de l'homme est donc un domaine élévateur de l'humanité. Elle s'est internationalisée et va au-delà de la souveraineté nationale des Etats. Elle est perçue par les organismes⁸ comme des règles que tout le monde doit respecter quel que soit votre taille pour que le monde vive en paix. C'est donc un préalable à la paix. Le caractère universel que semble lui reconnaître la communauté internationale a fait qu'aucun pays ne doit se soustraire à ses exigences. Mais la force est de constater que dans la plupart des pays au monde on observe de très graves violations de ces droits fondamentaux.

C'est le lieu de révéler le cas des Etats-Unis d'Afrique qui sous prétexte « d'une guerre contre les terrorismes, se livrent aux pires des violations des droits.

⁸ Ecole instrument pour la paix (1999), éducation au droit de l'homme www.eip-cifed.org.

Sur l'Île de Guantanamo à Cuba, par exemple, ils détiennent des prisonniers soumis aux pires tortures et dont plusieurs tentent de trouver dans le suicide un salut, ainsi que le rapporte la Croix rouge internationale⁹ en Europe, le phénomène de l'immigration est généralement un prétexte constant pour porter atteinte aux droits de l'homme. Outre cela, le racisme, les discriminations de tout genre accroissent les bavures policières et autres services injustes. L'Afrique centralise le plus grand nombre de conflits armés sur son sol. Au cours de ses guerres. On observe également la mise entre parenthèses des droits de l'homme. Pourtant, il existe un droit régissant la guerre à savoir le droit international humanitaire, qui préserve autant que faire ce qui est le droit fondamental à la vie. En plus de ces écrits observés partout sur la planète, l'ignorance des droits fondamentaux est encore très élevée. En effet, un sondage¹⁰ conduit par une firme canadienne a révélé qu'un peu plus de la moitié des canadiens ne pouvait nommer l'un ou l'autre des droits garantis par la charte canadienne des droits des libertés, 93% des américains selon Human right USA n'auraient jamais entendu parler de la déclaration universelle des droits de l'homme. En Afrique, l'analphabétisme élevé et le manque de volonté politique, ne favorisent pas l'acculturation des populations.

I.1. Equation entre droit interne et droit international

Le droit relatif aux droits de l'homme met en jeu une équation complexe entre le droit interne et le droit international, lequel définit, généralement, la substance

⁹ Amnesty international 2004, rapport 2004, Londres, Edition francophone (cas des Etats unis d'Amérique

¹⁰ Champagnant JC (2004), « le travail des enfants en Afrique » www.bitsenfants.com

des droits de l'homme et édicte la liste de ceux que chaque Etat doit appliquer sur le plan international. Toutefois, en l'absence d'un droit conventionnel ou d'une coutume, les failles juridiques des droits de l'homme sont fréquemment comblées par les principes généraux du droit international, qui reflètent à leur tour, les protections juridiques fondamentales accordées aux individus dans la majorité des systèmes juridiques. Le respect effectif des droits de l'homme sur un plan individuel dépend souvent de leur application interne par les tribunaux. A des rares exceptions près, le système onusien de traités sur les droits de l'homme impose seulement aux Etats de rendre compte de la façon dont ils s'y conforment, le contrôle se limitant à l'examen de leurs rapports. Les autres mécanismes par lesquels l'ONU oblige les Etats à remplir leurs obligations ne sont applicables qu'en cas de violations systématiques ou étendus¹¹

En cas d'existence d'un recours individuels, comme dans le protocole facultatif au pacte international relatif aux droits civils et politiques, la solution se limite souvent à une déclaration indiquant que l'Etat viole ses obligations. Les systèmes régionaux interaméricains et européens de droits de l'homme doivent leur originalité à la création de leur propre tribunal pour juger les violations à leurs traités régionaux réceptifs dans ce domaine, mais, ici encore, le seul palliatif disponible risque d'être une déclaration des violations faites par l'Etat. Les remèdes plus traditionnels aux infractions aux droits de l'homme donnent des compensations financières et injonctions qui sont à être tributaire de la place faite par les tribunaux de l'Etat à l'intégration et à

¹¹ Linda A. Malone (2004), les droits de l'homme dans le droit international, ed. nouveaux Horizons. Paris.

la mise en œuvre de droit international, qu'il s'agisse de droit des traités, de coutume à des principes généraux.

Vers la fin du XIXe siècle, la grande préoccupation des droits de l'homme s'internationalise. Le droit international a essentiellement pris une place prépondérante à comme rôle de déterminer les droits et obligations entre les Etats, pour régler leurs problèmes de frontière, de guerres et de paix ont élu domicile dans le grand concert des nations. Les droits de l'homme, enjeu d'une médiatisation tous azimuts, objet aussi de la désinformation opérée par des régimes dépourvus d'opinions publiques semblent être devenus un instrument de combat devant les opinions publiques et paraient subir une extrême politisation générant leur prévisions. Partant, il ne faut pas mésestimer les mérites de cette diplomatie des droits de l'homme est le plus souvent à porter à son crédit, il faut particulièrement souligner que les textes juridiques protecteurs des droits de l'homme sont les fruits de ces débats, souvent difficiles.¹² Mais le droit international va aussi prendre en compte les droits des personnes humaines, en interdisant l'esclavage, en réglementant le droit des conflits armés (droit international humanitaire), concluant les premiers traités de protection des minorités ou les premières conventions internationales du travail.¹³

I.2. Les droits de l'homme comme référence obligée.

Le respect des droits de l'homme et la notion de l'Etat de droit est actuellement des références obligées dans tout débat concernant les Etats, qu'il s'agisse du

¹² F.SUDRE (2001), Droit international et européen des droits de l'homme, 5^e édition p.12

¹³ D.ROUGET (2000), le guide de la protection internationale des droits de l'homme, édition la Pensée Sauvage, Pris.

débat interne ou du débat international. Les droits de l'homme (ou droits fondamentaux) sont à l'heure actuelle au centre de l'attention de l'opinion mondiale, toutefois dans un sens bien différent de celui espéré par le comité de savants qui discuta les problèmes théoriques relatifs à l'élaboration de la déclaration universelle, par la suite approuvées par l'Assemblée générale de l'ONU, le 10 décembre 1948. Alors on nourrissait le ferme espoir, voire même la certitude, que la conscience des droits de l'homme se serait rapidement diffusée à l'échelle mondiale et qu'on lui aurait assurée une application juridique et politique de plus en plus concrète et vigoureuse. A vrai dire cet espoir ne s'est pas révélé entièrement vain. Depuis lors nombreux ont été les accords juridiques internationaux qui ont précisé et développé les principes de la déclaration universelle et en ont établi l'obligation : entre autres les récents accords de Helsinki. D'autre part les droits de l'homme sont largement évoqués en occasions toujours plus fréquentes soit par des individus soit par des groupes politiques et d'opinion.¹⁴

Toutefois, ils sont si souvent invoqués précisément parce qu'ils sont fréquemment violés. Or, cette persistante violation à l'époque où ces droits ont été désormais établis par de nombreuses constitutions étatiques et par des conventions internationales qui engagent les gouvernements, constitue un fait paradoxal qui démentit les espoirs de l'après-guerre. Il semble en effet que la traduction en termes juridiques de l'idée philosophique des droits de l'homme, loin de les rendre plus assurés et garantis, les ait rendus plus controversables et finalement moins facilement

¹⁴ Dr.BATUPA Florent Pépé (2017). Les droits de l'homme en Afrique, Editions Universitaires européennes, saarbrücken, Allemagne.

applicables. Peut-on résoudre ce paradoxe ? Une observation très simple et apparemment décisive est avancée à cette fin par les juristes : si l'application générale des droits de l'homme est loin d'être efficacement assurée, cela est dû au fait qu'on n'a pas encore institué un organisme juridictionnel véritablement supra national capable de faire efficacement respecter les droits humains consacrés dans les chartes, ils ne sont juridiques qu'à moitié, c'est-à-dire qu'il les rend pratiquement inefficace.¹⁵

Toutefois, la solution du paradoxe n'est pas aussi simple que ça. En effet, le véritable obstacle à l'institution de l'organisme supranational dont il est question est représenté par la résistance des Etats à reconnaître que leur souveraineté est limitée, non pas par la puissance d'un état hégémonique mais par une règle de droit supérieure à la volonté législative des différents états. Or l'existence de cette règle supérieure est précisément niée par les doctrines juridiques et philosophiques dominantes à l'heure actuelle. Voilà le point central de la question, où se manifeste l'ambiguïté de la conception courante des droits de l'homme. Ils sont proclamés, invoqués, mais en niant, ou tout au moins en ignorant leur présumé : un droit supérieur et universel qui puisse les fonder et justifier la question première est d'ordre théorique et non pas purement pratique.

¹⁵ Sergio COTTA, le problème de fondement des droits de l'homme in article UNESCO.

II. L'IMPOSSIBILITE FONDAMENTALE METTANT EN CAUSE LES DROITS DE L'HOMME

Pour s'en rendre compte, il sera utile de revenir en arrière aux débats qui précédèrent la proclamation de la déclaration universelle de l'ONU. A cette occasion Maritain observa qu'un accord général sur le fondement ou la justification des droits de l'homme était impossible à cause des profondes divergences philosophiques et idéologiques qui divisent le monde actuel.

Mais, tout en ne méconnaissant pas la gravité de ce désaccord d'ordre théorique, Maritain croyait possible un accord pratique sur un certain noyau cohérent de convictions concernant l'action.¹⁶ Cette option pratico pragmatique fut adoptée par le « comité de l'UNESCO sur les fondements » théoriques des droits de l'homme, présidé par l'anglais E.H. Carre.¹⁷ Ce point de vue est considéré encore aujourd'hui le seul possible par un éminent philosophe positiviste du droit, Norberto BOBBIO. D'après lui, le problème de fond relatif aux droits de l'homme, est aujourd'hui non pas de le justifier, mais de les protéger, ce n'est pas un problème théorique mais juridique. La recherche d'un absolu, c'est-à-dire incontestable, est pour lui un « exploit glorieux, mais désespéré »¹⁸ car ces droits sont théoriquement antinomiques et historiquement conditionnés. D'autre part, poursuit-il d'ailleurs, la déclaration universelle a donné lieu à une sorte de « consensus général » sur la validité de ses énonciations, c'est pourquoi peut-on affirmer qu'un fondement

¹⁶ Sergio COTTA, le problème de fondement des droits de l'homme in article UNESCO

¹⁷ Cfr. Deidritti dell'uomo. Testiraccoltidall, UNESCO, 1952, pp.12-13

¹⁸ Op.cit,pp. 365-366, B. Croce ne partage pas cette option, ibid, pp, 134-135

juridique, universel et positif, des droits humains est désormais acquis.¹⁹

Toutefois, la thèse qu'il serait inutile de chercher le fondement des droits de l'homme apparaît immédiatement bizarre ; en raison de quoi seraient-ils considérés fondamentaux ? Seraient-ils leur propre fondement ? D'autre part, l'existence du consensus général affirmée par Bobbio est non seulement contestée par d'autres auteurs, par exemple par Raymond Polin²⁰, mais contredite aussi par la réalité politique : les difficultés que rencontre l'application des accords de Helsinki en offre la plus récente et éclatante preuve. C'est tout à fait logique qu'il en soit ainsi. Si le fondement théorique des droits n'est pas acquis, il est inévitable que, tôt ou tard, ils apparaissent controversables sur le plan pratique ainsi, par conséquent un engagement sérieux, durable et général en leur faveur risquée d'être difficile pour ne pas dire stérile, c'est pourquoi la question théorique du fondement, loin d'être une question abstraite, à des conséquences pratiques très importants et pourtant n'est pas évitable. Considérons d'abord la question dans l'opinion du positivisme juridique aussi bien formaliste que réaliste. Dans cette optique les droits de l'homme apparaissent bien sûr comme les droits positifs, puisqu'ils ont été établis, à l'intérieur, par le législateur international. Ils sont en ordre des droits fondamentaux parce qu'ils limitent le pouvoir normatif de législateur ordinaire. La question semble réglée, mais ce n'est pas ainsi. En effet, pour le positivisme juridique, ils tirent leur validité uniquement de la norme qui les a établis et,

¹⁹ Cf. l'illusion du fondement dabsolu, in le fondement des droits de l'homme, institut international de philosophie, Freinze, 1966, pp.8-9

²⁰ Cf. N. Bobbio, il problema della guerra, la vie della pace. Bologna, pp.132 et 137

par conséquent, du pouvoir ayant la compétence normative suprême. Dans cette optique ils apparaissent fondamentaux de manière purement relative ou, puisqu'ils ont valeur obligatoire uniquement par le législateur suprême, à la volonté contingente duquel ils restent soumis.

Considérons maintenant la question dans l'optique de la philosophie historiciste, qu'elle soit idéaliste ou matérialiste. Le résultat change quelque peu à la surface, mais reste identique dans le fond. Pour toute philosophie historique, les droits de l'homme (ainsi d'ailleurs, que le droit en général) ne tirent pas leur validité essentielle de la simple appartenance à l'ordonnement juridique positif et par là de la volonté contingence du législateur. Ils ont un fondement plus profond infra positif pourrait-on dire dans ce qu'on appelle « la conscience historique », qui les soustrait à la contingence et à l'arbitraire du pouvoir lui imposant de les reconnaître tout simplement comme déjà existants et de les sanctionner par les normes juridiques positives. Toutefois cette solution aussi n'est pas satisfaisante. En effet la « conscience historique » est, en premier lieu, une notion vague et imprécisable ; en second lieu, elle ne saurait définir une attitude de l'esprit universellement unitaire ou univoque ; en troisième lieu, étant historique, elle est changeante de par sa nature même. Par conséquent rien ne garantit-sauf une mythique croyance au « sens de l'histoire » ou à progrès irréversible que la dite « conscience historique » ne puisse donner lieu à des controverses sur l'interprétation des droits de l'homme même, à leur répudiation au cours du temps, par conséquent, dans la perspective d'une philosophie historiciste aussi, les droits de l'homme ne sont fondamentaux que *secundum quid*,

puisque leur validité dépend d'une conscience historique qui est par définition changeante.

Positivisme juridique et historiciste philosophique aboutissent donc au même résultat de relativiser la notion des droits de l'homme. Voilà la raison profonde, culturelle, qui explique les difficultés d'interprétation et d'application qu'ils rencontrent habituellement. Même l'institution (pourtant hautement souhaitable) d'un tribunal supranational impartial ne saurait éliminer ces difficultés tant que resteront dominantes les théories juridiques et philosophiques. Aucun tribunal s'inspirant à ces théories aurait l'autorité (pour traire le pouvoir) d'annuler les changements de la volonté du législateur international. Aucun tribunal ne resterait uni dans l'interprétation de la « conscience historique ». A ce propos que le positivisme juridique est, pour ainsi dire, obligé à concevoir les droits fondamentaux de la manière que sa conception générale du droit qui subordonne le droit subjectif au droit objectif (positif). Tous les juristes contemporains ou institutionnalistes, formaliste ou réalistes, « bourgeois » ou, marxistes. Ils considèrent, tiers, le droits subjectifs en tant qu'une simple pièce de l'agencement interne du droit objectif, de l'ordonnancement juridique, qui établit souverainement l'extension et les capacités juridiques, et donc les conditions de l'existence même du droit subjectif. On a fini par le dépouiller de toute liaison avec la personne humaine, en le présentant comme une pure technique du recours en justice : une technique possible, mais, comme toute technique, pas du tout nécessaire. C'est pourquoi Kelsen a pu affirmer la réduction du droit subjectif ou objectif et qu'Alf ROSS considère qu'une

description du droit valide, c'est-à-dire objectif, n'a pas du tout besoin de recours à la notion du droit subjectif.²¹

Les droits de l'homme n'acquièrent leur pleine validité et valeur que dans le cadre d'une civilisation juridique authentique, consciente de son enracinement ontologique et par conséquent de sa mission co-existentielle de paix. D'où il faut encourager l'application des instruments internationaux qui offrent une concrète protection aux droits de l'homme.²²

III. LES INVENTIONS DE LA MODERNITE

Yves MODIOT soutient que l'objet des droits de l'homme est l'étude des droits de la personne reconnus au plan national et international et qui dans un certain état de civilisation assurent la conciliation entre, d'une part, le maintien de l'ordre public.²³ Les droits de l'homme sont l'une des inventions les plus frappantes et les plus paradoxales de la modernité. Inutile de retracer des généalogies préalables car ils arrivent avec le monde moderne, celui de la bourgeoisie, de la maîtrise de la nature, de l'espoir du progrès et du bonheur d'une société faite à l'échelle humaine, du présent historique, de la domination et de la circulation du capital. Ils font partie d'un bagage où s'entremêlent d'autres nouveautés comme l'Etat, l'histoire des anciens opposée à une histoire présente et déjà classique des modernes, la division des fonctions du travail et les limites sans frontières de l'action humaine.²⁴

²¹ Kelsen, General theory of law and state, I, Chap.VI ; pour Ross, on law and justice, §

²² Commission pontificale « iusticia et paix », 2001, l'Eglise et les droits de l'homme document de travail N°1, 2^{ème} édition cité du Vatican. P.72

²³ J.M.BECET, D.COLARD, (1982), Iles droits de l'homme, dimensions nationales et internationales, Paris, Economica, pp.9-10

²⁴ Marcelo Raffin, (2008), par une généalogie de la question des droits de l'homme, Revue Aspects n°1. pages 119-26

Il est clair cependant que les droits de l'homme ont rempli, à la naissance de la maternité, une fonction de légitimation des nouvelles formes de vie bourgeoise ; ils en sont un corrélat, un acquis et une arme. Mais il est indéniable en même temps, qu'ils ont ouvert une double voie révolutionnaire, ou plutôt, une seconde brèche de révolution qui n'était pas prévue à un premier moment : celle qui attaque les rêves non accomplis du monde bourgeois.

III 1. Les points de vue de contemporains

Les distinctions sont possible, tel que le fait également MARX, mais on ne peut pas perdre de vue l'acteur nouveau : l'homme générique comme sujet générique et individualisé, en un mot le sujet comme central d'un même drame.²⁵ Mais les droits de l'homme constituent une réalité très large. Ils sont beaucoup plus qu'une praxis, un dispositif, une arme, ou une idée forte. Ce que l'on constate à l'heure actuelle et de plus en plus, c'est qu'ils sont devenus une donnée de la société mondiale, qui implique la défense, la croyance et le soutien d'une série de valeurs.²⁶ La notion même des droits de l'homme possède nécessairement un caractère « cosmopolite » en raison de leur vacation et de leur nature universelle, ce qui se traduit par leur contenu renvoyant à une valeur de dignité et d'autonomie qui

²⁵ Dieudonné KALUBA DIBWA, (2010), Du contentieux constitutionnel en République Démocratique du Congo Contribution à l'étude des fondements et des modalités d'exercice de la justice constitutionnelle, thèse doctorat, université de Kinshasa.

²⁶ En ces sens, la notion de « culture des droits de l'homme » d'Eduardo Robossi qu'il identifié au « phénomène » à caractère juridique, politique et moral, ayant lieu dans le monde du second après-guerre, in ROBOSSI Eduardo, El fenomeno de los derechos humanos y la posibilidad de un nuevo paradigma teórico, in SOBREVILLAD.D. (compilador). El derecho, la política y la ética, MEXICO ; Siglo XXI, 1991 et l'élaboration des ces notions chez Rorty dans RORTY, Richard, Human Rights, nationality, and sentimentality, in SHUTE, Stephen and HURLEY SUSAN (editor) on human right, the oxford, Amnesty Lectures 1993, new york : Basic Books, 1993.

vaut par toute l'humanité et par le monde de garantie dans la mesure où les droits invocables par tout individu en tant que tel devraient être exigible partout. Avec la création de la catégorie des « droits de l'homme » comme « droits humains » au niveau international, il y a eu renversement de concepts et la création de nouvelles formes de relations politico-juridiques.

Dans sa réponse, Jacques Maritain s'était déjà montré sans illusions, déclarant qu'en ce qui concerne les droits de l'homme « un accord pratique est possible, « mais » un accord théorique est impossible entre les esprits » il est pourtant évident qu'il est difficile de parler de droits de l'homme sans une conception précise de l'homme censé être porteur de ces droits. Or, aucun consensus n'a jamais pu s'établir sur ce point. Faute d'être parvenu à un accord, on décida donc de rencontrer à justifier ce que l'on voulait affirmer. Les auteurs de la Déclaration universelle en rédigèrent le texte dans une vision consensuelle ne correspondant pas à la réalité. « La Déclaration, constate François Flahaut, devait être acceptée par tous à la condition que personne ne demande ce qui la justifie. Cela revenait à l'imposer d'autorité »²⁷.

René Cassin avait coutume de dire que les droits de l'homme reposent « sur un acte de foi dans l'amélioration de l'avenir et du destin de l'homme ». Un tel « acte de foi » se justifierai donc par ses finalités. « Ces fins, écrit Julien Freund, nous les posons comme normes, donc nous les affirmons dogmatiquement comme valables et dignes d'être recherchées ; elles n'ont pas le caractère apodictique d'une proposition scientifique »²⁸. Il en résulte que la conception de

²⁷ Descartes et Cie, (2002), le sentiment d'exister, Ce soi qui ne va pas de soi, p.453

²⁸ Julien Freund, Politique et Impolitique, Sirey, 192

l'homme sur laquelle repose la théorie des droits relève, non de la science, mais de l'opinion. De ce seul fait, à l'instar d'une religion, toute croyance ne vaut que dans l'exacte mesure où l'on y croit, ils ne peuvent avoir qu'une validité optative, c'est-à-dire qu'ils ne s'imposent que pour autant que l'on accepte de les voir s'imposer, qu'ils n'ont d'autre validité que celle que l'on décide de leur accorder. « Toute réflexion cohérente sur les droits de l'homme, dit encore Julien Freund, ne peut ne partir que du fait fondamental suivant : ils n'ont pas été établis scientifiquement, mais dogmatiquement »²⁹. Les droits de l'homme, ajoute François De Smet, ne peuvent échapper à leur qualification d'idéologie. A ce titre, ils sont exposés à la critique »³⁰ la définition même de l'homme dont parle la théorie des droits est moins évidents qu'il y paraît. La preuve en est que bien des « droits de l'homme » n'ont été étendus que progressivement aux femmes et à diverses autres catégories de populations humaines³¹.

On peut rappeler, à titre de symbole, que les deux pays occidentaux qui ont le plus longtemps maintenu en vigueur l'institution de l'esclavage, la France et les Etats-Unis, sont aussi ceux qui furent les premiers à proclamer les droits de l'homme. Plusieurs des rédacteurs de la Déclaration américaine des droits de 1776 étaient d'ailleurs eux-mêmes des propriétaires d'esclaves. Il n'existe pas non plus de consensus doctrinal ou philosophique quant à la définition des droits. « Une sorte de flou enveloppe la notion même de droits fondamentaux », reconnaît le Juriste Jean

²⁹ Ibid.,p.189.

³⁰ François De Smet, les droits de l'homme. Origines et aléas d'une idéologie moderne

³¹ Xavier Martin, sur l'extension tardive des droits de l'homme aux femmes, cf. notamment l'homme des droits de l'homme et sa compagne, Dominique Martin Mrin, Bouère, 2001

Rivero.³² Lorsque l'on parle d'un « droit de l'homme », veut-on dire que ce droit possède une valeur intrinsèque, une valeur absolue ou une valeur instrumentale qu'il est d'une telle importance que sa réalisation doit l'emporter sur toute autre considération, ou qu'il compte seulement parmi les choses indispensables. Qu'il donne un pouvoir ou un privilège. Qu'il permet de faire ou qu'il confère une immunité. Autant de questions, autant de réponses. Les critiques de la théorie des droits en ont souvent souligné le caractère flou, mais aussi contradictoire.

La plupart des défenseurs des droits des peuples dissocient peuple et Etat, ce qui est indispensable si l'on veut défendre les droits des minorités. Mais Hans Kelsen, théoricien de l'Etat de droit, refuse expressément cette distinction. Le principe de non-rétroactivité des lois, tenu en 1789 pour un droit imprescriptible, a été abandonné s'agissant des « crimes contre l'humanité ». La liberté d'expression, garantie sans condition aux Etats-Unis au titre des droits de l'homme, ne l'est pas en France, autre « patrie des droits de l'homme », au motif que certaines opinions ne méritent pas d'être considérées comme telles. Il est également possible aux Etats-Unis de vendre son sang, alors que le droit français ne rend nul tout contrat onéreux portant sur un produit du corps humain. Les droits de l'homme peuvent aussi se révéler contradictoires entre eux. D'une façon générale, il est fréquent que les droits relevant de la liberté positive entrent en contradiction avec ceux qui relèvent de la liberté négative : le droit au travail, par exemple, peut avoir pour obstacle le droit de propriété ou le droit de libre initiative. La loi française garantit depuis

³² In Louis Favoreu (éd), cours constitutionnelles européennes et droits fondamentaux, Presses Universitaires d'Aix-Marseille, Aix-en-Provence, et Economica, 1982, p.521

1975 le droit à l'avortement, mais le texte des lois sur la bioéthique adoptées le 23 juin 1994 à l'Assemblée nationale interdit les expériences sur l'embryon en alléguant la nécessité d'un « respect de l'être humain dès le consentement de la vie ».

Si l'on estime que l'embryon n'est pas encore un être humain, on voit mal pourquoi il serait interdit d'expérimenter sur lui. Si l'on estime qu'il en est un, on voit mal comment justifier l'avortement. Comment démêler dans ces conditions les « vrais » droits des « faux » ? Comment empêcher que les « droits de l'homme » ne devienne une expression passe-partout, simple flatus voci n'ayant que le sens, toujours changeant, qu'on leur attribue en telle ou telle circonstance ? Jean Rivero observe pour sa part que « le paradoxe majeur du destin des droits de l'homme depuis deux siècles est sans doute le contraste entre le dépérissement de leurs racines idéologiques et le développement de leur contenu et de leur audience à l'échelle universelle »³³ c'est une autre façon de dire que plus s'étend le discours des droits de l'homme, et plus s'accroît l'incertitude touchant à leur nature et à leurs fondements.

Cette question des fondements se pose de nos jours avec une acuité toute particulière. C'est en effet seulement à date récente, comme le dit Marcel Gauchet, que la problématique des droits de l'homme « à fini par sortir des livres pour se faire histoire effective ».³⁴ À partir du XIXe siècle, la vogue de la théorie des droits de l'homme avait été ralentie, voire suspendue, sous l'influence des théories historicistes, puis des doctrines révolutionnaires. Penser en termes de mouvement de

³³ « Les tâches de la philosophie », in La Revue du MAUSS. 1^{er} sem.2002.p. 279.

³⁴ « Les tâches de la philosophie politique », in La Revue du MAUSS, 1^{er} sem,2002,p,279.

l'histoire, en termes de progrès, conduisait nécessairement à relativiser l'importance du droit. En même temps, l'avènement du temps de l'histoire entraînait un certain discrédit de l'intemporalité abstraite caractérisant un « état de nature » d'où procéderaient les droits. La chute des régimes totalitaires, le dépérissement des espérances révolutionnaires, la crise de toutes les représentations de l'avenir, et notamment de l'idée de progrès, on très logiquement coïncidé avec un retour en force de l'idéologie des droits. A partir de 1970, les droits de l'homme ont d'abord été opposés au système soviétique. Depuis l'effondrement de ce dernier, par une remarquable coïncidence, l'année de la chute du mur de Berlin a aussi été celle du bicentenaire de la Déclaration de 1789, ils sont employés tous azimuts pour disqualifier des régimes ou des pratiques de toute sorte, en particulier dans le Tiers-monde, mais aussi pour servir de modèle à de nouvelles politiques nationales et internationales.

III.2. Place des droits de l'homme

Les droits de l'homme occupent aujourd'hui une place croissante dans les préoccupations des organisations internationales au niveau universel. Les années qui se sont écoulées depuis la fin de la seconde guerre mondiale ont vu s'exercer, sur l'évolution des Droits de l'homme, des influences profondes, diverses, parfois contradictoires, à travers les textes nationaux et internationaux. Les concernant, qui se sont multipliés. Cette prolifération affecte d'abord nombre d'Etats, qui ont été conduits à renouveler leurs constitutions. D'autre part, les Etats nouveaux issus de la décolonisation ont élaboré les leurs. Cette même période a vu la promotion des droits de l'homme dans l'ordre

international, soit au niveau mondial par l'action des Nations Unies, soit au niveau régional avec les conventions européennes, américaines et africaines consacrées aux droits de l'homme. Le professeur Gérard COHEN Jonathan disait parler de l'internationalisation et de l'universalité des droits de l'homme en un temps où ils sont trop souvent méconnus peut présenter un caractère de défis. Précisément, nous réfléchissons sur la question de savoir si le droit international donne des droits de l'homme une vision suffisamment cohérente et rassemblée, pour pouvoir convier tous les hommes à le respecter.

La reconnaissance de la dignité fondamentale de l'être humain est un principal moral présent, sous une forme ou sous une autre, dans la plupart de cultures des civilisations.³⁵ Une fois de plus, nous sommes tous conscients, bien sûr, que les relations graves de droits de l'homme se perpétuent à notre époque, que plus la moitié des hommes et des femmes dans le monde sont encore dans les fers et dans la misère. Mais face à l'Universalité des victimes des violations des Droits de l'Homme, il faut sans cesse réaffirmer l'Universalité des droits eux-mêmes, et les nouveaux Etats notamment, sont concernés. Après tout, on rappelle que c'est nom des Droits de l'Homme. Que s'est faite toute la décolonisation, la suppression de l'Apartheid et du régime raciste en Afrique du Sud et en Namibie comme en Rhodésie.

³⁵ Martial Mathieu (2012/2013), histoire des Droits de l'homme, in Science PO, paris School of international Affairs.

III.3. Elaboration des Pactes

Depuis lors, les nouveaux Etats ont pleinement participé à l'élaboration des deux pactes des N.U et à bien d'autres Conventions Universelles, qu'ils ont ratifié massivement, ils ont donc eu largement la possibilité de faire valoir leurs points de vue et leur volonté, sans jamais manifester le souhait de s'écarter pour autant des standards minima imposés dans la Déclaration Universelle des droits de l'homme. Il nous suffirait de prendre conscience de la diminution des crimes contre l'humanité ou à la lutte contre l'extrême pauvreté, chaque fois la collaboration et la solidarité sont indispensables à l'échelle planétaire. Que l'on songe encore à la nécessaire mondialisation de la riposte face aux menaces collectives ou individuelle au droit à la vie, quelles que soient leur sources et leurs modalités, et en particulier à la lutte contre le terrorisme, stigmatisé par le Conseil de la Sécurité comme l'Assemblée Générale des Nations Unies et la quasi-unanimité des Etats membres. Il est clair en effet, que le terrorisme international met en péril la sécurité et l'intégrité territoriale des Etats et fait peser un très grave danger sur les Droits de l'Homme, universellement reconnus. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle, sans surprise, la cour européenne des Droits de l'Homme. Réaffirme « l'importance de la lutte contre le terrorisme et le droit légitime des sociétés démocratiques de se protéger contre les agissements »³⁶, dans le cadre d'une action internationale régionale et universelle.

Si les Droits de l'Homme étaient perçu à l'origine entre autre comme instrument de paix, il semble nécessaire aujourd'hui, dans un monde qui semble

³⁶ Cours européenne des droits de l'homme, 23 mai 2002 sur la recevabilité, Segui et Gestoras Pro-Amnistie cotre le quinze Etats membres de l'Union Européenne.

s'affirmer de plus en plus comme global plutôt qu'international et où des nouvelles dynamiques de domination se font jour, de repenser la dynamique des Droits de l'Homme en tant que véritables droit de paix, en tant que Jus pacis, pour paraphraser l'idée d'une philosophia paci chère à Raimon Panikkar.

Nous entendons par là un « Droit de paix » qui ne serait pas uniquement Droit pour paix, mais Droit s'organisant, ancré dans la paix donc forcément dans une ouverture et une attitude dialogue.³⁷ La problématique des droits de l'homme résulte d'une contradiction entre les deux aspirations qui agitent l'être humain. L'homme, cet « animal politique » aspire d'une part à vivre en société à la recherche d'un pouvoir qui le protège et l'assiste malgré toutes les tensions et les conflits que cette situation implique. Et d'autre part, il s'aspire à un incoercible besoin de liberté, de prérogatives, face au pouvoir omnipotent et omniprésent. C'est de ce fait que nous disons que « les Droits de l'Homme ne sont pas de pures et simples propositions idéologiques, même s'ils sont l'expression d'une philosophie politique. Et ont besoin du droit pour exister concrètement »³⁸. Le point de vue positif est le seul véritablement opérationnel. Il n'y a droits de l'homme que par l'intervention du droit positif, lorsqu'un régime juridique est organisé tel que le droit soit protégé par une action en justice. L'obligation juridique en elle-même n'est pas susceptible de degrés et les tests décisifs est fourni par l'épreuve judiciaire : seule obligation juridique peut fonder la décision d'un tribunal de sanctionner sa violation. La protection des droits ne peut

³⁷ Christoph EBERHARD, droit de l'homme et dialogue international, vers un désarmement culturel pour un droit de paix, Université de Paris, Thèse en droit, 2000.

³⁸ LOCHOK (1984) mutation des D.H et mutation du droit, RIEJ.P54

être que l'œuvre de l'ordre juridique positif émanant du pouvoir institué.

De par sa nature, la consécration et la promotion des Droits de l'Homme nécessitent un environnement favorable, notamment sur le plan politique. En effet, la démocratie empêche ou limite sérieusement la reconnaissance et le respect des libertés et droits fondamentaux, les voies et moyens de militer en leur faveur n'existant pas ou, lorsqu'ils existent, ils sont plus ou moins étroitement contrôlés dans les pouvoirs autocratiques ou recours judiciaires sont défaillants, car la justice est au service des gouvernants et elle ne bénéficie pas de son indépendance nécessaire pour sanctionner le dépassement. Mais les combats pour les Droits de l'Homme se compliquent encore davantage lorsque se greffe, sur l'élément politique, le facteur religieux avec toutes ces implications et interférences qui tendent à devenir prédominantes dans le monde.

La crise et la chute du bloc Communiste ont incontestablement débloqué le besoin impérieux de la liberté des peuples et des individus qui attendaient la première brèche pour s'y engouffrer. Auparavant, dans le cadre de la confrontation Est-Ouest sur laquelle s'était greffée la confrontation Nord-Kivu, le débat sur les droits de l'homme était largement biaisé, il s'intégrait dans cette double confrontation, permettant ainsi aux pays communistes du tiers monde de le considérer comme terrain de manœuvre des pays occidentaux pour déterminer l'attention de problèmes autrement plus important tels que la libération politique et le développement économique des peuples ; les pays occidentaux étaient aussi accusés d'en faire un moyen d'intervention dans les affaires intérieures des Etats en

contournant les principes de l'égalité souveraine et de la non-ingérence qui sont à la base du droit international.

Après la perestroïka, puis la chute du mur de Berlin, le débat sur le droit de l'homme va épanouir pleinement et prendre un autre niveau pour devenir une dimension essentielle des relations internationales et constituer une sorte de référence pour évaluer la politique des Etats, au point d'entendre certains avantages économiques au rapport minimum des Droits de l'Homme³⁹ et surtout l'émergence d'un « droit » ou « devoir » l'ingérence humanitaire⁴⁰. Les droits de l'homme n'acquièrent leur pleine validité et valeur que dans le cadre d'une civilisation juridique authentique, consciente de son enracinement ontologique et par conséquent de sa mission coexistentielle de paix. Cette évolution est récente car pendant longtemps, ces débats étaient sinon bloqués du moins difficiles puisque de domaine était considéré comme faisant partie de la compétence nationale ou domaine réservé que le droit international devait protéger en prohibant l'ingérence dans les affaires intérieures des Etats.

Certes, cela n'a pas empêché un développement du droit international des droits de l'homme, tant au plan universel qu'au plan régional, mais dans un contexte encore controversé ou l'effectivité des nombreuses conventions laissent beaucoup à désirer.⁴¹ c'est l'effondrement du mur de Berlin suivi de l'éclatement du bloc Soviétique, qui va entraîner une mutation dans

³⁹ O.SHAUTER (1997), les aspects juridiques de la politique américaine et matière de D.H,AFDI,P53.

⁴⁰ M.BETATI et B.KOUCHNER (1997), le devoir d'ingérence, RGDIIP.

⁴¹ A. MICHIOU (2001), la conclusion du droit international et la protection de la personne humaine, in la communauté internationale et les droits de la personne humaine, Casablanca, fondement du Roi Abduc AZIZ Al sous par les études Islamiques et les sciences humaines.

l'approche des problèmes, la levée de tabou de l'ingérence, l'immixtion grandissante de la communauté internationale dans le comportement des Etat vis-à-vis de leurs ressortissants et l'évolution des leurs pratiques à l'aune des droits de l'homme et de la démocratisation des systèmes politiques⁴². De ce fait, les droits de l'homme représentent un phénomène légal qui dépasse les frontières de chaque pays et l'orbite de chaque culture. Même dans les caractéristiques d'une telle « Universalité », les droits de l'homme ne sont pas quelque chose d'abstrait ou de statique, mais au contraire une réalité concrète en progrès continu qui exige que chacun la comprenne et en prenne conscience surtout dans le contexte des conditions sociales de son propre pays.

A l'image de la société humaine, la société internationale et complexe, divisée et inégalitaire. Souvent dans ce contexte, les droits des individus, des minorités et des peuples ne pèsent pas lourd face aux intérêts les plus fondamentaux que les Etats ont entendu préserver. La raison de l'Etat triomphe d'habitude, l'indignation internationale est sélective. Epargnant les dictateurs ou protecteurs des intérêts supérieurs des plus puissants. A l'opposé, des droits de l'homme peuvent être utilisés par certains gouvernements comme moyen pour imposer aux autres Etats leur modèle et leurs propres conceptions politiques, économiques, sociales et culturelles.

Le système international de protection des droits de l'homme qui a été essentiellement construits par les Etats et par les Organisations internationales est aussi le reflet vivant de ces contradictions. C'est aussi le monde arabe reste longtemps réticent à l'invocation des

⁴² L.A Sici, Laisos, (2003), L'ONU et la démocratisation de l'Etat, Edition Pedone.

droits de l'homme en invoquant les spécificités historiques et culturelles, ne peut plus éviter que le problème soit posé. C'est cette question de la centralité des droits de l'homme qui en jeu lorsqu'il faut étudier le contentieux constitutionnel mais aussi celle du bon fonctionnement des institutions dans le sens de la protection des droits de l'homme par ailleurs déjà proclamés par le constituant.

III.4. Craintes de situation grave

Plusieurs pays africains connaissent ou font craindre aujourd'hui des situations de graves des violations des Droits de l'homme comme la RDC, en Côte d'Ivoire, en Guinée, au Togo, en Somalie, au Rwanda, Burundi, en Libye, au Mali, au Nigeria, en Tunisie, au Burkina-Faso... en accédant à la souveraineté internationale, les Etats africains ont adhère à la charte des Nations Unies dans laquelle les peuples du monde réaffirment leurs foi dans les droits fondamentaux de l'homme dans la dignité et la valeur de la personne humaine la plupart des Etats ont ratifié un certain nombres de conventions internationales notamment seule relative aux droits de la femme, des enfants, aux statuts des apatrides et des refuges, celles qui condamnent la torture, le travail forcé, la discrimination raciale, le terrorisme, trafic des êtres humains...

La convention purement africaine est celle de la charte africaine des Droits de l'Homme et des peuples de 1981, entrée en vigueur le 21/10/1986, ratifiée à ce jour par plus de 50 Etats. Malgré l'absence des conventions régionales ou sous régionales, un tel tableau des engagements de l'Afrique pourrait laisser à une observance suffisante et un respect des Droits de l'Homme. Malheureusement pour diverses raisons, la

protection des droits de l'homme ne peut être efficacement assurée, d'où les nombreuses violations encore constatées en Afrique et ailleurs. En effet, l'affirmation de ce droit n'est pas une contrainte pesant sur les Etats, mais une imitation du pouvoir à un comportement belliqueux aux droits. Tout dépend de la volonté des dirigeants et de l'Etat de crise ou non à l'intérieur du pays. Aussi, les déclarations internationales ne sont pas des instruments juridiques contraignants, prises sous forme de résolution, elles n'ont ni la nature juridique, ni la portée conséquente d'un accord international, et leurs adoptions ne se confondent pas avec la ratification d'une convention. En droit donc, nul ne peut les invoquer à son profit, car elles sont dépourvues des valeurs juridiques et des forces obligatoires.

Contre, les conventions internationales, une fois ratifiées par les Etats s'intègrent à leur droit interne pour y avoir les mêmes effets que la loi de l'Etat. Cette force obligatoire de convention n'est en réalité théorique, car leur portée concrète est de plus aléatoire. Seul l'Etat peut agir quand il veut et quand il peut, les conventions internationales relatives aux droits de l'homme ne sont pas constitutives d'une réglementation internationale de droit, mais plutôt comme les déclarations, une incitation des Etats à un effort. Même la charte africaine des droits de l'homme et des peuples, dont le texte et l'idéologie ne manquent pas d'intérêt, et contrainte par une procédure lourde, complexe et longue au niveau de son application concrète. Elle est faite d'une étude approfondie et des rapports circonstanciés dont les conclusions sont soumises à la conférence des Chefs d'Etats et des gouvernements de l'UA, actuelle (Union Africaine).

Outre l'existence de ces inconvénients, les organes de contrôle souffrent du fait qu'ils ne peuvent être mis en mouvement qu'à l'initiative des Etats, peu désireux de s'ériger en accusateur, par circuit de voir un jour le rôle être renversé. Malgré diverses tentatives, il n'a pas été possible jusqu'à présent de mettre en place une organisation internationale indépendante des Etats qui agiront soit pour l'application d'une convention des droits de l'homme à l'exclusion des ONG qui n'ont pas un pouvoir coercitif sur les Etats. Il suffit de jeter un coup d'œil sur le préambule de la charte pour s'en rendre compte : « (...) Reconnaissent que d'une part, les droits fondamentaux de l'être humain sont fondé sur les attributs de la personne humaine, ce qui justifie leur protection internationale et que d'autre part, la réalité et le respect de droit du peuple doivent nécessairement garantir les droits de l'homme ». Un mécanisme de contrôle a été mis en place par la charte, la création de la commission africaine des droits de l'homme et des peuples.⁴³

Malgré cette volonté exprimée en vue de permettre aux citoyens d'exercer les droits de l'homme qui leur sont reconnus légalement certains Etats surtout africains, ont refusé en œuvre les instruments internationaux, régionaux et les lois nationales sur les droits de l'homme ou les mécanismes de protection, au profit des buts politiques, c'est-à-dire dans le but de se maintenir le plus longtemps possible au pouvoir en étouffant toute opposition de détraction. En RD Congo qu'il s'agisse de la loi fondamentale du 17 juin 1960, de la Déclaration du Haut Commandement de l'Armée Nationale Congolaise du 24 Novembre 1965, de la constitution du 24 juin 1967 et de ses différentes

⁴³ La cours africain des DH, Article 2 de son protocole.

révisions, de l'acte constitutionnel de la transition du 09 Avril 1994, du Décret-loi constitutionnel du 27 Mai 1997, que de la constitution de la transition du 04 Avril 2023, l'adhésion à la déclaration universelle des droits de l'homme est proclamée et les droits de l'homme y sont clairement protégés.

Les droits fondamentaux sont ceux qui constituent un ensemble des règles écrites qui garantissent le droit de l'être humain, sa liberté et précisent son devoir. La liberté de l'homme, elle est la conséquence du droit, le pouvoir qui revient à l'homme d'entreprendre tout ce qu'il veut sans nuire aux autres. Ils sont individuels lorsqu'ils concernent la personne seule en tant qu'être humain. C'est le cas du droit à la vie et à l'intégrité physique, de l'égalité devant la loi du droit à l'information, du droit de la propriété privée, etc. Tandis que les droits et libertés collective concernent un ensemble des personnes et s'exerce en groupe sans porter atteinte ni être supérieurs aux droits des peuples de disposer d'eux-mêmes à un environnement satisfaisant et global, etc. Les droits individuels et collectifs sont classés suivant la charte internationale des droits de l'homme, en deux catégories principale : les droits civils et politiques d'une part, les droits économiques, sociaux et culturels, d'autre part. Ces différents droits et libertés ont fait l'objet de plusieurs violations par les dirigeants africains en général et congolais en particuliers depuis les indépendances.

Ce qui poussa la population congolaise par exemple, au début des années 1990, à faire des orages politiques en vue de réclamer non seulement la démocratie mais aussi les droits de l'homme et la bonne gouvernance. Au nom du principe de l'universalité des droits de l'homme, tous les Etats modernes disposant d'un arsenal juridique propre en matière de

reconnaissance de promotion et de protection des droits de l'homme ; cet arsenal découle soit des instruments internationaux, traités et conventions, soit des instruments régionaux, ou soit des instruments nationaux. Mais la multiplication des instruments généraux et spécifiques n'a cessé d'allonger la liste de ces droits et d'en préciser le contenu. Ce foisonnement rend parfois difficile l'inventaire et classement de l'ensemble de ces droits qui sont très divers dans leur énoncé et leur contenu et dont les modalités d'exercice sont aussi très variées, notamment parce que certains d'entre eux peuvent faire l'objet d'aménagement.

Malgré cette diversité, écrite Didier Rouget, il existe un principe fondamental qui consacre l'universalité des droits et en est indissociable, nul ne saurait subir de discrimination dans la jouissance et l'exercice des droits de l'homme.⁴⁴ Les crimes massifs commis par les régimes totalitaires suscitent, en réaction un renouveau de l'idéal humaniste, qui se traduit par la consécration internationale des Droits de l'Homme impulsée par l'ONU, cette internalisation des Droits de l'Homme relayée par des organisations régionales dont l'action a produit des résultats variables d'un continent à l'autre. La visée donc des Droits de l'Homme est de portée corporelle, son accès aux ressources nécessaires pour vivre dignement et nécessairement, son intégration dans un ordre sociétal assurant protection contre l'arbitraire. Par conséquent, les Droits de l'homme se présentent des principes de contrats devant organiser une multitude d'interaction avec autrui indépendamment de l'origine de cet autrui.

⁴⁴ ROUGET Didier, le guide de la protection internationale des D.H, éd. La pensée sauvage, agir ensemble pour les droits de l'Homme, Dijon (2000), p.57

III.5. éclairage définitionnel des concepts

Au vu de la diversité terminologique, des multiples définitions qui dissimulent souvent sa réalité, le Droit International Humanitaire (DIH) peut s'entendre de deux manières : Le DIH est défini par Jean PICTET comme « l'ensemble des dispositions juridiques internationales, écrites ou coutumières, assurant les respects de la personne humaine et son épanouissement dans toute la mesure compatible avec l'ordre public, et en temps de guerre, avec les exigences militaires ». Des lors, le DIH comprend 2 branches : les droit de Genève et le droit de la Haye. Le professeur D.SCHINDLER désigne par « droit humanitaire de la guerre » cette partie du droit international qui concerne la protection des militaires blessés et malades, des prisonniers de la guerre qui traite de la conduite des hostilités (droit de Genève) et limite les moyens de nuire à l'ennemi (droit de la Haye).

La définition du DIH qu'en donne le CICR nous semble la plus complète : par DIH, le CICR entend « *les règles internationales, d'origine conventionnelle ou coutumière, qui sont spécifiquement destinées à régler les problèmes humanitaires découlant directement des conflits armés, internationaux ou non internationaux qui restreignent, pour des raisons humanitaires, le droit des parties ou conflit d'utiliser les méthodes et moyens de guerre de leur choix ou protègent les personnes et les biens affectés, ou pouvant être affectés par le conflit* » cette définition a le mérite de préciser les deux branches du DIH ; bref, le droit de Genève et le droit de la Haye sont rassemblés dans une seule formule. A dire vrai, le droit humanitaire de la guerre dont parle le professeur D.SCHINDLER n'est pas loin de l'idée du respect des droits de la personne pendant la guerre, quelle que soit sa qualification. Il se révèle comme étant une partie du droit international qui a pour vocation de protéger les

droits de l'homme contre les abus du pouvoir étatique pendant la période des conflits armés.⁴⁵

III.6. Notion de droit de l'homme

La notion de droits de l'homme est sans doute l'un des termes les plus employés de la culture juridique et politique actuelle, aussi bien par les scientifiques et les philosophes qui étudient l'être humain, l'Etat et le droit, que par les citoyens⁴⁶. Les droits et libertés fondamentaux sont devenus un système, de plus en plus complexe au fur et à mesure du développement de la société humaine. Les classifications peuvent être multipliées, et les notions sont aussi très diverses. De manière générale, les droits de l'homme peuvent être définis comme un ensemble de prérogatives reconnues à l'être humain. La théorie juridique les classe en trois catégories : la première concerne les droits dits fondamentaux qui comprennent les droits civils et politiques ; la deuxième, les droits dits seconde génération, constitués essentiellement de droits

⁴⁵ **Le droit de Genève** est la branche qui tend à sauvegarder les militaires mis hors combat, ainsi que les personnes qui ne participent pas ou plus au combat et vise à améliorer la condition de la personne humaine en période des conflits armés, ou à rendre, si vous voulez, une situation conflictuelle plus humaine. Pour sa part **le droit de La Haye** fixe les droits et devoirs des belligérants dans la conduite des hostilités et limite en même temps les méthodes de combat et le choix de moyen de nuire.

On parle souvent pendant la période de guerre, d'un couloir humanitaire destiné à l'acheminement de l'aide humanitaire dans une région sinistrée ou en proie à la guerre. Lors du génocide au Rwanda en 1994, les Français avaient érigé une zone qu'ils avaient eux-mêmes dénommée « zone de sécurité », mais hélas, le statut juridique de cet air a été contesté en France comme partout ailleurs dans le monde. La Croix-Rouge et le Haut-Commissariat des Nations-Unies pour les réfugiés sont des organisations humanitaires à cause des actions qu'elles mènent dans le monde.

⁴⁶ Gregorio Peces et Barba Martinez, *Théorie générale des droits fondamentaux*, Mission des Sciences de l'homme, Paris, L.G.D.J, 2004, p.21.

économiques, sociaux et culturels ; enfin, la troisième et dernière génération englobe les questions écologiques, environnementales, de développement et de paix⁴⁷. Les droits de l'homme ne sont pas seulement une théorie ; ils ont aussi une grande portée pratique qui exige une protection effective par l'Etat de la dignité, des droits et des libertés fondamentaux des hommes.

« En utilisant le terme « droits de l'homme » nous pouvons faire référence à une prétention morale ou à un droit subjectif protégé par une norme juridique, mais dans le premier cas, la prétention morale, qualifiée de « droit », est alors revêtue des atouts juridiques »⁴⁸. Le terme de « droit de l'homme » n'est pas une expression unique, il y en a d'autres comme droits des gens, droits fondamentaux, droits naturels, ou encore libertés publiques. Auparavant, le droit international a utilisé la notion de « droits des gens » (*ius gentium*) pour désigner un certain nombre de garanties relatives à la protection des individus. « La notion de « droits de l'homme », que l'on trouve déjà dans la Déclaration de 1789, s'installe dans le langage commun, dès après la Deuxième Guerre Mondiale dans le sillage de la DUDH de 1948. Cette notion de « droits de l'homme » présente le mérite essentiel de placer l'individu et la personne humaine au centre du droit »⁴⁹. La notion de « droits fondamentaux » est « plus précise que celle de « droits de l'homme » et n'a pas l'ambiguïté de celle-ci »⁵⁰.

⁴⁷ Simon Mbarga, théorie et pratiques des organisations internationales en matière de protection des droits fondamentaux : cas de l'organisation internationale de la francophonie, Mémoire de Master 2 Recherche : Droit public comparé des pays francophones, sous la direction de Jean-Marie Crouzatier, Université de Toulouse 1, 2008, p.9

⁴⁸ Gregorio Peces-Barba Martinez, op.cit, p.35.

⁴⁹ Bertrand Mathieu et Michel Verpeaux, Contentieux constitutionnel des droits fondamentaux, Paris, L.G.D.J. 2002, p.9

⁵⁰ Gregorie Peces-Barba Martiner, op.cit., p.35.

Cette notion est comprise comme les « droits naturels » ou les « droits moraux »⁵¹ qui sont enregistrés dans les textes les plus importants.

Par une sorte de tradition linguistique, les juristes ont utilisé souvent ce terme. « L'usage du terme « droits naturels » peut être associé à une position jus naturaliste, y compris lorsqu'elle intervient à des moments historiques antérieurs, et relève d'une terminologie ancienne et en relative désuétude »⁵². Historiquement, les premiers droits de l'homme sont des droits naturels qui apparaissent d'abord dans les déclarations libérales du XVIII^e siècle aux Etats-Unis et en France. Mais ce terme est tombé aujourd'hui en désuétude. Le terme « liberté publique » s'inscrit dans le modèle doctrinal français issu de la tradition révolutionnaire de 1789. Il cherche à déterminer les droits reconnus par le système juridique, qui sont effectif et protégés par le juge⁵³. « c'est qui signifie que ces libertés intéressent la sphère des relations avec l'Etat et les pouvoirs publics. Elle entraîne pour l'Etat essentiellement un devoir d'abstention, celui de ne pas mettre d'entraves à l'exercice de ces libertés, le cas échéant un devoir d'action afin de créer des conditions favorables au développement de ces libertés ».⁵⁴ En général, il n'existe pas de définition universelle et uniforme des droits de l'homme. La définition la plus employée et traduite en plus de cent langues dans le monde est celle du Haut-Commissariat des Droits de l'Homme des Nations-Unies (HCDH) : « *les droits de*

⁵¹ Le terme « droits moraux » vient de la culture anglo-saxonne. Il suppose un renforcement de la protection de liberté de conscience. Actuellement, « droits moraux » est compris comme droits d'auteur ou la propriété intellectuelle

⁵² Gregorio Peces et Barba Marinez, op.cit., p.24.

⁵³ Id., p.29

⁵⁴ Bertrand Mathieu et Michel Verpeaux, op.cit., p.17.

l'homme sont les droits inaliénables de tous les êtres humains, quels que soient leur nationalité, lieu de résidence, sexe, origine ethnique ou nationale, couleur, religion, langue ou toute autre condition. Nous avons tous le droit d'exercer nos droits de l'homme sans discrimination et sur un pied d'égalité. Ces droits sont intimement liés, interdépendants et indivisibles ». Il s'agit d'une définition générale et qui exprime la nature particulière des droits de l'homme, qui touche à l'humanité même.

La matière des droits de l'homme est une science juridique discipline assez jeune, elle date d'un demi-siècle, elle n'a paru autonome que depuis les années 50 ensuite elle est devenue de plus en plus rayonnante grâce à l'évolution mondiale des droits de l'homme lors de leur consécration. C'est une discipline touchant à la fois le droit national le mérite de régir et de cerner la matière, mais cette conception a été dépassée vers l'internationalisation des droits de l'homme. Le point de départ était la proclamation de la charte des nations unies qui consacre les principes des droits de l'homme et la déclaration universelle des droits de l'homme du 10/12/1948. C'est une discipline en relation avec diverses branches du droit : Le droit public principalement selon une conception traditionnelle, mais aussi le droit privé qui consacre les droits de l'homme dans divers domaine qu'on citera à titre d'exemples quelques-uns tel que le droit de la famille (droit à la liberté du mariage et au divorce) ; le droit des biens (le droit de propriété) ; le droit pénal (la présomption d'innocence, la légalité des crimes et peines) ; le droit des affaires (le droit à la concurrence, le droit d'entreprise) ; le droit judiciaire (le droit à un procès équitable).

Il est nécessaire, pour effectuer une approche scientifique de la notion des droits de l'homme de bien distinguer les différents niveaux d'analyse impliqués par la notion. Nous en dégagerons principalement trois : Celui, d'abord, de la philosophie et de la morale des droits de l'homme (l'éthique des droits de l'homme), source matérielle des droits. Celui, ensuite de l'idéologie des droits de l'homme au plan interne comme au plan international, par les partis politiques, les syndicats, les associations humanitaires, les gouvernements et les organisations internationales. Les droits de l'homme sont devenus un instrument de combat devant les opinions publiques et paraissent subir une extrême politisation générant leur perversion. Celui enfin du droit positif des droits de l'homme est en quelque sorte la partie émergée de l'iceberg « droits de l'homme » qui n'existerait pas sans les strates inférieurs (bases philosophiques, expression politique, discussions diplomatiques) l'intervention du juriste porter sur ce dernier aspect, sans qu'il puisse négliger cependant les fondements philosophiques et moraux des droits de l'homme et faire abstraction du poids de l'environnement idéologique et politique. (voir : SUDRE F. Droit Européen et international des droits de l'homme, PUF 6^{ième} éd.p :11-12).

D'après Professeur Keba MBAYE définit, de ce fait, **la protection** comme étant « tout système comportant, à l'occasion d'une ou de plusieurs violations d'un principe ou d'une règle relatifs aux droits de l'homme et édictés en faveur d'une personne ou d'un groupe de personne, la possibilité pour l'intéressé de soumettre une réclamation, de déclencher une mesure tendant à faire cesser la ou les violations ou à assurer aux victimes une

réparation équitable »⁵⁵. La protection des droits de l'homme constitue alors la dimension spatiale de leur conquête.

Ainsi, le Professeur DGNI-SEGU a-t-il pu écrire : « on est passé de la protection nationale à la protection régionale en passant par la protection universelle ». L'activité des Nations Unies dans ce domaine fut essentiellement, mais non exclusivement, consacré à la définition des « droits de l'homme » et des « libertés fondamentales » et à l'élaboration des normes et des principes généraux, surtout par l'adoption des instruments internationaux de protection.⁵⁶ Ainsi, dans le préambule de la Charte Constitutive, les Nations Unies « proclament leur dans les droits fondamentaux de l'homme, dans la dignité et la valeur de la personne humaine, dans l'égalité des droits de l'homme et de la femme, ainsi que des nations, grandes et petites ». La volonté de développer et d'encourager le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales, de faciliter leur jouissance et affirmée sous formes diverses et à plusieurs reprises dans les dispositions de la Charte des Nations Unies.⁵⁷ L'affirmation internationale des droits de l'homme contenue dans la Charte des Nations Unies est une chose et la garantie du respect pour assurer leur effectivité en est une autre.

⁵⁵ MBAYE (Keba), Les droits de l'homme en Afrique, Paris, Pédone, 1992,p76

⁵⁶ DEGNI-SEGUI (René), les droits de l'homme en Afrique noire francophone : Théories et réalités, Abidjan, Imprimob, 1997,pp4-5

⁵⁷ Nations Unies, l'ONU pour tous. Ce qu'il faut savoir de l'ONU, de ses travaux, de son évolution pendant les 20 premières années (1945-1965). 8è Edition, New York, Service d'information, 1968,p 148

IV. LES RAPPORTS ENTRE DROIT HUMANITAIRE ET DROITS DE L'HOMME

Le changement le plus important, en ce qui concerne le droit humanitaire, c'est le fait que le recours à la guerre ne constitue plus un moyen légal de résoudre un conflit. En général, le droit humanitaire est moins perçu actuellement comme un code d'honneur à l'intention des combattants, que comme moyen de tenir les non-combattants le plus à l'abri possible des honneurs de la guerre.⁵⁸ Si l'on se place rigoureusement du point de vue des droits de l'homme dont le respect envers la vie et le bien-être des êtres humains constitue la base, le recours à la force constitue, en lui-même, une violation des droits de l'homme. Ceci a été clairement dit lors de la conférence des droits de l'homme qui s'est tenue à Téhéran en 1968 : « La paix est ma condition première du plein respect des droits de l'homme et la guerre est la négation de ces droits ».⁵⁹ La même conférence a toutefois recommandé de poursuivre le développement du droit humanitaire afin de garantir une protection aux victimes de la guerre.⁶⁰ Cela équivalait à reconnaître, par conséquent, que le droit humanitaire est un mécanisme efficace de protection en cas de conflit armé et qu'une telle protection demeure nécessaire puisque, malheureusement, l'interdiction juridique du recours à la force n'a pas mis, dans la pratique, aux conflits armés.

⁵⁸ La principe justification de l'applicabilité permanente de droit de l'humanitaire. C'est que la plupart des règles ont pour but la protection des personnes vulnérables en période de conflit armé...

⁵⁹ Voir note n°1

⁶⁰ Ibid

Une question importante, sur le plan conceptuel, le droit des droits de l'homme peut-il être appliqué en tout temps et donc également en période de conflit armé puisque la base philosophique des droits de l'homme est que chacun, par le fait qu'il est humain, jouit toujours de ces droits ? La réponse, en un sens, consiste à dire que ces droits continuent effectivement à être applicables. La difficulté, dans les traités relatifs aux droits de l'homme, c'est que la plupart d'entre eux permettent aux Parties de déroger à la majorité des dispositions en temps de guerre, à l'exclusion de ce que l'on nomme communément le « noyau dur » des droits, c'est-à-dire ceux que l'ensemble de ces traités citent comme ne pouvant faire 'objet d'aucune dérogation : ce sont le droit à la vie, le droit à ne pas subir de torture ou de traitements inhumains, ainsi que le droit à ne pas être placé en esclavage et le droit à la non rétroactivité de la loi pénale. Les autres droits n'en cessent pas pour autant être applicables : ils doivent être respectés dans toute la mesure ou les circonstances le permettent.

La jurisprudence récente, de même que la pratique adoptée dans le cadre des mécanismes de mise en œuvre des droits de l'homme, ont souligné l'importance de cet élément, ainsi que notamment le maintien de l'applicabilité de certaines garanties judiciaires qui sont essentielles si l'on veut protéger efficacement les droits appartenant au noyau dur.⁶¹ La principale difficulté que présente la mise en œuvre du droit de l'homme, tel qu'il est stipulé dans les traités sont rédigés. Même en dehors des situations de conflit armé, nous voyons que ces textes s'efforcent de régler la relation entre l'individu et la société par le biais de clauses restrictives. Par

⁶¹ Voir notamment : pour le comité : *lanza de netto*, *weismann* et *perdomo* cl.uruguay.com, N°R.2/8, A/35/40, Annexe VI, par 15 ; *camargo* c.colombie.com

conséquent, les organes créés en vue de mise en œuvre du traité en question doivent interpréter la manière dont ces droits peuvent être réalisés dans la pratique. Bien que le comité des droits de l'homme des Nations Unies, institué par le Pacte relatif aux droits civils et politiques, ait fait quelques observations générales sur la signification de certains articles⁶², la méthode normale d'interprétation, tant au sein des nations unies que dans les instances régionales, a donné lieu jusqu'ici à une décision ou à une opinion déterminant si un ensemble de faits constitue ou non une violation de l'article en question. Si l'on étudie cette jurisprudence, on voit que, bien qu'à première vue l'affirmation d'un droit individuel peut paraître très favorable à l'individu, son interprétation pratique réduit considérablement sa mise en œuvre afin que de pouvoir prendre les besoins d'autrui.⁶³ Si nous transposons cette constatation à une situation de conflit armé, nous percevons immédiatement l'inconvénient que représente le fait de devoir attendre des décisions déterminant si chaque action commise est ou n'est pas justifiable : la protection des personnes, en temps de conflits armés, est généralement une véritable question de vie ou de mort au moment précis où le problème se pose.

Ce qui est nécessaire, par conséquent, c'est un code de conduite connu à l'avance. Voilà pourquoi les juristes spécialistes des droits de l'homme se sont tournés vers le droit humanitaire, bien que qu'il ait des origines et une codification différentes : le respect des droits de l'homme équivaut à une protection des droits de l'homme les plus fondamentaux, qu'il s'agisse des

⁶² Voir notamment les observations générales suivantes : sur l'article 4 du Pacte, A/36/40, ANNEXE VII

⁶³ Higgins, *derogations under human rights treaties*, british yearbook of international law, 1976-1977, 281.

droits civils, économiques ou sociaux. Sur le plan de droit, la principale différence est que le droit humanitaire est codifié sous la forme non pas d'une série de droits mais plutôt d'une série d'obligations auxquelles les combattants doivent se conformer. Cela présente un avantage bien défini, du point de vue de théorie du droit : le droit humanitaire n'est pas en lutte aux attaques du type de celles qui continuent à perturber la mise en œuvre des droits économiques et sociaux. La plus importante des observations de caractère général qu'il convient de faire, c'est que comme le droit des droits de l'homme, le droit humanitaire est basé sur l'hypothèse que la protection accordée aux victimes de la guerre ne doit contenir aucune discrimination. Cette règle des droits de l'homme est si fondamentale qu'on la trouve énoncée non seulement dans la charte des Nations Unies, mais aussi dans tous les traités relatifs aux droits de l'homme. L'article 27 de IVe convention de Genève de 1949 constitue l'un des nombreux exemples offerts par le droit humanitaire. Il prévoit que : « ... les personnes protégées seront tous traités par le pacte au conflit au pouvoir de laquelle elles se trouvent, avec les mêmes égards, sans aucune distinction défavorable, notamment de race, de religion ou d'opinions politiques. »

Tout conflit armé met la vie en danger, c'est évident. Une grande du droit humanitaire est donc consacrée à la protection de la vie humaine, ce qui ne peut manquer d'avoir un effet positif sur le droit à la vie. En premier lieu, et c'est un point capital, le victime de la guerre c'est-à-dire les personnes qui se trouvent directement au pouvoir de l'ennemi ne peuvent pas être assassinées, car cela équivaldrait à un acte de cruauté inutile. Ces personnes sont principalement protégées par les conventions de Genève de 1949, cette protection se

trouvant encore quelque peu étendue grâce au Protocole additionnel I de 1977. En ce qui concerne la protection de la vie durant les hostilités, il est évident que la vie des combattants ne saurait être protégée pendant qu'ils combattent. Cependant, le droit humanitaire n'est pas absolument muet sur ce point : la règle qui interdit l'emploi d'armes de nature à causer des maux superflus vise, en partie, à prohiber les armes qui provoquent un taux exagérément élevé de coutumier du XIXe siècle exigeait qu'ils soient épargnés le plus possible, ce que permettaient les tactiques militaires de l'époque et les civils étaient moins affectés par les attaques directes que par la disette en cas de siège ou par différentes pénuries, les troupes de l'occupant utilisant leurs ressources.

V. CONCLUSION

La vision de nations unies est celle d'un monde dans lequel tout un chacun respecterait et bénéficierait des droits de l'homme dans les conditions de paix globales. Le régime juridique mis en place permet à tous les individus d'utiliser directement, dans certain cas et sous certaines conditions, l'un ou autre mécanisme international de protection.⁶⁴ Le constat que nous dressons est que jusqu'aujourd'hui, les violations des droits de l'homme continuent de se commettre malgré les différentes législations internes comme internationale protégeant les droits de l'homme. Eu égard à tout ce qui précède, il y a lieu de dégager quelques préoccupations constituant le fil conducteur de cette recherche qui porte sur la protection internationale des droits de l'homme. Les droits de l'homme ont ainsi de plus en plus une

⁶⁴ Clade LEFORT, (1981) « Droit de l'homme et politique », invention démocratique. Les limites de la domination totalitaire, Fayard, Paris

consistance juridique dans le monde, du fait tant de leur intégration dans des Constitutions et des lois et de la création de juridictions internationales, mais ces droits devront être définis par la détermination de la notion à laquelle ils adhèrent afin de mieux les cerner.

L'Homme de 1948 qui a marqué non seulement une nouvelle étape dans l'histoire des Droits de l'Homme en leur conférant une dimension universelle, mais encore, elle a donné le « coup d'envoi » de la juridiction des Droits de l'Homme. En outre, elle favorise la prise en charge par la communauté internationale de ces derniers à travers la mise en place d'un certain nombre d'institutions qui doivent présider à la préservation des principes émis par cette déclaration. Parmi ces institutions se trouvent, en autres, le Conseil des Droits de l'Homme, le Haut-commissariat aux Droits de l'Homme et la Cours Pénale Internationale. En effet, la Convention Européenne des Droits de l'Homme en 1950, dans le cadre du Conseil de l'Europe, établie par la Cour Européenne des Droits de l'Homme, reconnaît à tout individu, quand ses droits sont piétinés par un Etat ayant ratifié la convention, le droit de porter plainte par devant cette cour contre cet Etat.

VI. NOTES DE REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

1. *Constitution de la République Démocratique du Congo modifiée par la loi n°11/002 du 20 janvier 2011 portant révision de certains articles de la constitution du 18 février 2006, in J.O. 52^{ème} année, numéro spécial, Kinshasa, 5 février 2011*
2. Ghislain KAVULA MAWANAGANA, *Problématique des sanctions en matière des droits de l'homme, Kinshasa, 2005*
3. André GOUNELLE, *les fondements des droits de l'homme in <http://prolibe.net/éthique.2023>;*

4. *Fabrice constant KOUASI, problématique des droits de l'homme dans des communes de cocody et treichville (Abidjan), université cocody, DEA, en science social de développement du capital humain, 2005*
5. *D.ROUGET (2000), le guide de la protection internationale des droits de l'homme. Edition la Pensé Sauvage. Paris*
6. *Cf. l'illusion du fondement absolu, in le fondement des droits de l'homme. Institut international de philosophie, Freinze, 1966, pp.8-9*

**Par Prof Dr. BATUPA Pépé Florent, (PhD) en droit de MIIBS-
URH**

CHAP. III. LE LEADERSHIP DAVIDIQUE, UN MODELE POUR LA PACIFICATION D'UNE ENTITE « Cas du Territoire de Masisi »

Par Dr. Hon. Causa Théophile KANYABUGOYI
MANIRARORA

i. Biographie de l'auteur

Rev. Dr.hc. Théophile KANYABUGOYI



MANIRARORA est Gradué en Théologie à l'ULPGL, Licencié en Théologie Pratique à l'UBC-GOMA ; il est aussi Licencié en Développement Communautaire, option Gestion et Administration des Projets. Avec une expérience approfondie en Leadership Serviteur, en Peace Building et Church Management. Docteur Honoris Causa in Christian

Leadership par Dominion Mission Theologic² al University of Ghana, en collaboration avec l'ULPGL-GOMA. Directeur Provincial de l'Education Chrétienne au sein de l'ECC/ 34^e CADAFA/NK, Coordinateur de Emerging Leaders au sein d'ALARM Congo ; et actuellement Coordinateur de Developing Servant Leaders au sein d'ALARM Congo, Membre du Team Management d'ALARM International, Délégué Provincial de l'ECC/34^e CADAFA/NK, Secrétaire Rapporteur du Synode l'ECC/NK et Pasteur Responsable de l'ECC/34^e CADAFA, Station Neema. Dr.hc. Théophile est chercheur au sein de la Revue Savante des Recherches Pluridisciplinaires Eveil Congo ORASSU. Chef d'Antenne

de la Revue au sein de l'Université Baptiste du Congo UBC-GOMA à Rubaya.

ii. Résumé

Aucune entité ne peut être administrée correctement, sans l'exercice d'un leadership, cristallisant par un droit de commander qui se nomme autorité, et par une capacité de faire, qui se nomme pouvoir. L'autorité est nécessaire et même indispensable dans tout milieu où il y a une certaine hiérarchie. Sans elle, il n'y aurait ni ordre, ni respect des principes, et chaque individu n'en ferait qu'à sa guise.⁶⁵ Dans nos sociétés au niveau planétaire en général et au niveau du territoire de Masisi en particulier, nous rencontrons généralement une méconnaissance des termes : éthique, autorité, pouvoir, et leadership. Cette situation malencontreuse se retrouve non seulement dans plusieurs entités traditionnelles, représentant la plus petite cellule de la société, mais aussi au plus grand organe qui est l'État, personnifié par le gouvernement comme l'estime Robert Somerville.⁶⁶

I. INTRODUCTION

La Bible décrit David comme un homme complet : un berger, un soldat, un poète, un amant, un père et un roi. Brave, coupable, repentant, pardonné et triomphant, il nous révèle toute l'étendue de l'expérience humaine avec sa complexité. Ceci nous indique la profondeur merveilleuse du plan de Dieu. David, élevé dans un certain milieu, avait reçu tous les

⁶⁵SOMERVILLE R, cité par ABABA GARY José, *le leadership et phénomène du pouvoir dans l'organisation*, Mémoire inédit, ESM Dakar, 2007

⁶⁶SOMZRVILLZ : *Ibid*

éléments nécessaires à la tâche qu'il avait devant lui. Le développement physique, le courage, l'aptitude à compter sur soi lui avaient été acquis alors qu'il gardait ses troupeaux des moutons et cherchait à les préserver du danger. En marchant seul à la tête de ses bêtes, il avait appris à réfléchir, à se servir de sa propre initiative et de son imagination, et à exprimer ses sentiments et ses idées par des paroles puissantes et exaltantes.⁶⁷

David ne tarde pas à prouver une chose que tout bon chef ne saurait ignorer : l'humilité et le courage face à l'action ne s'opposent pas l'un à l'autre. Ils vont souvent de pair, comme ce fut le cas le jour où David tua le géant. A la suite de sa victoire spectaculaire, David a eu l'occasion d'accepter les honneurs et la louange. Il aurait pu se trouver immédiatement à la tête de milliers d'hommes. On distingue toutefois son humilité et son bon sens dans le fait que ce garçon ne cherche pas à tirer avantage de sa popularité personnelle ; il accepte de recevoir les ordres du roi Saul. Il s'adapte à une organisation établie, se soumettant comme un soldat et grimpant les échelons grâce à ses aptitudes et à ses conquêtes. Il accepte des tâches nécessaires au mouvement d'une nation en marche vers des objectifs communs.⁶⁸

Dans la province du Nord Kivu, le leader devrait être animé par une vision. Visionnaire, qui procède par des essais et erreurs, s'adapte mais ne déroge jamais à son enracinement intérieur. Qui anime les hommes et les sert, qui les sentent. Il a pour projet la verticalisation humaine. Son but serait de faire cheminer des êtres

⁶⁷ BILLIE D., *une étude du leadership chrétien : des hommes, des tâches et des buts*, manuel d'études, Global University, USA, 2000 ;

⁶⁸ BILLIE D., *Op. Cit*

humains, gérer le chaos et est à la recherche au sens qui alimente un projet avec les rêves humains, la vie en mieux.

C'est ce qui devrait se faire dans le territoire de Masisi qui est devenu depuis plusieurs décennies un terrain caractérisé par une confusion du sens du leadership. C'est pourquoi, il est impérieux de nous poser cette question : Quels sont les enjeux et acquis majeurs du leadership au sein d'une entité administrative pouvant refléter les conditions de pacification. A cette question centrale nous avons d'autres préoccupations qui gravitent autour d'elle qui sont les suivantes : Le leadership est-il corollaire à l'influence et l'exercice du pouvoir dans une entité donnée en nous référant aux violences, atrocités et insécurités qui se passent dans nos territoires ruraux ? Qu'est-ce que le leader a mieux par rapport au manager (la différence entre le leader et le manager) pour influencer la pacification dans son entité ? Quels sont les outils clés de leader en vue d'une pacification effective du milieu sous son administration ?

Notre étude consistera à répondre à ces préoccupations et donnera des réponses appropriées et soutenues.

0.2. HYPOTHESE DE TRAVAIL

L'hypothèse centrale est celui d'un leadership qui doit incarner l'humanisme. Il fait promouvoir les valeurs humaines. En effet, une bonne pratique de l'autorité contribue manifestement au bon fonctionnement de tout groupe, petit ou grand, dont les membres veulent atteindre un ou plusieurs objectifs. Elle se révèle essentielle à une meilleure coordination de la vie de toute société, et demeure l'élément fondamental nécessaire pour prendre en main toute responsabilité

qui nous est confiée, et de la mener à bien avec justice, modération et droiture.

En guise de cette hypothèse et aux questions de notre problématique, nous avons le sentiment d'estimer que : Le sens du leadership serait inné mais aussi influencé par un système politique mis en place dans la gestion des affaires publiques et entités administratives ; Le leadership a un caractère plus charismatique qu'un manager qui peut adopter n'importe quel comportement. Ce dernier est un opportuniste alors que le premier est un programmiste ; Les outils d'un leader se résument dans ses qualités et le fait de pénétrer sa population à laquelle il réserve une écoute agissante ; L'instauration effective de l'autorité de l'Etat et son application équitable à tous et pour tous serait un moyen efficace de pacifier une entité ayant connu une crise conflictuelle.

0.3. CHOIX ET INTERET DU SUJET

Dans notre étude, nous voulons faire comprendre aux dirigeants le bien fondé du leadership dans la gestion et l'organisation de leurs entités et donc le phénomène du pouvoir acceptable par tous qui concourt à une pacification du peuple.

Conscient de l'immense responsabilité de dirigeants à s'affranchir et à affranchir la population à sortir de leurs prisons, nous devons introduire une rupture dans l'exercice de l'autorité et offrir le leadership une alternative au pouvoir.

Cela veut dire que les dirigeants doivent adopter le leadership qui gère par les valeurs, par la cohérence entre ce qu'il dit et ce qu'il fait. C'est la base dynamique. Le leadership qui démocratise la parole, qui libère le dire, qui crée des lieux d'expression et de sens pour éviter la souffrance du silence.

Les dirigeants doivent interrompre, transcender à nos jours le management pharaonique et adopter pour le succès de l'organisation une vision mosaïque de la conduite des hommes. C'est la vraie source du pouvoir. Une mondialisation à visage humain comme disait KOFFI ANNAN l'ancien secrétaire de Nations unies au forum de Davos, cette évolution de l'humanisation de l'entreprise dans les esprits n'est pas utopique mais une réalité.

0.4. OBJECTIFS DU TRAVAIL

0.4.1. Objectif Global

Nous nous sommes fixés comme objectif principale de démontrer le rôle essentiel que doit jouer un leader dans la pacification d'une entité en se référant au modèle de leadership du Roi David.

0.4.2. Objectifs spécifiques

Définir le sens du leadership dans une entité et son rôle ; Evaluer le leadership dans notre milieu d'étude qu'est le territoire de Masisi ; Dégager les causes et les conséquences du manque de leadership dans l'exécution du pouvoir ; Identifier la différence entre un leader et un manager dans une entité ; Déterminer les outils pouvant être utilisés par un leader dans l'exercice de son pouvoir ; Proposer une solution face à la crise du leadership.

0.5. METHODES ET TECHNIQUES

Il sied de signaler qu'une méthode est l'ensemble d'opérations intellectuelles par lesquelles une discipline cherche à atteindre les vérités qu'elle poursuit, les démontre et les vérifie.

Nos investigations ne pourraient pas atteindre les objectifs assignés sans user d'une méthodologie

appropriée. Voilà pourquoi nous avons utilisé les méthodes descriptives et celles analytiques sans oublier les orientations documentaires.

0.5.1 METHODES

0.5.1. La méthode descriptive

Dans le cadre de ce travail, cette méthode nous a permis de décrire la façon dont le pouvoir est tenu et géré dans nos entités administratives en général et la place du leadership en particulier sur l'encadrement et la promotion de la population locale.

0.5.2. La méthode Analytique

Cette méthode nous a permis d'analyser les problèmes liés au leadership dans l'encadrement de la population et les stratégies envisagées pour une pacification communautaire harmonieuse et durable.

Ces différentes méthodes nous ont conduits à choisir des techniques en vue de mieux appréhender les faits qui font l'objet de notre étude.

0.5.3. TECHNIQUES

La technique, définit ESSISO⁶⁹ est un procédé opératoire rigoureux bien défini, transmissible, susceptible d'être appliqué à nouveaux dans les mêmes conditions adoptées aux genres des phénomènes et des problèmes en cause.

D'après le dictionnaire encyclopédique, la technique est définie comme un moyen, un procédé mis en œuvre dans un métier ou une activité pour atteindre un but bien déterminé.⁷⁰

⁶⁹ ESSISO, *cours de méthodes de recherches Scientifique*, inédit, ULPLG/Goma 2012.

⁷⁰ DULUC, A, *Leadership et confiance*, PUF, Paris 2001

Nous nous sommes ainsi inspirés de la technique documentaire pour récolter les données nécessaires à ce travail. Cette technique nous a permis d'entrer en possession des ouvrages, revues, articles, dictionnaires ayant trait à notre sujet d'étude. Elle se matérialisera par la présence d'une bibliographie.

0 .6. ETAT DE LA QUESTION

Les recherches portant sur la pacification ont déjà été établies par beaucoup d'investigateurs qui nous ont servis de référence pour cette thématique. Ainsi, pour prouver la véracité de cette étude, nous allons nous appuyer sur certains ouvrages :

1. **ALAIN DU LUC**⁷¹ dans son livre « Leadership et confiance » développer le capital humain pour des organisations performantes. Selon lui les entreprises sont de plus en plus conscientes de l'importance du capital intellectuel et humain. La coopération entre les acteurs au sein d'équipes pluridisciplinaires et transversales est devenue centrale. Dans ce contexte où l'humain est le pivot de l'évolution des organisations, le leadership et la confiance sont deux vecteurs qui permettent de développer le capital humain. La confiance est au cœur des enjeux personnels et organisationnels.

Elle repose sur des fondements rationnels et émotionnels, sur des échanges contractuels et affectifs. Le leader est pleinement concerné par ces aspects. Pour devenir un leader, la clé est de se connaître soi-même, d'être conscient de ses forces, de ses faiblesses et de comprendre les autres. Le développement du leadership est un processus de développement de soi.

⁷¹ DULUC, A, *Leadership et confiance*, PUF, Paris 2001

Il continue en disant que l'enjeu du leadership et de la confiance ne se situe plus seulement dans la maîtrise de techniques et de savoir-faire managériaux rationnels. Bien sûr, il convient toujours de connaître son métier, les techniques, la gestion, la stratégie et bien d'autres savoirs. Mais la capacité à entraîner les autres avec soi, à leur donner envie d'avancer constitue un plus qui fait la différence. Mais cela ne se résume pas à une vision bien communiquée, il y a encore un autre plus.

Il consiste à bien comprendre les hommes, leurs motivations profondes et à tisser avec eux des relations humaines plus riche. Cette évolution suppose des leaders capables de s'affirmer pleinement.

2. **DALE CARNEGIE**⁷² dans son livre « comment trouver le leader en vous ». Son approche est que les relations humaines sont probablement le problème le plus important à résoudre, particulièrement dans les affaires. La réussite d'une organisation est due pour 15% aux compétences techniques et pour 85% aux compétences humaines, à la personnalité et aux qualités de leader.

3. **HELLRIEGEL, SLOCUM, WOODMAN**⁷³ dans le « Management des organisations » cet ouvrage montre que la qualité du leadership, a toujours et sera probablement toujours un élément important pour les organisations. Le leadership est le processus qui consiste à donner une vision des choses à autrui et à pouvoir traduire cette vision dans la réalité et l'y maintenir. Les façons dont les leaders tentent d'influencer les autres dépendent en partie du pouvoir dont ils disposent et de leur talent.

⁷² DALE CARNERIE, *comment trouver un leader en vous*, éd. Pallotti presse, Rome 2006

⁷³ HELLRIEGEL et al, *Management des organisations*, éd. Panafricanity, Dakar 2002

Les leaders peuvent s'appuyer sur cinq modes de pouvoirs correspondant à autant de sources : leur légitimité, leur droit de récompenser, le droit de contraindre, le respect qui leur est dû et la compétence dont ils font preuve. Les outils de leader, ce qui aide les dirigeants à devenir plus efficaces c'est leurs capacités de voir plus loin, la détention du pouvoir, la maîtrise de la communication et la compréhension qu'ils manifestent envers ceux qui travaillent avec eux.

4. **STEVEN SAMPLE**⁷⁴ « Devenez un grand leader ». Les idées et les enseignements qu'il propose sont davantage destinés à soulever des questions difficiles qu'à offrir des réponses simples. Et à une époque où beaucoup aimeraient croire que les bonnes intentions suffisent pour réussir. Il rappelle que le véritable leadership est une vocation exigeante pour laquelle les futurs leaders doivent mobiliser ce qu'ils ont de meilleur et de plus fort en eux.

Pour lui un grand leader est d'abord un esprit ouvert, indépendant. C'est ensuite une personne qui sait border les problèmes de face et qui ne recule pas devant la difficulté ni devant la tâche ingrate. C'est enfin quelqu'un qui se donne une ligne de conduite avec ses collaborateurs. Il dit que le vrai leader sait que c'est à lui d'y répondre, de savoir ce qu'il doit faire sur les plans pratiques et moral. Pour lui, il n'existe pas de recette miracle pour devenir un leader efficace et encore moins un bon leader.

5. **Thomas Gordon**⁷⁵, dans son livre « Leaders efficaces : l'efficacité par la collaboration ». Dans le premier chapitre intitulé « que font les leaders efficaces ? »

⁷⁴ STEVEN SAMPLE, *Devenez un grand leader*, éd. d'organisation, nouvel horizon, Bruxelles 2005

⁷⁵ GORDON Th, *leaders efficaces ; l'Efficacité par la collaboration*, éd. Dunod, Paris 2004

Gordon insiste sur la différenciation entre les besoins du leader et de l'entreprise et ceux des membres de son équipe puis il constate que son défi principal réside dans la satisfaction de ces deux ordres de besoins. Les leaders efficaces sont à la fois des spécialistes des relations humaines, qui savent satisfaire les besoins de leurs collaborateurs et des spécialistes de la productivité, qui savent satisfaire les besoins de l'entreprise.

Eu égard de ce qui précède, dans notre étude nous proposons une éthique chrétienne du leadership, celle qui tient compte de l'être humain créé à l'image de Dieu et qui mérite un traitement spécial. Tout cela dans le but d'apporter notre contribution à ce départ engagé par certains rares pays même africains.

0.7. DELIMITATION DE LA RECHERCHE.

✓ Temps

Notre travail porte sur le leadership davidique pour la pacification du territoire de Masisi et se rapporte sur une période allant de 1993 à 2020 considérant que cette période a été marquée par des atrocités de tout genre dont le tribalisme en outrance ayant conduit aux guerres interethniques ; aux rebellions ; à la multiplicité des groupes armés. ; etc. L'Eglise même a failli à sa mission par l'implication de certains Leaders religieux dans les conflits interethniques.

✓ Espace

Masisi est un territoire du Nord Kivu en RDC. Ainsi notre travail se rapporte à la problématique d'un bon leadership dans cette partie de la république longtemps victime de la carence de la paix.

0.8. SUBDIVISION DU TRAVAIL

Notre travail est axé sur Trois chapitres à part l'introduction et la conclusion générale, il s'agit de :

- ✓ Chapitre premier qui concerne le cadre conceptuel et théorique sur le sujet.
- ✓ Chapitre deuxième qui parle du conflit dans le territoire de masisi et le rôle du leadership
- ✓ Chapitre troisième qui s'intéresse sur les principes d'éthique chrétienne dans l'exécution du pouvoir pour un bon leadership.

I. CADRE THEORIQUE ET CONCEPTUEL

I.0.INTRODUCTION

Il va s'agir dans ce chapitre de recadrer et d'élucider tous les concepts relatifs à notre thème de recherche. Pour ce faire, il se propose un cadre conceptuel autour des termes pacification et leadership pour une entité, mais aussi développer un cadre théorique par rapport à ces concepts clés dont pacification et leadership.

I.1. CADRE CONCEPTUEL

I.1.1. DEFINITION DES CONCEPTS

Dans cette rubrique nous procéderons à définir certains concepts clés et nous préciser l'origine ainsi que l'historique du leadership davidique.

A. UN LEADER

Ce terme peut être défini comme une capacité d'un individu à influencer ; à motiver ; et à rendre les autres capables de contribuer à l'efficacité et au succès des organisations dont ils sont membres. Dans la hiérarchie structurée le terme peut -être servi pour décrire la seule

fonction ou les relations qui autorisent et légitiment l'exercice d'un comportement de leader.⁷⁶

Un leader est une personne quand elle fait une chose elle dit qu'on a fait le manager, c'est le gestionnaire ou le décideur. La différence qu'un leader a une personnalité charismatique pour laquelle les employés le suivent alors qu'un gestionnaire peut ne pas réussir à gagner les gens ou encore une capacité à diriger a mener un groupe vers un but commun.

B. UN LEADERSHIP

Un leadership est une influence d'un individu sur le groupe. Le leader se caractérise par son charisme et ses qualités de communication. Il incarne les valeurs, les attentes et les objectifs particuliers de l'équipe. Selon Warren BENNIS⁷⁷ le leadership, c'est ce qui confère à une organisation sa vision et son aptitude à traduire cette vision en réalité citée par Marie-Camille Debourg. Leadership se définit donc par 4 éléments à savoir :

La vision : le leader est celui qui sait où il veut aller et ce qu'il faut faire

La confiance : le leader sait communiquer sa confiance à son équipe

L'adhésion : le leader parvient à obtenir l'adhésion de son équipe pour atteindre les objectifs fixés

La capacité à se gérer soi – même : le leader fait preuve de ténacité, de connaissance de soi, volonté de prendre des risques calculés volonté d'apprendre, de tirer des leçons de l'échec et de l'adversité. Selon Bennes, les organisations sont dirigées par 2 types de manager : Manager gestionnaire ; Manager leader.

⁷⁶ GORDON Th, *Op.Cit*

⁷⁷ MANFRED KETS DEVRIES, *les mystères du leadership*, mondial édition, Genève 1999

ROLE D'UN GESTIONNAIRE⁷⁸ : concevoir, diriger, gérer
contrôler, résoudre des problèmes

Sa vision : est à court terme

Attitudes faces aux objectifs : attitude passive

Qualités requises : ouverture d'esprit, goût du travail,
intelligence, aptitude à analyser, tolérance, bonne
volonté.

Résolution des problèmes : recherche des compromis
acceptables en jouant sur l'équilibre des pouvoirs.

Relation avec autrui : travail en équipe

ROLE D'UN LEADER⁷⁹ : Guider, orienter, créer

Vision : long terme

Attitude face aux objectifs : attitude active

Qualité requise : charisme, disponibilité, talent pour
communiquer et convaincre, efficacité personnelle

Résolution des problèmes : recherche de nouvelles
approches de résolution des problèmes anciens.

Relation avec autrui : intérêt pour la personne. Marie
Camille.

C. PACIFICATION : Action de pacifier; rétablissement de la paix.

Grâce au progrès de la **pacification**, au progrès
démocratique, au progrès social, on peut maintenant
envisager le jour où les hommes et les femmes qui
habitent un pays seront en mesure de décider de leur
destin, une fois pour toutes, librement, en connaissance
de cause.

Apaisement apporté aux discussions domestiques,
aux différends entre individus, aux luttes que se livre
l'homme à l'intérieur de lui-même. Il représente, en ce
siècle naissant, un principe excellent, l'anoblissement

⁷⁸ MANFRED KETS DE VRIES, *Op cit*

⁷⁹ MANFRED KETS DE VRIES, *Op Cit*

par la victoire, la pacification des luttes de classe par l'héroïsme. Ici on développe les idées de concorde, de pacification des esprits.

La grande difficulté de l'effort réside, non pas dans un triomphe plus ou moins complet sur l'inertie matérielle, mais dans le concert des tendances, dans l'harmonie et la **pacification** conquise des désirs intimes.

D. ROI : Dirigeant héréditaire ou électif d'un royaume⁸⁰.

E. POUVOIR : propriété, capacité qu'a quelque chose de produire certains effets, grandeur correspondante : pouvoir absorbant d'un tissu.

C'est la faculté, possibilité que quelqu'un ou quelque chose a de faire quelque chose : il a un remarquable pouvoir d'adaptation. C'est aussi une puissance particulière ou un ascendant de quelqu'un ou de quelque chose sur quelqu'un²⁴. Le pouvoir commence avec l'humilité, le consensus c'est le vrai pouvoir. Il faut que le pouvoir soit reconnu, respecté et validé par les collaborateurs. Pour arriver à satisfaire ses collaborateurs, il y a le système de délégation de pouvoir pour bien manier cette machine organisationnelle. Il est important de relever ici les formes de pouvoir qui existe dans cette organisation, il s'agit notamment : Pouvoir de décision, pouvoir de recruter, pouvoir de finances, pouvoir de renvoyer et de punir. Certaines personnes possédant le pouvoir l'utilisent pour des fins personnelles comme susmentionné.

Etant dans une position élevée, la personne écrasé et menace les collaborateurs. Un leader doit toujours utiliser le pouvoir pour servir le bien commun⁸¹.

⁸⁰ Dictionnaire, Ibid

⁸¹ ABABA GABY José, Ibid

F. DAVID : second roi d'Israël, le plus grand de tous. Il était fils de Jessé, bethlehemite ; d'après 1sam 16 :10 le cadet de huit frères.

I.1.2. ORIGINE ET HISTORIQUE DU LEADERSHIP CHEZ DAVID

Le mot et le concept viennent de l'anglais, le mot est apparu au 13^e Siècle en Angleterre. L'origine du mot est beaucoup plus ancienne. Ils viennent du verbe anglais « to lead » qui signifie mener. En France, Alfred Binet l'emploi dès 1900, sans réserve et sans retenu dans son ouvrage suggestibilité « leader » est admis avec réticence par l'académie Française dans la 8^{eme} (1935) et 9^{eme} édition de son dictionnaire (1990) sans aucune réserve. Un équivalent possible en langue Française serait meneur⁸².

Le psychologue social, Roger Lambert définissait le leader comme une personne ayant une influence démontrable sur le groupe et le leadership : comme aptitude du changement.

C'est celui qui est capable de déceler le cap dans un ciel sans visibilité et de communiquer sa confiance à tout son équipage, capable de faire, d'en obtenir l'adhésion active et intelligente. Capable de faire comprendre à tous combien il est dorénavant nécessaire de relever les défis de l'excellence et de réagir vite, capable d'établir des solidarités actives avec les autres pour réussir à faire plus à plusieurs : plus d'infos, plus de Progrès, plus d'espace⁸³.

⁸² ABABA GABY José, *Op.Cit*

⁸³ ABABA GABY José, *Op.Cit*

I.2 CADRE THEORIQUE SUR LE LEADERSHIP ET LE POUVOIR

1.2.0. Introduction

Dans cette section, nous allons dégager une littérature relative au leadership dans la pacification d'une entité administrative. Nous allons saisir l'occasion de démontrer les caractéristiques du leadership les instruments du leader, le rapport entre pouvoir et leadership, l'approche du leadership, David comme model du leadership.

I.2.1 CARACTERISTIQUES DU LEADERSHIP⁸⁴

Le leadership c'est la caractéristique du leader. Les caractéristiques sont les attributs du leader.

En principe, il doit avoir :

Du courage d'affronter les difficultés, et le courage de donner sa position dire non à la place de non et oui à la place de oui de ne pas inverser ; De la patience ; De l'intelligence ; De l'écoute ; De l'humilité ; Le sens de communication ; Charisme ; Vision.

Le dirigeant quelqu'un soit doit avoir un minimum des attributs pour guider le personnel afin d'atteindre les objectifs. À tout moment il doit être informé de ce qui se passe dans l'organisation pour avoir une vision de ce qui se passe au sein de celle-ci.

A cet effet, il doit aussi mettre à jour les compétences de ses personnels par la formation.

Donc le chef est au service de l'organisation et non le contraire.

⁸⁴ ABABA GABY José, *Op.Cit*

I.2.2 INSTRUMENTS DE LEADER⁸⁵

Etant un dirigeant, le leader dispose des instruments pour mener à terme sa mission.

ECOUTE : le dirigeant doit avoir une grande oreille et une petite bouche. En développant cette qualité, le dirigeant acquiert l'observation continuellement il est informé de l'évolution de l'organisation et de personnel.

DIAGNOSTIC : le leader fait le diagnostic à tout moment à travers l'évaluation pour découvrir les points forts et faibles. Cet instrument permet également de faire un plan, une stratégie d'ensemble avec toute l'équipe, en outre cela facilite le partage de vision de leader auprès de membres de l'équipe. L'objectif est d'améliorer la condition de travail de l'employé.

COMMUNICATION : La communication occupe une place de choix, d'autant plus qu'elle est l'organe de régulation et de partage de l'information.

Le mode de communication beaucoup utilisé est la communication horizontale, car cela permet de mettre tout le monde à même pied d'égalité du point de vu de partage **de l'information**.

MOTIVATION : ce n'est pas toujours facile de gérer les hommes, pour gérer 100 hommes, il faut 100 méthodes car chacun est différent de l'autre. Tout de même, il est important de souligner que la motivation est un élément déterminant d'un bon leader. Compte tenu de caractère fuyant de la motivation, il est difficile de déceler en quoi ou sur quel élément motivationnel l'employé se fonde.

⁸⁵ BABA GABY José, *Op.Cit*

I.2.3 PLANIFIER AUTOUR DES PRIORITES⁸⁶

Parmi tous les outils du leader au monde, l'outil le plus utile pour atteindre les objectifs et pour être efficace est de planifier autour des priorités et cela à quatre niveaux de planification : planification annuelle, planification mensuelle (trimestrielle), planification hebdomadaire et planification journalière.

La planification hebdomadaire est la plus importante et déterminante entre toutes les autres planifications. Car c'est au bout de sept jours de la semaine que toutes les activités de l'entreprise se déroulent et le leader ne doit pas faire cadeau avec la planification, elle doit être rigoureusement suivie, car c'est le manuel de procédure de l'entreprise. Dans cet angle, il faut résoudre les problèmes les plus difficiles et prioritaires, le pire serait de les éviter.

GESTION DE TEMPS : Le leader doit gérer bien son temps et éviter la gestion par la crise ou management par la crise (management by crises), le leader est sensé gérer le temps plutôt qu'être géré par les événements. C'est le manque de l'organisation.

MODELE DE LEADER : il n'y a pas un modèle approprié pour la conduite mais le modelé qu'on adopte souvent est le modèle démocratique comparable à la théorie Y de MC GREGOR. Ils sont convaincus qu'en forçant l'homme à travailler il n'y a pas des résultats convenables attendus.

LIMITE DE LEADERSHIP : à force de compter beaucoup sur un individu, il développe l'orgueil et centralise le pouvoir, il n'écoute personne, car il sait qu'il est incontournable dans l'organisation, il utilise ses

⁸⁶ FAYOL H., *administration industrielle générale*, Dunod, Paris 1948

privilèges non pas pour le bien de l'organisation mais pour renforcer l'égoïsme.

I.2.4. LIEN ENTRE LE POUVOIR ET LE LEADERSHIP

Quand on opte pour le leadership démocratique ou le style participatif, le pouvoir devient décentralisé, c'est le style de leadership qui détermine le pouvoir dans l'organisation, supposé que le leader a un style autoritaire, le pouvoir suivra le style de leadership ou management. Le leader ou le détenteur du pouvoir est considéré dans son rôle légitime d'exercer le pouvoir, il le fait selon les normes établies, sa capacité et sa volonté de poursuivre les objectifs. Cela suppose un management d'une manière stratégique, donner les orientations nécessaires. En dehors de cet aspect c'est le leadership et le pouvoir illégitime car on essaie d'exercer une influence négative qui cherche à détourner l'organisation. Le pouvoir se situe aux jeux de décision.

Notons que le pouvoir est un terme qui génère parfois la peur, parfois l'affirmation de soi, la raison pour laquelle certains leaders se réservent d'en parler⁸⁷. Tout de même, il est bon de mentionner que le pouvoir est relatif et non absolu.

Le pouvoir de décision : est une affaire de management team, c'est l'équipe de management qui assiege pour statuer les décisions importantes à prendre pour le bien de l'organisation et non pour la satisfaction personnelle du leader.

Pouvoir de signature : le directeur détermine comment l'argent est dépensé, cela constitue un pouvoir réel. Qui tient la signature détient l'organisation.

⁸⁷ AUBREY MALPHURS, *Etre leaders : l'essence du véritable leadership chrétien*, éd. cruciforme, Quebec Canada, 2013,

Pouvoir de décision : il est conseillé au leader de prendre une décision qui engage l'entreprise par consensus ou encore étroitement avec le management team, mais dans certaines situations le leader peut utiliser son veto sans consulter l'équipe pour l'intérêt de l'organisation.

Les phénomènes du pouvoir sont changeants et fuyants, car le pouvoir peut avoir un caractère volage attendu que les employés peuvent aller en grève, cela veut dire que le directeur n'a pas tout le pouvoir. Un réseau de pouvoir informel peut se développer dans l'organisation⁸⁸.

I.2.5 LEADERSHIP ET MANAGEMENT

Le leadership désigné est management par excellence, sauf qu'on peut se trouver aussi devant un leadership moral qui va au-delà de management, il s'agit des sages qui sont les ressources qu'on peut consulter qui ne prennent pas de décisions. Le leadership est la lumière du management, il faut un bon niveau de leadership pour faire le management efficace. Le management se limite aux procédures mais le leadership transcende ce niveau et touche l'émotionnel, l'affectivité du personnel. Le leadership éclaire le management.

Le leadership permet d'enrôler le personnel dans une vision commune de la mission de l'organisation, dans le processus d'atteinte des objectifs, à cet effet le leader doit créer les conditions de travail et c'est le management. Dans l'activité quotidienne le leadership, le pouvoir et le management sont liés mais théoriquement ils sont partagés⁸⁹.

⁸⁸ AUBREY MALPHURS, *Ibid*

⁸⁹ ABABA GARY José, *Op. Cit*

1.2.6 POUVOIR ET MANAGEMENT

Le management est le leadership légitime, il possède le pouvoir acquis, cela peut se renforcer par le leadership moral et peut être affaibli par manque de moralité. Le pouvoir peut être fort et faible, car il y a des sources informelles de pouvoir qui peuvent déstabiliser l'organisation que le management doit gérer. A ce propos nous illustrons le groupe syndical⁹⁰.

C'est la raison pour laquelle à un moment de la vie de l'organisation on décide de revoir les objectifs fixés car les pouvoirs illégitimes sont plus forts que le pouvoir légitime.

1.2.7 APPROCHE SUR LE LEADERSHIP DANS TOUTE DIRECTION

FONCTIONS DE LEADER DANS L'EXERCICE DE SES TACHES

Le leader efficace au sein d'une organisation et/ou entité donnée a la connaissance intime de la vision et de la mission de celle-ci c'est-à-dire la direction dont l'entreprise ou entité administrative vise aller.

Contrairement à la vision dictatoriale, le leader efficace vérifie la vision de l'organisation ou de sa juridiction avec ses collaborateurs, il les fait participer à cette vision, c'est l'approche de management team.

Si s'avère que tout le monde parvient à valider la mission et la vision de l'organisation, on arrive au processus d'enrôlement.

Si c'est le contraire, c'est difficile d'atteindre les objectifs. La raison pour laquelle au sein de cette organisation le

⁹⁰ ABABA GARY José, *Op. Cit*

leader crée le système dans lequel des acteurs participent activement sans contrainte et intimidation⁹¹. La raison pour laquelle, il doit en tout moment monitorer l'accomplissement des objectifs, évaluer d'où on vient et où on va. Ce rôle de savoir inspirer les collaborateurs en partageant avec affection et passion la vision de l'organisation est le cœur du leadership.

STYLE

Il n'y a pas un style linéaire pour le leadership au sein d'une organisation, cela dépend de la situation et de la phase à laquelle l'entreprise ou l'entité se trouve. Mais d'une manière générale, les styles démocratique et participatif sont vivement souhaités. Le leader doit prendre conscience qu'il n'est pas éternel d'où il est censé préparer la relève pour la survie de l'organisation, à cet effet, il met en place un système ouvert qui invite la participation, la prise de conscience et la prise de responsabilité de tous les membres de l'organisation à travers une consultation transparente qui se matérialise à la délégation du pouvoir. Le leader n'est plus le haut perché qui fait descendre des ordres pour qu'on exécute, mais il devient le facilitateur, le flambeau de l'organisation. Au-delà de définir la mission et de la clarifier, de la partager et de faire enrôler les collaborateurs, de faciliter et d'évaluer ou monitorer, le leader doit à tout moment éviter le micro management. Le micro management consiste à gérer en détail et faire trop de leadership ce qui n'amène pas l'esprit de créativité et d'innovation auprès des collaborateurs⁹².

⁹¹ LELOTE F.S.J, *La solution du problème de la vie, synthèse du catholicisme, 5^e cahier, problèmes sociaux : Famille, Etat, bien matériel, centre international d'études de formation religieuse, Bruxelles, Paris casteman, tournoi, S.D*

⁹² LELOTE F.S.J, *Op. Cit*

Par contre, il doit s'assurer que le travail s'accompli avec le sens de qualité professionnelle, d'où la nécessité de management par la qualité totale. S'être sûr que le fonctionnement est transparent, efficace et efficient selon l'ordre systémique.

BIBLIOGRAPHIE

1. *ESSISO, cours de méthodes de recherches Scientifique, inédit, ULPGL/Goma 2012.*
2. *DULUC, A, Leadership et confiance, PUF, Paris 2001*
3. *DULUC, A, Leadership et confiance, PUF, Paris 2001*
4. *DALE CARNERIE, comment trouver un leader en vous, éd. Pallotti presse, Rome 2006*
5. *HELLRIEGEL et al, Management des organisations, éd. Panafricanity, Dakar 2002*
6. *STEVEN SAMPLE, Devenez un grand leader, éd. d'organisation, nouvel horizon, Bruxelles 2005*
7. *GORDON Th, leaders efficaces ; l'Efficacité par la collaboration, éd. Dunod, Paris 2004*
8. *MANFRED KETS DEVRIES, les mystères du leadership, mondial édition, Genève 1999*
9. *FAYOL H., administration industrielle générale, Dunod, Paris 1948*
10. *AUBREY MALPHURS, Etre leaders : l'essence du véritable leadership chrétien, éd. cruciforme, Quebec Canada, 2013,*

Par Dr. Hon. C. Théophile KANYABUGOYI MANIRARORA

CHAP. IV. 63 ANS D'INDÉPENDANCE, LA RDC NE DÉCOLLE PAS TOUJOURS.

**Par Prof. Dr MUGISHO KATENGURA Christian.
I ; biographie de l'auteur**



L'auteur est porteur de Deux Masters et Une Thèse de Doctorat en R.I. de MMIBS 2015, spécialité Politiques Internationales de Développement. Enseignant d'Universités, Chercheur de renom à la Revue Eveil Congo et Ecrivain de plusieurs Livres et Articles. Il est Socialiste, Analyste Politique Congolais du 21ème siècle. Promoteur, propriétaire de l'Université Libre de Grands Lacs ULGL-BUKAVU depuis 2011.

Visionnaire de la Fondation Mugisho qui œuvre dans le domaine d'éducation des Jeunes et de leur prise en charge sociale. Directeur Général de l'Institut Supérieur d'Etudes Agronomiques et Vétérinaires « ISEAV » M'SHWESHWE, Etablissement Public de droit Congolais, dans le territoire de Kabare Sud-Kivu. Il a déjà effectué plusieurs voyages scientifiques, Académiques et de Partenariats à travers les provinces de la RDC, en Afrique et à l'étranger. Marié et Père de plusieurs enfants. Il adore la lecture, l'écriture, le Théâtre et la poésie. Le Football est sa passion.

iii. Résumé

Il est indéniable que, 63 ans après l'indépendance de la République démocratique du Congo (RDC), le pays est confronté à de nombreux défis socio-économiques, mentaux et politiques. Malgré ses vastes ressources naturelles et humaines, la RDC peine à se développer et à améliorer les conditions de vie de sa population. Sur le plan socio-économique, le pays est confronté à une pauvreté généralisée, avec un grand nombre de citoyens vivant dans des conditions précaires. Les infrastructures de base, telles que l'accès à l'eau potable, à l'électricité et aux services de santé de qualité, font défaut dans de nombreuses régions, milieux tant ruraux que Urbains. Le chômage est élevé, en particulier parmi les jeunes, ce qui crée un sentiment de désespoir et d'insécurité grandissant.

I. Introduction

Sur le plan mental, la RDC doit relever le défi de la reconstruction psychologique et sociale des citoyens après des décennies de conflits et de violences, des guerres tribales et économique à répétitifs. Les guerres civiles et les déplacements forcés des populations ont causé des traumatismes profonds et la société congolaise doit encore faire face à des divisions ethniques, politiques et sociales. Il est essentiel de promouvoir la réconciliation, la justice et la cohésion sociale pour permettre une véritable reconstruction nationale.

Sur le plan politique, la classe dirigeante congolaise est souvent critiquée pour sa corruption, son manque de

transparence et son incapacité à répondre aux besoins de la population. Les élections sont souvent entachées d'irrégularités et de controverses, ce qui alimente la méfiance envers les institutions et le système politique en général. Il est nécessaire d'instaurer une véritable démocratie, basée sur l'alternance politique apaisée, la bonne gouvernance et la participation citoyenne. Il est clair qu'un changement de classe politique est nécessaire et urgent en RDC. Il est essentiel de mettre en place des dirigeants intègres, compétents et responsables, capables de mettre en œuvre des politiques socio-économiques favorables au développement du pays et à l'amélioration des conditions de vie de sa population. De plus, il est nécessaire de promouvoir une véritable culture démocratique, de respect des droits de l'homme et de l'État de droit.

Cependant, il est important de reconnaître que le changement politique ne peut pas être réalisé uniquement par la classe dirigeante. Il est également nécessaire d'encourager la participation et l'engagement citoyens, de renforcer la société civile et de promouvoir l'éducation et la sensibilisation politique. Un changement durable ne peut être atteint que grâce à un effort collectif de toutes les parties prenantes de la société congolaise.

En conclusion, la RDC fait face à de nombreux défis socio-économiques, mentaux et politiques qui nécessitent un changement de classe politique. Cependant, il est également essentiel d'encourager la participation citoyenne et de promouvoir une culture démocratique durable pour permettre un véritable développement et une véritable reconstruction nationale.

II. De l'instabilité de la région des Grands Lacs Africains et ses déterminants.

La région des grands lacs africains, comprenant des pays tels que la République Démocratique du Congo, le Rwanda, le Burundi et l'Ouganda, est une région marquée par une instabilité politique, sociale et économique. Cette instabilité est le résultat d'une combinaison de facteurs complexes et interconnectés. Deux des principaux déterminants de l'instabilité dans la région des grands lacs africains sont la diversité ethnique et culturelle et la mauvaise gouvernance de ces états. Ces déterminants ont souvent été exploités par les dirigeants politiques pour diviser, manipuler et exploiter la population. Les conflits ethniques sont ainsi été fréquents dans la région, avec des groupes armés se formant au tour de liens ethniques et identitaires.

Un autre facteur important est la rivalité entre les états de la région. Les conflits frontaliers et les rivalités territoriales ont souvent dégénéré en conflits armés. Les rivalités politiques entre états de la région ont également alimenté l'instabilité. La République Démocratique du Congo, en raison de sa taille, ses politiciens immatures et de ses ressources naturelles très mal gérées et mal négociées sont souvent au centre de ces rivalités et a été le théâtre de plusieurs conflits armés chroniques. La question de l'accès aux ressources naturelles est également un facteur important de l'instabilité dans la région des grands lacs africains. Les richesses naturelles telles que les minerais, le bois et le pétrole ont souvent été pillées et exploitées par des groupes armés, qui les vendent sur le marché international. Cette économie informelle de la guerre renforce les conflits et la violence. Enfin, les

conséquences d'une instabilité prolongée dans la région du grand lac sont un impact négatif sur le développement économique et social de la région. Les conflits et l'insécurité chronique décourages les investissements, perturbent les échanges commerciaux et entravent la mise en place de structures étatiques efficaces.

En somme, l'instabilité dans la région des grands lacs africains est le résultat d'une combinaison complexe de facteurs interconnectés. Pour parvenir à une stabilisation durable de la région, il est nécessaire de travailler sur l'ensemble de ces facteurs, notamment la gouvernance, les problématiques ethniques et identitaires, les rivalités territoriales et l'accès aux ressources naturelles.

III. Analyse libre des conflits dans la Région des Grands Lacs : ce que la Jeunesse Congolaise doit savoir.

Au lieu de simplement être utilisée comme un outil pour atteindre des objectifs politiques, la jeunesse congolaise doit être encouragée à prendre une position active dans la politique du pays et à s'engager dans la prise de décisions importantes pour son avenir. Les jeunes ont une perspective unique sur les enjeux sociaux et économiques qui touchent leur génération, et leur participation active dans la formulation de politiques serait essentielle pour construire un avenir prospère pour le Congo. Il est important de donner la possibilité aux jeunes de se former, de se connecter et de s'engager avec les structures politiques jeunes du pays afin qu'ils puissent devenir les leaders de demain. Les vieux politiciens à leur tour, doivent partager leur

expérience et leur savoir-faire avec les jeunes, mais il est tout aussi important qu'ils permettent à la jeunesse de contribuer aux discussions et aux décisions politiques pour la bonne gouvernance du pays. Enfin de compte, les élections de décembre 2023 devraient être un moment où la jeunesse congolaise peut pleinement participer à la vie politique du pays et prendre pleinement sa place en tant que force de changement. Les vieux politiciens devraient travailler à renouveler la classe politique congolaise en collaborant avec la jeunesse, plutôt que de simplement l'utiliser pour atteindre leurs propres objectifs politiques à court terme et très souvent insatisfaisants.

Chers jeunes, voici comment y arriver. En effet, s'il faut encore et encore le dire, la RDC possède une population jeune et dynamique qui a un immense potentiel pour contribuer au développement économique, socioculturel et politique du pays. Pour assurer son émergence, la RDC doit donc investir massivement dans l'éducation, la formation, l'entrepreneuriat des jeunes et créer des opportunités d'emplois pour ces derniers. Cela nécessite également une politique d'inclusion et d'Egalité des chances pour tous les jeunes, indépendamment de leur sexe, de leur statut social et de leur lieu de résidence. Les pouvoirs publics doivent également encourager la participation active des jeunes dans la vie politique et citoyenne. En misant sur la jeunesse congolaise, la RDC peut se doter d'une véritable force de travail et d'innovation pour relever les défis qui se présentent à elle et pour assurer son développement durable et à long terme.

IV. L'ONU va du dilemme à l'impasse dans le cantonnement des rebelles du M23, à l'Est de la RDCONGO.

L'Organisation des Nations Unies ONU face à un dilemme majeur dans le cantonnement des rebelles du Mouvement du 23mars (M23) à l'Est de la République Démocratique du Congo(RDC). D'un côté, la communauté internationale exige une solution rapide et efficace pour mettre fin aux violences continues dans cette région qui ont déjà fait des millions de victimes et des milliers de déplacés. De l'autre, coté, l'ONU doit respecter les droits humains des rebelles en leur offrant des conditions de vie décentes et acceptables dans les camps de cantonnement. Le M23 a été créé en 2012 par des anciens militaires congolais d'expression Tutsi qui sont mécontents de la politique du gouvernement de la RDCongo en matière de sécurité et de développement socio-économique et politique dans la région de l'Est qu'ils ont contrôlé pendant longtemps. Les rebelles ont lancé des offensives militaires répétées visant à renverser le gouvernement et à mettre en place un régime sécessionniste (Balkanisateur) dans l'Est du pays. En 2013, un accord de paix a été signé entre le M23 et le gouvernement congolais avec la médiation de l'ONU. L'accord prévoit le désarmement et le cantonnement des rebelles dans des camps de la MONUSCO (Mission de l'ONU pour la stabilisation de la RDCongo) pour une période de trois ans.

Cependant, plusieurs problèmes ont été ou levés dans l'application de cet accord. Les camps de cantonnement sont insuffisants en termes de ressources et de conditions de vie pour les rebelles. Déplus, certains rebelles continuent de se livrer à des activités criminelles, comme le trafic des minéraux, de la drogue,

d'armes et de personnes, malgré leur cantonnement. L'ONU est donc confrontée à un dilemme quant aux mesures à prendre pour améliorer la situation. D'un côté, l'organisation doit s'assurer que les rebelles bénéficient d'un traitement humain et décent pendant leur cantonnement. De l'autre côté, elle doit veiller à ce que leur cantonnement ne soit pas considéré comme une impunité pour leurs activités illégales.

Pour résoudre ce dilemme, l'ONU doit travailler avec les autorités congolaises pour améliorer les conditions de vie des rebelles dans les camps de cantonnement et mettre en place des mesures pour garantir leur réintégration dans la société sans activités illégales. En parallèle, elle doit investir dans le développement économique et social dans la région pour réduire les foyers des tensions et prévenir les futures crises. Partagez massivement cette analyse et vous aurez sauvé la RDC.

V. BIBLIOGRAPHIE

VELTZ P. (2010) *L'économie de la connaissance et ses territoires*. Hermann. Paris.

D.ASHFORD, cité par BADIE BERTRAND, HERMET GUY, *la politique comparée*, Paris, Armand Colin 2001, pp. 92-93

A. MAINDO, cours de la sociologie politique, Inédit, UOB. G3SPA2009

A. MAINDO, *cours de science politique*. Inédit. UOB, UOB, G 1 SPA, 2006

G. ROCHER, Cité par YVES ALP et Alli, *Lexique de sociologie*, Paris, Dalioz, 2005, P. 230.

HARLOW, Cité par ROCHER, *Levique de sociologie*, Daioz, 2005, p.231

CH. KATENGURA, cours de sociologie politique, Inédit, ULGL, G3 SPA, 2009-2010.

A. MAINDO, cours de sociologie politique, Inédit, UOB, G3 SPA, 2009-2010.

M. DUVERGE, *les partis politiques*, paris, Armand colin, 1973. P.71

V. LEMIEUX et WEINER, *systèmes partisans et partis politiques*, Montréal, presses de l'université du Québec

LA PALAMBARA et M. WEINER, *Political Parties and Political Development*, Princenton University Press, 1966, P6

A. DE. TOCQUEVILLE, *De la démocratie en Amérique*, Paris Gallimard. Idées, NRF, 1968, P112

J. MEYNAUD, Soucient aussi cette distinction quoi qu'avec plus de nuances dans « *les groupes de pression* » Paris, PUF, 1960, p.17-19.

Archives mairie Bukavu, p 10

BEeK, U. (2003) *Pouvoir et contre-pouvoir à l'heure au Sud-Kivu*. Paris. Flammarion.

Milice rwandaise qui a participé au génocide rwandais de 1994-1996 avec usage des coutons armes à feu, bâton et force physique.

VELTZ P. (2010) *L'économie de la connaissance et ses territoires*. Hermann. Paris.

**Par Prof. Dr MUGISHO KATENGURA Christian,
Chercheur en Pô Internationales de développement.**

CHAP V. IMPACT DE LA POLITIQUE D'OCTROI DES MICRO-CRÉDITS SUR LE CHANGEMENT DE L'ÉTAT SOCIO-ÉCONOMIQUE DES BÉNÉFICIAIRES DE LA COOPÉRATIVE D'ÉPARGNE ET DE CRÉDIT FOMULAC KATANA/SUD-KIVU/RD CONGO

Par : **Bulangelire B.** ^{1.2.3}, **Bashombana K.** ² et **Bahizire K.** ^{1.3.4}

1 *L'auteur est d'abord attaché à Institut Supérieur Pédagogique de Kabare (ISP-Kabare) - Département de Géographie et Gestion de l'environnement, Katana/Kabare/Sud-Kivu/RD Congo. En suite à Institut Supérieur Technique, Commercial et Economique de Bukavu (ISTCE/Bukavu)-Département de Sciences et Techniques de développement, BP 235 Bukavu/Sud-Kivu/RD Congo. Et en fin attaché à l'Université de Développement Durable en Afrique Centrale de Bukavu (UDDAC/Bukavu),-Faculté des sciences sociales, Département de Politiques territoriales de Développement Durable et Stratégies Entrepreneuriales, Burkavu/Sud-Kivu/RD Congo. Détenteur d'une licence en Gestion de Développement en 2017 et apprenant en Master Politique territorial et stratégies entrepreneuriales 2023 à l'UDDAC/ BUKAVU en partenariat avec le CIESA / Canada. Assistant d'enseignement à l'Institut Supérieur Pédagogique, ISP KABARE (2023), à l'Université Saint Joseph (2018-2020), secrétaire inter facultaire de l'Université vision Internationale du Congo, UCVICO, appariteur central à*



Institut Supérieur Technique Commercial et économique, ISTCE/ BUKAVU, Formateur sur l'arrimage au système LMD, initiateur et mentor dans plusieurs organisations locales de développement : AEEC, AGADEKA, CONAD, Memi Fondation, SELP ;...

2 *L'auteur est d'abord attaché à Institut Supérieur*



Pédagogique de Kabare (ISP-Kabare) - Département de Géographie et Gestion de l'environnement,

Katana/ Kabare/ Sud-Kivu/ RD Congo. En suite à l'Université de Développement Durable en Afrique Centrale de Bukavu (UDDAC/Bukavu),-Faculté des sciences sociales, Département de Politiques territoriales de Développement Durable et

Stratégies Entrepreneuriales, Burkavu/ Sud-Kivu/ RD Congo. Et en fin attaché au Centre de Recherche en Sciences Naturelles de Lwiro (CRSN-Lwiro) – Département de Biologie, DS BUKavu/ Sud-Kivu/ RD Congo. Auteur de correspondance:

bulangalirejean91@gmail.com. Correspondance des

autres auteurs: pascalbashombana@gmail.com;

ilkayeye@gmail.com. Le Chef de Travaux BAHIZIRE

Kayeye Jean-Louis est licencié en Biologie de l'ISP-Bukavu, CT à L'ISP-KABARE au département de Biologie et à l'ISTCE/Bukavu au département de gestion de l'environnement, Attaché de Recherche au CRSN-Lwiro, Département de Biologie et Apprenant en Master en Politique territoriale de développement durable et stratégies entrepreneuriales à l'UDDAC/Bukavu en

coopération avec le Ciesa/Canada. Contact:
0995807719/822090475 ET ilkayeye@gmail.com

3 Le co-Auteur est attaché à l' Institut Supérieur Technique, Commercial et Economique de Bukavu



(ISTCE/Bukavu)-Département de Sciences et Techniques de développement, BP 235 Bukavu/Sud-Kivu/RD Congo. Ass1. BASHOMBANA Kayeye Pascal, licencié en gestion de l'environnement et en santé et développement communautaire, Assistant à l'ISTCE/Bukavu au

département de gestion de l'environnement. Il est actuellement administrateur de Budget à l'ISTCE. Contact : 0994705895/0840684047. Mail: pascalbashombana@gmail.com

i. Résumé

Une étude portant sur l'impact de la politique d'octroi des micro-crédits sur le changement de l'état socio-économique des bénéficiaires de la coopérative d'épargne et de crédit FOMULAC KATANA/Sud-Kivu/RD Congo a été conduite au cours de la période de Janvier à Décembre 2022. Elle avait comme objectif, évaluer l'impact de l'octroi des micro-crédits aux membres bénéficiaires de l'IMF FOMULAC-KATANA sur le changement de leur état socio-économique. En effet, la collecte des données a été faite par une enquête au moyen de l'interview et le questionnaire d'enquête et cela a conduit aux résultats selon lesquels les raisons principales de contracter des micro-crédits par nos enquêtés sont la paie des frais d'études des enfants et la

paie des soins médicaux; la conséquence principale de l'incapacité de rembourser les micro-crédits contractés est la vente des portions de terre; le taux d'intérêt inadapté au rendement économique; le crédit libéré est modique; le retard de remboursement est possible; le délai de remboursement est court et l'inflation monétaire est une difficulté. Ces résultats expliquent pourquoi l'octroi des micro-crédits n'a aucun impact sur le changement socio-économique des bénéficiaires de ces micro-crédits suite à la politique d'octroi des micro-crédits de cette institution des microfinances. La revisitation du taux d'intérêt, le montant du crédit à libérer et le délai de remboursement seraient nécessaire pour tenter voir si un changement socio-économique s'observerait chez les bénéficiaires de ces micro-crédits de l'IMF, la COOPEC FOMULAC KATANA.

Mots clés : *Impact, Changement, micro-crédit, socio-économie, bénéficiaires, FOMULAC/Katana.*

ii. **Abstract**

A survey currying on the impact of political micro-credits grant on the change of socio-economic status of saving and credit cooperative FOMULAC KATANA/Sud-Kivu/RD Congo beneficiary has been conducted during the period of January to December 2022. It had the objective, to evaluate the impact of grant micro-credits to beneficiary members of the IMF FOMULAC-KATANA on the change of their socio-economic status. In fact, data collect has been done by inquiry mean interview and inquiry questionnaire and that conducted to results according to which the main reasons of contracting micro-credits are the payment of children scholarship and payment of medical nursing, the principal consequence of incapability to reimburse the contracted micro-credits is

the sell of plot portions; the rate of benefit misfit to economic yield; credit delivered is slight; delay in reimbursement is possible; period of reimbursement is short and monetary inflation is a difficulty. These results explain why the grant of micro-credit does not have none impact on socio-economic change of micro-credits beneficiary following the grant political of micro-credits in this microfinancial institution. The revisitation of benefit rate, the credit mount to deliver and the period of reimbursement is necessary of trying to see if a socio-economic change will be observed at micro-credit beneficiaries of the IMF COOPEC FOMULAC KATANA.

Keyword: *Impact, change, micro-credit, socio-economy, beneficiary, FOMULAC/Katana.*

1. INTRODUCTION

La microfinance est une activité socio-économique en vogue dans le monde actuellement, mais son impact sur le développement socio-économique constitue un sérieux problème sur la vie de la population causant ainsi sa pauvreté accrue (Trabelsi et Chichti, 2011). En effet, alors que ce domaine constitue un nouveau champ de recherche développée durant ces vingt dernières années et prenant progressivement une importance de plus en plus accrue au niveau de la théorie de la finance d'entreprise et de la finance en général (Trabelsi et Chichti, 2011), la question de la pauvreté persiste et plutôt le degré de cette dernière augmente du jour au lendemain, surtout dans les pays en voie de développement. Parmi les activités de la microfinance, les microcrédits jouent un rôle indispensable et incontournable sur le développement socio-économique de la population et fait preuve dans les pays asiatiques et européens en tant que pourvoyeur d'emplois, de

revenus, des biens et de services pour la survie de la population, mais aussi le progrès des démunis.

Cependant, il est bien évident que cette nouvelle approche de la finance a connu des succès à travers des pays comme l'Inde, le Pakistan, le Bangladesh, le Brésil, l'Argentine, le Haïti, le Nigéria, le Benin, l'Afrique du Sud, le Caméroun, le Ghana, etc, (Yunus, 1997). Ainsi, le microcrédi est considérée comme une palette de services financiers destinés aux couches de populations défavorisées, mais aussi, un moyen d'intégration sociale et économique pour la population (Pitt et al., 2006; Banerjee et Duflo, 2007; Chemin, 2008). Néanmoins, les investisseurs, les donateurs et les Etats et les bailleurs de fonds dépensent chaque année des milliards de dollars pour financer un large éventail de programmes d'inclusion financière conçus pour améliorer le développement socio-économique des populations pauvres dans les pays en développement, mais leur impact reste encore mediocre car la population n'a toujours pas change sur le plan socio-économique.

Depuis lors, la microfinance est au carrefour de toutes les politiques de développement des Nations Unies à l'endroit des pays du Sud et semble avoir acquis ces deux dernières décennies une emprise dont la portée paraît irréversible (Trabelsi et Chichti, 2011). En 1998, l'Assemblée Générale des Nations Unies a proclamé l'année 2005, année internationale du Microcrédit et en septembre 2000, à l'occasion du sommet du millénaire, les dirigeants du monde entier se sont donnés huit Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) dont le premier vise la réduction de moitié de l'extrême pauvreté et la faim à l'horizon 2015 et une fois encore, la microfinance a été retenue comme un des moyens privilégiés pour atteindre cet objectif (Banerjee et Duflo,

2007). Cependant, en dépit de toutes les immenses ressources humaines et du sous-sol, la RDC est classée parmi les pays les plus pauvres du monde et certains indicateurs l'alignent parmi les pays les plus misérables de l'Afrique Subsaharienne car plus de 80% de sa population survit à la limite de la dignité humaine, avec moins de 0,20\$ par personne et par jour (Aervigny et Zelonko, 2010).

Le pays est plongé dans une pauvreté accrue qui tend à se généraliser parce que le revenu moyen des congolais se situerait en dessous du seuil de la pauvreté avérée, et aurait continuellement baissé de 3,08% en moyenne annuellement (Chemin, 2008). Pour pallier à cette situation de la pauvreté élevée en RDC, la population s'est aussi plongée dans la voie d'utilisation de la microfinance dans son volet micro-crédit, pour booster le développement socio-économique de la population. C'est ainsi que la population congolaise en général et celle du groupement d'Irhambi-Katana en particulier, contracte des prêts auprès de diverses Institutions de Microfinance (IMF) disponible dans le milieu, pour tant soi peu tenter de résoudre son problème lié à son développement socio-économique, mais cela reste une utopie car rien de changement n'est visible sur terrain.

En effet, cette population du groupement d'Irhambi/Katana vit des activités du secteur informel (artisanat, petit commerce, agriculture, pêche, ...) sans encadrement, ni soutien de l'État ou de toute organisation tant nationale qu'internationale; et dès lors le micro-crédit surgit dans la vie socio-économique comme alternative apparemment salvatrice, mais sans aucun impact sur le plan socio-éconómico-

développemental. Ceci s'explique par le fait que la population s'y livrent parfois sans réflexion car poussée par croyance populaire stipulant: « qui risque rien, n'a rien ». Dans cette perspective, la population d'Irhambi-Katana s'approvisionne en micro-crédit dans l'IMF disponible et la plus proche appelée "COOPEC FOMULAC-KATANA" qui octroie des micro-crédits aux ménages vulnérables et nécessiteux en vue d'améliorer leurs conditions de vie, malheureusement ces populations continuent à vivre dans la pauvreté incomparable. La COOPEC FOMULAC KATANA a été fondée en 1972 et fonctionnée au bureau de l'hôpital Général de référence FOMULAC-KATANA avec comme but de faciliter les infirmiers de l'hôpital à épargner et retirer de l'argent sans pouvoir se rendre loin de leur site. Malheureusement, depuis sa création, aucune étude n'a été faite sur l'impact du service d'octroi des micro-crédits de cette IMF sur le développement socio-économique de sa population cible, la population qui reçoit des micro-crédits. C'est pourquoi, l'objectif de ce travail est d'évaluer l'impact de l'octroi des micro-crédits aux membres bénéficiaires de l'IMF FOMULAC-KATANA sur le changement de leur état socio-économique.

2. MATERIEL ET METHODES

2.1. Milieu d'étude

La Coopérative Primaire d'Épargne et de Crédit FOMULAC KATANA est une institution privée agréé, située à l'Est de la RDC dans la Province du Sud-Kivu en République Démocratique du Congo à 40Km au Nord de la ville de Bukavu, Territoire de Kabare, Groupement de BUGORHE à deux Km de la route principale RN2, reliant la province du Sud-Kivu à celle du Nord-kivu, proche du lac Kivu non loin de l'hôpital Général de référence

FOMULAC KATANA et est érigée dans le Village de CIRANGA.

2.2. Collecte des données

Cette étude est de type transversal et évaluatif, faite sur les membres de la COOPEC FOMULAC KATANA estimée à 2900 membres dont 850 enseignants, 710 commerçants, 400 cultivateurs et 940 fonctionnaires au cours de la période de Janvier à Décembre 2022. La population cible est constituée des bénéficiaires des micro-crédits à la COOPEC FOMULAC KATANA dont le nombre s'élève à 363 membres répartis de la manière suivante : 106 enseignants, 89 commerçants, 50 cultivateurs et 118 fonctionnaires. Le choix de l'échantillon a porté sur l'ensemble de la population cible constituant ainsi la base de sondage. Ainsi, pour déterminer la taille de l'échantillon, nous avons utilisé la formule de Cochran (Bartlett et al., 2001) ci-dessous :

$$N_0 = \frac{t^2 * s^2}{d^2} = \frac{(1.96)^2 * (1.843)^2}{(7 * 0.03)^2} = 295,88586844 \text{ soit } 296$$

Où N_0 est la population d'étude ; t est le coefficient et est égal à 1,96 correspondant au degré de confiance à 95 % ; S est la prévalence attendue et d est la marge d'erreur.

$n = \frac{N_0}{(1 + \frac{N_0}{pop.totale})} = \frac{296}{1 + \frac{296}{363}} = 162,63736263736 = 163$ Où n est la taille de l'échantillon

En effet, pour mener cette étude, nous avons recouru aux enquêtes. La collecte des données a été faite par une enquête au moyen de l'interview et le questionnaire d'enquête (Bigirimana et al., 2016). Avec ces deux techniques, nous rencontrons les membres bénéficiaires des micro-crédits à la COOPEC FOMULAC KATANA, le site d'étude et nous leur posons des questions se rapportant à notre étude. L'enquête a été réalisée chez les membres de la Coopérative Primaire

d'Épargne et de Crédit FOMULAC KATANA. Le questionnaire se présente sous forme des questions fermées et une partie suggestion. Le questionnaire concerne le taux d'intérêt inadapté au rendement économique, la modicité du crédit libéré, le retard de remboursement, le délai de remboursement et les autres difficultés auxquelles se heurtent les membres bénéficiaires des micro-crédits à la COOPEC FOMULAC KATANA.

2.3. Traitement et analyse des données

Les informations recueillies auprès des enquêtés sont reportées sur un formulaire d'enquête et traitées dans le logiciel Excel pour calculer les pourcentages et dresser les tableaux.

3. RESULTATS

3.1. Caractéristiques socio-économiques et démographiques des enquêtés

Les résultats se rapportant aux caractéristiques socio-économiques et démographiques de nos enquêtés sont présentés dans le tableau 1 ci-dessous.

Tableau 1. Caractéristiques socio-économiques et

Age		
Tranche d'âge	Effectifs	Pourcentages
18 - 24 ans	1	0,61
25 - 32 ans	12	7,36
33 - 39 ans	25	15,34
40 - 46 ans	40	24,54
47 - 53 ans	55	33,74
54 - 60 ans	20	12,27
60 ans et plus	10	6,14
Total	163	100
Sexe		
Masculin	69	42,33
Féminin	94	57,67
Total	163	100
Niveau d'études		
Analphabètes	28	14,11
Primaires	38	23,31
Secondaires	72	44,17
Universitaires	30	18,41
Total	168	100
Etat Civil		
Célibataires	5	3,07
Marié (e)s	86	52,76
Divorcé (e)s	12	7,36
Veufs (ves)	60	36,81
Total	163	100
Taille de ménages		
1 à 3	18	7,98
4 à 6	27	16,56
7 à 9	98	57,06
10 et plus	30	18,4
Total	163	100
Occupation		
Cultivateurs	6	3,68
Commerçants	60	36,81
Enseignants	39	24,6
Fonctionnaires de l'Etat	8	4,91
Total	163	100

démographiques de nos enquêtés. Nous remarquons de ce tableau 1 que les enquêtés qui contractent plus le micro-crédit sont ceux de la tranche d'âge entre 47 - 53 ans, suivis de ceux de la tranche d'âge 40 - 46 ans et les enquêtés qui contractent moins le micro-crédit sont ceux de la tranche d'âge entre 18 - 24 ans. De ces enquêtes

les femmes contractent plus les micro-crédits que les hommes; alors que les enquêtés qui contractent plus les micro-crédits sont du niveau d'étude secondaire, suivis de ceux du niveau primaire et le moins contractant des micro-crédits sont les analphabètes. Les mariés sont les plus contractant des micro-crédits, suivis des veuf(ve)s et en dernier lieu les célibataires; les ménages qui contractent plus les micro-crédits sont d'une taille de 7 à 9 personnes, suivis de ceux de 10 et plus et en dernière position ceux de 1 à 3 personnes et enfin, nos enquêtés sont en majorité des commerçants et enseignants.

3.2. De l'acquisition du micro-crédits et son impact sur la vie des enquêtés.

Les résultats se rapportant à l'acquisition du micro-crédits et son impact sur la vie des enquêtés sont présentés dans les tableaux ci-dessous:

Tableau 2. Raisons de contrater un microcrédit à la COOPEC FOMULAC par nos enquêtés

Catégorie/Réponses	Effectifs	%
Renforcer mon activité commerciale	11	6,75
Payer les frais d'études des enfants	44	27
Pour cultiver mes champs	10	6,13
Pour payer les dettes	31	19,01
Payer les soins médicaux	44	27
Préparer le mariage de mes enfants	23	14,11
Total	163	100

Les raisons principales de contracter des micro-crédits par nos enquêtés sont la paie des frais d'études des enfants et la paie des soins médicaux.

Tableau 3. Conséquences de l'incapacité à rembourser le micro-crédit contracté par nos enquêtés à la COOPEC FOMULAC

Catégorie/Réponses	Effectifs	%
Fuite dans le milieu	43	26,38
Vente des portions de terre	59	36,2
Arrestation avec paie des	47	28,83

amandes		
Autres	14	8,59
Total	163	100

De ce tableau, nous constatons que la conséquence principale de l'incapacité de rembourser les micro-crédits contractés par nos enquêtés à la COOPEC FOMULAC est la vente des portions de terre; suivie de l'arrestation avec paie des amendes, puis la fuite dans le milieu et enfin autres.

Tableau 4: En rapport avec le taux d'intérêt inadapté au rendement économique

Catégorie/Réponses	Commerçants	Enseignants	Agents de l'État	Cultivateurs	Total	%
Oui	44	53	13	13	123	75,4
Non	11	14	6	9	40	24,5
Total	55	67	19	22	163	100

Il est illustré dans ce tableau que 123 répondants sur 163 soit 75,4% ont répondu et affirment que le taux d'intérêt inadapté au rendement économique alors que 40 répondants sur 163 soit 24,5% disent non à cette affirmation.

Tableau 5: En rapport avec la modicité du crédit libéré

Catégorie/Réponses	Commerçants	Enseignants	Agents de l'État	Cultivateurs	Total	%
Oui	60	25	25	13	123	75,4
Non	21	6	5	8	40	24,5
Total	81	31	30	21	163	100

Il ressort de ce tableau que 123 répondants sur 163 soit 75,4 % ont répondu par Oui et confirment que le crédit libéré est modique contre 40 répondants soit 24,5% disent non.

Tableau 6 : Le retard de remboursement

Ce tableau montre que 124 répondants sur 163 soit 76 % ont répondu par Oui et confirment que le retard

de remboursement est possible contre 40 répondants soit 24,5% disent non.

Tableau 7: Le délai de remboursement

Catégorie /Réponses	Commerçants	Enseignants	Agents de l'État	Cultivateurs	Total	%
Oui	59	21	25	20	125	76,7
Non	16	5	7	10	38	23,3
Total	75	26	32	30	163	100

Le tableau que 125 répondants sur 163 soit 76,7 % ont répondu par Oui et confirment que le délai de remboursement est court contre 40 répondants soit 24,5% disent non.

Tableau 8 : Les autres difficultés: inflation monétaire,

Catégorie/Réponses	Commerçants	Enseignants	Agents de l'État	Cultivateurs	Total	%
Oui	48	20	22	24	114	69,9
Non	21	12	8	8	49	30
Total	69	32	30	32	163	100

Ce tableau montre que 114 répondants sur 163 soit 69,9 % ont répondu par Oui et confirment que l'inflation monétaire est une difficulté le contre 49 répondants soit 30% disent non.

4. DISCUSSION

L'impact de contracter des micro-crédits en milieu rural comme à la COOPEC FOMULAC soulève des inquiétudes dans la population sur le changement socio-économique des bénéficiaires des ces micro-crédits. Dans les pays développés, les micro-crédits est une voie simplifiée pour le développement socio-économique de la population car cette dernière capitalise ces micro-crédits pour évoluer socialement et économiquement (Trabelsi et Chichti, 2011); tandis que dans les pays en voie de développement, les micro-crédits est une source de malheur et d'appauvrissement, mais aussi est à la base

de la rechute du niveau social et économique de la population car cette dernière ne connaît pas capitaliser ces micro-crédits (Banerjee et Duflou, 2007).

En effet, dans notre étude sur l'impact de la politique d'octroi des micro-crédits sur le changement socio-économique des bénéficiaires de la COOPEC FOMULAC Katana, nous avons constaté que les enquêtés qui contractent plus les micro-crédits sont ceux de la tranche d'âge entre 47 - 53 ans, suivis de ceux de la tranche d'âge 40 - 46 ans. Ceci s'explique par le fait que les enquêtés de ces deux tranches d'âges constituent le groupe dans la population avec trop de charges comme des enfants à tous les niveaux d'études (primaire, secondaire et universitaire), les soins de ces enfants, la constitution du patrimoine familial, l'alimentation des enfants déjà trop nombreux, etc; mais les enquêtés de la tranche d'âge entre 18 - 24 ans contractent moins les micro-crédits car n'ont pas encore beaucoup de charge familiale. De ces enquêtes les femmes contractent plus les micro-crédits que les hommes car les institutions des microfinances ont plus de crédibilité dans les femmes que les hommes, mais aussi, les femmes n'ont pas des sources des revenus et contractent des micro-crédits pour leurs activités génératrices des revenus (Chemin, 2008); c'est pourquoi, nos résultats ont montré que les enquêtés qui contractent plus les micro-crédits sont du niveau d'étude secondaire, suivis de ceux du niveau primaire car ces deux catégories dans la population n'ont pas d'autres profession à exercer suite à leurs niveaux d'étude qui ne les permettent pas d'accéder facilement aux emplois. Les mariés sont les plus contractant des micro-crédits, suivis des veuf(ve)s suite aux surcharges familiales (Pitt et al., 2006); les ménages qui contractent plus les micro-crédits sont d'une taille de 7 à 9

personnes, suivis de ceux de 10 et plus car plus le nombre d'individus augmente dans une famille, les dépenses aussi augmente (Trabelsi et Chichti, 2011) et enfin, nos enquêtés sont en majorité des commerçants pour augmenter leur capacité à produire des revenus et enseignants car ont des salaires mensuels leur permettant de rembourser ces micro-crédits et cela leur permet aussi d'ériger un patrimoine familial comme l'achat d'un champ, l'achat d'une parcelle, la construction d'une maison, la paie des frais d'études des enfants, la paie de soins de santé, etc comme l'avait remarqué aussi (Banerjee et Duflo, 2007) dans son étude.

C'est ainsi que les raisons principales de contracter des micro-crédits par nos enquêtés sont la paie des frais d'études des enfants et la paie des soins médicaux. Ceci s'explique par le fait que les enquêtés contractant des micro-crédits pour ces deux fins sont des démunis mais ayant le souci de la scolarité de leurs enfants et cherchant les crédits payables progressivement, au lieu de ceux qu'ils sont obligés de payer à l'instant pour libérer leurs malades. Selon Chemin (2008), chaque individu contracte un micro-crédit pour une fin quelconque et les raisons de contracter un micro-crédit sont multiples comme la scolarité des enfants, les soins médicaux, l'achat d'une maison ou champ, l'achat d'un immobilier ou un mobilier, etc. Mais, contracter un micro-crédit est facile, son paiement est une autre chose (Pitt et al., 2006), les conséquences de l'incapacité de rembourser les micro-crédits contractés sont aussi multiples comme pour les raisons. Dans notre étude, l'incapacité de rembourser les micro-crédits par nos enquêtés à la COOPEC FOMULAC est la vente des portions de terre; suivie de l'arrestation avec paie des amendes, puis la fuite dans le

milieu et enfin autres. D'autres auteurs ont obtenus les mêmes résultats dans leurs enquêtes sur les micro-crédits. Ces auteurs ont montré que la vente des portions est une conséquence primordiale comme nous l'avions aussi remarqué car les institutions des microfinances exigent toujours un patrimoine à mettre comme gage, au point que, si le micro-crédit n'est pas payé, ce patrimoine est vendu. La majorité des contractants des micro-crédits donnent des reçus parcellaires (Aervigny et Zelonko, 2010); ce qui conduit à la vente de la parcelle ou le champ une fois le micro-crédit n'est pas payé.

L'incapacité de remboursement des micro-crédits contractés est principalement due au taux d'intérêt inadapté au rendement économique. En effet, la majorité des bénéficiaires des micro-crédits, utilisent ces derniers non pas pour la production économique, mais pour des fins sociales comme la scolarité des enfants, la paie des soins de santé, les mariages, etc ; cela ne permet plus à ces contractants des micro-crédits à rembourser aisement car ils se retrouvent avec une dette qui ne se paie pas seule. C'est ce que nous avons constaté dans notre étude car 75,4% de nos enquêtés ont répondu et affirment que le taux d'intérêt inadapté au rendement est une cause du non remboursement des micro-crédits contractés à la COOPEC FOMULAC. Selon Banerjee et Duflo (2007), un taux d'intérêt élevé est un frein au remboursement des micro-crédits. Mais aussi, lorsque le micro-crédit n'est pas capable de fournir un bénéfice permettant de le payer, il est difficile de le rembourser (Aervigny et Zelonko, 2010). Quant au montant libéré pour micro-crédit à la COOPEC FOMULAC; 75,4 % de nos enquêtés ont répondu que le crédit libéré est modique. Cette raison est aussi une autre cause de

l'incapacité de rembourser ce credit car à un petit montant, correspond un bénéfice faible (Trabelsi et Chichti, 2011). En effet, les bénéficiaires des micro-crédits se retrouvent entrain de travailler pour les intérêts de la COOPEC et non leurs intérêts car étant donné que le credit est modique, le bénéfice étant proportionnel au credit, c'est-à-dire, bénéfice aussi modique, les bénéficiaires des micro-crédits sont obligés de toucher le capital pour le remboursement afin de ne pas se retrouver dans des pénalités de la COOPEC.

Ceci fait qu'au lieu d'évoluer socio-économiquement, les bénéficiaires des micro-crédits regressent car sont obligés de toucher dans leurs fonds propres en dehors des micro-crédits contractés pour le remboursement. Ceci explique pourquoi, l'octroi des micro-crédits aux bénéficiaires n'a pas d'impact sur le changement socio-économique de ces derniers. Ainsi, le fait que le taux d'intérêt est inadapté aux bénéficiaires et le crédit libéré est modique, les bénéficiaires en difficulté de remboursement et cela entraîne le retard de remboursement (Chemin, 2008); comme 76 % de nos enquêtés l'ont répondu et confirmé et surtout lorsque le credit contracté est à rembourser dans un delai bien limité et court, en dessous de 12 mois. Nos enquêtés, 76,7 % d'eux ont répondu et confirment que le delai de remboursement est court contre et cela ne leur permet pas de payer à tête reposée. Le delai de remboursement est court soit 12 mois au maximum à la COOPEC FOMULAC KATANA car cette dernière suit le programme de l'année scolaire et non l'année civile parce que la création de cette institution des microfinances était à l'initiative des agents de santé de la FOMULAC KATANA et les enseignants des écoles environant cette structure sanitaire; mais avec son evolution, les mutations et les

revocations des agents de la carrière sanitaire et/ou enseignante, cette institution des microfinances, la COOPEC FOMULAC KATANA a instauré un délai de remboursement des micro-crédits ne lui permettant pas de tomber en faillite; c'est pourquoi, ce délai mais qui ne permet pas aux bénéficiaires des micro-crédits d'évoluer socio-économiquement.

Le délai de remboursement des micro-crédits est un facteur limitant dans le changement socio-économique des bénéficiaires de ces micro-crédits (Banerjee et Duflo, 2007). Loin de ces raisons évoquées ci-haut qui ne permettent pas un changement socio-économique chez les bénéficiaires des micro-crédits à la COOPEC FOMULAC KATANA; il s'ajoute une difficulté qui ne frappe pas non seulement les contractants des micro-crédits, mais aussi la COOPEC; l'inflation monétaire. 69,9 % de nos enquêtés ont répondu et confirment que l'inflation monétaire est une difficulté qui ne les permet pas de changer socio-économiquement et cela fait qu'aucun impact des micro-crédits octroyés ne soit visible dans la population. Dans les pays sous développés comme la RD Congo, l'inflation monétaire est une source principale de la chute et régression économique de la population (Bood, Comberge, 1970; Trabelsi et Chichti, 2011). Alors qu'il y a inflation monétaire, cette dernière a un impact sur le taux d'intérêt du micro-crédit et le délai de remboursement suite à la dollarisation du pays, la RD Congo car tous les micro-crédits sont octroyés en dollars américains. Les études portant sur l'impact d'octroi des micro-crédits sur le changement de l'état socio-économique de la coopérative d'épargne et de crédit de la FOMULAC KATANA s'avère indispensable pour évaluer le meilleur bénéficiaire de l'octroi des micro-crédits entre la

COOPEC FOMULAC et les membres bénéficiaires de ces crédits.

6. CONCLUSION

L'octroi de micro-crédits aux membres d'une COOPEC comme la COOPEC FOMULAC KATANA est une activité génératrice des revenus dans la population; cet octroi des micro-crédits est une source d'un changement socio-économique chez les bénéficiaires de ces micro-crédits. Cette étude qui avait comme objectif d'évaluer l'impact de l'octroi des micro-crédits aux membres bénéficiaires de l'IMF FOMULAC-KATANA sur le changement de leur état socio-économique a fourni des résultats selon les quels l'octroi des micro-crédits n'a aucun impact sur le changement socio-économique des bénéficiaires de ces micro-crédits suite à la politique d'octroi des micro-crédits de cette institution des microfinances; politique dominée par un taux d'intérêt élevé, le crédit libéré modique et le délai de remboursement court. La revisitation du taux d'intérêt, le montant du crédit à libérer et le délai de remboursement seraient nécessaire pour tenter voir si un changement socio-économique s'observerait chez les bénéficiaires de ces micro-crédits de l'IMF, la COOPEC FOMULAC-KATANA.

7. REFERENCES

1. *Banerjee A., Duflo E., 2007. The Economic Lives of the Poor, Journal of Economic Perspectives, 21,1, 141-67.*
2. *Bangirina F., Nzitwanayo B. et Hakizimana P., 2016. Utilisation du charbon de bois comme principale source d'énergie de la population urbaine : un sérieux problème pour la conservation du couvert forestier au Burundi. Bois et Forêts des Tropiques, 328 (2)179 p.*

3. Bartlett J, E., Kotrlik J, W., Higgins C, C., 2001, *Organizational Research: Determining appropriate sample size in survey research*, *Information technology, learning and performance journal*, 19, 1, 43 – 50.
4. Bartlett J.E., Kortslik J.W. et Higgins C.C., 200. *Organizational Research: Determining appropriate sample size in survey research*. *Information technology, learning and performance Journal*, 19 (1) 43-50.
5. Bood K., Comberge L., 1970. *Femmes pionnières de Guinée, dix ans d'appui au groupement d'auto-promotion de Bongouya*, Paris, PUF.
6. Chemin M., 2008. *The Benefits and Costs of Microfinance : Evidence from Bangladesh*, *Journal of Development Studies*, 44, 4, 463-484.
7. Pitt M. M., Khandker S. R., Cartwright J., 2006. *Empowering Women with Micro Finance : Evidence from Bangladesh*, *Economic Development and Cultural Change*, 54, 4, 791-831.

Par Assistant Jean BULANGALIRE, et (all)

CHAP. VI. FACTEURS PRONOSTICS DES INFECTIONS NEO-NATALES

« CAS DE L'HOPITAL CIMAK (CLINIQUE INTERNATIONALE DE MEDECINE AVANCEE AU KIVU CIMAK) Janvier-December 2021

Par Ass1. Cherif SHUKURU KABERUKA et
Ass1. MINGINGO LUNYERE Justin

i. Biographie de l'auteur

L'auteur principal est **Ass1. Cherif SHUKURU**



KABERUKA né à BUYAGA
Territoire de Masisi,
Groupement M/Shanga,
collectivité Chefferie de
BAHUNDE, Localité Runyana.
Pédiatre Ao. L'auteur poursuit
ses études de DEA à l'ISTM
GOMA en Science Infirmière
Médecine et Chirurgie.
Actuellement, Assistant à

l'ISTM KILOTSHE et Chercheur au sein de la Revue
Savan_T0te des Recherches Pluridisciplinaires Eveil
Congo ORASSU dans la Province du Nord Kivu en RDC.

ii. Biographie Co-Auteur

Le co-Auteur est **Ass1. MINGINGO LUNYERE**



Justin, né à Kiotshe dans la
province du Nord Kivu. Il fut
ses études Primaires à l'Ecole
Primaire KAMURONZA Sake,
Ses études secondaires au
Lycée Pain de Vie Sake et ses

études universitaires à la faculté de Médecine Université de Goma. Actuellement Assistant à l'Institut Supérieur de Technique Médicale ISTM KIROTSHE. Chercheur à la Revue Savante des Recherches Pluridisciplinaires Eveil Congo de la maison d'édition ORASSU en République Démocratique du Congo.

iii. Résumé

« Notre étude a porté sur les facteurs pronostics des infections néonatales à la Clinique internationale de médecine avancée au Kivu allant du 1^{er} Janvier au 31 Décembre 2021 ». Cette étude poursuit les objectifs spécifiques ci-après : déterminer la fréquence des infections néonatales à CIMAK ; déterminer les profils sociodémographiques des nouveau-nés infectés à CIMAK ; déterminer les signes cliniques des infections néonatales à CIMAK ; déterminer les moyens thérapeutiques des infections néonatales à CIMAK ; déterminer l'évolution des nouveau-nés avec les infections néonatales à CIMAK, étudier les facteurs pronostics des infections néonatales à CIMAK ;

Notre étude étant rétrospective sur les facteurs pronostics des infections néonatales sur un échantillon de 65 cas de nouveau-nés. La collecte des données a été facilitée par l'analyse documentaire. La fréquence des nouveau-nés avec les infections néonatales représente 44,8% par rapport aux nouveau-nés sans INN ; L'âge gestationnel le plus touché est entre 37-41SA soit 64,6%, 43,1% des nouveau-nés avaient un poids qui varie entre 2500 à 4000g. La dyspnée et le refus de téter sont les signes cliniques les plus retrouvés avec une prédominance de 73,8%. L'antibiothérapie est la plus utilisée pour soigner les infections néonatales soit 100%. Le taux de guérison

chez les nouveau-nés avec infections néonatales était de 96,9%. En conclusion, nous signalons que la qualité de la prise en charge des infections néonatales au Cimak est de bonne qualité au regard de son issue thérapeutique. **Mots clés** : Facteurs, pronostic, infection et néonatale, Goma.

iv. Abstract

"Our study focused on prognostic factors of neonatal infections at CIMAK from January 1 to December 31, 2021 ". This study has the following specific objectives: To determine the frequency of neonatal infections in the CIMAK; determine the socio-demographic characteristics of infected newborns in the CIMAK; determine the course of newborns with infections neonatal care in the CIMAK hospital, study the prognostic factors of neonatal infection in the CIMAK. Our study being prospective for evaluation on a sample of 65 cases of newborns admitted to the neonatal unit; data collection was facilitated by documentary analysis. The frequency of newborns with neonatal infections represents 44, 8%; the most affected gestational age is between 37 to 41SA or 64, 6%, the majority 43, 1% of newborns had a weight that varies between 2500 to 4000g. The dyspnea and refusal to suckle are the most common clinical signs with prevalence of 73, 8%; antibiotic therapy is the most used with a predominance of 100%. The cure rate in newborns with INN is 96, 9%; In conclusion, we point out that the quality of the management of neonatal infections at the Heal Africa hospital is of good quality with regard to its therapeutic outcome. **Keywords**: Pronostic, Factor, infection and neonatal, Goma.

I. INTRODUCTION

Les pathologies néonatales demeurent un problème de Santé Publique majeur faisant à ce que le nombre de décès de nouveau-nés reste alarmant à l'échelle mondiale et plus particulièrement dans les pays les plus pauvres du monde selon l'UNICEF. En 2017, 2,5 millions d'enfants dans le monde sont décédés au cours de leur premier mois de vie. Ce qui représente 7000 décès des nouveau-nés par jour, soit 47% de l'ensemble de décès d'enfants de moins de 5 ans ; chiffre en hausse par rapport à 1990 où il était de 40%. Approximativement 75% de décès néonataux ont lieu au cours de la première semaine de vie et environ 1 million de nouveau-nés meurent dans les premières 24 heures. Ainsi les naissances prématurées, les complications lors de l'accouchement (asphyxie néonatale ou absence totale de la respiration), l'insuffisance pondérale, les infections et les malformations congénitales sont à l'origine de la plupart des décès néonataux.

Si le diagnostic anténatal a permis d'améliorer le pronostic vital dans les pays industrialisés (Japon, Islande, Singapour et Saint-Martin...) où le taux de mortalité néonatale est estimé à 1 pour 1000 naissances vivantes, cependant la prise en charge dans les pays en voie de développement se heurte à de nombreuses difficultés vu le manque de matériels et produits essentiels de la thérapie des pathologies néonatales faisant à ce que le taux de mortalité néonatale persiste le plus élevé possible. L'Asie du Sud et l'Afrique Subsaharienne concentrent à elles seules 80% des décès néonataux et constituent deux régions où il est plus

dangereux de naître vu la moindre chance des femmes de bénéficier d'une assistance à l'accouchement compte tenu de la pauvreté, des conflits et de la faiblesse des institutions. Le taux de mortalité néonatale s'élève ainsi à 40 pour 1000 au Madagascar, 42 pour 1000 au Rwanda, 55 pour 1000 en Zambie, et 61 pour 1000 naissances vivantes en Ouganda pour l'année 2018.

La République Démocratique du Congo n'étant pas exclue de cette réalité, il est le deuxième pays Africain après le Nigeria en termes de mortalité néonatale. Etant donné la précarité socio-économique-sanitaire, un nouveau-né sur 35 meurt avant l'âge d'un mois ou un total de 96 000 nouveau-nés par an. Bien que le pays ait réalisé des progrès considérables en terme de réduction du taux de mortalité infantile qui est passé de 148 pour 1000 naissances vivantes en 2007 à 104 en 2017, le nombre de décès néonataux reste élevé du fait des conflits et des crises empêchant les femmes enceintes de recevoir de soins de qualité pendant l'accouchement, des complications de la prématurité, de l'asphyxie, des infections néonatales qui sont responsables de plus de 80% des décès chez les nouveau-nés. Ainsi pour éviter 80% des décès néonataux, l'Objectif de Développement Durable(ODD) vise à réduire de 10 millions le nombre de nouveau-nés mourants entre 2017 et 2030 par la réalisation d'importants progrès en Afrique Subsaharienne et en Asie du Sud-Est (4). En cette ère du troisième millénaire où les pays en développement, comme la République Démocratique du Congo, ont un défi à relever pour le progrès dans tous les domaines, la qualité de vie des nouveau-nés devient un sujet d'une importance grandissante surtout que ces derniers sont prédisposés à plusieurs pathologies. Alors, notre milieu à ressources limitées, les urgences néonatales posent les

problèmes de croissance en rapport avec la fréquence accrue des pathologies, d'accueil et de prise en charge.

II. PROBLEMATIQUE

La protection de la mère et de l'enfant constitue une activité primordiale et prioritaire dans le domaine de la santé. Nous devons choisir quels sont les problèmes les plus importants qui menacent les nouveau-nés et intégrer les solutions envisagés dans une perspective promotionnelle. La mère et son enfant constituent le groupe le plus précieux d'une société humaine, la meilleure des garanties de sa continuité ainsi que de son progrès. C'est donc le domaine de la protection maternelle et infantile ; qui réclame de nous et à bon droit, le maximum d'effort. L'infection néonatale est la première cause de morbidité et de mortalité périnatale. Plusieurs études ont été menées afin d'objectiver la place importante qu'occupent les infections dans la mortalité néonatale. En 2015, l'OMS estimait à 47,6% les décès liés à l'infection néonatale. En RDC on a observé une incidence d'infection néonatale de 81% en 2006 et une mortalité néonatale de 57,7% entre 2001 et 2004. Au vu de ces études, il apparaît que la mortalité néonatale dans notre contexte reste très élevée et que l'infection néonatale représente une cause importante de cette mortalité. La prise en charge adéquate de ces infections passe par la meilleure connaissance clinique et para clinique.

Peu d'études à notre connaissance ont été faites à la Clinique Internationale de médecine avancée au KIVU concernant les INN et par ce travail, nous voulons décrire facteurs pronostics des infections néonatales. Ceci dans l'optique d'améliorer la prise en charge des infections néonatales et donc réduire la mortalité liée à

ces dernières dans la clinique internationale de Médecine Avancée au Kivu en particulier et en RDC de manière générale. Pour mener cette étude, nous nous sommes posé question principale suivante : Quels sont les facteurs pronostic des infections néonatales à la clinique internationale de médecine avancée au Kivu? De cette question principale découlent les questions spécifiques suivantes : quelle est la fréquence des infections néonatales à la clinique internationale de médecine avancée au Kivu, quel est le profil sociodémographiques des nouveau-nés infectés à CIMAK, quels sont les signes cliniques observés, quels sont les moyens thérapeutiques des infections néonatales à CIMAK, quelle est l'évolution intra hospitalière des nouveau-nés avec l'infection néonatale à CIMAK.

III. OBJECTIFS

Notre objectif principal est déterminé les facteurs pronostics des infections néonatales à la clinique internationale de médecine avancée au Kivu. A cet objectif principal s'associent les objectifs spécifiques suivants : **déterminer** la fréquence des infections néonatales, le profil sociodémographique des nouveau-nés infectés, les signes cliniques des INN, les moyens thérapeutiques des infections néonatales, l'évolution des nouveau-nés avec les infections néonatales, étudier les facteurs pronostics des infections néonatales à CIMAK.

IV. HYPOTHESES

Pour répondre à ces questions, nous avons émis les hypothèses suivantes :La fréquence des infections néonatales serait élevée à CIMAK ; les nouveau-nés avec un âge gestationnel ≤ 35 SA auraient beaucoup plus développé une infection néonatal ; Les signes cliniques des INN à CIMAK seraient ; la fièvre ; refus de tété, et la

détresse respiratoire ; L'association des bithérapies serait le moyen thérapeutique le plus utilisé ; L'évolution intra hospitalière des nouveau-nés avec l'infection néonatale serait bonne. L'âge gestationnel et les pathologies associées seraient les facteurs influençant le pronostic des infections néonatales à CIMAK.

V. MATARIELS ET METHODES

a. Type d'étude

C'est une étude rétrospective transversale à visée analytique concernant les nouveau-nés avec infection néonatale hospitalisés au service de Néonatalogie de la Clinique internationale de médecine avancée au Kivu du 1^{er} janvier au 31 Décembre 2021.

b. Population d'étude

Population d'études est constituée des tous les nouveau-nés à terme ou pas chez qui on a diagnostiqué infection admis dans le service de néonatalogie de la Clinique Internationale de Médecine Avancée au Kivu, durant la période allant du 1^{er} janvier au 31 Décembre 2021. Ils sont au nombre de 65 nouveau-né avec infection néonatale ;

c. Echantillonnage

d. Critère de sélections

- **Critère d'inclusion** : Les critères suivants ci-dessous ont été fixés pour participer à notre étude : Etaient inclus dans notre étude, tous les nouveau-nés admis au Service de Néonatalogie chez qui il a été diagnostiqué ou suspecté une infection néonatale pendant notre période d'étude.
- **Critère d'exclusion** : Tout nouveau-né ne répondant pas aux critères d'inclusion ou ceux dont les dossiers médicaux étaient incomplets.

e. Technique de collecte des données

Technique documentaire : Elle nous a permis de récolter les données dans les dossiers de malades. La partie

théorique a été réalisée en consultant les ouvrages, registre d'hospitalisation, dossier de malade dans le système informatique, Fiche des collectes des données et à l'internet etc...

f. Méthodes d'analyse de données

Dans ce travail, nous avons fait recours à la méthode quantitative appuyée par l'approche statistique avec le logiciel SPSS23, 0 ; Approche analytique : cette approche méthodologique nous a permis de faire une analyse de l'ensemble des informations ou des données collectées mais aussi leur interprétation ; Approche statistique : qui nous a permis de représenter les données dans les différents tableaux et de calculer le pourcentage

j. Variable étudiée

Pour la réalisation de notre analyse les variables suivantes ont été retenues

A) Antécédent gyneco-obstetrique de la gestante

➤ Nombre de CPN réalisée

B) Antécédent pathologique de la gestante

Voie d'accouchement

C) Facteurs liés au nouveau-né

Fréquence ; Age ; Poids de naissance ; Sexe du nouveau-né ; Autre facteur favorisant ; Motif de consultation ; Modalité de sortie ; Traitement reçu ; Durée d'hospitalisation ; Evolution.

VI. LES RESULTATS

C'est grâce au logiciel SPSS23, 0. que nous avons pu analyser nos données.

1. ANALYSE MONOVARIEE

Tableau I Fréquence de l'infection néonatale par rapport à d'autres pathologies

PATHOLOGIES	Fréquence	Pourcentage
INN	65	44,8

AUTRES PATHOLOGIES	80	55,2
Total	145	100,0

Il ressort de ce tableau I que les infections néonatales représentaient 44,8% soit 65 cas sur 145 cas nouveau-nés reçu dans le service de néonatalogie.

Tableau II Répartition de nouveau-née avec INN selon les séances de CPN réalisées

les séances de CPN réalisées	Fréquence	Pourcentage
Aucune	11	16,9
1-3CPN	12	18,5
≥4 CPN	42	64,6
Total	65	100,0

Il ressort des résultats présentés dans ce tableau II que plus de la moitié (64,6%) des femmes ont effectué ≥4 CPN avant l'accouchement.

Tableau III Répartition des nouveau-nés avec INN selon les pathologies développées pendant la grossesse

Pathologies développées	Fréquence	Pourcentage
IUG	32	49,2
Paludisme	6	9,2
HTA	8	12,3
ANEMIE	5	7,7
DIABETE	5	7,7
RPM>18H	6	9,2
PREECLAMPSIE	3	4,6
Total	65	100,0

De ces résultats, il se marque que parmi les antécédents maternels pendant la grossesse, 49,9% de femmes, les mères des nouveau-nés avec INN avaient présentées IUG comme pathologie développée pendant la grossesse.

Tableau IV Répartition des nouveau-nés avec INN selon la voie d'accouchement

Voie d'accouchement	Fréquence	Pourcentage
VOIE BASSE	21	32,3
CESARIENE	44	67,7
Total	65	100,0

L'analyse de ce tableau IV, montre que 67,7% des NN avec INN étaient nés par voie haute.

Tableau V Répartition des nouveau-nés avec INN selon l'âge gestationnel

Voie d'accouchement	Fréquence	Pourcentage
28-37SA	23	35,4
37-41SA	42	64,6
Total	65	100,0

L'analyse de ce tableau V, montre que 64,6% des NN avec INN étaient nés entre 28 à 37SA.

Tableau VI Répartition des nouveau-nés avec INN selon le poids

Poids	Fréquence	Pourcentage
<2500GR	23	35,4
2500 à 4000GR	28	43,1
>4000GR	14	21,5
Total	65	100,0

Il ressort des résultats de ce tableau VI, que la plupart des NN avec INN soit 43,1% avaient un poids entre 2500gr à 4000gr.

Tableau VII Répartition des nouveau-nés avec INN selon le sexe

SEXE	Fréquence	Pourcentage
------	-----------	-------------

MASCU LIN	25	38,5
FEMINI N	40	61,5
Total	65	100,0

Au vu de ce tableau, nous constatons que le sexe féminin était le plus vulnérable par les INN avec une incidence de 61,5%.

Motifs	N=65 Fréquence	Pourcentage
REFUS DE TETER	48	73,8
DIFFICULTE RESPIRATOI RE	48	73,8
TROUBLE NEUROLOGI QUE	2	3,1
FIEVRE	7	10,8
LIQUIDE AMNIOTIQUE MECONIAL	12	18,5

Tableau VIII Répartition des nouveau-nés avec INN selon les motifs de consultation

De ce tableau, nous constatons que le refus de téter et la dyspnée étaient les motifs de consultation le plus fréquents soit 73,8%.

Tableau IX Répartition des nouveau-nés avec INN selon les facteurs de favorisants

facteurs de favorisants	Fréquence	Pourcentage
Prématurité	11	16,9
Malformation fœtale	2	3,1

RCIU	15	23,1
APGAR FAIBLE A LA NAISSANCE	37	56,9
Total	65	100,0

Il ressort des résultats de ce tableau X que la plupart des NN avec INN soit 56,9% avaient APGAR faible à la naissance comme le facteur favorisant.

Tableau X Répartition des nouveau-nés avec INN selon la prise en charge

prise en charge	N=65 Fréquence	Pourcentage
ANTIBIOTIQUE	65	100
ANTIPYRETIQUE	3	4,6
OXYGENENOTHERA PIE	49	75,4
PERFUSION G10%	30	46,2

De ce tableau, nous constatons que le refus de téter et la dyspnée étaient les motifs de consultation le plus fréquents soit 73,8%.

Tableau XI Répartition des nouveau-nés avec INN selon durée d'hospitalisation

durée d'hospitalisation	Fréquence	Pourcentage
<5 jours	43	65,2
5 à 15 jours	22	33,3
≥16 jours	1	1,5
Total	65	100,0

De ce tableau XI, nous observons que 65,2% des NN avec INN faisaient 0 à 5 jours d'hospitalisation en néonatalogie.

Tableau XII Répartition des nouveau-nés avec INN selon les modalités de sortie

Modalités	Fréquence	Pourcentage
GUERRI	63	96,9
DECE	2	3,1
Total	65	100,0

Il ressort des résultats de ce tableau XII, que la majorité des NN avec INN soit 96,9% avaient connu la guérison après traitement, alors que 3,1% avaient connu les décès malgré le traitement.

VII. ANALYSE BIVARIEE

Tableau XIII Répartition des modalités de sortie en fonction de l'âge gestationnel

PARAMETRE ET âge gestationnel	MODALITE DE SORTIE				
	Guéri	Dèce	RR	Ddl	P-value
28 à 37SA	34,9%	50%			
37 à 42SA	65,1%	50%	0,537	1	0,096

Avec une valeur de P de 0,096, ces résultats ne révèlent aucune corrélation entre l'âge gestationnel du nouveau-né et la modalité de sortie.

Tableau XIV Répartition des modalités de sortie en fonction du poids

PARAMETRE ET Le poids	MODALITE DE SORTIE				
	Guéri	Décès	RR	Ddl	P-value
< 2500 g	39%7	0,0%			
2500 à 4000 g	39,7%	50%	1,5172		0,01
> 4000 g	20,6%	50%			

De ces résultats s'observe une corrélation entre la variable Poids de naissance du nouveau-né et la modalité de sortie ($P=0,01$) $<0,05$

Tableau XV Répartition des modalités de sortie en fonction du sexe

PARAMETRE ET	MODALITE DE	
--------------	-------------	--

Sexe	SORTIE		RR	Ddl	P-value
	Guéri	Dèce			
Masculin	38,1%	50,0%	0,615	1	0,04
Féminin	61,9%	50,0%			

Avec une valeur de P de 0,04, ces résultats révèlent qu'il y a de corrélation entre le sexe du nouveau-né et la modalité de sortie.

Tableau XVI Répartition des modalités de sortie en fonction des motifs de consultation

PARAMETRE	ISSUE THERAPEUTIQUE		RR	DDL	P-VALUE
	GUERI	DECE			
FIEVRE	9,5%	50%	0,105	1	0,264
REFUS DE TETER	73%	100%	0,958	1	0,590
DYSPNEE	73%	100	0,958	1	0,590
Trouble neurologique	0%	100%	0,653	1	0,556
Liquide amniotique	19%	50%	0,235	1	0,920

Ce tableau ne présente aucune corrélation entre les motifs de consultation et la modalité de sortie ($P=0,05$).

Tableau XVII Répartition des modalités de sortie en fonction de la prise en charge

PARAMETRE	ISSUE THERAPEUTIQUE		RR	DDL	P-VALUE
prise en charge	GUERI	DECE			
Antibiothérapie					
Antipyrétique	1,6%	100%	0,291	1	0,80
Oxygène	76,6%	100%	0,509	1	0,01
Perfusion G10%	42,2%	0,0%	0,193	1	0,00

Les résultats du tableau XX montrent que dans la répartition des modalités de sortie en fonction de la prise en charge il y a une influence significative ($P<0,05$).

Tableau XVIII Répartition des modalités de sortie en fonction de pathologies associées

PARAMETRE	ISSUE THERAPEUTIQUE		RR	DDL	P-VALUE
pathologies associées	GUERI	DECE			
MAF	0%	50%	0,125	3	0,021
RCIU	23,8%	0%			
APGAR	41,3%	0%			
Prématurité	34,9%	50%			

Les résultats du tableau XXV montrent que dans la répartition des modalités de sortie en fonction de la prise en charge il y a une influence significative ($P < 0,05$).

VIII. ANALYSE MULTIVARIE

Tableau XIX Analyse des facteurs influençant la survie de nouveau-né atteint d'INN

	Odd ration	Intervalle de confiance 95%		p-value
		INFERIEUR	SUPERIEUR	
CPN et issue thérapeutique	2,017	1,630	2,405	0,610
Age gestationnel et issue thérapeutique	0,537	0,032	9,000	0,004
Poids et issue thérapeutique	1,517	1,326	1,708	0,03
Sexe et issue thérapeutique	0,615	0,037	10,304	0,07
Prise en charge et issue thérapeutique	0,200	0,344	0,423	0,007

Il ressort de ce tableau XIX, avec $P < 0,05$, les facteurs influençant la survie des nouveau-nés avec INN sont l'âge gestationnel, poids du nouveau-né, pathologie associée et la prise en charge.

IX. DISCUSSIONS

Dans ce chapitre, il revient de discuter les différents résultats trouvés dans les tableaux en les comparant avec ceux des autres auteurs ayant traité d'un sujet cadrant avec les infections néonatales. Après le déroulement de recherche scientifiques et les récoltes de données sur terrain nos objectifs spécifiques ont été atteints en s'expliquant des résultats dans certains tableaux ci-après : Déterminer la fréquence des infections néonatales à CIMAK ; et en se référant à cet objectif nous constatons que le résultat de la fréquence était atteint ce qui est expliqué dans le tableau I , déterminer le profil sociodémographique des nouveau-nés infectés à CIMAK ; et ces dernières ont été identifiées après la récolte de données ce qui est montré dans les tableaux V et VII, déterminer les signes cliniques des INN à CIMAK ; et en se référant de cet objectif, il est bien expliqué dans le tableau VIII , les moyens thérapeutiques des nouveau-nés avec INN à CIMAK ; et ces dernières ont été identifiées après la récolte de données ce qui est montré dans les tableaux X , déterminer l'état de sortie de nouveau-né avec infection néonatale à CIMAK et ceci est bien expliqué dans le tableau XI de notre travail, étudier les facteurs influençant le pronostic des infections néonatales à CIMAK et ces facteurs ont été observés après nos analyses bi variées.

L'analyse du tableau IV montre que la fréquence des INN est de 44,8% dans cette étude, ces résultats sont supérieurs à celui retrouvé par COULOMB, B. Et al. A l'hôpital Gyneco-obstétrique de Yaoundé (HGOPY) au Cameroun rapportaient 34,7% d'infection néonatales

[32]. Tan disque Fournie A, a montré une incidence de 42,1%. [33]. Au vue de ces résultats, nous avons constaté que la fréquence des infections néonatales élevée dans notre milieu d'étude et nous pensons que les conditions sociodémographiques seraient les facteurs favorisant cette pathologie. L'analyse du tableau VI ressortent les résultats selon lesquels plus de la moitié soit (64,6%) des femmes ont effectué ≥ 4 CPN avant l'accouchement. Après le test de Khi carré d'où on a trouvé le P-valu de 0, 610, ce qui ne montre pas aucune influence entre les CPN et l'issue thérapeutique de ces nouveau-nés.

Ces résultats sont presque similaires avec ceux trouvé par MAONYESHO K et al, qui avait trouvé 60% des mères ayant été à la CPN pour seulement 2 fois et PARDI G. qui en avait trouvé 45% pour 3 fois.

De ces résultats nous parvenons à évoquer le problème de la sensibilisation dans les milieux ruraux, car l'un des piliers de l'OMS pour la réduction des facteurs de risques néonataux et périnataux réside dans la suivie régulière et le respect des consultations prénatales recentrées. L'analyse du tableau VII nous montre que, 49,9% de femmes, les mères des nouveau-nés avec INN avaient présentées IUG comme pathologie développée pendant la grossesse. Ces résultats sont proches de ceux trouvés par NAHIMANA R dans son travail portant sur l'étude épidémiologique clinique et thérapeutique des infections néonatales bactériennes à l'hôpital de Keshero en Juin 2017 où 45,7 % étaient de la fièvre maternelle. Et Cordien A-G. 40,5% des infections maternelles non soignées. Partant de nos recherches menées, l'infection urogénitale étant une pathologie très fréquente dans notre ville. L'analyse du tableau VIII, montre que 67,7% des NN avec INN étaient nés par voie haute. Avec une P-value de $0,64 > 0,05$, notre étude n'évoque pas une

influence significative entre cette variable et l'issue thérapeutique des nouveau-nés avec INN. Ces données trouvées sont différentes de celles trouvées par MULONGO Ph et Al, dans leur travail portant sur la fréquence et facteurs de risque des infections néonatales à l'Hôpital général de Virunga, où 65,6% des mères avaient accouché par voie basse. [48]. Ces résultats ne corroborent avec ceux d'A. SAMAKE selon lesquels 88,2% étaient nés par voie basse [49]. Nous disons que la voie d'accouchement ne serait un facteur favorisant les INN si le nouveau-né est né dans des conditions aseptiques .

Partant du tableau IX de notre travail nous observons une prédominance du sexe féminin soit 61,5% de notre échantillon. Après nos analyses avec le test khicarhée et le P de 0,04, nous avons observés une influence significative du sexe avec l'issue thérapeutique. Cette prédominance féminine est différente à celle retrouvée dans la plus part d'étude locales, Africaines et occidentales ; Rania et al en 2014[50]. Cependant nos chiffres sont supérieurs à ceux de Yao A ET Al [46] Et de Amothtano F, Lasme B et al [42] En Côte d'Ivoire avec des sex-ratios respectives de 1,4 et 1,9. Cette différence pourrait s'expliquer par le lieu d'étude et le mode de recrutement. Partant de ce tableau IV nous observons que la tranche d'âge la plus touchée est celle de Zéro à 7 jours soit 62,3% de notre échantillon. Ce résultat est inférieur de celui trouvé par Marlène Dr Mamary COULIBALY qui a trouvé que cette tranche d'âge occupait 87,6% de son échantillon [13]. ROGOWSKI J, PATRIC T, *prévention des infections néonatales* ; 2013 travail, les résultats illustrent que 62,1% des nouveau-nés avec INN avaient la tranche d'âge allant de 28 à 37 SA

Cette prédominance ne s'oppose pas aux statistiques internationales qui affirment que l'âge

néonatal précoce est très vulnérable. L'analyse du tableau V nous montre que, dans notre étude soit 43,1% avaient un poids entre 2500gr à 4000gr. Après avoir effectué l'analyse bi variée dans notre étude, nous avons trouvé qu'il existe une corrélation entre la variable de poids de naissance et l'issue thérapeutique ($P=0,01$) $<0,05$. Ngondo p. Mortalité et morbidité infantile et juvénile dans les grandes villes du Zaïre avait trouvé une fréquence de 83,09% de ces enfants avaient un poids à l'admission qui varient entre 2500-4000Kg [9]. LABEL – HAS a trouvé que 63,1% des nouveau-nés étudiés étaient eutrophiques, 30,1% étaient hypotrophiques et 6,8% de cas étaient macrosomes. Après son analyse par le test Khi carrée le poids des nouveau-nés avec infection néonatale étudiés n'a présenté aucune influence significative avec les modalités de sortie ($P=0,064$) $>0,05$. Vu cette observation, nous justifions que les NN eutrophiques étaient plus victimes des INN suite à leurs fréquences d'accouchement qui est élevés dans les différents structures sanitaire.

Dans l'analyse du tableau VIII nous montre que, Les motifs de consultation les plus fréquents étaient le refus de téter et la dyspnée étaient les motifs de consultation le plus fréquents soit 73,8%. Après avoir effectué l'analyse bi variée dans notre étude, nous n'avons pas trouvé aucune corrélation entre la variable de motifs de consultation et l'issue thérapeutique ($P=>0,05$). DJOUPOMB M. a trouvé que les troubles thermiques (fièvre) occupaient 44,95% suivi par les troubles du comportement (refus de téter, irritabilité) soit 32,11% suivi par les troubles respiratoires soit 28,30%. Par contre Abdellatif H. a trouvé que le motif de consultation le plus fréquent était les troubles

neurologique (hypotonie, reflexes archaïques déprimés et/ou abolis, convulsion) soit 44,5% suivi par les troubles respiratoires (détresse respiratoire, cyanose, apnée) soit 22%. La fièvre occupait seulement 4% de sa population d'étude. Partant de nos recherches menées, le refus de téter et la dyspnée; pourtant que tout NN qui va mal est a priori suspect d'une INN jusqu'à prouver du contraire, nous acceptons et en justifiant notre observation. L'analyse du tableau IX nous signifie que, dans notre étude 100% des nouveau-nés étudiés ont été soignés avec la antibiothérapie, et 75,4% ont été soignés par l'oxygénothérapie. Après l'analyse bi variée dans notre étude, nous avons essayé de rechercher une corrélation qui existerait entre la prise en charge et l'issue thérapeutique, ces résultats ont démontré une corrélation entre ces deux variables $P\text{-value} < 0,05$. Ces résultats sont presque identiques de celui trouvé en Inde par Manta et al. Ils avaient une meilleure sensibilité à l'Imipenème soit 98,8%, Amikacin 77,2%, la Cefotaxime 66,7% [54]. Par contre, COULOMB, B. Préfère l'association de l'ampicilline et gentamycine à l'admission.

Cette différence pourrait s'expliquer par le fait que dans notre étude l'antibiothérapie a été instaurée sur preuve anamnestiques, contrairement à ces séries où l'antibiothérapie a été faite sur des preuves bactériologiques. Au vu du tableau XIV, nous avons remarqué que 43 cas des NN avec INN soit 65,2% ont fait 0 à 5 jours d'hospitalisation en néonatalogie, suivie de 22 NN avec INN soit 33,3% de ceux qui ont fait 5 à 15 jours d'hospitalisation. Après l'analyse bi variée effectuée avec le P-VALUE de 0,000, nous avons constaté une influence significative entre la durée de traitement et les modalités de sorties. Nos résultats ne divergent pas avec ceux trouvés par Léopold. Qui a trouvé que la

majorité des nouveau-nés avec INN soit 55,7% étaient internés moins d'une semaine dans le service de néonatalogie au centre hospitalier de Yaoundé I [42]. Par contre ces résultats sont supérieurs à celles trouvés par KYEMBWA M, dans son mémoire portant sur l'évaluation de la prise en charge infirmière des infections néonatales bactériennes au HP/NK qui a constaté que 31 cas des nouveau-nés avec INN étaient internés moins d'une semaine soit 29,7% [22]. Nous justifions que cette observation était due à un diagnostic précoce et la prise en charge précoce qui est surtout meilleure.

L'analyse du tableau XII, Parmi les 65 nouveau-nés qui ont eu l'infection néonatale pendant notre période d'étude, 63 ont eu une bonne évolution sous traitement médical soit 96,9% de notre échantillon, et 2 sont décédés, soit un taux de décès de 3,1%. Nos résultats sont supérieurs à celui trouvé par Micheline A. et al qui avaient observé 66,4% de guérison [55]. Notre taux de décès n'est pas semblable à celui d'Azouman et al. Au Togo soit 33% [47]. Et inférieur à celui d'AMUNAZO A. [24]. Cette divergence peut être due à la qualité de la prise en charge des infections néonatales dans une structure à l'autre.

X. BIBLIOGRAPHIE

1. *UNICEF, Rapport annuel sur le taux de mortalité néonatale 2019*
2. *OMS, Taux de mortalité materno-infantile 2018).*
3. *ONU, les infections au monde 2019).*
4. *([www.who.int, mortalité néonatale au monde, consulté ce 29 Avril 2022 à 9h](http://www.who.int/mortality/neonatal_mortality)).*
5. *UNICEF; UNFPA; OMS, 2018).*
6. *MICHELINE Amzallang pédiatrie, creteil, France 03.décembre 2010*

7. *DICTIONNAIRE FRANÇAIS Grand robert version 1999*
8. Ngondo, Pitsha Ndende, *Mortalité et morbidité infantile et juvénile dans les grandes villes du Zaïre, in Afrique 1996-1997*
9. Kabasubabo F, *Profil anatomoclinique sur les infections bactériennes maternofoetales à l'hôpital provincial général de référence de Kinshasa, Université de Kinshasa*
10. Saizou C, Farnoux C, Rajguru M, Bingen E, Aujard Y. *Infections bactériennes graves du nouveau-né. Arch Pediatr. 8. 2001;721-5.*
11. Boskabadi H, Maamouri G, Mafinejad S., *Neonatal complications related with pronged rupture of membranes. Maced J Med*
12. Dr Mamary COULIBALY *Profil des nouveau-nés admis pour infection maternofoetale et ayant une CRP positive dans le service de néonatalogie du CHU Gabriel Touré(2019)*
13. *Diagnostic et traitement curatif de l'infection bactérienne précoce du nouveau-né. Recommandation pour la pratique clinique. Agence Nationale d'Accréditation et d'Evaluation en Santé (ANAES). 7564 Paris Cedex 13; 2002. p. 15*
14. [Brenda L. Tesini](#) MD, *University of Rochester School of Medicine and Dentistry Dernière révision totale juil. 2020 | Dernière modification du contenu juil. 2020*
15. *Cours de pédiatrie FMOS – 2020 Pr Fatoumata DICKO-TRAORE & Dr Fatoumata Léonie F DIAKITE*
16. *Thèse de la médecine par TSHONGO, 2001-2002, p. 21). A Kisangani*
17. Jain N, Jain V, Maheshwari S. *Clinical profile of neonatal sepsis. Kathmandu Univ Med J (KUMJ). 2003 Apr-Jun; 1(2):117–20. [PubMed] [Google Scholar]*

18. *LABEL – HAS – Argumentaire - Prise en charge du nouveau-né à risque d'infection néonatale bactérienne précoce (≥34 SA) ; 09 ; 2017*
19. *Mary T. Caserta. Antibiotiques chez les nouveau-nés. Le manuel MSD ; 2018*
20. *Dr KAMBALE : cours de pédiatrie, inédit G3 SI ISTM/BUKAVU 2016-2017*
21. *Dr louis KYEMBWA MWINDULWA, Pédiatre, Allergologue ; Protocole préliminaire de service de néonatalogie, Clinique Internationale de médecine Avancée au Kivu (CIMAK/Goma). 2019*
22. *Travail de fin d'étude Aimée KOKAMWA MAMBOYA sur étude épidémiologique sur l'infection néonatale Institut Supérieur des Techniques Médicales - Graduat 2019*
23. *AMUNAZO ARADJABU, Facteur influençant les infections néonatales, TFC inédit, S.I, ISTM-Kisangani, 2004.*
24. *USA par Benitz et al. publiée en 1999, OR=11.9; IC 95% (3.8- 36.9)*
25. *étude réalisée au Sud-réunion publiée en 2008, le rapport de cote était moins important (OR 3,2 ; IC 95% 2,3–4,5)*
26. *DR zawadi ENDANDA Cour pathologie Pédiatrique G2 pédiatrie ISTM/Goma 2020*
27. *Collège National des gynécologues et obstétricien français, Recommandation pour la pratique clinique pour infection néonatale et retard de croissance intra-utérine 2013*
28. *Microbiology Review p.21-47. Divisions of Infections Diseases and Neonatology, b Department of Pediatrics,*

29. Cordien A-G dans son étude sur les arguments pour déterminer l'origine infectieuse intra utérine 2011 ; page 115
30. COULOMB, B. Diagnostic et traitement curatif de l'infection bactérienne précoce du nouveau-né, ANACS, Recommandations pour la pratique clinique, Paris, France, septembre 2020.
31. Fournie A, dans son étude souffrance fœtale chronique Paris, 2013, page 58
32. ANZONGA, fréquence et prise en charge des enfants souffrant des infections respiratoires chroniques, FC inédit, S.I, ISTM-Kisangani, 2004.
33. DIMOKE OKITO, Puériculture, Cours inédit, CIDEP/Kisangani, 2008-2009.
34. Fournie A. la mesure de la hauteur utérine dans les grossesses uniques et dépistage de l'infection maternelle fœtale. La revue sage-femme, 2017, page 42.
35. MANUEZ.M. dans son étude sur les facteurs étiologiques de l'infection néonatale à propos de 600 cas observés en France 2015, 14, page 48
36. PARDI G. Routine obstetric ultrasound : effectiveness of cross-sectional screening for foetal growth retardation ; J.clin. Ultrasound, 2016, page 22,

Par Le Médecin Ass1. MINGINGO LUNYERE Justin et Ass1.
Chérif SHUKURU KABERUKA

CHAP .VII: PROBLEM OF THE SCHOOL ENVIRONMENT AT THE PRIMARY LEVEL IN THE OFFICIAL SCHOOLS OF THE CITY OF GOMA IN THE DEMOCRATIC REPUBLIC OF THE CONGO FROM 2000 TO 2022

BY KAIRARA RUMWANGA Romuald

i. Biography

Ass2. Romuald KAIRARA RUMWANGA est enseignant des universités, chercheur en Littérature, Evaluation et Linguistique Anglaises; a été respectivement: Secrétaire du Département d'Anglais à ISP Ngungu, Secrétaire Général Académique ad intérim à l'ISPT (Institut Supérieur Pédagogique des Techniques) Bugarula/Idjwi. Aujourd'hui Assistant du Secrétaire Général Académique et Inter-facultaires de l'UBC-Goma. L'auteur assure aussi les cours d'Anglais général et Technique. Fut Enseignant d'Anglais technique à l'Institut Technique de Keshero/Goma. Aujourd'hui: Directeur du centre de formation d'Anglais de l'UBC-Goma. Chercheur au sein de la Revue Savante des Recherches Pluridisciplinaires Eveil du Congo/ORASSU.



ii. Abstract

This article deals with the school environment in primary schools in the official schools of the city of Goma in the Democratic Republic of Congo.

The research results presented in this study broadly confirm the level of decadence of the system of hygiene and sanitation of the environment of educational environments, particularly at the primary level. To verify the hypotheses, this work used the descriptive method through observation in official primary schools, the use of documents, as well as interviews with those in charge of the surveyed schools. By the end of the study, it appears that the practice of school hygiene in official schools at the primary level is poor.

iii. Résumé

Cet article traite de l'environnement scolaire dans les écoles primaires des écoles officielles de la ville de Goma en République Démocratique du Congo. Les résultats de recherche présentés dans cette étude confirment globalement le niveau de décadence du système d'hygiène et d'assainissement de l'environnement des milieux éducatifs, particulièrement au niveau primaire. Pour vérifier les hypothèses, ce travail a utilisé la méthode descriptive par l'observation dans les écoles primaires officielles, l'utilisation de documents, ainsi que des entretiens avec les responsables desdites écoles. Après étude, il ressort que la pratique de l'hygiène scolaire dans les écoles officielles au niveau primaire est médiocre.

KEY WORD: *environment, health, sanitation, hygiene, nature.*

I. INTRODUCTION

Education relating to the school environment, let us say to school hygiene, is one of the major concerns of many countries of the world, including the Democratic Republic of Congo which, when promulgating the national curriculum for primary, secondary and vocational education in 2005, placed particular emphasis on the good health in school both physical and mental of learners. Moreover, beyond the degree of sustainability of this program, it seems fundamental to question the application of this education relating to health, the environment and the nature of the practices to which it has given rise in Congolese primary schools in general and that of the city of Goma in particular. It should be noted that the program alone is not sufficient to ensure the practice of hygiene at school.

Will it be necessary for the performers, understood by this, the professional educators and also the parents of pupils to be able to understand the scope of the environmental contents, and that pedagogical approaches and essential aspects survive the conditions of implementation. In Haiti, a recent evaluation carried out in 2010 in the schools of Port au Prince, shows that 71% of the schools visited have no sanitation facilities, 77% do not have access to drinking water, and in 83% of these schools hygiene practices are inadequate including hand washing after going to the toilet. In addition, another study notes that in more than 40% of cases of diarrhea affected by students, the transmission of microbes occurs at school and not at home (Ministry of Education and Vocational Training, 2010, p.5 – 12). In 2007, in Burkina Faso, ecological sanitation was introduced into the school hygiene and sanitation

program to show students that their excreta, once sanitized, they have value when reused in agriculture. As a result, defecating in the open or urinating in the schoolyard is now considered by them to be a waste of nutrition (Amah, 2007, P. 1).

Another older study on school sanitation was carried out in Togo in 1995 for which the team of investigators found that only 30% of secondary schools had latrines, 26% had access to drinking water (running water, spring, well, hand pump) and open defecation was practiced in the 32% of schools that do not have latrines (UNICEF/IRC, 1998, p.15). In the Democratic Republic of Congo, a large proportion of schools do not have appropriate latrines for students. Where there are, they are not separated for girls, boys and teachers. Too often, schools do not have water points, hand washing taps, household waste management systems, or gymnastics; the unhealthy environment leading to poor school performance (Médecins d'Afrique, 2010, p. 1). In addition, there is a concern about the overload of space within classrooms in terms of the relationship between the size and the number of students, which remains precarious; as to the dimensions of the desks that are not appropriate to the size of the pupils while they spend a good part of the day there to follow the lessons and acquire the knowledge; and also as to the location of the blackboard in relation to the schoolchildren.

The same applies to the location of the school building in relation to the orientation of the sun; the protection of the school site by a fence and the rooms by doors and windows of the quality of the ventilation and the brightness of the rooms, the security, the preservation of food in the school restaurant; in

addition, many schools do not have a financial policy on school hygiene and sanitation. And the height is the weak monitoring of students' health at home (EDUSCOL, 2008, PP. 1-5). Considering the elements highlighted above, a survey seems useful to us to make an inventory in order to prevent the dangers that may occur in the schools of the city of Goma. Also, health at school is to be prioritized especially since many schoolchildren come from families where infections can exist given the poverty and precariousness of the habitat. Diseases of the hands rooms such as typhoid fever and cholera, conjunctivitis, diarrhea... can spread easily in the city of Goma. Thus, efforts to combat the risks of contamination in classrooms and schools are necessary.

For that, the Congolese government has thought that it is necessary to initiate at all levels of education, a discipline that will seek to sensitize schoolchildren, pupils, students, or even teachers in order to give them practical and theoretical knowledge for the practice of hygiene in schools. Practically, this discipline will help to solve school hygiene problems of schoolchildren, and will help teachers, the first facilitators, to raise awareness among the school population so that they protect themselves against the various diseases and contagious infections that can disrupt the normal school curriculum of learners. For all these problems that students may encounter, however, there is a recurring problem among those who consider themselves professional educators, but who have enormous difficulties in understanding and applying hygiene in schools with a focus on educational health. Considering the variation in the comfort conditions offered to students to study, Carron and Ta Ngoc Châo (1998, pp.115 – 116) asked themselves a number of questions, pointing out that it is

in the classroom that students spend most of their days. Under what conditions of comfort are they received? Are the students comfortable? Do they have the necessary space?

In view of what precede, through this study the question is whether the level of school hygiene practices in the official primary schools of the Urban Sub-Division of EPSP/Goma allows learners to study in conditions that comply with the standards? Thus, in this study, it is considered that the practice of school hygiene in the official schools of the primary level of Goma, in view of the findings observed in previous studies, is poor. To carry out this study, the descriptive method through observation in schools, the exploitation of documents, as well as interviews with their responsible managers served as data collection instruments.

To get answers to the above questions, the use of the approach of estimating the average area per student and the volume of air per student was useful. To this end, it is also a question of checking if the students are very tight, or at ease and also see the sanitary conditions and the orientation of the buildings. In addition to the introduction and the general conclusion, this work is subdivided into three points including the conceptual framework, the methodology and finally, the results.

I. CONCEPTUAL FRAMEWORK

In this point, it will be a question of defining concepts such as school hygiene, school environment and school sanitation.

1.1. Hygiene and school sanitation

1.1.1. School hygiene

"School hygiene" is the set of means used to prevent and improve health at school. When they enter collective life,

the school must welcome children in the best conditions of safety, hygiene and well-being.

In addition, the general recommendations must be respected and which make it possible to have functional sanitary facilities in sufficient number. Washbasins and toilets are adapted to the age of children and a sanitary is equipped for people with reduced mobility. (EDUSCOL, 2008, p.3)

Some instructions:

The sanitary facilities must be in sufficient number (depending on the number of students); Location: the sanitary facilities must be distinct by sex, easily accessible, preferably divided into several blocks, at least one at each level; The toilet paper to be used must be kept onto the walls of the toilets; Water points must be equipped with soap holders and towel racks, preferably for single use; The doors must open to the interior and have a system that keeps them open and allows them to be removed, even in a firm position, to increase the safety of users; The locking system should consist of a handle fixed on the inside of a lock with occupancy indication, unlockable from the outside by the square key. (EDUSCOL, 2008, p.4). Phoffeer quoted by Macaire (2012, p.4) talks about different problems that can arise including ventilation, cleanliness, overwork, disinfection of sick children... Vulnerable by himself, the child is unable to take precautions to maintain his health and, out of ignorance, (s)he commits much recklessness. The educator will inform him; teach him what to do or avoid to keep himself in perfect health.

1.1.2. School sanitation

Sanitation, according to the definition used in the publication PS-eau (2009, p.40), aims to improve the sanitary conditions of populations (facilities at home, in schools, health centers, etc.) and to avoid the

degradation of the natural environment through appropriate treatment of domestic wastewater (domestic water, excreta), rainwater, artisanal or industrial.

For Ps-eau, sanitation techniques are used according to the different types of areas (urban or rural), the geographical and climatic context, and the size of the population, the means available and cultural habits. Techniques that must also take into account the demand of the populations, the local economic constraints, and the implementation and appropriation capacities of different actors (users, local authorities, public operators, etc.).

1.2. School environment

According to Act No. 2008-005 of 30 May 2008 on the Framework Law on the Environment and article 2, paragraph 23: "The environment is the set of physical, chemical and biological elements and social, economic and cultural factors, the interactions of which affect the environment, living organisms, human activities and the well-being of man". Indeed, the school environment, which aims to be the place of the development and maturation of intelligence, is an organized framework in which school activities take place but also activities relating to our daily biological needs that generate waste. Eating during recess, erasing the painting, using the toilet are some examples of our needs or actions that are sources of waste.

2. METHODOLOGY

The population in this study consists of fifteen official primary schools of the Urban Sub-Division of Primary, Secondary and Vocational Education of the City of Goma. The following table shows all these schools as well as the number of pupils.

Table 1: Public Primary Schools of the Sub-Urban Division of North Kivu I/Goma

Commune	Primary School	Student size		
		F	G	FG
KARISIMBI	EP	536	102	1556
	VIRUNGA/NEIGHBORHOOD		0	
	EP FAZ KATINDO	333	872	1205
	EP MIKENO	161	320	481
	EPA TUUNGANE	735	890	1625
	EP NDOSHO	651	900	1551
	EP TANGANYIKA	898	102	1922
			4	
	EPA MUGUNGA	133	214	347
	LAKE COMMUNITY SCHOOL	202	412	614
GOMA	EP GREEN LAKE	400	604	1004
	EP2 MABANGA	200	220	420
	EPA OF THE MONT-GOMA	301	518	819
	INSTITUTE (EPAIMOG)			
	EPA OF THE GOMA	319	475	794
	INSTITUTE (EPAIGO)			
	EP FURAHA	201	412	613
	EP KINYUMBA	238	461	699
	CONSULAR SCHOOL	264	655	919
	GROUP KIGALI			
TOTAL		557	899	1456
		2	7	9

Legend: EP: Primary School, EPA: Primary School of Application

Source: our survey on the ground 2022

The urban subdivision of the EPSP/Goma through the two communes and it emerges that the municipality of Karisimbi has a little more schools than that of Goma. Of this set of schools, which applied simple random sampling, 11 official primary schools of the Urban Sub-

Division of the EPSP of North Kivu/Goma constituted the sample.

Table 2: Sample

Commune	Primary School	Student size		
		F	G	FG
KARISIMBI	EP VIRUNGA/NEIGHBORHOOD	536	102	1556
			0	
	EP MIKENO	161	320	481
	EPA TUUNGANE	735	890	1625
	EP NDOSHO	651	900	1551
	EP TANGANYIKA	898	102	1922
			4	
	EPA MUGUNGA	133	214	347
	EP GREEN LAKE	400	604	1004
	EP2 MABANGA	200	220	420
GOMA	EPA OF THE MONT-GOMA INSTITUTE (EPAIMOG)	301	518	819
	EPA OF THE GOMA INSTITUTE (EPAIGO)	319	475	794
	EP FURAHA	201	412	613
	TOTAL	453	659	1113
		5	7	2

Source: our survey on the ground 2022

Of the present table, out of 11 schools, 5 (45.4%) are from the municipality of Goma and 6 (or 54.6%) from the municipality of Karisimbi. With a questionnaire, the collection of information was carried out from principals and teachers on the practice of school hygiene in their schools. The basic arrangement of the themes has been a function of different aspects of school hygiene, sanitation and the school environment, taking into account the following aspects:

State of classrooms in relation to the size and number of students; Aeration and brightness in the classroom;

Qualities of the desks in relation to the size of the schoolchildren; The location of the blackboard in relation to the schoolchildren; Qualities of latrines; Protection and conservation of drinking water. For this purpose, to calculate the average number of pupils per class, the surface area and volume of air per pupil are calculated by the following formulas:

$$\text{Average of students/class} = \frac{\text{total number of classes}}{\text{number of classes}}$$

$$\text{Surface/student} = \frac{L \times l}{\text{average of pupils by class}}$$

$$\text{Air volume/pupil} = \frac{L \times l \times H}{\text{average of pupils by class}}$$

Each child or schoolchild must have an average of 1m² or 1.20m² of space and an average air volume per student of 4.48m³.

Compared to sanitary facilities, the facilities must be located in a place where they can be easily spotted; it would be necessary to provide in day school: 1 latrine for 20 girls or 30 boys. 1 urinal for 20 boys.

With the help of a summary table, we will present the general situation of all the schools surveyed. At the time when the school organizes many classes, it must be impossible to orient all the buildings according to the desired standards in relation to the four cardinal points. It is then recommended to reserve the least favorable rooms or buildings for activities other than teaching (office, refectory, school canteen, store, meeting room, teachers' room...).

3. RESULTS

The presentation of results is carried out according to three dimensions of the following data: classroom dimensions, toilets and orientation of school buildings.

3.1. Classroom size

This point calculates the average class sizes according to the different schools; the same applies, in relation to class dimensions, the area per pupil and the volume of air per pupil. The situation is as follows: Table 3: Calculation of data related to the size of classes by school

Primary School	Number of classes	Number of pupils in the classrooms	Average number by class	Class dimensions			Surf./ pupil	Air Volume/pupil
				L	I	H		
TUUNGANE	20	1625	81	6	4	3	0,20	0,89
VIRUNGA	20	1556	78	8	7	3	0,72	2,16
MUGUNGA	6	347	58	8	7	3,5	0,73	2,54
AIMO-GO	14	813	58	7	5	3,5	0,60	2,11
AIGO	14	794	57	8	6	3	0,84	2,58
A.FURAHA	8	613	77	6	4	3	0,31	0,94
2MABANGA	10	420	42	6	4	3	0,57	1,71
NDOSHO	26	1551	60	6	4	3	0,40	1,21
MIKENO	18	1253	70	7	4	3	0,40	1,21
TANGANYIKA	22	1922	87	8	6	3,5	0,55	1,92
LAC-VERT	12	1004	84	6	4	3	0,29	0,86

Source: our survey on the ground 2021- 2022

The average number of students per class in different schools varies from 42 to 87 students per class, in terms of size, all classes have a length that varies from 6 to 8m, a width from 4 to 7m and a height from 3 to 3.5m. Considering the averages per class and the dimensions within these different schools, the area per student in the classes varies from 0.20 to 0.84m².

As for the volume of air per student, it emerges that all classes have an air volume per student varying from 0.86 to 2.58m³.

Compared to the surface area per student, the finding is that no school reaches the standard of 1.20m² and as for the volume of air per student, all the values found are less than 4.48m³. It should be noted that the value 42 of the average enrolment found at THE EP2 MABANGA which can be considered to be less than 55 provided for by the school legislation of the DRC; this could say that it is acceptable. However, since the dimensions of classrooms do not conform to the standard, the surface area per student and the volume of air per student do not reach normal values. This shows that the learners in these different classes are tight against each other, there is reason to think of a kind of suffocation in the classrooms.

3.2. Latrines

Compared to sanitary facilities, the facilities of comfort for the schools surveyed are as follows:

Table 4: Number of toilets and urinals for each school and by gender

Primary School	Number of pupils by sex		Average student per toilet			Number of existing toilets		Recommended Number of toilet	Average number of students access the toilet per 20-minute recess			Average seconds per student by accessing the toilet per 20-minute recess	
	G	B	G	B		G	B		G	B	B	G	B
TUUNGANE	735	890	183	297	-	4	3	9	10	9	15	7	4
VIRUNGA	536	1020	134	255	-	4	4	7	9	7	13	9	5
MUGUNGA	133	214	67	107	-	2	2	3	4	3	5	18	11
AIMO-GO	301	518	60	86	-	5	6	3	3	3	4	20	14
AIGO	319	475	64	119	-	5	4	3	4	3	6	19	10
A.FURAHA	201	412	101	137	-	2	3	5	5	5	7	12	9
2MABANGA	200	220	100	110	-	2	2	5	4	5	6	12	11
NDOSHO	651	900	163	225	-	4	4	8	8	8	11	7	5
MIKENO	161	320	81	160	-	2	2	4	5	4	8	15	8
TANGANYIK	895	1024	150	171	-	6	6	8	6	8	9	8	7
LAC VERT	400	604	100	151	-	4	4	5	5	5	8	12	8

Source: our survey on the ground 2021- 2022

According to this table, at EPA I MO-GO and EPAIGO, the number of existing toilets is greater than or equal to the number of recommended toilets; as for the TANGANYIKA EP the situation is acceptable for boys. All other schools with unacceptable situations.

If we must consider only 2 schools out of 11, where the conditions are acceptable, it remains to be verified whether these sanitary facilities are also operational, there is enough to say that the hygienic conditions within these schools are in a deplorable state, with the real impact for girls retain urine hence some urinary tract infections. It will also be necessary to consider the untimely outings of students during school hours and for some the fact of relieving themselves in nature in the open air.

Considering that we cannot design sanitation facilities without water, it is appropriate to have an idea about the water supply of these different schools.

3.2.1. Water supply

Table 5: Water conservation and protection in the schools visited

Elements of water conservation and supply in schools	f	%
REGIDESO faucet	2	18,1
Tank	1	9,1
Can	4	36,4
None	4	36,4
Total	11	100

Source: our survey on the ground 2021- 2022

This table shows how schools conserve and source water; 2 schools (18.1%) by the REGIDESO tap, 1 (or 9.1%) are supplied by water tank, 4 schools (or 36.4%) are supplied through the water can and 4 (or 36.4%) have no means of conservation and supply of drinking water. The situation can be catastrophic in a city where water for some neighborhoods is a luxury, a rare commodity, sometimes the population uses Lake Kivu to get water.

3.3. Orientation of school buildings

Table 6: Orientation of observed school buildings

Schools	Orientation of school buildings		
	B.O	M.O	Total number of buildings
EPA TUUNGANE	4	6	10
EP VIRUNGA/NEIGHBORHOOD	2	4	6
EP MUGUNGA 1	1	1	2
EPA I MO-GO	1	2	3
EPA IGO	1	3	4
EPA FURAHA	2	2	4
EP2 MABANGA	3	3	6
EP NDOSHO	6	7	13
EP MIKENO	2	3	5
EP TANGANYIKA	2	3	5
EP LAC-VERT	2	3	5
Total	26	37	63
Percentage	41,27	58,73	100

Legend: B.O: Good Orientation, M.O: Wrong Orientation

Source: our survey on the ground 2021- 2022

Of the present table, of all the official schools in the urban subdivision of EPSP/Goma, 26 school buildings (41.27%) are well oriented and 37 (58.73%) are in a wrong direction.

Given the geographical conditions, the relief of the area may be lacking, this may explain this misdirection of some buildings in relation to the direction of the sun, therefore to the four cardinal points.

4. Discussion of results

The results highlighted by this study broadly confirm the general trend in the conclusions of most of the research on hygiene in the school environment in many developing countries, in the Democratic Republic of Congo and particularly in the city of Goma (cf Ministry of Education and Vocational Training: 2010, Amah: 2007, UNICEF and IRC: 1998, Médecin d'Afrique: 2010...). These results reflect the level of decadence of the hygiene system and environmental sanitation of educational environments, particularly at the primary level. With regard to the problem of the primary school environment in official schools, the results of this study differ greatly from those of the research carried out in France by the Ministry of Ecology, Sustainable Development and Planning, with regard to the health care of children in schools. In this study, the impacts of the environment on health are regularly highlighted and particularly affect the most vulnerable people: children, pregnant women, the elderly, etc. It should be noted that asthma affects one in seven children in Europe. In the United States, leukemia and brain tumors in young children have increased by 30% to 40% in twenty-five

years. Lead poisoning (lead poisoning) still affected 85,000 children in France in 1999, etc.

The growing concern for the relationship between child health and the environment is part of a perspective of protection of the younger generations. At the international level, it is the subject of an action plan adopted at the inter-ministerial conference on "Children's health and environment in Europe" organized by WHO in Budapest in June 2004. The Community strategy on environment and health adopted in June 2003 (SCALE) and the European Commission's 2004-2010 action plan are also particularly interested in this (www.developpementdurable.gouv.fr/.../DGALN_Final_Guide). In view of these considerations, Chinapah et al cited by Mokonzi (2003, p.93) point out that the domestic environment, the classroom environment as well as that of the school, as well as the social environment in which Congolese students in general and those in Kisangani in particular currently live, do not offer conditions conducive to the teaching-learning process. Indeed, "the quality of the teaching and learning process depends on contextual factors that affect the learner, and can be identified in the immediate teaching-learning environment (classroom and school)".

Thus, the child's failure can be linked to himself, his parents, his teacher, the framework of school learning (factors related to school) and the state. Among the factors related to school, the negative facts are the poor working conditions of school. In this regard, we must mention the following situations: the school serves as a path for passers-by, the school does not have latrines, water taps, playground, the classroom is non-viable, the school lacks work tools, and the classes are overcrowded. (Yawidi, 2008, pp.47-83). Corroborating this thought, Troussel expresses himself by saying;

"Architecture educates, it is a mark of respect and a tool at the service of an ambitious pedagogical and educational project." (<http://www.Seine-Saint-Denis.fr/Une-nouvelle-architecture-éducative.html>)

5. Conclusion

As part of the EFA quality assessment, good hygiene management in schools is an essential issue in the fight against infectious diseases in particular given that the growing concern for the relationship between child health and the environment is part of a perspective of protection of the younger generations. The objectives of this study were to present the level of school hygiene practice by giving some criteria for its application and the means to protect themselves and schoolchildren who are fragile to easily catch certain diseases; but also to provide, while maintaining its practical character, the necessary information to facilitate the implementation of hygiene measures essential both in the day-to-day course of school life and the children health welfare. The results are presented according to three dimensions of the data: classroom dimensions, washrooms and school building orientation. Regarding classrooms, compared to the surface area per student, the observation is that no school reaches the standard of 1, 20m² and as for the volume of air per student, all the values found are less than 4.48m³. This shows that the learners in these different classes are huddled together, there is reason to say that the hygienic conditions within these schools are in a deplorable state; When we have to think about the water supply situation, the situation is catastrophic in a city where water for certain neighborhoods is a luxury, a scarce commodity, sometimes the population uses Lake Kivu to get water. Compared to the orientation of the buildings, out of 63, 37 (or 58.73%) are in a bad orientation with regard to the geographical conditions

considering the four cardinal points. These results raise serious concerns about the quality of the school environment, say school hygiene in schools where parents send their children. This subject remains a major concern of many countries in the world, including the Democratic Republic of Congo which, when the national curriculum for primary, secondary and vocational education was promulgated in 2005, placed particular emphasis on the good health of learners, both physical and mental in school. Thus, in order to be able to improve the quality of hygiene and the school environment in primary education, a question of having a provisional view, it is first necessary to carry out a real improvement of the political environment in which this education system evolves, a significant improvement in the health supervision of pupils and teachers through teaching and a fundamental reform of the system, particularly at the level of the study of the conditions of educational school sustainability. These measures are more than an imperative. Otherwise, in schools learners are exposed to serious health problems later!

REFERENCES

Amah Klutse. (2007). Promotion de l'hygiène et assainissement en milieu scolaire en Afrique de l'Est et assainissement écologique. Ouagadougou.

Carron, G. et Ta Ngoc C. (1998). La qualité des écoles primaires dans des contextes de Développements différents. Ed. UNESCO. Paris.

EDUSCOL (2008). Pratique d'hygiène dans les écoles primaires. France.

Macaire, F. (1976). Notre Métier- Manuel de Pédagogie Appliquée – Les Classiques Africains. Pédagogie Pratique et Morale.

Médecin d'Afrique. (2010). Projet d'appui à la redynamisation de la santé scolaire en RDC, avril, p.1.

MENFP. (2010. Alliance eau, assainissement et hygiène en milieu scolaire en HAÏTI.

MOKONZI, G.B. et ISSOY, A. (2003). « Etude de la contribution de l'enseignement primaire à l'alphabétisme : Cas des écoles primaires de la ville de Kisangani en République Démocratique du Congo » in Revue Congolaise de Psychologie et de Pédagogie ; Vol.XXV, N° 1, 2. pp 81-92.

PS-eau(2010).Hygiène et assainissement dans les pays en voie de développement, France, p. 32.

Yawidi, M.J.P. (2008). Le cri de détresse de l'enfant congolais en milieu scolaire. Editions Mabiki, Kinshasa.

*Loi N° 2008 – 005 portant LOI –CADRE sur L... - Faolex
foalex.fao.org/docs/pdf/tog85010.pdf www.notices-
pdf.com/notre-beau-métier-f-macaire-pdf.html
www.pseau.org/.../manuel-hygiene-assainissement-milieu-
scolaire-unicef/irc www.education.cd/.../DIRECTIVES SUR
LES NORMES DES*

Par Romuald RUMWANGA KAIRARA

Chap. VII : L'EDUCATION FACE AUX DEFIS MODIAUX : EN JEUX ET PERSPECTIVE D'AVENIR

Par BAKULIKIRA MOLO Innocent

i. Biographie

L'auteur BAKULIKIRA MOLO Innocent est né à CIBIMBI dans la province du Sud Kivu. Licencié en Français de l'Institut Supérieur Pédagogique ISP KABARE. Engagé dans la transmission de la matière, l'Assistant Innocent est actuellement Directeur des études au Lycée KATANA toujours dans la Province du Sud Kivu en République Démocratique du Congo.



ii. Résumé

Au fur et à mesure les années avancent les hommes s'éloignent de plus en plus du bon sens et perdent les éléments constituant la valeur constructive et efficace de la domination du monde promu par le créateur. C'est pourquoi nous nous donnons l'audace d'affronter et d'analyser les phénomènes actuels du monde qui reste une question irréfutable voir incontournable. On observe une sensibilité croissante concernant l'environnement, la protection de la nature, tout comme une sincère et douloureuse préoccupation grandie pour ce qui arrive à notre planète.

De ce fait ce monde prévaut une vision purement intellectualiste et mécaniste et considère le corps humain comme un objet de connaissance sur lequel on peut appliquer n'importe quelle opération et non comme faisant union, intime avec la personne. En voyant les crimes qui se commettent dans la société actuelle, les massacres, l'avortement, le suicide, l'euthanasie, la fabrication des virus dangereux et plusieurs dangers qui sont des conséquences de la techno science on peut citer la pollution de l'atmosphère par des produits chimiques, la fabrication des armes atomiques et lourde en raison de faire des guerres qui mettent fin à la vie de plusieurs individus etc.

1. Introduction

La violence qu'il y a dans le cœur humain se manifeste aussi à travers les symptômes des maladies que nous observons dans le sol, dans l'eau, dans l'air (Ebola, COVID-19) et dans les êtres vivants. Alors nous allons nous demander quelle conception l'homme se fait-il de la vie aujourd'hui, dans ce monde modernisé ou la machine tend à remplacer l'homme et/ou la mort devient une réalité quotidienne, elle paraît comme une dislocation d'un appareil de moindre importance. C'est ainsi que dans ce monde contemporain, l'être est lié à l'avoir, à l'absence de l'avoir l'être devient sans valeur d'où la nouvelle vision de la vie dans ce monde modernisé, et purement mal intentionnée et ne considère le corps humain que comme un simple objet de la connaissance d'où la mort d'une personne ne passe pas ici différente de la destruction d'un simple objet de moindre rôle. C'est pour toutes ces raisons et pour beaucoup d'autres qui ne sont pas reprises ici ; nous estimons que le monde actuel a besoin de ce document

qui parle d'un discours sur le désordre et l'ordre qui s'observe aujourd'hui en vue de pouvoir approfondir ces considérations parfois scientifiques sur la vie des humains.

2. Méthodes à la une pour détruire le monde

Nous constatons une forte agression contre la famille et surtout contre la vie au nom d'une société plus civilisée et heureuse. Actuellement, ont été développées des idéologies, des techniques et mécanismes pour favoriser la politique d'anti vie dans ce monde. Nous pouvons citer entre autres : La techno science, la déstabilisation de la morale, l'avortement, le suicide, l'euthanasie, la destruction de la nature etc. C'est vraiment déplorable qu'il y ait une sorte d'impérialisme venant des pays économiquement forts envers ceux économiquement faibles. Cela puisque les premiers détiennent le pouvoir décisionnel pour définir le vrai et le faux, le bien et le mal, le juste et l'injuste au dépend des gouvernements de ce derniers.

3. La déstabilisation de la morale par la nouvelle éthique mondiale

En effet, affirmons que « les conséquences de la nouvelle éthique mondiale portent gravement atteinte à la vie et à la dignité de la personne humaine. Ces pratiques inhumaines sont le fruit du désordre de la nouvelle éthique dans ces effets dévastateurs »⁹³. Bien plus, les enjeux éthiques des idéologies de la révolution culturelle mondiales sont les méfaits observés de la déconstruction et déstabilisation de la morale africaine. La crise de la révolution culturelle mondiale pour

⁹³ABBE N. SALUMU NDALIBANDU Nestor, « Enjeux éthiques de la techno-science en Afrique. Cas du milieu rural », in AFROSCOPIE, Dieu et l'Afrique, Paris, n° VI, Harmattan, 2016, p.405.

l'Afrique et le monde en général est surtout marquée par le fait qu'elle vise à détruire ou à décrédibiliser la structure ou cellule de base, l'institution originaire d'une société qu'est la famille et/ou la vie. Nous pouvons énumérer d'autres enjeux éthiques observables par l'effritement des valeurs morales africaines ou la dilution des cultures africaines sous la forme voilée d'impérialisme. La substitution de la dimension communicationnelle, intersubjective, conviviale à celle d'individualisme, de l'indifférence et l'anonymat, l'absence de référence à la transcendance divine, l'évanescence du sens de la vie. Bref, la perte d'obligation morale et de coopération vitale. Les valeurs qui constituent le socle de l'identité culturelle africaine sont fortement menacées.

4. La théorie malicieuse du gender

La déconstruction favorise une révolution qui affecte même les mentalités du peuple. Et ceci crée un nouvel "ethos", un nouveau "diktat" qui régit le monde et crée une éthique à la fois laïciste, séculariste, féministe, post moderniste d'apostasie, de libre choix et de relativisme moral. A côté de la lutte de classe du socialisme et libéralisme qui influencent les idéologies limitant le nombre de la population de ce temps, nous trouvons par exemple l'idéologie du gender qui est une conséquence non négligeable d'une réduction accentuée de la population. Le gender est un vecteur d'intensité non négligeable dont les composantes essentielles sont l'idéologie socialiste sous son aspect marxiste et l'idéologie libérale dans sa perspective purement néomalthusienne. << Le gender semble embrasser chaleureusement et amicalement la femme en lui promettant une promotion intégrale mais, en fin de compte, c'est dans l'intention malfaisante de l'étreindre d'une strangulation si forte au point de la vider jusqu'à

moelle, de toute sa féminité>>.⁹⁴ En effet, le premier défi du gender est l'abolition inéluctable des différences entre l'homme et la femme, la masculinité ou la féminité inhérente à chaque individu humain n'ayant plus rien à l'exprimer de la personne. Ainsi, la différence sexuelle n'est pas comme l'affirme la psychanalyse, indépassable et non déductible. Le gender affirme que les hommes et les femmes ne s'entendent pas par nature de l'attraction envers une personne du sexe opposé ; ceci est une résultante du conditionnement social. Ainsi le désir sexuel peut se diriger vers n'importe quel sexe. <<Contraindre les personnes à penser que le monde soit divisé en deux sexes opposés s'attirant sexuellement serait les encapsuler dans mentalité obsolète. Par conséquent il doit exister non plus, deux sexes mais cinq. On ne devrait plus parler seulement de l'homme et de la femme, mais il faudra ajouter à ces deux genres aussi celui d'hétérosexuel, homosexuel et bisexuel>>⁹⁵ En somme le gender nie toute importance à la différenciation de l'homme et de la femme. Comme cette différenciation est déclarée dépourvue de toute importance, les rôles de l'homme et de la femme sont strictement interchangeables.

5. L'avortement

Le concept « avortement » vient du latin « abortare » avorter signifie au sens propre <<un acte par lequel chose de déjà vivant meurt avant de voir les jours (à titre exemplatif un fœtus) mais aussi par extension, un projet, une insurrection etc.)>>⁹⁶ Aujourd'hui

⁹⁴ Cf. « l'impact et l'ampleur du gender sont explicitement détaillés dans C.M et C.E.A.L/ C.E.P., la ideologia de género : sus peligros y alcances » in Ekeko. Net rcp. net.Pe, Peru, 2004.

⁹⁵ *L'analyse critique du gender dans C.M et C.E. A. L /C.E.P.*, in art. cit.

⁹⁶ MICHEL, *grand dictionnaire de la philosophie*, Larousse, Paris, CNRS, 2006, p. 90.

l'influence étrangère et les conditions modernes de la mondialisation ont rendu plus fréquent les avortements dans les sociétés africaines. L'avortement est une pratique vieille mais avec les nouvelle technique biomédical et toute la hantise qu'elles provoquent, cette pratique tend de plus en plus à deviner un acte anodin, c'est-à-dire sans danger. Le concept "sans risque " selon les agents de transformation sociale, était inconnu dans la culture africaine. Les grossesses non désirées et les grossesses forcées menacent la sente sexuelle et reproductive. L'enfant apparait comme une menace au bien-être individuel de la femme lorsqu'il n'est pas désiré, pas planifié ou même voulu ou que la grossesse est forcée. Ce qui est dans le nouveau jargon signifie un viol. la femme qui provoque sciemment cet acte est traité d'une sorcière, d'une ennemie déclaré de la vie. A Titre d'exemple chez les "Lega" une telle lignée peut s'amoindrir progressivement, puis ; s'éteindre complètement, s'acheminer ainsi vers la fin de son exister de vivant, en raison de cette grande transgression morale dont la femme s'est rendue coupable.

Par ailleurs, son action est jugée forte incohérence avec la mission de l'homme dans le monde ; la quelle consiste en << la mise en valeur de la vie reçu de Dieu, conduit à son épanouissement en même temps qu'une bénédiction. Elle est une responsabilité >>⁹⁷ le consensus sur l'avortement sans risque, énonce l'avortement ne doit en aucun cas être promu en tant que méthode de planification familiale. Les pays riches trouvent qu'avec la démographie galopante du tiers monde, un danger d'être envahis par une masse des

⁹⁷ LABOURDETTE M. M., « Le problème moral de l'avortement », in *revue thomiste*, N° III ? Tome XXIII, 1973, P.411

affamés, c'est pourquoi beaucoup de leurs habitants encouragent avec une grande force malheureuse la pratique de l'avortement .Notons que Monseigneur Sébastien Muyengo distingue l'avortement thérapeutique :lorsque l'opération a pour but de sauver la vie de la mère menacée par la grossesse ;l'avortement eugénique lorsqu'il est indiqué pour cause de mal formation grave ,ou des maladies incurable de l'embryon. C'est la solution généralement prise quand le diagnostic relève que la malformation est absolument compatible avec la vie humaine. Il y a aussi l'avortement de convenance qui est provoqué par des raisons autres que thérapeutique ou eugénique. C'est un avortement souvent motivé par des raisons d'ordre social ou personnel telle la limitation de naissance, l'adolescence, le viol, l'inceste⁹⁸ etc. En plus, toutes ces sortes de l'avortement précitées ont contribué à forger l'expression <<l'interruption volontaire des grossesses>>⁹⁹. Depuis toujours nous savons que la vie humaine est sacrée et qu'on n'a pas le droit d'y mettre fin quel que soit le motif. Néanmoins, avec la post modernité et la mondialisation on commence à tout légaliser. L'Egalité de sexe, le mariage pour tous, l'interdiction d'interdire, etc. ainsi on parle de droit à la santé reproductrice et de droit à la contraception aboutissant au droit à l'avortement.

Au contraire ces idéologies ont fait que la pratique de l'avortement dans notre société se présente avec des techniques archaïques qui ne garantissent aucune assurance de protection de vie pour la maman et souvent conditionne cette dernière à n'être capable d'avoir des possibilités pour une prochaine grossesse.

⁹⁸S. MUYENGO, op. cit.pp. 73-74.

⁹⁹ Ibidem p.75.

Les méthodes les plus utilisées sont celle à base des plantes (feuille de manioc), l'insertion d'objet dans l'utérus (produit chimiques), l'utilisation de médicament pharmaceutique ou traditionnel en surdosage (antibiotiques), et les méthodes chirurgicales ne sont pas exemptes de risque car parfois pratiquées par des personnes insuffisamment qualifiées et dans des conditions d'hygiène insuffisante, mais leurs complications sont généralement moins fréquentes et plus bénignes.

6. La crise du non-respect de la nature

Sans trop risquer à un jeu des définitions ou chacun ajoute ce qui lui va et soustrait ce qui ne l'enchant pas, nous nous contenterons de dire qu'à présent, face à la détermination globale de l'environnement, nous nous adressons à chaque personne qui habite cette planète en lui disant que les impacts sur l'environnement pourraient affecter des milliers de personnes. La problématique écologique, présente une crise qui est une conséquence dramatique de l'activité sans contrôle de l'être humain. Par une exploitation inconsidérée de la nature, l'être humain à son tour devient la victime de cette dégradation. De ce fait, nous ne voulons pas poursuivre ce chapitre sans recourir à beau modèle capable de nous motiver. Nous croyons que le Pape François avec son encyclique « *Laudatosi, mi signore* » c'est-à-dire *loué sois tu, mon seigneur*, qui parle de la sauvegarde de notre maison commune pourra nous aider de plus, puisqu'en lui, on voit jusqu'à quel point sont inséparables la préoccupation pour la nature, la justice envers les pauvres, l'engagement pour la société et la paix intérieure.

7. Désordre de la pollution de la nature

L'exposition aux polluants atmosphériques produit une large gamme d'effets sur la santé, en particulier des plus pauvres, en provoquant des millions de morts prématurées, ces personnes tombent malades, par exemple, à cause de l'inhalation de niveaux élevés de fumées provenant de la combustion qu'elles utilisent pour faire la cuisine ou pour se chauffer. A cela, s'ajoute la pollution qui affecte tout le monde, due aux moyens de transport, aux fumées de l'industrie, aux dépôts de substances qui contribuent à l'acidification du sol et de l'eau, aux fertilisants, insecticides, fongicides, désherbants et agro-chimiques toxiques en général. Des centaines de millions transforment la terre en immense dépotoir.

8. La perturbation du climat

Le climat est un bien commun, de tous et pour tous ; c'est un système complexe en relation avec beaucoup de conditions essentielles pour la vie humaine. Cependant, ces dernières décennies le réchauffement climatique a été accompagné de l'élévation constante du niveau de la mer, et il est outre difficile de ne pas mettre en relation avec l'augmentation d'évènements météorologiques extrêmes, indépendamment du fait qu'on ne peut pas attribuer une cause scientifiquement détermination à chaque phénomène particulier. Nous pouvons peut-être parlés de certains facteurs comme le volcanisme, les variations de l'orbite de l'axe de la terre, le cycle solaire, mais de nombreuses études scientifiques signalent que la plus grande partie du réchauffement global des dernières décennies est due à la grande concentration de gaz à effet de serre (dioxyde de Carbone méthane, oxyde de nitrogène et autres) émis surtout à cause de l'activité

humaine. Cela est dû par le modèle de développement reposant sur l'utilisation intensive de combustibles fossiles, qui constitue le cœur du système énergétique mondial. Surtout par le fait de charger de plus en plus les utilisations du sol, principalement la déforestation pour l'agriculture.

Les pires conséquences retombent probablement au cours des prochaines décennies sur les pays en développement. Beaucoup de pauvres vivent dans des endroits particulièrement affectés par des phénomènes liés au réchauffement, et leurs moyens de subsistance dépendent fortement des réserves naturelles et des services de l'écosystème. Comme l'agriculture, la pêche et les ressources forestiers. Ils n'ont pas d'autres ressources qui leur permettent de s'adapter aux impacts climatiques ni de faire face à des situations catastrophiques et ils ont peu d'accès aux services sociaux et à la protection. Nous observons beaucoup de migrants ne sont pas reconnus comme réfugiés par les conventions internationales et ils portent le poids de leurs vies à la dérive, sans aucune protection légale.

9. Carence d'eau potable

L'eau potable et pure représente une question de premières importances, parce qu'elle est indispensable pour la vie humaine comme pour soutenir les écosystèmes terrestres et aquatiques. Les sources d'eau douce approvisionnement des secteurs sanitaires, agricoles et de la pêche ainsi qu'industriels. La provision d'eau est restée relativement constante pendant longtemps mais en beaucoup d'endroits la demande dépasse l'offre durable, avec de graves conséquences à court et à long terme. Des grandes villes qui ont besoin d'une importante quantité d'eau en réserve, souffrent de périodes de diminution de cette ressource, qui n'est pas

toujours gérée de façon équitable et impartiale aux moments critiques. « Le manque d'eau courante s'enregistre spécialement en Afrique »¹⁰⁰ où de grands secteurs de la population n'ont pas accès à une eau potable sûre, ou bien souffrent de sécheresses qui rendent difficile la production d'aliments. Dans certains pays, il y a des régions qui disposent de l'eau en abondance et en même temps d'autres qui souffrent de grave pénurie.

Les eaux souterraines en beaucoup d'endroits sont menacées par la pollution que provoquent certaines activités extractives agricoles et industrielles, surtout dans les pays où il n'y a pas de régulation ni de contrôles suffisants. En réalité, l'accès à l'eau potable et sûre est un droit humain primordial, fondamental et universel, parce qu'il détermine la survie des personnes et par conséquent il est une condition pour l'exercice des autres droits humains. Le Pape François renchérit cette idée en ces termes : « Ce monde a une grave dette sociale envers les pauvres qui n'ont pas accès à l'eau potable, parce que nier leur droit à la vie, enracine dans leur dignité inaliénable »¹⁰¹. Cependant, on observe le gaspillage d'eau, non seulement dans les pays développés mais aussi dans les pays les moins développés qui possèdent de grandes réserves. Cela montre que le problème de l'eau est en partie une question éducative et culturelle, parce que la conscience de la gravité de ces conditions, dans un contexte de grande injustice manque. Une grande pénurie d'eau provoquera l'augmentation du coût des aliments comme celle du coût de différents produits qui dépendent de son utilisation certaines études ont alerté sur la

¹⁰⁰ Pape François, *Laudato si* p.10.

¹⁰¹ Pape François op.cit. p.12.

possibilité de souffrir d'une pénurie aigue d'eau dans quelques décennies, si on n'agit pas en urgence.

Bref, nous disons que l'environnement humain pose assez de problèmes, d'autant que le changement climatique est un problème global aux graves répercussions environnementales distributives ainsi que politiques et constitue l'un des principaux défis actuels pour l'humanité. L'augmentation du nombre de migrants fuyant la misère accrue par la dégradation environnementale, est tragique. Il faut considérer également la pollution produite par les déchets, y compris les ordures dangereuses présentes dans différents milieux. Un problème particulièrement sérieux est celui de la qualité de l'eau disponible pour les pauvres. Ce qui provoque beaucoup de morts tous les jours.

10. Les maladies pandémiques et épidémiques

Nous avons eu trois grandes pandémies au cours des 120 dernières années. La première pandémie a eu lieu en 1918, appelée la pandémie de grippe espagnole. Cependant, cette pandémie a été causée par leur mise en œuvre des ondes radio à l'échelle mondiale et l'électrification croissante de notre univers. Des millions de personnes sont décédées 6 mois plus tard des suites de la pandémie appelée grippe espagnole. Quelques années plus tard et après la Seconde Guerre mondiale, une autre pandémie a éclaté, causée par la mise en place d'équipements radar. Au cours de cette période également, des satellites mondiaux ont été lancés dans ce qu'ils appellent la ceinture de Van Allen dans l'espace. C'est essentiellement là qu'ils envoient des satellites. Lorsque cela a été mis en œuvre, il y a eu un certain nombre de décès dus à une pandémie. La dernière

grande pandémie a eu lieu en 1968, appelée la grippe de Hong Kong. Cela a également éclaté lorsqu'ils ont déployé un autre niveau de pénétration des satellites dans la ceinture de Van Allen, où plus de 100 000 satellites transmettaient des signaux radar à des champs radar dans le champ cosmique.

C'étaient des satellites qui poussaient les télécommunications et la communication radio. Nous avons donc d'abord eu des ondes radio au début du siècle, puis la mise en place d'équipements radar et de satellites de télécommunications. Tout cela a provoqué des pandémies qui ont tuées plusieurs millions de personnes. Le dernier comme je l'ai dit remonte à 1968 ; Sans oublier le SIDA, l'Ebola qui ont ravagés beaucoup de gens pendant ce siècle. Alors devinez ce qui se passe maintenant. Tuer des milliers de personnes dans le monde et ils le couvrent au nom du coronavirus, comme ils l'ont fait lors des pandémies précédentes. C'est un fait. Veuillez faire vos propres recherches à ce sujet. Que se passe-t-il vraiment avec ce coronavirus ? Cela va être difficile à accepter pour les gens. On peut se demander s'il s'agit même d'une maladie contagieuse dans le cas d'une maladie qui se propage d'une personne à l'autre ou comment ? Ce que nous écoutons, ce qu'il y a des symptômes d'un virus. Ce que nous ne savons pas, c'est ce qui cause ces symptômes.

Bref, pour prouver ce point plus loin, vous voyez dans les nouvelles maintenant que des personnes sans problèmes de santé sous-jacents ou systèmes immunitaires compromis tombent maintenant malades et meurent de Coronavirus. Ça n'a aucun sens. La deuxième chose qu'ils font au sein du système, c'est qu'ils ont arrêté l'économie mondiale. Ce faisant, ils veulent mettre au chômage autant de personnes que

possibles afin de les forcer à accepter le nouveau système afin de retrouver un emploi. Alors, s'il vous plaît, ne croyez pas ces mesures de paiements pour aider les chômeurs. Ça n'arrivera pas.

11. **Regard critique sur le monde actuel**

L'aliénation provient du fait que l'homme met sa confiance à des projets purement humain, en des idéologies et en des fausses utopies. C'est l'une des causes le plus profond que vit la personne aujourd'hui, qui est même l'une des bases de la diminution de sa force et ses possibilités de vivre longtemps. En effet, la manière de vivre de l'homme actuel diffère de manières de celle d'il y a cent ans. Nos ancêtres vivaient et pensaient autrement que nous. Ils croyaient assez aux valeurs humaines et sociales pour ne pas porter atteinte à la vie des amis. Bahujimihigo le dit mieux « Ils étaient économiquement moins développés, mais humainement équilibrés »¹⁰². Cela se remarque dans les mutations survenues depuis environ un siècle dans presque tous les domaines de la vie. Pour se faire nous proposons une réponse à ces graves questions en nous appuyant sur le magistère de l'Eglise en ces termes : « Le problème qui touche la vie humaine, la mort et la natalité doit être considéré comme primordial et nécessite d'être abordé avec beaucoup des prudences ». ¹⁰³Dans un débat plus contemporain le philosophe Louis Lavelle explique : « La méditation sur les éléments du monde en nous obligeant à percevoir nos limites, et par conséquent d'endurer nos souffrances et nous oblige à les dépasser. Il ne s'agit pour nous ni de l'ajourner, ni même de la préparer, mais

¹⁰² K. BAHUJIMIHIGO, *Témoins de Dieu dans un pays meurtri*, Kigali, Pallotti-presse, 1997, p.32.

¹⁰³ Cf. PAUL VI, *Populorumprogressio* (26 mai 1967), Pierre Téqui, 2007, p.53.

dès aujourd'hui d'y entrer ». ¹⁰⁴D'une certaine manière, l'homme a la possibilité de redéfinir le temps à la mesure de l'intensité des événements que la nature le confère.

En effet, s'il est vrai que certaines techniques humanisent l'homme, il est aussi vrai qu'il y a celles qui l'avilissent. La science et la technique deviennent dangereuse quand elle avilit, dépersonnalisent et déshumanisent l'homme. Se référant aux camps de concentration issus du nazisme. Gabriel Marcel définit les techniques d'avilissement comme l'ensemble de procédés délibérément mis en œuvre pour attaquer et détruire chez des individus appartenant à une catégorie déterminée le respect qu'ils peuvent avoir eux-mêmes et pour les transformer à peu en un déchet qui s'appréhende lui-même comme tel, et ne peut enfin de compte que désespérer, non pas simplement intellectuellement, mais vitalement, de lui-même. Il revient aux africains en général et à tout homme en particulier de porter sur la science et la technique un regard critique dans le but de les comprendre en expliciter le sens, en déterminer dans la mesure du possible des causes, la signification et les valeurs dernières au niveau de la pratique courante.

12. **Analyse du fondement des valeurs**

Il appartient à chaque société de faire ses choix, de définir ses valeurs ses repères à partir desquelles on peut élaborer une éthique qui se veut bonne. Monseigneur Sébastien Muyengo renchérit en ces termes : « L'absence de ces repères assurés, le grand risque est que la décision morale soit simplement le fruit

¹⁰⁴ LAVELLE, *La conscience de soi*, Paris, PUF, 1933, p 67.

d'une moyenne établie à partir de l'addition composite d'opinion divergentes »¹⁰⁵. A cet effet, chaque société, chaque peuple a sa conception de l'homme et la vie, sa façon de se situer par rapport à la mort, à la transcendance, sa considération du corps humain, de la maladie, de la santé, de la nature, etc. Ce sont là les éléments à partir desquels, on peut poser les problèmes de fondement de notre engagement philosophique. Les valeurs de l'humanité sont universelles, mais il y a en permanence des accentuations particulières. Le caractère propre d'un groupe, ou d'une culture provient principalement du fait qu'un peuple, un groupe choisit dans l'ensemble des valeurs universelles, celles qui lui conviennent le mieux.

La dimension sociale constitue ainsi l'épicentre de toutes les valeurs que prône la personne. Ainsi, parlant de l'analyse du fondement nous remarquons qu'actuellement les valeurs fondamentales sont attaquées, menacées et en voie de déconstruction. Il s'agit du respect de Dieu Suprême, des morts, du bien d'autrui, de la pureté, de la solidarité, de La vie et de l'entraide réciproque, de la nature. Ces secteurs intéressent au plus haut point la démarche philosophique et sociale. En fait, devant le développement foudroyant de la techno science dans les aspects les plus radicaux qui touchent aux dimensions fondamentales et vitales de l'être humain, le besoin est ressenti de discerner, de régler, de contrôler et même de corriger le comportement de l'homme pour qu'il aboutisse à l'idéal de l'humanisation. On ne le répètera jamais assez, les problèmes de fond de nos cultures doivent être évalués en référence à la dignité de la

¹⁰⁵ S. Muyengo, op. cit.p.51.

personne. C'est dans cette perspective que la formation doit être sans cesse assurée.

13. **Mécanisme de formation et de l'éducation**

En effet, poser les problèmes pratiques avant les questions de fond, serait mettre la charrue devant le bœuf. C'est pourquoi les désordres observés pendant la période de la post modernité souligne Abbé Salumu Ndalibandu, « au lieu de nous enfermer dans des jérémiades, doivent au contraire devenir un point d'ancrage, un sursaut d'émerveillement, d'engagement, d'élan nouveau, un déclic pour un nouveau départ grâce à une réflexion critique, à une démarche exigeante de lucidité et de vérité »¹⁰⁶. Du point de vue pratique, ces mécanismes exigent l'apprentissage des techniques et de l'éthique à nos jeunes pour subvenir aux besoins de première nécessité. Nous citons ici dans de pays sous-développés il faut : La construction des belles maisons, aménagements des champs, la technique modernisée de la chasse, de la pêche, de traitement sanitaire (quelques plantes médicinales utilisées en cas de telle ou telle maladie).

Sur le plan scientifique il est mieux d'accentuer l'enseignement sur la promotion des valeurs morales de chaque culture susceptible, d'arrêter l'influence négative de la révolution culturelle dans la postmodernité. Sachant que tout être humain naît et évolue dans une tradition culturelle et religieuse et un système de vie qui façonnent son être et son identité, disons qu'un peuple sans culture est comme une plante sans racines ou un peuple sans âme. La connaissance approfondie de l'identité culturelle paraît indispensable dans tout

¹⁰⁶ ABBE N. SALUMU NDALIBANDU, « Tradition culture Africaine à l'ère de la postmodernité déclin ou déclic ? », in Rebuto, *philosophie, science et culture contemporaines*, Kinshasa, n° 45, vol.2, août 2015, p.95.

processus comme clé du développement. Cependant, les autorités politiques et autres intellectuels ont pour devoir de consentir à une formation intellectuelle juste aux futures cadres qu'ils soient informés aux enjeux ethniques du moment dus à la montée de l'évolution technologique et des propagations de nombreux paradigmes idéologiques de la postmodernité. En sus, la pratique de l'initiation de chaque culture doit toujours demeurer à instruire comme une grande école de l'éducation qui préconise l'acquisition de la vertu d'excellence.

14. **Le respect inconditionnel de la vie**

Nous sommes dans un contexte où la vie humaine connaît une situation de grande précarité quand elle entre dans le monde et quand elle sort de temps pour aborder l'éternité. Quand on parle de l'embryon humain, certains en font une notion purement subjective, philosophique, sociologique sur laquelle on pourrait se mettre d'accord ou non par simple consensus. Telle est la logique qui semble sous-tendre les décisions des parlements quand ils permettent l'expérimentation sur des embryons humains et en niant leur individualité humaine. Angelo serra met en lumière ce qui vient d'être dit en ces termes << à partir du moment de la conception, un individu humain réel commence ainsi son existence ou son cycle de vie ; c'est pourquoi l'embryon humain, dès le début de la fusion des gamètes, a la valeur et le nom d'enfants, avec un droit fondamental à la vie, à l'amour de ses parents et à leurs attentions >>¹⁰⁷

¹⁰⁷ XXX, *Lexique des termes ambigus et controversés sur la famille, la vie et les questions éthiques*, Paris, Téqui, 2003, p 323.

De ce fait, la vie étant sacrée chez les peuples, le plus grand mal est censé impardonnable était d'atteindre à sa propre vie ou à celle d'autres personnes. Engilbert Mveng partage le même avis en disant que : << les cultures négro-africaines sont bâties sur le respect de la vie qui est célébrée en maintes circonstances par des danses et des chants >>¹⁰⁸ L'auteur de la mort étant donné qu'il ne voulait pas la société, n'avait droit ni aux funérailles ni aux deuils. Dans certaines contrées, il n'était pas même enterré pour ne pas salir la terre des ancêtres, on les précipitait dans un ravin. La responsabilité de l'homme à l'égard de la vie, soit un problème majeur de santé publique et que la plus haute priorité doit toujours être accordée à la prévention de grossesses non désirées. Nous insistons avec une force sans précédent sur l'accessibilité à l'éducation sexuelle. En effet, toute destruction d'un embryon est donc à notre avis, un inadmissible assassinat prénatale tant que tel, il est mal parce qu'il brise l'équilibre et nuit à l'harmonie cosmique et sociale des hommes. Et s'il y a des motifs valables de ne pas procréer, l'unique méthode correcte et légitime d'empêcher la conception de façon humaine n'est pas le fait de prendre l'anti conceptions (les pilules) mais c'est la continence.

15. **Le respect dû aux vieillards**

La vie des africains est généralement, fondée sur des valeurs et vertus puisées dans leur tradition culturelle et religieuse africaine d'une part et sur la tradition religieuse judéo-chrétienne et musulmane d'autre part. Nous vivons aujourd'hui un monde où les réponses de la science et de la technique semblent avoir l'utilité de l'expérience de vie accumulée par les

¹⁰⁸ K. AWAZI MBAMBI, *Le Dieu crucifié en Afrique, Esquisse d'une christologie négro-africaine*, Paris, l' harmattan, 2008, p.131.

personnes âgées au cours de toute leur existence. Dans le passé, les gens nourrissaient un grand respect pour les personnes âgées. Ils se disaient la bouche d'un vieux peut puer mais elle ne peut pas dire le mensonge. Il est difficile voire impossible de trouver une culture qui faisait abstraction du respect dû aux personnes âgées. De nos jours l'on s'arrête un instant pour analyser la situation actuelle, on remarque vite que chez quelques peuples la vieillesse est estimée et valorisée. Chez les autres au contraire, elle l'est beaucoup moins à cause d'une mentalité qui prône l'utilité immédiate et la productivité de l'homme. Dans plusieurs milieux être vieillards est synonyme de sorcier, jeteur de mauvais sort et d'objet de crainte, simple consommateur dont la pratique euthanasique serait une panacée.

Les personnes âgées elles-mêmes en viennent à se demander si leur existence est encore utile. En effet, les personnes de troisième ou quatrième âge ne doivent pas faire objet de menace elles ont beaucoup de chose à dire aux jeunes générations, beaucoup de chose à partager avec elles. Le temps de la vieillesse, lui aussi a son rôle à jouer dans ce processus de maturation progressive de l'être humain et de la société en marche vers l'éternité. Les paroles de saint pape Jean Paul II à ce sujet sont d'une importance qui mérite d'être mentionnée : <<Dans une société dominée par l'individualisme, les personnes âgées rappellent la nature sociale de l'homme et la nécessité de résoudre le tissu des rapports interpersonnels et sociaux >>¹⁰⁹. L'autre contribution que les personnes âgées peuvent apporter au processus d'humanisation de notre société et de nos cultures et la capacité de bien saisir la supériorité de l'être sur l'avoir.

¹⁰⁹*Pontificum concilium pro laicis, dignité et missions des personnes âgées dans l'Eglise et dans le monde*, Pierre Téqui, 1999, p.16.

Et donc tout groupe social auquel appartient la personne âgée ne pourra que tirer profit. Il revient alors aux jeunes de se mettre à l'école des personnes âgées sans lesquelles la société est privée de l'une de ses sources historiques. S'il est vrai qu'ils sont physiquement moins forts, il n'est pas moins vrai de dire que leur dignité mérite un respect qui convient à tout être humain.

16. Le respect du corps

Dans le domaine de la communication nous voyons que le progrès des moyens de communication facilite la rapide circulation de l'information. Cependant, le mauvais usage de ces moyens, nous fait un regret car ils sont devenus des moyens rapides pour déshonorer la dignité de la personne humaine. Il est actuellement facile de se servir des médias en vue de porter atteinte à la réputation. A cette époque de crise morale, la dépravation des mœurs s'amplifie et le corps humain n'est plus respecté car on s'en sert comme on veut. Le sens de la pudeur dans des moyens de communication et dans l'habillement est presque rejeté. Or en Afrique, si un enfant avait des tendances hors culture africaine ou avait un penchant pour les vêtements de femmes, cet individu était très vite ramené à la raison ou dissuadé à travers des pressions énormes voire intimidations. En clair, l'on ne souhaitait pas voir une telle personne dans la famille pour tout ce que cela entraîne comme déshonneur, honte et mauvaise réputation.

En fait, le corps ne mérite pas d'être considéré abusivement comme un simple objet de jouissance, une pure corporéité ni dans l'acte ni dans l'intention. C'est pourquoi perdre la pudeur à causes des préjudices sociaux, comme la perte de la pureté est la cause profonde de la décadence du monde. On le remarque bien à travers les habits sexy (les habits

collants, transparents, moulants, déchirés et d'autres qui laissent certaines parties du corps visibles), les paroles et les danses obscènes, les photos publiées sur internet, réseaux sociaux (Facebook, google, palmachat, WhatsApp...). Bref, le discernement et l'esprit critique sur les moyens de communication, l'habillement et l'usage des produits venant de l'occident méritent une attention particulière aux producteurs et aux utilisateurs.

17. Le respect Dû aux morts à référence africaine

Pour témoigner le respect devant la mort, la cérémonie funèbre mérite une mention particulière. Cependant, dans l'éthique africaine quand un parent meurt on le pleure amèrement et on l'enterre dignement. Après le décès, le cadavre était disposé sur une natte à l'intérieur de son habitation et pendant toute la journée, les intimes, amis, parents pleurants. On n'interdit les enfants de voir le cadavre et de participer à l'enterrement. A fait, lorsque ton voisin a une difficulté devait témoigner son respect devant le défunt et devant la famille éprouvée. C'est pourquoi, certaines expressions sont scandées : « tel est rentre », « *il est partie* », « *il dort à tout jamais* » << *l'arbre est cassé* >>, << *la foudre est tombée* >>, tous les villages, camarades et connaissances, délaissaient les occupations journalières et venaient témoigner le respect et la participation au deuil par des pleurs.

Avec l'entrée du christianisme et la mondialisation en Afrique, cette pratique se remarque surtout dans certaines familles par des mélodies funéraires. Jusqu'ici comme ailleurs dans le monde, la mort n'est pas le sort auquel l'homme s'entend. Il y a un danger dans la culture de notre époque de s'intéresser plus à

l'enterrement qu'au respect de rite que nous devons aux morts. Loin de nous l'idée de minimiser l'extrême gravité de cette cérémonie. En effet, là où il y a mort d'hommes des femmes et d'enfant par la volonté des hommes, peu importe comment cela s'appelle, génocide ou autre crime, c'est grave, inadmissible, condamnable de ne pas respecter le corps sacré de l'homme. Disons que « la gravité d'un acte qui porte atteinte au non-respect de défunt, surtout quand cet acte atteint son but en supprimant l'autre, n'est pas appréciable selon sa cause ou son motif, il est plutôt grave en soi, par le fait même de le poser »¹¹⁰

Après avoir fait une relecture de nos cultures face aux antivaleurs actuelles de la postmodernité ; nous disons en bref que, la morale tend à disparaître. Les idéologies de la post modernité visent à déconstruire les valeurs et les bases de notre identité culturelle par le fait que les enfants choisissent leur propre opinion indépendamment des valeurs héritées de leur tradition. C'est pourquoi nous avons alors à extraire de ce qui nous vient du progrès technoscientifique, ce qui est bon et utile le développement intégral du monde et rejeter ce qui aliène et dépersonnalise l'homme. Autrement dit, il faut faire une sorte de triage. Donc il faut éviter tout ce qui n'ajoute rien à ce qui est proprement humain. L'Afrique de sa part, doit mettre un terme à son statut de dépotoir occidental et faire la promotion de valeurs cardinales africaines. Si nous ne le faisons pas de sitôt, nous deviendrons des êtres sans âmes, sans identité, sans conviction voire des objets comme ce fut le cas au temps du code noir.

¹¹⁰ S. MUYENGO, *Au pays de l'or et du sang*, Kinshasa, Medias Paul, 2014, p. 122.

18. Conclusion Générale

Au terme de notre investigation réflexive, qui a été qu'un essai phénoménologique de la situation du monde actuel ; nous avons essayé de faire une critique serrée et pointue dans une manière percutante, à la vision du désordre que nous observons dans le monde actuel. Il sied de jeter un regard sur l'ensemble de notre travail. Tout au long de ce dernier dont la quintessence a été une réflexion à la seconde puissance sur le monde. Nous nous sommes permis d'affirmer qu'en ce moment, le monde se dirige vers la plus grande récession mondiale de l'histoire. La raison pour laquelle ils arrêtent l'économie mondiale est qu'ils veulent reprendre le contrôle de l'économie aux entrepreneurs et aux hommes d'affaires, etc. Ils veulent perturber complètement le tissu de la société, à savoir l'éducation, l'emploi, la religion, la politique, etc. avec les maladies qu'on crée au laboratoire et puis leur gérance devient un commerce. Tout sera complètement différent dans quelques mois, pas même des années. Il s'agit donc de leur stratégie de contrôle ultime en termes de visibilité comme le Wifi, Internet et tout ce qui leur donne accès à l'internet des objets et au contrôle de l'argent. Si vous contrôlez l'argent, vous contrôlez le pouvoir. Et c'est leur programme de contrôler également la population mondiale.

La deuxième réflexion a porté sur les méthodes à la une pour détruire le monde ; qui se posent de plus dans des théories malicieuses qui ont une intention purement destructive de la famille et de rendre la vie sans interdiction. En fait, dans notre société actuelle nous sommes en train de vivre un paradoxe : d'un côté, on défend et on proclame solennellement la protection de la vie humaine grâce aux grands progrès de la

médecine, la biologie génétique, la fécondation artificielle, le perfectionnement de transplantation des organes, les thérapies modernes, la technologie, l'ingénierie etc. Et de l'autre côté, nous assistons <<une conjuration contre la vie>>¹¹¹qui est en train de se manifester dans une série des menaces ou d'attentats, nous avons signalé la vulgarisation de l'avortement, le suicide, l'euthanasie, l'abandon des vieillards, le manque de soin envers les personnes handicapés etc. Nous avons aussi dit que l'environnement humain pose assez de problèmes, d'autant que le changement climatique est un problème global aux graves répercussions environnementales distributives ainsi que politiques et constitue l'un des principaux défis actuels pour l'humanité. Nous avons essayé de proposer quelques lignes d'actions pouvant aider à mettre fin à la déstabilisation de la nature et à garantir un monde juste pour tous. Les maladies liées à l'eau sont fréquentes chez les pauvres, y compris les maladies causées par le micro-organisme et par des substances chimiques. La diarrhée, le choléra, l'Ebola, la Covid 19 qui sont liés soit aux services hygiéniques et à l'approvisionnement en eau impropre à la consommation soit aux carences de l'eau pure. Ce facteur significatif de maladies dangereuses, la souffrance et de la mortalité de milliers de personnes a fait l'objet de notre investigation. Nous avons préconisé un sens de responsabilité aigu face aux drames de l'existence humaine causés par l'immoralité de la nouvelle éthique mondiale. Notre pensée reste celle d'un défenseur d'une symbiose culturelle équilibrée et responsable c'est-à dire sortir des ghettos culturels proprement africains pour s'ouvrir aussi aux nouveaux

¹¹¹ JEAN-PAUL II, *Evangelium Vitae. Lettre encyclique sur la valeur et l'inviolabilité de la vie*, Librairie Editrice Vaticane, Vatican 1995,n° 17.

acquis de la culture contemporaine. Ne pas se recoquiller sur un passé qui ne convient plus.

Discerner la nature de l'héritage du passé afin de déceler ce qui peut être conservé et ce qui est préférable d'abandonner, pour sortir ainsi du vase et du cercle fermé. C'est pourquoi nous nous révoltons avec toutes énergies contre tous les mécanismes de la violence et toutes techniques très sophistiquées en matière d'éliminer les êtres humains. Bref, la lutte internationale contre le désordre actuel du monde devrait s'entendre aux aspects plus spécifiquement humains du développement comme l'élimination de la pauvreté, la promotion de l'instruction la garantie d'une assistance sanitaire équitable, les services sociaux et les mêmes opportunités d'emploi, le soutien à une responsabilité de l'environnement etc. Pour toutes ces raisons nous soulignons que toute tentative de se servir des objectifs de développement pour répandre et imposer des modes de vie égoïstes ou pire encore des politiques démographiques, la propagation de maladies comme moyen du bon marché pour réduire le nombre des pauvres, serait malveillant et guère clairvoyant.

Que nos lecteurs y trouvent la marge nécessaire en vue d'un complément éventuel. Pour le moment, terminons en paraphrasant cette pensée de Saint Augustin de Carthage qui dit que : " Notre lecteur, s'il communie pleinement à notre certitude fasse route avec nous ; S'il partage tous nos doutes, qu'il cherche avec nous ; s'il se reconnaît dans l'erreur, qu'il revienne à nous ; s'il nous y surprend nous-mêmes, qu'il nous en détourne"¹¹².

¹¹² SAINT AUGUSTIN., *De trinitate*, 1, 3,5.

6. Bibliographie

ABBE N. SALUMU NDALIBANDU Nestor, « Enjeux éthiques de la techno science en Afrique. Cas du milieu rural », in AFROSCOPIE, Dieu et l'Afrique, Paris, n° VI, Harmattan, 2016.

----- « Tradition culture Africaine à l'ère de la postmodernité déclin ou déclic ? », in Rebuto, *philosophie, science et culture contemporaines*, Kinshasa, n° 45, vol.2, août 2015.

BAHUJIMIHIGO K., *Témoins de Dieu dans un pays meurtri*, Kigali, Pallotti-presse, 1997.

FRANÇOIS, *Laudatosi, Lettre encyclique sur la sauvegarde de la nature (la maison commune)* Librairie Editrice Vaticane, Vatican 2016

Muyengo S., *Introduction à la bioéthique*, Kinshasa, Médias Paul, 1998.

-----*Au pays de l'or et du sang*, Kinshasa, Médias Paul, 2014.

HEIDEGGER M., *Être et temps*, Paris, PUF, 1964.

JEAN-PAUL II, *Evangelium Vitae. Lettre encyclique sur la valeur et l'inviolabilité de la vie*, Librairie Editrice Vaticane, Vatican 1995.

-----*Pontificumconcilium pro laicis, dignité et missions des personnes âgées dans l'Eglise et dans le monde*, Pierre Téqui, 1999.

LABOURDETTE M. M., « Le problème moral de l'avortement », in *revue thomiste*, N° III ? Tome XXIII, 1973.

MICHEL., *grand dictionnaire de la philosophie*, Larousse, Paris, CNRS, 2006.

Par BAKULIKIRA MOLO Innocent

CHAP VIII. LE ROLE DU LEADERSHIP DANS LE CONFLIT EN TERRITOIRE DE MASISI

Par Dr. Hon. Causa Théophile KANYABUGOYI
MANIRARORA

i. Biographie de l'auteur



Rev. Dr. hc. Théophile KANYABUGOYI MANIRARORA est Gradué en Théologie à l'ULPGL, Licencié en Théologie Pratique à l'UBC-GOMA ; il est aussi Licencié en Développement Communautaire, option Gestion et Administration des Projets. Avec une expérience approfondie en Leadership Serviteur, en Peace Building et Church Management. Docteur Honoris Causa in Christian Leadership par Dominion Mission Theologic² al University of Ghana, en collaboration avec l'ULPGL-GOMA. Directeur Provincial de l'Education Chrétienne au sein de l'ECC/ 34^e CADAF/NK, Coordinateur de Emerging Leaders au sein d'ALARM Congo ; et actuellement Coordinateur de Developing Servant Leaders au sein d'ALARM Congo, Membre du Team Management d'ALARM International, Délégué Provincial de l'ECC/34^e CADAF/NK, Secrétaire Rapporteur du Synode l'ECC/NK et Pasteur Responsable de l'ECC/34^e CADAF, Station Neema. Dr. hc. Théophile est chercheur au sein de la Revue Savante des Recherches Pluridisciplinaires Eveil Congo ORASSU. Chef d'Antenne de la Revue au sein de l'Université Baptiste du Congo UBC-GOMA à Rubaya.

ii. Résumé

Cette partie, nous aide à montrer le rôle du leadership dans le territoire de Masisi, un rôle qui n'a pas été pragmatique et par conséquent responsable de l'état d'insécurité, des conflits divers qui sévissent dans le territoire de Masisi. Ainsi, nous procéderons à la présentation du territoire suivi d'une réflexion sur la crise du leadership source des violents conflits dans le territoire et principes du leadership davidique et leur application pour la pacification du territoire de Masisi.

I. INTRODUCTION

Il est important de procéder à la présentation du milieu d'étude pour situer nos lecteurs et les permettre à se retrouver pendant qu'ils seront en train d'exploiter ce travail de recherche. Cela pourra permettre d'appréhender certaines réalités capables d'accoucher à une autre recherche similaire.

II. LOCALISATION

Le territoire de Masisi qui s'étend sur 5.289km² de superficie est situé dans la partie orientale de la RDC entre les latitudes 1° et 3°sud et les longitudes 28° et 30° Est. Il est situé dans la province du Nord-Kivu et est subdivisé en 4 collectivités : la collectivité de Bahunde, la Collectivité de Bashali, la collectivité secteur D'OSSO/Banyungu et celle de Katoyi.

Ce territoire se limite :

Au nord par le territoire de walikale ;

Au sud par le lac Kivu et la province du Sud-Kivu ;

A l'Est par les territoires de Rutshuru et Nyiragongo ainsi que les communes de Goma et Karisimbi ;

A l'Ouest par les territoires de Walikale et Kalehe.

II.1.2. ASPECT PHYSIQUE

Le relief

Le relief de Masisi compte plusieurs montagnes dont certaines ont des versant dénudés, ses caractéristiques morphologiques sont traduits par les trois différentes régions :

- La région de hautes attitudes ;
- La région de moyenne altitude ;
- La région de basse altitude.

Climat, température, altitude et pluie

De par sa position dans une région équatoriale et s'élevant à 1636m, le territoire de Masisi connaît un climat équatorial tempéré et la pluviosité y est en moyenne supérieur à 1500mm³. On y observe deux grandes saisons à savoir la saison sèche et la saison pluvieuse. Elles sont subdivisées en quatre périodes :

- ◆ Grande saison pluvieuse : septembre à mi-janvier ;
- ◆ Petite saison sèche : mi-janvier à Mars ;
- ◆ Petite saison pluvieuse : Avril à Mai ;
- ◆ Grande saison Sèche : Juin à Août.

Dans l'ancien temps le calendrier agricole était et calqué à la subdivision des saisons, actuellement avec la perturbation de la pluviométrie suite à la déforestation, d'une part et à l'effet de serre dû aux combustibles fossiles d'autres part, ce calendrier est difficilement adaptable aux cycles saisonniers car la saison pluvieuse peut se manifester pendant la période prévue pour la saison sèche et vice-versa. Ce relief et ce climat jouent ainsi un rôle important dans la formation du sol et de son hydrographie.

Le sol et l'hydrographie

Le sol et l'hydrographie du territoire sont tributaires de son climat et de son relief.

a. Le sol

Les sols du territoire de Masisi sont classés dans ces catégories :

- Les sols volcaniques récents

Certains sols du territoire de Masisi proviennent de dépôts éoliens des cendres volcaniques.

En effet, la zone d'extension de ce dépôts éoliens est très vaste : elle englobe une partie de la presqu'île de Bobandana, la région de Sake-Kirotshe, la zone de Mokoto....la fertilité de ces sols est connue et a été témoinnée par les autochtones qui y pratiquent des cultures vivrières.

- Les sols dérivés des roches anciennes

Ce type des sols correspond aux sols de la région de Bashali-Mokoto. Ils forment un groupe qui n'a été observé dans aucune autre région du Kivu même ancien. Dérivés de schistes, des micaschistes et des gneiss, ils ont évolué dans un climat très pluvieux (plus de 200m d'eau par an, sans saison sèche) : une végétation exubérante de penisetum couvre cette région.

b. L'hydrographie

Parler de l'hydrographie revient d'évoquer les cours d'eau à savoir les rivières, les lacs.

- Rivières

Trois grandes rivières sillonnent le territoire de Masisi il s'agit de :

- ❖ La rivière Mweso vers le Nord-Ouest qui se jette dans la rivière OSSO ;
- ❖ La rivière OSSO qui divise le territoire en deux et prend sa source vers les hautes altitudes de Matanda ;

- ❖ La rivière Loashi longe de la basse altitude dans la vallée de Loashi, Nyabiondo et débouche sur la rivière OSSO ;

Plusieurs affluents alimentent ces trois grandes rivières notamment :

Les affluent MBITSI, NDEPFU, MATOVU, MUHONGOZI, RICHITULU, NGERERO, LWAMA, RWAMBI, NYAMUSHINDI, MINDI, MUTIRI, WAWU, LUXHOWA, NYAMULENGETSI, et NGIGWE. Ces différentes rivières sont poissonneuses à côté desquelles se trouvent des lacs.

- Le lac

Le territoire de Masisi renferme aussi des lacs au sein des quels se passent quelques activités lacustres dans certaines collectivités. Le lac kivu, le long de la collectivité des Bahunde, juste à Sake, Kirotshe et Bweremana.

Dans la collectivité de bashali, nous trouvons 5 petits lacs qui se situent dans le groupement de Bashali Mokoto, ils sont effectivement : le lac katsira, lukulu, Mbalukira, Mbita et ndalaa. Ils alimentent la cité de Kitchanga et les villages Butare et Kibachiro en poisson.

II.1. 3 ASPECT ADMINISTRATIF

Comme sur la carte administrative, Masisi est composé de quatre collectivités à savoir :

- Les collectivités-chefferies de :
 - Bashali ;
 - Bahunde ;
- Les collectivités secteurs
 - Le secteur d'OSSO/Bayungu
 - Le secteur Katoyi

Chaque collectivité est constituée des groupements, localités et villages administrés par le

Mutambo. Le territoire est dirigé par un administrateur avec deux adjoints. Chaque collectivité est administrée par un chef de collectivité. Les différentes collectivités sont subdivisées à leur tour en groupement comme le montre le tableau ci-dessous :

Tableau 1 : Les subdivisions du territoire de Masisi

N°	Collectivité/secteur	Groupement	Superficie
1	BASHALI	Bashali-kaembe Bashali-Mokoto	1,510
2	BAHUNDE	M/karuba M/kibabi M/shanga M/kamuronza Ufamandu I	1,445
3	OSSO-BANYUNGU	Biiri Bapfuna Buabo Nyamaboko I	1,440
4	KATOYI	Lwindi Nyalipe Kambule Ufamandu II Kibabi II Nyamaboko II	330

Source : Archive du territoire de Masisi

En voyant ce tableau, d'emblée, nous remarquons que c'est la collectivité de Bahunde qui est subdivisée en plusieurs groupements. Mais c'est la collectivité de

Bashali qui est plus vaste et qui a moins des groupements.

II.1. 4. ASPECTS ÉCONOMIQUES

1. L'Agriculture et l'Élevage

Même si depuis un certain temps l'exploitation artisanale des minerais primé sur l'agriculture, celle-ci reste l'activité poumon du territoire de Masisi. Dans cette agriculture, il y a à relever des types : vivrières et industrielles. Parmi les cultures vivrières nous pouvons citer : les haricots, les sorghos, les bananes, les patates douces, les maïs ; les blés(surtout dans les hautes montagnes de Ngungu),le manioc, la colocase, la pomme de terre, le soja et la courge....

S'agissant des cultures industrielles, nous pouvons parler de : caféier (dans le groupement Kamuronza et M/Shanga) théier (groupement Banyungu) malheureusement ces cultures étaient l'apanage de cotons et après la zaïrianisation, ces plantations étaient restés dans les moins non sûres et la quasi-totalité des espaces sont rendus en pâturage. Sur les cultures industrielles nous pouvons ajouter l'introduction depuis 2002 dans le groupement de M/Kibabi la culture de pyrèthre.

Personne n'ignore qu'avant les événements triste qui ont endeuillé le territoire de Masisi, celui-ci étaient appelé le grenier du pays. La quasi-totalité des viandes et fromages locaux consommés dans notre capitale Kinshasa provenaient du territoire de masisi. Une grande partie de la végétation de ce territoire est bon pour l'élevage. Cependant, avec les guerres inter ethniques de 1993, celle de délibération de 1998 ont été à la base de la disparition de tous les cheptels. Gloire à Dieu parce que depuis l'amoncèlement des négociations

qui ont abouti à un gouvernement de transition, l'élevage de la vache commence à voir le jour. Faut-il ajouter que la présence d'un grand nombre des bêtes, faisait à ce qu'il y ait rareté des terres cultivables ce qui explique même le pourquoi de conflits terriers incessants dans ce territoire. Aussi j'attire l'attention des lecteurs que l'élevage avant les grands pillages revêtait un caractère culturel qu'économique pour certaines ethnies, car la présence d'un grand nombre des têtes des vaches ne signifiait pas l'amélioration des conditions de vie du propriétaire.

Cependant, avec la grande leçon de pillage systématique par les hors-loi et agriculture restent la base de l'économie paysanne. Avec la découverte des minerais dans le territoire de Masisi, principalement dans la collectivité de Bahunde, les pâturages qui servaient à l'élevage ont réduits en carrières minières et surtout qu'elles apportent beaucoup des lucres par rapport à l'élevage. Ci-dessous le tableau reflétant l'évolution des effectifs des cheptels animaux dans le territoire de Masisi.

Tableau II : Évolution des effectifs du cheptel animal dans le territoire de Masisi 2001-2002.

N°	Spéculation	2001	2002	2003
1	Bovins	4.946	20.070	2.471
2	Caprins	8.810	20.376	17.827
3	Ovins	346	20.635	4.44
4	Porcins	-	-	3.178
5	Volailles	-	-	27.836

Source : Service d'agriculture du territoire de Masisi.

A partir de ce tableau, nous remarquons que le cheptel animal s'est accru en 2002 et recheté en 2003 aux rumeurs poussant aux éleveurs les cheptels vers le Rwanda.

La pêche

Ce secteur n'est pas trop poussé car la population est plus attirée par l'agriculture. Toutes fois mais surtout que la pêche reste l'activité para-culture pour la plus part de certaines ethnies. Et là où on la pratique c'est rudimentaire en territoire de Masisi, la pêche se pratique dans le lac Jivu, les lacs Mokoti et dans certaines rivières dont les plus connus sont Lowa, OSSO, la pêche est encore artisanale.

2. L'artisanat.

La porterie, la sculpture, le nattage, la tannerie, le forgeage, la menuiserie, la maçonnerie restent les activités très rependues dans le territoire de Masisi. Nous pouvons citer en guise d'exemples les produits artisanaux : les nattes (utilisées comme matériels de couchage), les haches, les marteaux, les couteaux, les machettes, les lances, les flèches, les serpes, les paniers, les chapeaux en cuir...

3. Transport et communication

Les infrastructures dans ce secteur sont pour la plus part dans l'état de délabrement facilitent tant bien que mal les échanges entre le territoire et les autres territoires voire aussi les autres provinces. Nous pouvons citer les grandes routes de dessertes agricoles de grands intérêts économiques : route sake-Minova, Sake-Masisi-Nyamitaba-Muheto. Il y a d'autres axes connexes sur ces grands tronçons qui désenclavent des différents villages dont leur impact sur l'économie du territoire de Masisi est visible. Il s'agit en guise d'exemple de Rushoga- Humule, katale-buuli, muheto-kahira, kichanga-busumba kirumbu, rubaya-kinigi-ruki, Ngungu-kadahangwa-rufufu, ngungu-luzirantaka, rubaya-mumba-kalangala, muishaki-sake-nenero.

Le fait que dans tout Masisi le courant électrique fait défaut, la communication par internet reste inconnue. Toutefois, avec l'antenne du réseau téléphonique Supercel situé dans le groupement Tongo, dans la collectivité de Bwito, une majeure partie du territoire de masisi est arrosé et la population peut communiquer par téléphones mobile. D'autres antennes soit de « orange, Airtel sont installées à Masisi centre et Bihambwe et une autre à Katale. C'est dans le cadre qu'on retrouve des publiphones dans certains centres à savoir : Kitchanga, Nyamitabe, et rubaya. Mais ces dernières tendent à disparaître pour laisser place aux téléphones mobiles. Les phonies étaient avant la guerre l'annage d'association ecclésiastique et avec le pillage qu'a connu ce territoire, ce système est quasi-inexistant.

4. Le commerce

Le commerce reste plus ambulant et s'effectue dans des grands centres de négoce comme : Nyabiondo, Masisi-centre, Lushebere, Bihambwe, Rubaya, Ngungu, Karuba, Sake, karuba, kitchanga, nyamitaba, muheto Mweso, kashuga, kalembe, kamuobe, ruki, kahirira etc. la monnaie congolaise reste la plus utilisée mais par une thésaurisation, le dollar américain est préféré. Faut-il préciser que les francs congolais sont comptés en langage des millions comme à l'époque du feu président MOBUTU.

Les produits agricoles d'exploitations sont : le haricot, le maïs, le sorgho, l'arachide, le manioc, la banane, le blé, le tabac, la pomme de terre, la patate douce, le lait et ses dérivés, les fruits d'espèces variées, les boissons locales, l'huile de palme, la viande, etc. En dehors de l'agriculture, l'artisanat, et le commerce, l'exploitation artisanale des minerais entre autre l'or, la cassitérite, le coltan, tourmaline, wolframite,...reste une activité pour la population de Masisi.

Dans le second chapitre, nous pourrions citer les différents sites d'exploitation minière malheureusement délaissés à elles-mêmes après le départ des belges. Il s'agit : de l'usine de Loashi, de Kashasha, de Nyabura et de SOMNIKI (pour l'exploitation de la cassitérite).

5. La chasse

Notons que la population de Masisi est à majorité à vocation agropastorale. Ce qui explique que l'activité de la chasse n'est pas poussée et en plus avec la croissance démographique galopante, les réserves des chasses ont disparus pour donner cours à l'agriculture. Il est à apprécier que l'activité étant inhérente à certaines cultures, se fait d'une façon sporadique non systématique avec des matériels rudimentaires et des moyens de bord.

6. Le tourisme

Malgré les déchirements inter ethnique qu'a connu le territoire de Masisi il y a des endroits une fois bien exploités peuvent attirer pas mal de gens, nous pouvons citer en titre d'exemple les grands rochers de Bweremana, les bon pâturages de Ngungu, Bihambwe, Kilolirwe, Bunyole, Ruvunda et Lushebere, les grandes rivières aux chutes comme Luxhowa, Mweso et OSSO, la réserve de gorilles de Pinga, les merveilles du parc national de Virunga à Kitchanga, etc. Le système hôtelier fait défaut ce qui expliquerait d'ailleurs la non présence des touristes dans le territoire de Masisi.

II.1. 5. SITUATION DÉMOGRAPHIQUE

Dans le cadre démographique le territoire de Masisi englobe une population variée de : pygmée appelés Twa, des Hunde, des Tembo et de tutsi. Selon certaines estimations faites en 1994 à son 4^e trimestre de recensement, la population globale était de 515963 habitants. Depuis cette date le territoire de Masisi n'a connu aucun recensement jusqu'à présent. La répartition spatiale de cette population montre que la population de Bashali reste la plus peuplée (193082

Tableau III : DONNEES DE RECENSEMENT DE LA POPULATION POUR LE 4^e TRIMESTRE, 2008

SUBDIVISION ADMINISTRATIVE	POPULATION CONGOLAISE					POPULATION ETRANGERE					POPULATION TOTALE				
	H	F	G	F	Total	H	F	G	F	Total	H	F	G	F	Total
BAHUNDE	41701	51303	74734	87756	254494	-	-	-	-	-	41701	51303	74734	87756	255494
BASHALI	37989	40182	58810	59500	196481	-	-	-	-	-	37989	40182	58810	59500	196481
OSSO/B	29376	31253	37746	36120	131495	-	-	-	-	-	29376	31253	34746	36120	131495
KATOYI	6381	6312	8696	9322	30711	-	-	-	-	17	6381	6312	8696	9322	30711
CITE	1033	1341	2127	2280	6781	7					1040	1351	2127	2280	6798
TOTALE	116480	130391	179113	194978	620962	7	10	0	0	17	1040	130401	179113	194978	620979

Source :

habitants), la collectivité de Bahunde vient en second lieu (1896806 habitants) ; celle d'OSSO avec (106381 habitants) tandis que celle de Katoyi est la moins peuplée (26694 habitants) cela est dû à son enclavement. Pour la chefferie de BASHALI les données reconduites sont du 1^{er} trimestre et celles de BAHUNDE sont du 1^{er} trimestre 2014. **SOURCE** : Bureau ETAT-Civil territoire de Masisi.

6.0. Les ONG et les Associations de Développement

Comparativement aux territoires de Lubero, Beni et Rutshuru, la population de Masisi connaît un retard criant en matière d'association de développement qui opère à savoir : GEAD, TPD, ACODRI, ASODE, UPADERI, PROLASA, ACOGENOKI, ANAMAD. Pour ce qui est de coopérative à part celles créées par l'Église catholique qui ont aussi fermés leurs portes, aucune autre association coopérative n'est opérationnelle dans le territoire de Masisi

Tableau IV Association, ONG et Coopérative

Source : Division du Plan/ Nord-Kivu

N°	Nom d L'ONG	Domaine d'intervention
1	Agro Action Allemande	- Réhabilitation des routes des dessertes agricoles - Agriculture
2	SAVE THE CHILDREN	- Lutte contre la malnutrition - Réhabilitation des écoles - Réhabilitations de routes
3	Association d'Appui en Médicament Essentiel	- Santé
4	CEMUBAC	- Lutte contre la malnutrition - Santé
5	Médecin Sans Frontière	- Education - Agriculture - Santé
6	CONCERN	- Education
7	Norwegian Refuges Community	- Santé - Réunification
8	Comité International de la Croix Rouge	- Humanitaire - <u>caritas</u>
9	United Nations High Commissar of Refuges	- Rapatriement de refuges Rwandais
10	Food Agriculture Organisation	- Agriculture
11	Programme de Nations Unies pour le Développement	- Dans tous le domaine

II.1.6 SITUATION SOCIO-ÉCONOMIQUES

Aspect social

a. Éducation

Le territoire de Masisi regorge beaucoup d'écoles primaires et secondaires comme l'explique le tableau 2. Et depuis l'an 2003 les extensions des institutions supérieures à l'instar de l'ISP/Rutchuru et l'ISDR/GL sont opérationnelles respectivement à la paroisse de Matanda et celle de Nyakariba.

b. Santé

Le territoire de Masisi, sur le plan sanitaire, opère dans trois zones de santé à savoir : Kirotshe, Mweso et Masisi. Pour en savoir plus, le tableau ci-dessous présente chaque zone de santé et les centres ou postes de santé sous sa supervision mais aussi la population couverte par ses soins.

Tableau V : population des zones de santé et centres ou post de santé opérationnel

Zone de Santé	Nombre de C.S et P.S opérationnel	Nombre de C N opérationnel	Population couverte
MASISI	18	3	297.306
KIROTSHE	08	4	426.368
MWESO	25	2	181.760
TOTAL	41	8	905.760

Source : Division du Plan/ Nord- Kivu et Inspection Provinciale de la Santé.

VI. ASPECTS CULTURELS

Religion : la population de Masisi est religieuse, a par le christianisme. L'Islam commence à immerger. Ce qui explique la disparition progressive de l'animisme dans cette entité, le protestantisme avec ce qu'on a comme subdivision domine, suivi du catholicisme, suivi par l'animisme et en fin l'Islam.

Habitat : la population de Masisi aime s'agglomérer, ce qui explique son esprit de solidarité. Ce pendant pour la partie des hauts altitudes, l'habitat est parsemé et en paille et en bambou pour la plus part. la promiscuité reste la caractéristique de l'habitat de Masisi.

Sur le plan sportif et loisir : avec les longs trajets à parcourir par la population et surtout les travaux champêtres font à ce que le sports classiques ne soient pas développés, toute fois, le jeunes s'organisent en équipes de football dans certaines milieux et les administrateurs les aides à leurs octroyant des terrains.

Mœurs et coutumes : vu la diversité des tribus et clans, il y a à signifier la caractéristique d'être bantoue pour la majeur partie fait que certaines coutumes se rapprochent par exemple le mariage et ses connexes. S'agissant des mœurs, malgré les différences certains points communs sont visible ; exemple : la façon de marcher. Ce qui explique qu'une personne qui vient de Masisi peut être vite remarquée de par ses habitudes et sa façon de conduire.

VII. LA CRISE DU LEADERSHIP, POUR LA PACIFICATION DANS LE TERRITOIRE DE MASISI¹¹³

Des liens ont été établis entre les dynamiques de conflit au Nord-Kivu et les données de démographies (c'est à dire taille respective des populations des différentes communautés ethniques dans certaines zones), ainsi que la prospérité économique et les aspirations politiques de ces communautés. L'exemple du territoire de Masisi, qui a connu de très fortes violences entre les milices hutu, hunde, tutsi et nyanga, est à cet égard très instructif.

A la fin des années quatre-vingt, le poids de la croissance démographique dans certaines zones de l'est, notamment dans les territoires de Masisi et de Rutshuru au Nord-Kivu, accrut la pénurie de terres et fit ressortir d'autant plus nettement les griefs à l'égard de l'aliénation des terres coutumières.

Dans certaines régions, cette demande pressante de terres était exacerbée par la dégradation du milieu. Incapables d'entretenir la fertilité des sols par la mise en jachère (la superficie de leurs terres étant insuffisante) et de financer une intensification agricole (en achetant par exemple des engrais), les petites exploitations virent leur production diminuer sans pour autant pouvoir compenser cette perte en utilisant d'autres terres. Bien qu'il y ait très peu de données sur les nombres de conflits fonciers intracommunautaires répertoriés à cette époque, il semble raisonnable d'imaginer que la proportion des conflits augmenta avec le poids de la croissance démographique.

¹¹³ CAID – Cellule d'Analyses des indicateurs de développement, Recherche faite sur internet, Op. Cit

Alors que ces conflits « locaux » sont rarement pris en compte par ceux qui essaient de comprendre les dynamiques des violents conflits, ils peuvent entraîner des tensions sociales et économiques très importantes. Une étude menée au Rwanda, juste de l'autre côté de la frontière dans les années qui ont précédé le génocide de 1994, a démontré les conséquences que de tels conflits pouvaient avoir sur une communauté. Avec autant de voisins et de membres d'une même famille en conflits les uns contre les autres, la confiance au sein de la communauté en pâtit sérieusement et les soupçons des sorcelleries, d'empoisonnement et autres malveillances augmentèrent.

Au début des années quatre-vingt-dix, les tensions étaient donc extrêmement fortes et se concentraient sur le foncier et concurrence économique. Dans le cadre du multipartisme, les responsables politiques exploitèrent ces récriminations afin d'en tirer un bénéfice politique. Des milices banande, bahunde et les banyanga étaient déjà formées et avaient attaqué la communauté banyarwanda en 1993. En 1991, les dirigeants politiques Nande créèrent la milice Ngilima, une première milice à porter le Nom de mayi-mayi. Les exactions de 1993 furent encouragées par un discours public donné par le gouverneur du Nord-Kivu qui prôna la violence à l'égard des rwandophones.

Les communautés banyarwandas contre-attaquèrent, faisant plusieurs milliers de victimes.

La situation était donc déjà très incertaine et conflictuelle lorsque le Génocide rwandais de 1994, qui se solda par la victoire du RPR, entraîna l'afflux massif au Nord-Kivu des réfugiés hutu et des groupes armés (parmi lesquels les interahamwe, anciennes troupes gouvernementales des forces armées rwandais, aussi appelées ex-FAR, ceci contribua à attiser les conflits

ethniques, d'autant plus que les extrémistes hutu s'entraînaient et se réorganisaient dans les camps des réfugiés autour de Goma.

Certains hutu congolais qui n'avaient jusqu'à présent jamais manifesté d'hostilité à l'égard des tutsi se laissèrent influencés par ces nouveaux arrivants dont l'accès aux armes leur offrait un moyen de se défendre contre l'attitude violentes en 1993.

Comme on peut le constater dans l'analyse, la terre en RDC n'est pas seulement une cause de conflit, elle est aussi un facteur de perpétuation du conflit.

De « source » de conflit, elle se transforme en « ressource » des conflits. Pendant les périodes de conflit ou d'instabilité, les groupes armés et autres puissants acteurs pouvant tirer profit du vide institutionnel pour s'enrichir de la vente des terres, mener des activités de recherche de rente autour des terres et des richesses naturelles et s'emparer de terres à des fins spéculatives. Ces revenus leur permettent alors d'acheter des armes, des soutiens politiques et d'autres atouts qui les aideront à entretenir le conflit. Si le conflit prend fin et que la présence de l'état se renforce, de telles transactions risquent d'être compromises ou annulées ; d'où la nécessité pour ces acteurs d'entretenir un certain niveau d'instabilité.¹¹⁴

Bien qu'il ne soit pas justifié de rendre compte dans le détail des événements de la première et deuxième rébellion, il est toutefois important de noter que les mouvements rebelles, tels que le rassemblement congolais pour la démocratie (RCD-Goma) au contrôle d'une grande partie du Nord et Sud-Kivu entre 1998 et 2003, le RCD-ML au contrôle de la zone de Beni-butembo à la même époque, ainsi que le CNDP dans

¹¹⁴ MUHINDO CHIRIMWAMI Noëlla, *Op. Cit*

certaines zones des territoires de Masisi et Rutshuru entre 2007 et 2009, ont bénéficié sur le plan économique et politique de la distribution ou du contrôle des terres arables et des pâturages ainsi que du nouveau tracé des limites administratives.

Cela prouve donc l'importance du « warlord tenure » (littéralement « régime foncier du seigneur de guerre »), comme on le désigne dans la région. Afin de s'approprier ces transactions foncières, les organisations politico-militaires telles que CNDP ont manipulé le processus de succession dans plusieurs chefferies ou tout simplement intimidé ou assassiné les autorités coutumières qui s'y opposaient.

Des structures publiques parallèles (telles que des forces de police ou des administrateurs) ont été mises en place avec pour résultat le fait que les individus, familles et communautés ethniques qui s'étaient alliées aux mouvements qui contrôlaient de facto la zone, ressortaient victorieux de tout conflit foncier dans lequel ils étaient partis prenantes. Les dirigeants de ces organisations politico-militaires, notamment le RCD-G, le RCD-ML et le CNDP, ont également utilisé l'argent provenant du trafic des minéraux (cassitérite, colta, or, etc.) pour acheter des vastes concessions un peu partout au Nord-Kivu, entraînant l'expropriation de nombreux propriétaires fonciers coutumiers locaux. Les milices locales gagnent également de l'argent en échange de services de « sécurité » pour le compte de gros propriétaires terriens impliqués dans des conflits fonciers ou désirant expulser les agriculteurs ou les occupants des terres qu'ils contrôlent.

Dans certains cas, les parties en litige ont été tuées par les milices en question.¹¹⁵

¹¹⁵ MUHINDO CHIRIMWAMI, Noëlla, *Op. Cit*

Néanmoins, en raison de la composition du CNDP en différentes factions, des règlements de compte sanglant en interne ont déjà eu lieu et l'instabilité à venir et à craindre. Si le CNDP a été officiellement intégré aux FARDC, les forces armées de la république démocratique du Congo, cela s'est fait par un processus « d'intégration rapide » et non de « brassage » (consistant à déployer les troupes dans des diverses régions de la RDC). Ainsi, les structures administratives parallèles mise en place par le CNDP fonctionnent toujours dans certaines zones. Par conséquent, le CNDP a toujours un pied en dehors des structures de l'Etat. Ce dernier, en effet, justifie son existence en se présentant comme un gage de sécurité physique à la minorité communautaire, en plus d'être une organisation extrêmement structurée et discipliné.

Les groupes armés, tels que l'alliance des patriotes pour un Congo libre et souverain (APCLS) et des branches des patriotes résistants au congolais (PARECO) comme le groupe Lafontaine, qui ne font pas partie du processus de paix s'opposent au CNDP qui a expulsé des petits exploitants (une tendance désignée comme « déplacement forcé ») pour favoriser le retour des réfugiés.

De plus, selon des témoignages, une importante quantité de bétail n provenance du Rwanda aurait été apportée en RDC. Comme cela s'est déjà produit par le passé, il est possible que le Rwandais fasse paître leurs bêtes en RDC, où les terres sont plus abondantes. ⁵⁹ Actuellement, c'est toute une légion des groupes armés qui peuvent être identifié dans ce petit territoire de Masisi dont à titre d'exemple : Mai-Mai, Nyatura, Mutomboki, Nduma-Ndume, etc... D'où la crise du leadership conduisant à la pacification incertaine du territoire.

VIII. PRINCIPES DU LEADERSHIP DAVIDIQUE ET LEUR APPLICATION POUR LA PACIFICATION DU TERRITOIRE DE MASISI

Nous mettons beaucoup plus d'importance sur les hommes c'est à dire ceux qui dirigent et ceux qui suivent. David, notre exemple biblique, ne manquait pas de qualités dans ce domaine, mais ce qu'il y a de remarquable chez lui, c'est la manière dont il associait de façon à la fois consistante et efficace ses possibilités et ses ressources afin d'aboutir à des résultats extraordinaires.

La Bible décrit David comme un homme complet : un berger, un soldat, un poète, un amant, un père et un roi. Brave, coupable, repentant, pardonné et triomphant, il nous révèle toute l'étendue de l'expérience humaine avec sa complexité. Ceci nous indique la profondeur merveilleuse du plan de Dieu. David, élevé dans un certain milieu, avait reçu tous les éléments nécessaires à la tâche qu'il avait devant lui. Le développement physique, le courage, l'aptitude à compter sur soi lui avaient été acquis alors qu'il gardait ses troupeaux de moutons et cherchait à les préserver du danger. En marchant seul à la tête de ses bêtes, il avait appris à réfléchir, à se servir de sa propre initiative et de son imagination, et à exprimer ses sentiments et ses idées par des paroles puissantes et exaltantes.

Nous savons qu'il était né dans une famille humble. Il avait été appelé au leadership lorsque le prophète Samuel l'avait choisi, selon la direction de l'Eternel, et lui avait appris simplement, et presque en secret, qu'il serait un jour roi (1 Samuel 16.13). « L'Esprit de l'Eternel s'empara de David à partir de ce jour ». Après quoi, le jeune garçon retourna au milieu

de ses moutons, gardant la merveilleuse nouvelle cachée au fond de son cœur. Un peu plus tard, à la cour du roi Saul, il occupa une fois encore une position empreinte de servitude et d'humilité. Lorsque David déclare hardiment qu'il s'en veut combattre le géant Goliath, son attitude semble contraster avec son humilité, d'autant plus que tout le monde autour de lui est rempli de crainte. Il ne paraît pas humble lorsqu'il déclare avec vigueur : « En voilà une affaire ! » Son frère aîné, enflammé de colère, lui dit alors : « Je connais ton insolence et la malice de ton cœur » (1 Sam 17.28-32). David ne tarde pas à prouver une chose que tout bon chef ne saurait ignorer : l'humilité et le courage face à l'action ne s'opposent pas l'un à l'autre. Ils vont souvent de pair, comme ce fut le cas le jour où David tua le géant. ¹¹⁶

A la suite de sa victoire spectaculaire, David a eu l'occasion d'accepter les honneurs et la louange. Il aurait pu se trouver immédiatement à la tête de milliers d'hommes. On distingue toutefois son humilité et son bon sens dans le fait que ce garçon ne cherche pas à tirer avantage de sa popularité personnelle ; il accepte de recevoir les ordres du roi Saul. Il s'adapte à une organisation établie, se soumettant comme un soldat et grimpant les échelons grâce à ses aptitudes et à ses conquêtes.

Il accepte des tâches nécessaires au mouvement d'une nation en marche vers des objectifs communs et donc une vision commune. ¹¹⁷

Trois des plus importants principes liés à son succès sont les suivants :

Il recherchait constamment à faire la volonté de Dieu.

¹¹⁶ BILLIE DAVIS, *Op. Cit*

¹¹⁷ BILLIE DAVIS, *Op. Cit*

Il savait se montrer loyal et considéré lorsqu'il avait affaire à ses supérieurs et à ses subordonnés. Il reconnaissait la nécessité d'exceller et de se montrer compétent, c'est pourquoi il donnait gloire à Dieu.

Nous savons qu'en fin de compte, David a reçu la couronne qui lui avait été promise. En tant que roi de Juda et de tout Israël, il est parvenu à soumettre l'ensemble de ses voisins ennemis. Ceci lui a valu de nombreuses batailles qu'il a su diriger avec courage et adresse.¹¹⁸ Après avoir fermement établi son royaume, David éprouva l'intense désir de bâtir une maison capable d'abriter l'arche de l'alliance un temple en l'honneur de l'Eternel. Dieu lui révéla cependant qu'il n'aurait pas le privilège d'assister à la construction de ce temple. Son rôle serait de fournir les plans et les matériaux (1 Chroniques 22.1-4). Le récit de ces différentes activités représente un modèle d'organisation tout à fait unique.¹¹⁹

Le model de David pourrait inspirer les dirigeants du territoire de Masisi et ceux-là par erreurs s font passent comme leaders de tout le territoire pourtant auteurs de toutes les atrocités, haine, insécurité... qui sont devenues monnaie courante dans l'entité. A l'exemple de David, caractérisé par un leadership de compétence car exercé dans l'humilité, le service de l'autrui diffère de lui à tout point de vue, plein d'amour et de reconnaissance de ses faiblesses et Enver l'éternel ; la paix pouvait couvrir tout le territoire de Masisi ayant l'opportunité de regorger un grand nombre des parlementaires et d'autres personnalités dans la politique du pays, dans le monde humanitaire et dans l'administration. Le sens du leadership est à l'envers

¹¹⁸ BILLIE DAVIS, *Op. Cit*

¹¹⁹ AUBREY MALPHURS, *Op. Cit*

dans le territoire de Masisi. Il est caractérisé malheureusement par la tyrannie, l'exploitation du peuple en outrance, le tribalisme sans précédent, la possession d'une milice pour rançonner les paisibles citoyens et donc l'absence totale de la pacification sur toute l'étendue du territoire. Le Roi David pourra servir de modèle et de leçon pouvant servir aux dirigeants et représentant du peuple longtemps dans l'ignorance de ce qu'ils devraient réellement faire comme leaders. Un leader doit être unificateur, pacificateur et doit accepter de verser son sang pour le peuple entier et pas pour une petite communauté, une ethnie ou tribut. Il doit être animé d'un sentiment humanitaire.

Les divers dirigeants et tenants d'une parcelle d'autorité dans la politique et d'administration devraient s'interroger sur cette question de leadership car en réalité, le territoire de Masisi n'en a pas. Le terrain est encore vierge. On devient leader partout et de toute une entité sans discrimination.

Conclusion Partielle

Ce chapitre nous a permis de donner une lumière sur la source de la crise que traverse le territoire de Masisi : le manque du leadership. Le territoire de Masisi manque un Leader au vrai sens du terme pour sa pacification. Une interrogation serait de savoir pourquoi cette crise à Masisi pendant que le territoire est représenté tant au niveau national et Provincial par des personnalités pouvant jouer ce rôle de leadership ? La réponse à cette interrogation nous renvoi à réfléchir sur certains principes d'éthiques chrétiens pouvant être appliqués dans l'exécution du pouvoir pour un leader pacificateur.

IX. PRINCIPE D'ETHIQUE CHRETIENNE DANS L'EXECUTION DU POUVOIR POUR UN LEADERSHIP PACIFICATEUR

Le leader chrétien est chrétien au plus profond de son être. Alors que la bible fait référence à plusieurs Attributs, nous commençons au cœur même de ces distinctions en progressant vers la surface pour déterminer ce que nous pouvons considérer comme essentiels au leadership chrétien.

Ainsi, tour à tour nous allons parler de l'éthique chrétienne de leadership, de l'exécution du pouvoir un bon leadership et enfin faire une discussion des résultats de nos recherches.

1. ETHIQUE CHRETIENNE DU LEADERSHIP.

1° Le leader chrétien est d'abord chrétien

La conversation personnelle se trouve au centre de la vie d'un leader chrétien.

2° Le leader chrétien est un disciple de christ engagé

En considérant l'essence même un leader chrétien, nous découvrons qu'il ne suffit pas qu'il soit un chrétien, mais aussi une discipline de christ engagé

3° La révélation divine : source de vérité pour le leader chrétien

La source de vérité puisée à même la révélation divine constitue un troisième trait distinctif du leader chrétien. Notre Dieu riche en miséricorde et en grâce a choisi de se manifester à nous, et cette évidence ne devrait pas nous étonner. Il s'agit d'une double révélation puisqu'elle est à la fois particulière et générale.

4° La révélation particulière

Les théologiens appellent ce premier type de révélation « particulière » elle est fondée sur la grâce

exceptionnelle de Dieu et nous communique la vérité déterminante à son sujet.

5° la révélation générale

La second source de révélation est appelle « générale » par les théologiens. Il s'agit de la vérité de Dieu observée dans la nature, l'histoire ou d'autres fondements. La révélation générale repose sur la Grace.

6° le leader chrétien démontre un caractère pieux

Le leader chrétien possède comme quatrième attribut un caractère pieux. Howard hendricks fait l'observation suivante : « la crise la plus importante que traverse le monde aujourd'hui en est un leadership, et la crise la plus alarmante du leadership se situe au niveau de caractère. »

7° le leader chrétien sert comprend l'importance des motifs.

La motivation s'inscrit en cinquième lieu dans la progression de la description des caractéristiques du leader chrétien.

8° le leader chrétien sert par la puissance du Saint-Esprit

Le leader chrétien concerne la puissance qui lui vient du Saint-Esprit. L'incroyant en générale et le leader non croyant en particulier travaillent et dirigent avec leur propre force, soit essentiellement celle de la chair. D'une façon brève, un leader chrétien est un serviteur. Un leader serviteur et le cœur du leader. Matthieu 20 :26-28 et d'autres passages des évangiles nous tracent ce qu'est-ce un leadership empreint de service sous forme de ce tableau.

Caractéristique	Directive biblique	Contrastes
<i>La manière</i>	<i>Comment ?</i>	
<i>Humilité</i>	« Non en tyrannisant »	<i>L'autre plutôt que l'ego</i>
<i>L'essence</i>	<i>Quoi ?</i>	
<i>Service</i>	« Serviteur et esclavage »	<i>Donner plutôt que recevoir</i>
<i>L'objet</i>	<i>Qui ?</i>	
<i>Les autres</i>	« Pour beaucoup »	<i>Les autres, non soi-même</i>
<i>La motivation</i>	<i>Pourquoi ?</i>	
<i>L'amour</i>	« Les aime jusqu'au bout »	<i>Une serviette, non trône</i>

Commentaire : la lecture de ce tableau nous montre que le leadership est tout d'abord une manière, une façon et un renoncement c'est-à-dire humilité comme manière, non tyrannique comme façon et l'autre au lieu du moi comme renoncement ; le leadership prend son essence dans le service c'est-à-dire être serviteur et esclave des autres et donc donner plutôt que recevoir ; le leadership est une motivation, c'est l'amour comme Jésus l'a fait : il aime jusqu'au bout et s'est considéré comme une serviette sans trône.

XI. PRINCIPES D'UN LEADERSHIP INSPIRE PAR CHRIST

1. Rester dans l'humilité

Ayez en vous les sentiments qui étaient en Jésus Christ, le quel, existant en forme de Dieu, n'a point regardé comme une proie à arracher d'être égal avec Dieu, mais s'est dépouillé lui-même, en prenant une forme de serviteur, en devenant semblable aux hommes ; et ayant paru comme un simple homme, il s'est humilié lui-même, se rendant obéissant jusqu'à la mort, même jusqu'à la mort de la croix. C'est pourquoi aussi Dieu l'a souverainement élevé, et lui a donné le nom qui est au-dessus de tout nom afin qu'au nom de Jésus tout genou fléchisse dans les cieux, sur la terre et sous la terre, et que toute langue confesse que Jésus Christ est seigneur, à la gloire de Dieu le père (Philippiens 2 :5-11).

2. Faire la volonté du Père

Car je suis descendu du ciel pour faire, non ma volonté, mais la volonté de celui qui m'a envoyé (Jean 6 : 38). Il a toujours communément été dit que tout pouvoir petit ou grand soit-il, Vient de Dieu. Sachant de même que nous sommes créés à l'image de Dieu qui nous recommande de protéger et de veiller sur son image, chaque devra prendre comme slogan ce passage : Jésus leur dits ma nourriture est de faire la volonté de celui qui m'a envoyé, et d'accomplir mes œuvres (Jean 4 :34). Les leaders devront s'approprier cette philosophie.

3. Etre le serviteur de tous

Ils arrivèrent à Capernaüm. Lorsqu'il fut dans la maison, Jésus leur demandant : De quoi discutiez-vous en chemin ? Mais ils gardèrent le silence, car en chemin ils avaient discuté entre eux pour savoir entre eux le plus grand. Alors il s'assit, appela le douze, et leur dit :si

quelqu'un veut être le premier, il sera le dernier de tous et le serviteur de tous (Marc 9 :33-35).

4. Remettre toute chose dans les mains du père

Jésus, qui savait que le père avait remis toutes choses entre ses mains, qu'il était venu de Dieu, et qu'il s'en allait à Dieu, se leva de table (Jean 13 : 3-4).

5. Repondre aux besoins des autres

Il ôta ses vêtements, et prit un linge, dont il se ceignit. Ensuite il versa de l'eau dans un bassin, et il se mit à laver les pieds de ses disciples, et à les essuyer avec le linge dont il était ceint (Jean 13 :4-

6. Partager son autorité

Jésus, ayant rassemblé les douze, leur donna force et pouvoir sur tous les démons, avec la puissance de guérir les maladies. Il les envoya prêcher le royaume de Dieu, et guérir les maladies (Luc 9 :1-2).

7. Batir une équipe

Jésus, s'étant approché, leur parla ainsi : Tout pouvoir m'a été donné dans le ciel et sur la terre. Allez, faites de toutes les nations des disciples, les baptisant au nom du Père, du Fils et du Saint-Esprit, et enseignez-leur à observer tout ce que je vous ai prescrit. Et voici, je suis avec vous tous les jours, jusqu'à la fin du monde (Matthieu 28 :18-20).

XII. REFERENCE D'UN LEADERSHIP CHRETIEN CHEZ DAVID

De trois récits définissant David, le premier attache sa future royauté à l'intervention du prophète Samuel, qui, sur l'ordre de l'Eternel, l'aurait, dès son adolescence, substituée à Saül, le roi infidèle. Dans le deuxième, David vient à la cour comme un guerrier et un habile musicien. C'est le récit que la critique actuelle considère comme la plus historique. Le troisième récit met en lumière le courage du jeune berger et sa foi inébranlable

en l'Eternel, qui lui assure la victoire. On entrevoit dans cet exploit prodigieux le héros d'Israël qui délivrera son peuple du joug du philistin.

En fin de compte, David a laissé une trace durable. Révétons trois aspects :

Il a « en son temps servi au plan de Dieu » : plus de 1000 ans plus tard, Paul rendra à David ce beau témoignage. Dans une mesure bien sûr ô combien moindre que celle de David, qu'il puisse être dit de chacun de nous que nous avons été utilisés au plan de Dieu dans notre génération.

Il a préparé la suite : 1 Chr 29 indique tout ce que David a accumulé pour le futur temple que Salomon allait bâtir. Un vrai leader se montre peut-être avant tout dans la façon dont il prépare sa succession.

Il a entraîné les autres à louer Dieu : le « chancre agréable d'Israël », le « doux psalmiste », a laissé 75 psaumes inspirés. Depuis 3000 ans, ils sont une source inépuisable de louange pour le peuple de Dieu. Puisse-nous aussi laisser le souvenir d'hommes et des femmes qui loue Dieu et qui ont encouragé les autres à faire à leur tour.

XIII. EXECUTION DU POUVOIR POUR UN BON LEADERSHIP

Nous tournons vers Jésus, le plus grand leader. Nous allons regarder largement sur la façon dont il a tenu ses sujets afin d'inclure sa position sur le Leadership Serviteur, son modèle à ce sujet et son enseignement sur le Leadership Serviteur. Notons que :

Un serviteur est un gérant des ressources et tâches lui confiées pour les autres.

Un administrateur EST un serviteur qui gère ce qui est pour les autres. **Un leader** est un serviteur qui exécute les tâches afin d'amener les choses là où elles doivent

être pour la cause des autres. Ce que Jésus a observé et ce que les apôtres ont connu sur le Leadership.

A. **Le chemin pour arriver au Leadership** : comploter, lobbying, manipulation.

Les perdants ou ceux qui ont peur d'être rejeté dans le processus deviennent indigents et querelleurs.

Les résultats ou conséquences

Suspicion

Manque de confiance

Bâton dans les roues

Violences

Dégradation

Amour ethnique/religieux

Destruction des vies

Pauvreté

Ce que Jésus a observé et ce que les apôtres ont connu sur le Leadership.

Dominer sur les disciples

Exercer l'autorité sur eux

Régner sur eux

Être appelé grand

Être appelé Patron

III.2.STIPULATION DU LEADERSHIP SERVITEUR

Jésus s'oppose au genre du leadership tel que connu par ses disciples en ces mots :

« Il n'en sera pas de même pour vous. »

Mais quiconque veut être grands parmi vous, qu'il soit votre serviteur et celui qui veut être le premier, qu'il soit l'esclave de tous. C'est ainsi que le Fils de l'homme est venu, non pour être servi mais pour servir et donner sa vie comme la rançon de beaucoup.

La Philosophie de Greenleaf à propos du Leadership Serviteur Nous Enseigne que :

Les gens peuvent et doivent travailler ensemble pour faire croître une compagnie. Si une organisation veut vivre sur ses valeurs de base et sur sa vision, l'élément capital sera le Leadership de tous. Définis simplement et pleinement, les Leaders Serviteurs sont des personnes qui ont des disciples derrière elles. Ces personnes ont gagné la reconnaissance et le respect. Les Leaders sont d'abord les serviteurs de ceux qu'ils dirigent. Ils constituent plus l'enseignant, la source d'information et de connaissance, et un modéliste standard qu'un donneur des directives ou un disciplinaire.

Les Leaders voient les choses à travers les yeux de leurs disciples. Ils se mettent dans la peau des autres et les aident à réaliser les rêves de leur vie. Les Leaders ne disent pas "Allez de l'avant." A la place de cette expression, ils disent "Avançons ! Allons !" et ils dirigent les autres sur la voie qu'ils doivent suivre avec sagesse. Ils ne marchent pas derrière la foule avec un fouet à la main ; mais ils marchent devant la foule avec une bannière.

Les Leaders admettent que leurs disciples travaillent avec eux. Ils considèrent les autres comme des partenaires dans le travail et assument que tous vont ainsi partager la rémunération et ils glorifient l'esprit d'équipe. Les Leaders sont des constructeurs des personnes. Ils aident les gens à croître/s'épanouir puisqu'ils réalisent que plus les gens croissent plus l'organisation /entreprise devient forte. Les Leaders n'abandonnent pas ceux qui tombent... ils le relèvent. Ils étendent les mains et aident leurs disciples à escalader les sommets.

Les Leaders ont foi dans les disciples. Ils croient en eux. Ils ont établi que les autres s'élèveront jusqu'aux attentes les plus hautes. Les Leaders utilisent leurs cœurs ainsi que leurs têtes. Après avoir regardé un fait avec leurs yeux, ils permettent aussi à leurs cœurs de regarder ce même fait. Les Leaders fixent leurs regards sur les buts les plus importants. Ce sont des initiateurs. Ils créent les plans (projets) et les mettent en mouvement. Ce sont les hommes d'idées et d'actions. Ils sont à la fois les rêveurs et les travailleurs. Les Leaders font face à de lourdes décisions, y compris le fait d'équilibrer la gentillesse envers un individu et envers le groupe. Ceci exige parfois "d'expulser" du groupe ceux qui avec le temps ne seront plus à la hauteur de répondre aux besoins de dépendance, de productivité et de sécurité du groupe. Les Leaders ont le sens de l'humour. Ce ne sont pas des personnes enfermées. Ils peuvent rire de leurs échecs. Ils sont humbles d'esprit.

« Nous ne cherchons pas une obéissance aveugle. Nous avons besoin des gens qui, par leur propre initiative veulent faire ce qu'ils sont en train de faire puisqu'ils considèrent cela comme un objectif digne. J'ai toujours cru que le Meilleur Leader est le Meilleur Serviteur. Si tu es un Leader par définition, tu ne commandes pas ». (Herb Kelleher, Chaiman, Southwest Airline)

III.3. DISCUSSION ET RESULTATS DE NOS RECHERCHES

Tenant compte de ce qui précède, nous constatons l'absence du leadership en RDC et en province du Nord-Kivu en générale et dans le territoire de Masisi en particulier. Beaucoup se font passer comme leaders mais en réalité ils ne le sont pas. La présence d'un

leader est justifiée par l'instauration de la paix dans l'entité de sa juridiction : cohabitation pacifique, solidarité, projet de développement au profit de tous sans discrimination aucune.

Le texte clé dans le leadership serviteur c'est Matthieu 20 : 20-28

Jésus oppose deux sortes de Leadership : Le leadership mondain (païen) et le leadership serviteur (chrétien). Les leaders du territoire de Masisi doivent se positionner entre ces deux types de leader et nous pensons qu'ils sont plus dans le premier type que le deuxième car :

1. Le leadership Tyrannisant

- Dominer sur les autres
- Utiliser l'autorité et le pouvoir sur les autres
- Exercer sa seigneurie sur les autres/ le peuple
- Être servi et non servir
- Focaliser sur soi.

2. Le leadership serviteur

- Le grand sert les autres
- Le premier devient serviteur des autres
- Focaliser sur les autres.

Deux principes seraient nécessaires pour ceux-là qui se font passer comme leader dans le territoire de Masisi.

SE DIRIGER SOI MEME : Exercer le leadership sur soi

- Se diriger Soi-même est un travail difficile (tache dure) : ce n'est pas un travail extérieur qui paie comme si on le faisait pour les autres. Mais un travail intérieur pour le succès dans le leadership des autres.

- Se diriger soi-même est important parce que les grands Leaders se préparent déjà pour la prochaine situation difficile.

La RD Congo et en particulier le territoire de Masisi serait différent si les Leaders avaient régulièrement enseigné ou dit les ~~maïsois~~ d'abord, les congolais d'abord et la famille, les tribus après.

Si on est incapable de bien se diriger soi-même, on ne saura pas aussi bien diriger les autres.

Une bonne gouvernance est constituée de 50% de se diriger soi-même et 50% de diriger les autres, la préparation à bien se diriger soi-même est la première étape pour bien diriger (guider) les autres.

Se trouver les bons conseillers, pour vous aider à identifier les domaines problématiques :

- Les domaines que vous ne pouvez pas apercevoir vous-même à cause de l'orgueil, de la fausse croyance, des enseignements culturels, du niveau d'étude (éducation), idiotie, voies insensées, etc.

Proverbe 12 : 15 dit que la voie de l'insensé est droite à ses yeux mais celui qui écoute les conseils est sage.

Proverbe 17 : 12 dit que C'est mieux de Rencontrer une Ourse privée de ses petits plutôt qu'un insensé dans sa stupidité (folie). Identifier les problèmes du passé qui affectent négativement le Leadership : confronte-les, les conflits non résolus ne doivent pas être confrontés et ignorés. Mathieu 18,6. Les abus- la négligence- l'exposition aux péchés- ne pas vivre comme un disciple de Christ. Être responsable envers les autres dans leurs faiblesses et changements : Trouve des amis, camarades croyants pour aider à rester responsable à propos du leadership (direction de soi). **Proverbe 13 : 2** dit : celui qui fréquente les sages devient sage, mais celui qui se plaint avec les insensés s'en trouve mal. **Proverbe 27 :**

17 dit : comme le fer aiguisé le fer ; ainsi un homme aiguisé la personnalité de son prochain.

En définitif si on n'est pas bien préparé à diriger on ne saura pas diriger les autres, on échouera dans son leadership. Néanmoins, la bible est pleine d'histoire des hommes et des femmes Leaders qui n'ont été des bons dirigeants qu'après échec..., Ainsi, comme dès maintenant quel que soit ce qui est arrivé dans le passé, on peut toujours être utilisé comme leader digne de ce nom. Parmi ces personnalités de la Bible nous citons :

- ❖ Moïse : Meurtrier/ incertain/ Libérateur
- ❖ David : Meurtrier/ adultère/ Grand Roi
- ❖ Mathieu : collecteur d'impôts/disciple
- ❖ Pierre : renia Jésus Christ 3 fois/ la plus puissante mission lui était confiée
- ❖ Esther : La belle reine/ désir égoïste de se sauver elle-même/ une brave femme, elle sauva son peuple.
- ❖ Paul : Meurtrier/opposant et persécuteurs des chrétiens de nouvelles églises/ devint le plus grand missionnaire de l'histoire.
- ❖ Jonas : prit un autre chemin quand Dieu l'appela/ après il rentra dans le plan de Dieu.

**Par Dr. Hon.C . Théophile KANYABUGOYI
MANIRARORA**

CHAP IX. LES FACTEURS FAVORISANT LA MALNUTRITION AIGUË SEVERE CHEZ LES ENFANTS DE 0 A 59 MOIS DANS LA ZONE DE SANTE DE MINOVA Cas de l'aire de Sante de Minova/Village Budondo »

Par Ass1. BYEGULU BIRHAHEKA Patrick

i. Biographie de l'Auteur

L'auteur est BYEGULU BIRHAHEKA Patrick, licencié en Science Infirmière, Orientation : Enseignement et Administration en Soins Infirmière « EASI » à l'ISMD - AFRIQUE, Diplôme de Graduat en Sciences Infirmière, Hospitalière à l'ISTM BUKAVU. Il a fait plusieurs formations. Prise en charge intégrée de la maladie de l'enfant, Appui IRC/ZSR de Kalehe en 2014, Planification Familiale et Soins après Avortement par IRC en Février 2015, Consultation prénatale recentré en Avril 2015, Consling balancé plus et Consling équilibré plus, Gestion des médicaments et prescription rationnelle. Animateur Principal dans l'Association de la Santé, Paix et Développement, Projet Sensibilisation sur le VIH/SIDA. Superviseur Chargé des Microcrédits de l'AFOMEN asbl. Infirmier Traitant au Poste de Santé. De la Croix - Rouge à Nyabibwe.



i. Résumé

La malnutrition aigüe sévère est définie par un très faible rapport poids/taille inférieur à -3z score à la médiane. L'apport alimentaire anormal peut d'une nourriture en quantité inadaptée au besoin (apport colérique insuffisant et excessif ou de mauvaise qualité), carence nutritionnelle ou excès de graisse ; d'autres facteurs notamment psychologique et pathologique interviennent également. Dans les pays en développement, le plus grand problème nutritionnel et la sous-alimentation due à un apport calorique insuffisant. Mais partout dans le monde, diverses formes de malnutrition existe et débouchent notamment sur l'obésité et sur les graves carences. La malnutrition aigüe sévère a ainsi été appelée la faim visible ou faim cachée par l'organisation des Nations Unis. Affectant deux milliards et victimes pouvant provoquer des maladies mortelles. RUHAMYA SMIMIRI Agnès : dans son TFC note que les grossesses trop rapprochées causent de problèmes des sous-alimentations des enfants surtout quand les parents n'ont pas de revenus suffisant ce qui les expose aux celui-ci propose comme remède à le fléau de naissance dans l'intervalle de 3ans.¹²⁰

MAPENZI LAKIRA Paulin : montre que le niveau d'instruction de parent, le manque d'information suffisante, la pauvreté, les mauvaises habitudes alimentaire, le servage précoce, la qualité de l'eau de boisson, le non-respect de l'espacement de naissance et le chômage déguise des parents sont les différents facteurs à la base de la malnutrition dans la zone de santé

¹²⁰ RUHAMYA NSIMIRE Angès : Dans son TFC « Problématique de la planning familiale dans les quartiers à forte concentration.

d'Ibanda.¹²¹ Nous ne manquerons pas à désigner ANITA FUYISHIRE IZABIZIRA qui a porté de « l'étude des causes de la malnutrition thérapeutique de Kirotshe ». Celui-ci nous a signifié qu'il est vrai que les variétés secondaires des carences protéino-énergétiques sont courante parmi les enfants hospitalisés de pays en voie de développement sur 62000000 des personnes qui meurent chaque année 3600000 soit 58% meurent directement ou indirectement suit aux carences nutritionnelle d'infections selon le rapport 2005 des objectifs de millénaire pour le développement.

I. INTRODUCTION

Naturellement l'homme a besoin de la nourriture, pour soutenir son corps et son esprit. Certes la bonne nourriture dans desservie vitale à l'homme en calorie et en vitamine et la force de vivre, la croissance générale de l'homme physique et spirituelle. Toutefois, quand une nourriture est mauvaise, elle trouble non seulement de comportement de l'homme, mais aussi le développement physique en favorisant les maladies infectieuses, les maladies di sur alimentation ainsi que les maladies carentielle. La malnutrition ce fait dans l'approche propose l'organisme mondiale de la santé (OMS) les organisations humanitaires d'urgence s'y consacrant, où les différentes études effectuées sur les sujets peut être les conséquences des plusieurs facteurs le plus souvent associés. Les carences alimentaires qu'elles soient quantitatives ou qualitatives (elles sont souvent les deux). Elle est très présente en Afrique sub-saharienne la mort de 3 à 5 milliards d'enfants. La malnutrition aiguë sévère (MAS) touche environs 20 millions de décès qui pourraient être évités chaque année. Que l'on peut

¹²¹ MAPENZI MALIRA : Les déterminations de la malnutrition chez les enfants de 0 à 5 ans

prévenir et guérir comme la malnutrition aiguë sévère. On voit très clairement le manque dans nos pays l'intervention. La malnutrition sous toutes ses formes comprend la dénutrition dans le même temps, dans ces même pays, les taux d'enfants en surpoids.

Les Nations Unis (ONU) estime que la malnutrition aiguë sévère (MAS) des enfants de 0 à 69 mois avec une malnutrition aiguë compliqué. En 1964, la FAO notant dans ce contexte de faim et la malnutrition, le problème le plus grave des pays en voie de développement est celui de l'insuffisance des protéines qui caractérisent le régime alimentaire d'une forte propagation de la population. Le taux de la malnutrition aiguë sévère des enfants de 0-59 mois au niveau mondial. En 2014, le taux de la malnutrition Aiguë sévère (MAS) était estimé à 9,8% dans la région africaine de l'OMS (1). En République Démocratique du Congo la croissance de l'OMS des enfants de 0 à 59 mois pour l'ensemble de la prévalence de la malnutrition aiguë sévère au niveau régional est de 2,5%. Selon les estimations 10,4 millions d'enfants du Nigeria, au Sahel central, au Soudan du Sud et au Yémen souffriront de malnutrition aiguë en 2021. L'UNICEF augmente encore en l'absence d'acte urgent. A New-York le 30 Décembre à l'aube de 2021, l'Unicef est particulièrement préoccupé par la santé et le bien-être de 10,4 millions d'enfants qui devraient souffrir de la malnutrition aiguë l'année prochaine en République Démocratique du Congo (RDC) dans le Nord-Est du Nigeria, au Sud-Sahel Central, au Soudan du Sud et au Yémen. Tous ces pays et toutes ces régions sont en proie à des crises humanitaires sévères. Ainsi que à une insécurité alimentaire de plus en plus forte, à une pandémie mortelle et sauf au Sahel central, à la menace de famine.

Les carence en vitamine ou en sels minéraux pouvant avoir plusieurs origines, mais la plus part du temps, elles proviennent d'une alimentation pauvre en élément nutritifs. Ainsi dans les pays où la nourriture de base est le maïs, une déficience en niacine, une vitamine B, peuvent survenir favorisant l'apparition d'affection telle que la pellagre. La malnutrition chronique est souvent peu perceptible car il résulte d'une évolution nutritionnelle d'une communauté. L'anthropométrie permet d'apprécier le retard de croissance qui est la conséquence d'une alimentation inadéquate qui s'est installée sur période relativement longue et l'insuffisance pondérale qui est la malnutrition globale reflétant à la fois les effets du moment.¹²² Il faudra mentionner que le retard de croissance et le plus souvent la résultante d'une combinaison des facteurs tels que les soins et la pratique alimentaire inappropriés ; un environnement insalubre l'hygiène et faible accès au service de santé.¹²³ Selon la FAO, 790 millions d'individus dans le monde en développement sont exposés à ne pas pouvoir satisfaire leurs besoins alimentaires minéraux. Au Burkina-Faso, au Mali et au Niger, trois pays du Sahel central, en raison de l'intoxification, des conflits, des déplacements et de chocs climatique environ 5,4 millions des personnes auront des difficultés à satisfaire leurs besoins alimentaires quotidiens. Au cours de la prochaine période de soudure. Par rapport à sa moyenne sur cinq ans, l'insécurité alimentaire aiguë a augmenté de 167% au Burkina-Faso de 34% au Mali et de 39% et au Niger. Les nombres d'enfants victimes de malnutrition aiguë pourraient grimper de 21%. Le nombre d'enfants mal nourris dans les trois pays

¹²² www.bibliosanté.ml

¹²³ www.unicef

atteindrait alors le niveau stupéfiant de 2,9 millions, dont 890000 enfant victime de malnutrition aiguë sévère.¹²⁴

Au Yémen, plus de 2 millions d'enfants de moins de 5 ans souffrent de malnutrition dont près 350000 de malnutritions sévères, un nombre qui devrait encore augmenter dans les 13 districts du Sud du Yémen où vivent 1,4 millions d'enfants moins de 5 ans. Une analyse récente a montré une augmentation de 10% des enfants victimes de malnutrition aiguë sévère entre Janvier et Octobre 2020. Cela comprend une hausse de plus de 15% soit plus de 100000 enfants de cas de malnutrition aiguë sévère. Environ deux millions d'enfants âgés de 6 à 59 mois souffrant d'émaciation (PRONAUT, 2016). On estime 15% à 20% de cas graves ont couvert par le service de gestion intégrée de la malnutrition aiguë sévère (CRIMA est disponible dans 400 des 515 zones de santé/Ministère de la santé publique 2016).

Le GIMA est disponible dans trois/quatre des 20 centres de santé d'une zone donnée avec de variations dans la continuité du service il n'y a eu aucune évaluation de la couverture de traitement national de la MAS. La malnutrition chronique touche les enfants au Sud-Kivu à 54%. Ce chiffre est révélé par le fonds des nations unis pour l'enfant UNICEF. La situation nutritionnelle des enfants reste mauvaise. Dans la province du Sud-Kivu de ce chiffre 43% d'enfant de moins de cinq ans ont mal nourris. Un enfant sur deux au Sud-Kivu est 60% d'enfant selon l'enquête de démographe et de santé EDS menée en 2016. Beaucoup ne mangent pas à leurs faim, et prise encore, ne trouvent de repas nutritifs appropriés : notamment les

¹²⁴ OMS Santé et alimentation

manque d'aliment de construction, de protection d'énergie.¹²⁵ Cette réalité de la malnutrition sévit aussi dans l'autre province de la RDC, le programme national, PRONANUT, signale que la RDC fait face à la malnutrition des enfants estimés aujourd'hui à environs 9,8%. Malheureusement dans l'air de santé de Minova, certains ont du mal à respecter dans leurs ménages un régime alimentaire.

II. OBJECTIFS DE LA RECHERCHE

L'objectif général de notre recherche est de savoir les facteurs favorisant la malnutrition aiguë sévère chez les enfants de 0 à 59 mois en vue de vérifier le niveau de connaissance de la population dans l'aire de santé de Minova sur les notions alimentaires et cherche une piste de solution à ce problème. Rechercher les causes de la malnutrition aiguë sévère dans l'aire de santé de Minova/Village Budondo ; Evaluer les niveaux de connaissance des parents sur les facteurs favorisant la malnutrition aiguë sévère des enfants de 0 à 59 mois ; Déterminer le mode d'alimentation des enfants de 0-59 mois de la malnutrition aiguë sévère dans l'aire de santé de Minova/Village Budondo; Déterminer les conséquences de la malnutrition aiguë sévère dans l'aire de santé de Minova/Village Budondo ; Proposer des pistes de solution. La malnutrition : est définie comme un état pathologique dû à une carence, à un excès ou à un mauvais équilibre des apports alimentaires.¹²⁶

C'est ainsi « une condition pathologique provoquée par carence ou l'excès en l'un ou plusieurs de nutriments essentiels que le corps ne peut pas produire et qui sont nécessaires à la survie de l'individu. A sa croissance, à sa reproduction ainsi qu'à sa capacité de travailler ;

¹²⁵ Dictionnaire petit la Rousse 2009, vol-d-maine, Hebergg

¹²⁶ www.foo.org/alocrp/2008y57y

apprendre, occuper une fonction sociale »¹²⁷. Pour nous ce mot traduit la situation où l'Etat d'un enfant qui souffre de la carence alimentaire dans : Infantile : Adj. qui se rapporte, qui a trait relatif à l'enfant.

Malnutrition infantile : malnutrition qui frappe les enfants pour nous, il s'agit d'un enfant de 0 à 5 ans. Enfant : garçon ou fille, toute personne quel que soit son sexe âgés de moins de 18 ans. Dans ceci FAO nous dit que mieux nourrir l'enfant, ce qui peut signifier augmenter l'allaitement maternel à sectionner l'alimentation complémentaire, mourir plus souvent pt/ou accorder d'attention à l'enfant pendant le repas. La nutrition : Ensemble de processus d'assimilation et dégradation des aliments qui ont lieu dans un organisme, lui permettant d'assurer ses fonctions essentielles et sa croissance. Ainsi la nutrition est donc la science consacrée à l'étude des aliments et leur valeur nutritionnelle. Elle concerne les aspects physique et physiopathologique dans l'aire de santé de Minova. La diététique : Etude de l'alimentation, la diététique inclut la connaissance de la valeur nutritive des aliments et de leur transformation lors de la cuisson et de la conservation. Elle permet d'établir des régimes alimentaires adaptés aux besoins des sujets sains ou malades. Ainsi, un enfant atteint de maladie cœliaque (intolérance au gluten devra recevoir les apports énergétiques nécessaires à sa croissance, compte tenu des aliments qui lui sont interdits (avoir, blé, orge, siècle). Dans le cadre de la prise en charge des sujet obèses ou présentant une surcharge pondérale. La diététique permettra d'établir un régime hypocalorique, mais équilibré, n'induisant pas de carence.

¹²⁷ FAO : Agriculture et alimentation 2018, P71.

La histothérapie : selon BAJAJ, la diététique consiste à utiliser les aliments comme aide à la guérison en associant correctement l'art et la science de la nutrition aux symptômes de la maladie.¹²⁸Etat nutritionnel : Etat de l'organisme résultat de l'ingestion, de l'absorption et de l'utilisation des aliments ainsi que de nature pathologique (définition de IOMS) ; Emaciation : Etat pathologique qui s'exprime par un déficit de la masse tissulaire et grasseuse inférieure à celle que doit présenter un enfant de la même taille. Nutriment : Substance organique ou minéral, directement, indirectement assimilable sans avoir à subir les processus de dégradation de la digestion.

D'après le dictionnaire médical pour les régions tropicales, un nutriment est une substance alimentaire pouvant être utilisable directement et entièrement par l'organisme sans avoir à subir les modifications de la digestion pouvant ainsi être introduit par voie veineuse. Aliment : Action de s'alimenter, par extension, ce terme recouvre tous les processus aboutissant à l'ingestion d'aliments ainsi que l'ensemble des relations entre le sujet et les aliments. En cela, l'alimentation diffère de la nutrition, qui concerne l'ensemble de phénomènes biologiques d'assimilation et de dégradation des aliments qui s'accomplissent dans un organisme, permettant ainsi sa croissance, son maintien et son fonctionnement.¹²⁹ Retard de croissance : ralentissement dans le développement du squelette et de la stature.

Retard de croissance du fœtus pendant la grossesse aboutissant à un poids de naissances inférieur au 10^e percentile (grandeur statistique correspondant à

¹²⁸ Petit Larousse 2009

¹²⁹ OP CIT

la division d'une population en 100 groupe d'un nombre équivalent de personne) d'une courbe de référence ; c'est-à-dire inférieur à 2,5 kilogrammes pour un nouveau-né synonyme : hypotrophie. Sous-alimentation est une insuffisance alimentaire capable de compromettre la santé ou la vie.¹³⁰ C'est aussi une insuffisance quantitative de l'apport alimentaire assez prolonger provoque des troubles organiques ou fonctionnels. La malnutrition doit être définie comme une pathologie et non comme état. Il s'agit d'une pathologie systématique aux conséquences multiples et d'étiologies tout aussi variée. L'idée d'une séparation entre approche quantitative et qualitative est à la fois obsolète réductrice.

La malnutrition que le soit dans l'approche que propose l'organisation mondiale de la santé (OMS), les organisations humanitaires d'urgences s'y consacrant, ou les différentes études effectués sur le sujet, peut être la conséquence de plusieurs facteurs, les plus souvent associés. Les carence alimentaires qu'elles soient quantitative ou qualitative et elles sont souvent les deux ; sont une cause très fréquent conduisant à un état de malnutrition aiguë sévère est un état physiologique pouvant devenir pathologique dû à une carence le risque de souffrir de malnutrition lors que l'apport calorique ou l'équilibre nutritionnel ne sont pas conformes à ses besoins. Si l'alimentation est trop pauvre en calories, les réserves de graisses de l'organisme, puis celles des protéines des muscles sont utilisées pour fournir de l'énergie. En cas de carence

¹³⁰ GERARD a lout et Jen Claude Dihhard ; la sécurité alimentaire en afrique, Ed Karthala, 22-24 Boulevard.

prolongée, le corps devient trop faible pour avoir un métabolisme normal et combattre les infections.¹³¹

Les enfants en particuliers ceux de moins de cinq ans sont plus sensible aux conséquences d'une malnutrition aiguë protéique dont les formes les plus courants sont les marasmes et la kwashiorkor. Des maladies mortelles rencontrées dans tous les pays en voie de développement. Dans les pays développés, on constate parfois des carences dues à un apport calorique insuffisant chez les sujets souffrants souffrant d'anorexie mentale et chez certaines personnes âgées. Dans les pays, la forme courante de malnutrition aiguë sévère est causée par une alimentation trop riche.¹³² Lorsque l'alimentation d'un individu comporte des éléments nutritifs en quantités insuffisante, celui-ci développe des symptômes des carences. Les carences sont le plus souvent associées à une déficience en vitamine ou en sels minéraux or les rencontre très rarement dans les pays développés où on constate plus souvent des problèmes dus à des apports excessifs.

Les carences en victimes ou en sels minéraux peuvent avoir plus leurs origines mais, la plupart du temps. Elles proviennent d'une alimentation pauvre en éléments nutritifs. Ainsi les pays où la nourriture de base est le maïs, une déficience en niacine. Une vitamine B peut survenir favorisant l'apparition d'affection telle que le pelage. Dans d'autres cas, la carence est liée à des besoins nutritionnels particuliers. Certaines femmes, par exemple, ont des besoins en fer très importants qui se

¹³¹ Dictionnaire petit Larousse 2009

¹³² www.foo-org/docrep/2008/y574feo.thm

traduisent par des anémies si leur ration journalière est insuffisante. Les carences peuvent aussi être dû à une anomalie génétique ou avoir une origine géographique.

En effet, dans des régions vivant de leurs propres cultures peuvent donc souffrir des carences iodées pouvant entraîner à terme un goitre ou, à l'extrême, des désordres mentaux. Les symptômes d'une carence en vitamines ou en sels minéraux dépendant de la fonction de cet élément dans l'organisme. Ainsi, un déficit sévère en vitamine A entraîné une nécessité, certains de ces nutriments ont plusieurs fonctions, si bien que des carences prolongées peuvent avoir des effets multiples sur la santé de l'individu. La malnutrition aiguë sévère reflète l'état de la sécurité nutritionnelle d'une population et se manifeste surtout chez les enfants âgés de 0 à 5 ans.¹³³ La malnutrition chronique est souvent peu perceptible car elle résulte d'une évolution lente. Elle permet d'avoir une vision globale de la situation nutritionnelle d'une communauté. L'anthropométrie permet d'apprécier le retard de croissance qui est la conséquence d'une alimentation inadéquate qui est la malnutrition global reflétant à la fois les effets du moment.¹³⁴ Il faudra mentionner que le retard de croissance est le plus souvent la résultante d'une combinaison des facteurs tels que les soins et la pratique alimentaire inappropriées, un environnement insalubre ; l'hygiène et le faible accès aux services de santé. On ne peut pas se réveiller le matin et voir que l'enfant souffre de malnutrition, mais CARTER Isabel nous montre comment est-ce que la malnutrition se développe à travers un cycle.

¹³³ Mémoireonline.com guide pour l'action à intention des pays confrontés à la flambée de prix de donnés.

¹³⁴ Microsoft Encarta 2009

III. LA MALNUTRITION UN PROBLEME REEL DANS LA ZONE DE SANTE DE MINOVA

La zone de santé de Minova est autant touchée par ce problème de la malnutrition aiguë à un niveau tant soit peu inquiétant car elle compte 140 mal nourris parmi lesquels ont enregistré 10 morts en 2021. Pour les uns, c'est suite aux problèmes liés aux paniers ménagers et au pouvoir d'achat faible suit au non paiement des fonctionnaires de l'État ; maigre salaire pour les travailleurs du secteur privé et rareté des aliments de bonne qualité sur le marché. Et pour les autres l'ignorance les amènes à la sur alimentation humaine en l'occurrence. Le régime carné prolongé de surgelée (poulet, poisson etc...) dans la finesse de maladies dues à une mauvaise alimentation. L'idée d'une séparation à une approche quantitative et qualitative est à la fois obsolète et réductrice.¹³⁵ L'air de santé de Minova notre milieu d'étude n'applique pas l'équilibre de malnutrition aiguë sévère, car il observe un sérieux problème d'insécurité alimentaire est ignoré, non seulement suit au niveau économique de ces dernières, mais aussi à une information insuffisante quand à une alimentation équilibrée.¹³⁶ La prévalence des enfants mal nourris dans l'aire de santé Minova.

IV. PRESENTATION DU MILIEU D'ETUDE

Le sujet de notre travail se focalise dans le Centre de Santé Minova comme milieu d'étude dont nous allons décrire la suite. Le Centre de Santé de Minova est situé en République Démocratique du Congo, dans la Province du Sud-Kivu, Territoire de Kalehe, Groupement de Buzi, Localité de Minova.

¹³⁵ Relief.web.int

¹³⁶ Bureau BCZ

a. Délimitation

Au Nord : Par l'aire de Santé de MUTCHIBWE

AU Sud : Par l'aire de santé de BUBANDANA

A l'Est : Par l'aire de Santé de BUHAMBA

A l'Ouest par le Lac Kivu

b. Brève aperçue historique

Le Centre de Santé de Minova au paravent dans les années 1974, était connu comme dispensaire de l'EST en 1984, il était devenue un Centre de santé pour la direction de la Zone de Santé Rural de Kirotshé et à ce moment CEMUBAC va prendre l'unitaire de l'appuyer. Avec le découpage de la Zone de Santé Rural de Kirotshé issu d'un long processus fait partie entière de la Zone de Santé de Kiorotshé en Province du Nord-Kivu et qui est en Cheval sur les deux provinces et les deux territoires notamment celui de Masisi au Nord-Kivu et celui de Kalehe au Sud-Kivu connue depuis novembre 2013 par l'arrêté N°1250/CAB/MIN/SA/AS/088/2003 Sud-Kivu certifie sa lettre N°255/431/BSP/SP/CS de Zone de Santé de Minova.

V. LES CAUSES DE LA MALNUTRITION AIGUË SEVERE.

Les causes de la malnutrition sont multiples, en voici quelques-uns : *Les causes liées à la production.* La pauvreté du sol ; la carence en engrais naturel et l'absence de l'engrais chimique ; la méconnaissance des techniques agricole, la destruction des forêts, les maladies des animaux d'élevage. Les migrations de la population, le surpeuplement, la destruction de réserves. Les causes liées au mode de vie : La pauvreté, la naissance répartition du budget familial, la méconnaissance des principes d'alimentation, le respect des radiations, la méconnaissance des principes d'hygiène, la mauvaise répartition de la nourriture, les

manques de surveillance des enfants, les familles trop nombreuses, les grossesses trop rapprochées ; l'instabilité des certaines familles. Les causes liées à la santé. Les maladies (paludisme, rougeole, tuberculose, la diarrhée, les vers intestinaux, les affections digestives etc...

a. Les problèmes liés à la malnutrition

Sur alimentation et malnutrition : Dans nombreux pays la sécurité alimentaire existe depuis plusieurs décennies. Les populations n'ont jamais eu des difficultés quant à la disponibilité des aliments dont ils ont besoins. Les personnes et plus particulièrement les enfants, associant la nourriture aux plaisirs oubliant les besoins nutritifs journalières. Le fait Food, les sodas sucrés, les aliments riches en lipide et en glucides, deviennent alors les plats préférés des adolescents et des plus jeunes. Les excès alimentaires sont de plus en plus fréquents et constituent une menace pour la santé des enfants et des adolescents. La première conséquence des excès est l'obésité l'excès massif de poids augmente considérablement le risque de développer certains maladies : HTA, taux élevé de cholestérol, problème de croissance freinée par le surpoids, risque d'infatigabilité, maladies cardiovasculaires... La sur alimentation et la malnutrition liée aux excès alimentaires, ne concernent pas seulement des pays développés un nombre important des pays en développement doivent faire face aujourd'hui à la fois aux problèmes de suralimentation et aux problèmes de sous-alimentation.

b. Sous-alimentation et la malnutrition

Une alimentation suffisante et équilibrée permet d'éviter la sous-alimentation et la malnutrition au-dessous de 2100kl par jour, un enfant est considéré comme sous-alimenté et souffrant de la faim. Un enfant

ne bénéficiant pas des aliments nutritifs essentiels peut souffrir de la malnutrition et sera exposé à des graves problèmes de santé qui entravera son développement.

VI. FORME DE LA MALNUTRITION

b. La malnutrition protéino énergétique légère ou modérée

Elle est extrêmement fréquente. Elle apparaît quand le régime est déficient à la fois en élément énergétique et en protéines. Elle est caractérisée par un retard de croissance et constitue une situation instable, en raison d'une agression-stresse.

b.La malnutrition protéino énergétique grave

Elle a classiquement été subdivisée en deux formes : La kwashiorkor : Conséquence d'une carence protéique plus prononcées que les carences énergétiques. La kwashiorkor survient après un sevrage tardif lorsque le lait maternel est remplacé par une alimentation traditionnelle, riche en féculents mais pauvre en protéines. Il se manifeste souvent à la suite d'une infection aiguë. La maigreur des enfants est souvent masquée par une rétention d'eau qui leur donne un visage en forme de lune et un ventre gonfle. C'est enfant ne présente pas de perte de poids importante en raison de leur œdème. Ils sont apathique, anorexiques, on le ventre sablonnée une peau dépigmentée et les cheveux de colorées. Le syndrome de Kwashiorkor, une conséquence de la malnutrition le kwashiorkor est l'une des maladies due à la malnutrition les plus répandues fléau des pays en développement, très répandue en Afrique. Elle correspond à une carence en protéines et touche les enfants (les besoins en protéine en période de croissance sont très élevés). La kwashiorkor se manifeste notamment par une retard décroissance et une

importante forte musculaire, accompagnés d'un gonflement abdominal caractérisé¹³⁷.

Le marasme : Le marasme survient lorsque les nouveau-nés sont servis trop rapidement et constamment une nourriture pauvre en énergie et en élément nutritif. Ces enfants souffrant également d'infection chronique, soignée des manières purement symptomatique par de l'eau ou de l'eau de cuisson de riz. Les enfants souffrant de marasme ont un poids très inférieur à la normale et ne possèdent ni graisses ni muscles. Les enfants dont les besoins énergétiques sont très importants, sont les premières victimes des famines. Leur amaigrissement est extrêmement rapide et se double d'un retard. Important de croissance, de plus, les enfants qui survivant à la famine présentent souvent des séquelles permanent sur le plan aussi bien physique que mental. ¹³⁸

c. Les signes de la malnutrition protéino calorique

La malnutrition protéino calorique se manifeste à travers de nombreux signes extérieurs notamment : l'arrêt de la croissance, la courbe de poids, s'aplatit pendant trois mois au plus et commence à descendre les poids descente jusqu'à la ligne inférieure, le volume des muscle diminue, ceci est bien mis en évidence par une diminution de la circonférence du bras inférieur à 14cm pour l'enfant de 1 à 5 ans, les muscles s'affaiblissent et le ventre est distendu lorsque l'enfant se tient debout. La peau est fine, lisse et luisante, l'apparition de fines rides qui se croisent autour de mollets, la figure s'arrondit, l'œdème atteint les jambes, les pieds, les mains et les cheveux changent des couleurs et se définissent, l'enfant

¹³⁷ Comile et Martin preuves, 2006

¹³⁸ BRIENDI 1998

devient triste et n'a plus la force de manger, de jouer, ces conjonctivites sont prises à cause de l'anémie, le ventre est ballonné mais le thorax, les épaules et les bras sont maigres, la foie grossit, la diarrhée est un des derniers signes et elle toujours grave. Les selles sont très liquidées avec peu de matière fécales sans sang in pus.

VI. TYPES DE MALNUTRITION AIGÜE SEVERE

Il existe deux types de malnutrition aiguë sévère. La malnutrition aiguë sévère chronique : elle est caractérisée par un retard de croissance de l'enfant qui présentera une taille insuffisant par rapport à son âge.¹³⁹ La malnutrition aiguë sévère modérée: elle est caractérisée par un poids insuffisant par rapport à la taille de l'enfant (émancipation). La malnutrition aiguë peut être modérée ou sévère selon le poids de l'enfant. La sous-alimentation et la malnutrition ont deux conséquences graves sur la santé de l'enfant et surtout pour le plus jeunes.

a. Conséquence de la malnutrition aiguë sévère

Les conséquences d'une carence alimentaire sont très sérieuses et influencent de manière considérable, les taux de mortalité et de morbidité (incidence des maladies et du nombre de décès). Les carences nutritionnelles : Les carences nutritionnelles primaires : dues à un apport alimentaire insuffisant ou indiquant des nutriments essentiels pour le fonctionnement normal de différents tissus de l'organisme. Les carences nutritionnelles secondaires : sont appelées aussi carences conditionnées car l'apport nutritionnel normal ne mène à la dénaturation que dans la mesure où il est conditionné par un trouble pathologique. Les carences

¹³⁹ Encyclopédie encarta ; carl purcul science source/photo

nutritionnelles soit primaire ou secondaire, l'apparition des signes de déficience va dépendre de l'Etat de réserve de l'organisme en cas d'hypothyroïdie par exemple, la dénaturation mettra du temps à apparaître chez un obèse que chez un maigre.¹⁴⁰ Les trois carences majeures en micronutriments :

b. Les carences en fer :

Peuvent engendrer les problèmes de croissance et de développement intellectuel, ainsi qu'un affaiblissement du système immunitaire et une grande exposition aux maladies présentes dans les régions défavorisées : pneumonie, diarrhée, paludisme, rougeole et SIDA. Le fer est contenu dans les aliments comme la viande rouge, certains poissons, les fruits secs, certaines céréales, les légumes verts foncés.

c. Les carences en iode :

Peuvent entraîner des lésions cérébrales irréversibles qui entraîneront de retard mental chez l'enfant. Un manque en iode peut aussi provoquer des goitres, gonflement de la thyroïde et certains autres dysfonctionnements thyroïdiens. L'iode se trouve principalement dans le sel, les algues, les poissons et les fruits de mer mais aussi certains légumes comme les haricots verts.

d. Les carences en vitamines

Les carences en vitamine A peuvent causer la cécité ou la mort de l'enfant. La vitamine A (rétinol) se trouve dans les aliments d'origine animale telle que le foie. Les poissons, ou encore l'huile de foie de morue. La vitamine A caroténoïde est également présentée dans les aliments d'origine végétale comme la carotte, les

¹⁴⁰ Encyclopédie encarta ; carl purcul science source/photo

épinards, le brocoli, l'orange et la mangue. Les carences en micronutriments, pendant des longues périodes, sont souvent mortelles chez les enfants de moins de 5 ans. D'autres carences (vitamine B1, B2...) peuvent entraver le développement de l'enfant. Ces insuffisances nutritives entraînent souvent des difficultés de concentration et d'apprentissage qui auront pour conséquences des taux plus élevés de déboîtement scolaire et d'analphabétisme.

VII. PRESENTATION DES RESULTATS

PRESENTATION ET ANALYSE DES DONNEES

Après le terrain, nous avons utilisé la technique d'analyse et d'interprétation des données récoltées grâce à l'interview qui nous a permis d'entrer en contact et recueillir des données relatives aux questionnaires d'enquêtes. En voici le résultat :

a. Section I: identification

Tableau N°1 : Age

N°	REponses ATTENDUES	EFFECTIFS	%	OBS
01	15-19 ans	20	22	
02	20-24 ans	20	22	
03	25-29 ans	23	26	
04	30-34 ans	27	30	
Total		90	100	

Source : Nos enquêtes.

Commentaire : Il ressort dans ce tableau que 27 soit 30% de nos enquêtes sont de la tranche d'âge entre 30-34 ans contre le 20 soit 22% entre 15-19 ans.

Tableau N°2 : Etat civile

N°	REPONSES ATTENDUES	EFFECTIFS	%	OBS
01	Célibataire	25	28	
02	Marié (e)	45	50	
03	Divorcé (e)	17	19	
04	Veuf (ve)	03	03	
Total		90	100	

Source : Nos enquêtés.

Commentaire : Ce tableau montre que 45 soit 50% de nos enquêtés sont mariés contre 3 soit 3% qui sont divorcés.

Tableau N°3 : Niveau d'étude

N°	REPONSES ATTENDUES	EFFECTIFS	%	OBS
01	Sans	15	17	
02	Ecole primaire	20	22	
03	Ecole secondaire	10	11	
04	Humanité complète	12	13	
05	D6	10	11	
06	Graduat	18	20	
07	Licencié	05	06	
08	Docteur	00	00	
Total		90	100	

Source : Nos enquêtes.

Commentaire : Il ressort de ce tableau, 20 soit 22% ont terminé l'école primaire, 18 soit 20% sont des graduats, 10 soit 11% sont de l'école secondaire, 5 soit 6% sont des licenciés.

Tableau N°4 : Enquête sur l'existence des enfants mal nourris dont l'âge varie entre 0 à 59 mois.

N°	REPONSES ATTENDUES	EFFECTIFS	%	OBS
01	Oui	60	67	
02	Non	30	33	
Total		90	100	

Source : Nos enquêtes sur terrain

Commentaire : Il ressort de ce tableau que 60 enquêtés soit 67% disent que dans le village où ils vivent il y a des enfants de 0 à 59 mois qui ont la malnutrition et 30 enquêtés soit 33% disent non.

Tableau N°5 : Justification des enquêtés sur la malnutrition aiguë sévère.

N°	REPONSES ATTENDUES	EFFECTIFS	%	OBS
01	La pauvreté	30	33	
02	La méconnaissance des principes d'hygiène	25	28	
03	Les maladies	35	39	
Total		90	100	

Source : Nos enquêtes sur terrain.

Commentaire : Il ressort de ce tableau, 35 soit 39% les maladies, 25 soit 28% disent la méconnaissance de

principe d'hygiène et 30 soit 33% des enquêtés obtient la pauvreté. Tableau N°6 : Opinion des enquêtes sur la proposition adéquate de lutte contre la malnutrition aiguë sévère.

N°	REPONSES ATTENDUES	EFFECTIFS	%	OBS
01	Soigner les enfants qui ont la malnutrition aiguë sévère	30	33	
02	Intéresser les ONG	25	28	
03	Formation, et éducation nutritionnelle	35	39	
Total		90	100	

Source : Nos enquêtes sur terrain.

Commentaire : De ce tableau, il ressort dans le 100% de nos enquêtés, 35 personnes soit 39% proposent que la formation et éducation nutritionnelle et 30 enquêtés soit 33% parlent de soins des enfants malnutries tandis que 25 soit 28% disent qu'ont puissent intéresser les ONG.

Tableau N°7 : Opinion des enquêtés sur le type de soins.

N°	REPONSES ATTENDUES	EFFECTIFS	%	OBS
01	Curatif	10	11	
02	Préventif	80	89	
Total		90	100	

Source : Nos enquêtes sur terrain.

Commentaire : Dans ce tableau, il ressort que sur 90 enquêtés 10 soit 11% estime les soins curatifs pour combattre la malnutrition aiguë sévère tandis que 80 soit 89% proposent les soins préventives.

Tableau N°8 : Opinion des enquêtés sur le centre nutritionnel face à la malnutrition aiguë sévère.

N°	REPONSES ATTENDUES	EFFECTIFS	%	OBS
01	Oui	35	39	
02	Nom	55	61	
Total		90	100	

Source : Nos enquêtes sur terrain.

Commentaire : A la question de savoir si les centres nutritionnels apportent une solution durable à la malnutrition aiguë sévère, 55 soit 61% ont refusé du fait qu'ils ne donnent pas la sensibilisation meilleur à la population et la durée d'action est déterminée, 35 personnes soit 39% ont confirmés que ces derniers apportent une soutier durable étant donné qu'ils offrent des biscuits.

Tableau N°9 : Conséquence de la malnutrition.

N°	REPONSES ATTENDUES	EFFECTIFS	%	OBS
01	Les troubles digestifs	20	22	
02	Incidence des maladies	30	33	
03	Nombre de décès	40	44	
Total		90	100	

Source : Nos enquêtes sur terrain

Commentaire : Il ressort de ce tableau que 40 soit 44% de nos enquêtés donnent le taux de mortalité contre 20 soit 22% qui disent les troubles digestifs.

Tableau N°10 : Opinion sur les pistes de solution.

N°	REPONSES ATTENDUES	EFFECTIFS	%	OBS
01	La sensibilisation sur les changements des attitudes et mentalités aideraient eu premier lieu pour lutter contre ce fléau	55	61	
02	L'élevage des poules, lapins, cobayes peut être les moyens pour l'amélioration socio-économique et en ayant des revenu propre	35	39	
Total		90	100	

Source : Nos enquêtes sur terrain.

Commentaire : Ce tableau montre que 55 soit 61% de nos enquêtés disent que la sensibilisation sur le changement des attitudes et mentalité contre 35 soit 39% ont mariée l'élevage.

Tableau N°11 : Conseil nutritionnels.

N°	REPONSES ATTENDUES	EFFECTIFS	%	OBS
01	Il est demandé de donner au mal nourris une alimentation abondante riche et équilibre pour cela nous demandons aux parents de fournir à leurs enfants une ration en énergie et protéine en respectant les règles d'hygiène	60	67	
02	Nous demandons de donner aux enfants une alimentation riche et équilibre et respecter les règles d'hygiène	30	33	
Total		90	100	

Source : Nos enquêtes sur terrain.

Commentaire : Ce tableau montre que 60 soit 67% délibèrent que l'alimentation riche et équilibrée reste l'élément de confirmation contre 30 soit 33% respectent les règles d'hygiène.

Tableau N°12 : Information sur l'importance de la variation des aliments.

N°	REPONSES ATTENDUES	EFFECTIFS	%	OBS
01	Oui	80	89	
02	Non	10	11	
Total		90	100	

Source : Nos enquêtes sur terrain.

Commentaire : Dans ce tableau, il ressort que 80 soit 89% sont informés de l'importance de la variation des aliments et 10 soit 11% ne sont pas informés.

Tableau N°13 : Les personnes victimes de la malnutrition aiguë sévère dans le milieu.

N°	REPONSES ATTENDUES	EFFECTIFS	%	OBS
01	Les enfants de 0 à 59 mois	50	56	
02	Les jeunes de moins de 25 ans	00	00	
03	Les adultes	10	11	
04	Les vieillards	00	00	
05	Les femmes enceintes et allaitante	30	33	
Total		90	100	

Source : Nos enquêtes sur terrain.

Commentaire : Il ressort de ce tableau, 50 soit 56% disent que ce sont les enfants de 0 à 59 mois sont des victimes de la malnutrition contre 30 soit 33% parlent que ce sont les femmes enceintes et allaitantes et 10 soit 11% sont des adultes.

Tableau N°14 : Quand commencer la diversité alimentaire ?

N°	REPONSES ATTENDUES	EFFECTIFS	%	OBS
01	4 mois	00	00	
02	12 mois	00	00	
03	6 mois	60	67	
04	8 mois	30	33	
Total		90	100	

Source : Nos enquêtes sur terrain.

Commentaire : Ce tableau nous montre que 60 soit 67% de nos enquêtés commencent à introduire d'autre aliment que le lait maternelle.

Tableau N°15 : Combien de repas par jour mon enfant doit-il prendre ?

N°	REPONSES ATTENDUES	EFFECTIFS	%	OBS
01	3 repas	50	56	
02	6 repas	00	00	
03	1 repas	00	00	
04	4 repas	40	33	
Total		90	100	

Source : Nos enquêtes sur terrain.

Commentaire : A la lecture de ce tableau, nous trouvons 50 soit 56% donnent 3 repas par 40 soit 44% qui donnent 4 repas le jour.

Tableau N°16 : A partir de quel mois mon bébé peut-il se séparer de lait de croissance.

N°	REPONSES ATTENDUES	EFFECTIFS	%	OBS
01	2 mois	00	00	
02	24 mois	85	94	
03	12 mois	05	05	
04	48 mois	00	00	
Total		90	100	

Source : Nos enquêtes sur terrain.

Commentaire : Ce tableau nous montre que 85 soit 84% estiment 24 mois, 5 soit 6% parlent de 12 mois.

Tableau N°17 : Pourquoi les enfants de 0 à 59 mois sont menacés par la malnutrition aiguë sévère malgré la présence des aliments nutritifs dans le milieu.

N°	REPONSES ATTENDUES	EFFECTIFS	%	OBS
01	L'ignorance	70	78	
02	L'absence de revenu	00	00	
03	L'insécurité alimentaire au sein du ménage	20	22	
Total		90	100	

Source : Nos enquêtes sur terrain.

Commentaire : Il ressort de ce tableau que 70 soit 78% des enquêtés optent l'ignorance par manque d'information et 20 soit 22% disent de l'insécurité alimentaire au sein des ménages.

Tableau N°18 : Les facteurs favorisant la malnutrition aiguë sévère chez les enfants de 0 à 59 mois dans l'aire de santé de Minova.

N°	REPONSES ATTENDUES	EFFECTIFS	%	OBS
01	Sevrage précoce et brutale	25	28	
02	Non-espacement de naissances	65	77	
03	Guerre	00	00	
Total		90	100	

Source : Nos enquêtes sur terrain.

Commentaire : Il ressort dans ce tableau que 65 soit 72% disent le non espacement des naissances contre 25 soit 28% parle du servage précoce.

1. Discussion des données

L'enquête au bout duquel nous trouvons a été un travail très délicat facilité par l'utilisation de plusieurs méthodes et techniques. Cette investigation a porté sur les facteurs favorisant la malnutrition aiguë sévère chez les enfants de 0 à 59 mois dans la Zone de Santé de Minova cas spécifique de l'aire de santé de Minova précisément dans le Village Budondo.

2. Identification des répondants

Après enquête, nous avons pu constater comme indique les données du tableau N°1 portant l'identification des enquêtés selon leur tranche d'âge 22% de nos enquêtés se trouvent dans la tranche d'âge situé entre 15 à 19 ans, 20% de nos enquêtés varient entre 20 à 24 ans, 26% de nos enquêtés sont dans la tranche d'âge de 25 à 29 ans, 30% de nos enquêtés se trouvent dans la tranche d'âge de 30 à 34 ans. Les données contenues dans le tableau N°2 relevant que 28% de nos enquêtés sont des célibataires, des marié (es) présentent 50%, 19% des divorcés et 3% de veuf (ves). A ce qui concerne le niveau d'étude de nos enquêtés, l'analyse des données contenue dans le tableau N°3, nous constatons que parmi nos répondants, 17% sont sans aucun niveau d'étude, 22% sont du niveau primaire, 11% du secondaire, 13% sont du niveau humanitaire, 11% ont le niveau D6, 20% sont de graduat et 6% sont des licenciés.

3. opinions des enquêtes sur l'existence des enfants malnutris dont l'âge varie entre 0 à 59 mois.

Les résultats contenus dans le tableau N°4 nous montre que 60% disent les quartiers où ils vivent il y a des enfants de 0 à 59 mois qui souffrent de la malnutrition aiguë sévère. Par l'interprétation de ces données citée, nous trouvons que dans l'aire de santé de Minova à un problème par tout de la malnutrition aiguë sévère chez les enfants de 0 à 59 mois. Les données contenues dans le tableau N°5, 35 personnes soit 39% disent que c'est la maladie qui est à la base de la malnutrition, 30 soit 33% affirment que c'est la pauvreté, 25 soit 28% parlent de la méconnaissance des principes d'hygiène. A partir de tableau N°18, nous constatons que la majorité de nos enquêtés soit 77% justifient que le non espacement des naissances et les facteurs favorisant la malnutrition aiguë sévère chez les enfants de 0 à 59 mois, 25 soit 28% donnent le sevrage précoce. Les résultats du tableau N°13, montre que 50 personnes sur 90 enquêtés soit 56% attestent que les enfants de 0 à 59 mois sont les plus victimes de la malnutrition aiguë sévère dans le milieu d'étude, 30 autre personnes soit 33% confirment que ce sont les femmes enceintes et allaitantes et 10 personnes soit 11% confirment les adultes. Pour le tableau N°17, 70 personnes soit 78% disent que c'est l'ignorance qui est à la base de ce fléau, 20 soit 22% affirment que l'insécurité alimentaire au sein du ménage.

4. Connaissances des enquêtes sur les aliments et repas consommés

En observant attentivement les résultats dans le tableau N°14, il ressort que 60 soit 67% affirment qu'à 6 mois on peut introduire progressivement d'autres aliment que le lait maternel, 30 soit 33% disant 8 mois.

A la lumière des informations contenues dans le tableau N°11 que 60 soit 67% de nos enquêtés disent qu'il est demandé de donner au mal nourris une alimentation abondante riche et équilibrée pour cela nous demandons aux parents de fournir à leurs enfants une ration riche et équilibrée. A la lecture de ce tableau N°15, nous trouvons que 50 soit 56% donnent 3 repas par jour, 40 soit 44% donnent 4 repas le jour. Au regard des résultats des données du tableau N°9 les informations y relatives renseignent que la conséquence principale est le taux de mortalité avec 40 soit 44% de nos répondants, incidence des maladies 30, soit 33%, 20 soit 22% disent les troubles digestifs.

Conclusion

Nous voici au terme de notre travail de recherche intitulé « Les Facteurs favorisant la malnutrition aiguë sévère chez les enfants de 0 à 59 mois dans la zone de santé de Minova cas spécifique dans l'aire de sante de Minova/Village Budondo.» Un sujet sur lequel porte l'étude et ayant une seule question principale tel que : Quels sont les facteurs favorisant la malnutrition aiguë sévère chez les enfants de 0 à 59 mois dans l'aire de Santé de Minova ? A cette question, il y a des questions spécifiques suivantes en terme des problématiques y découlent : Quelles sont les causes de la malnutrition aiguë sévère chez les enfants de 0 à 59 mois ? Quelles sont les conséquences de la malnutrition aiguë sévère chez les enfants de 0 à 59 mois ? Quelle piste de solution peut-on envisager pour lutter contre la malnutrition aiguë sévère des enfants de 0 à 59 mois ? A ces questions spécifiques, nous avons proposé des réponses provisoires suivantes en termes d'hypothèse : L'ignorance, le non changement des habitudes ; L'insécurité alimentaire au sein de ménage ; L'absence de revenus propres ; L'ignorance des couples en matière

de planning familial ; Troubles sociaux (la guerre) ; La pauvreté, seraient quelques cause de la malnutrition aiguë sévère chez les enfants à Minova. La présence des maladies tel que : le marasme, la kwashiorkor, les troubles digestif et taux d'incidence et le taux de décès élevés seraient quelques conséquence de la malnutrition aiguë sévère des enfants à Minova.

La sensibilisation sur le changement des attitudes et mentalités aiderait en premier lieu pour lutter contre ce fléau. L'élevage des poules, cobayes, lapins et culture maraichère peut être les moyens pour l'amélioration de la situation socio-économique et OI9PLM/ un ayant des revenus propre. Ceci combattrait la malnutrition et seraient donc une piste de solution. Notre recherche avait comme objectif général d'analyser les facteurs favorisant la malnutrition des enfants de 0-59 mois en vue de proposer des pistes de solution à ce problème dans le but de vérifier nos hypothèses du travail, nous sommes descendus sur terrain avec les objectifs : Déterminer les causes de la malnutrition aiguë sévère chez les enfants de 0 à 59 mois dans l'aire de santé de Minova/Village Budondo ; Déterminer les conséquences de la malnutrition aiguë sévère chez les enfants de 0 à 59 mois dans l'aire de santé de Minova/Village Budondo ; Après nos investigations, nous sommes arrivés aux résultats suivants : Il ressort dans le tableau N°18 que 65 soit 72% de nos enquêtés incriminent le non espacement des naissances contre 25 soit 28% citent le sevrage précoce ; Aussi les résultats du tableau N°17 montrent que la malnutrition aiguë sévère dans l'aire de santé de Minova/Village Budondo est causée par l'ignorance à 78% suivi par l'insécurité alimentaire au sein des ménages à 22% ; ce qui confirme notre première hypothèse ;

Au regard des résultats du tableau N°9, les informations y relatives renseignent que la conséquence principale est le taux élevé de mortalité avec 40/90 soit 44% de nos répondants et l'incidence élevée des maladies 30/90 soit 33% et à fin 20/90 soit 22% portent des troubles digestifs, ce qui confirme notre deuxième hypothèse ; Les résultats du tableau N°10, renseignent que l'élevage 61%, certaines cultures maraichères et autres moyens 39% constituent les pistes de solutions pour contourner la malnutrition aiguë sévère dans l'aire de santé de Minova/Village Budondo.

BIBLIOGRAPHIE

1. Dictionnaire Petit Robert 2005
2. RASTON et GHESI : La sécurité alimentaire en Afrique Austral Ed-Paris 1992, P25-26
3. Dr Le Monier, Yves 1 : Les carences nutritionnelles dans les pays en voies de développement groupe d'étude de la recherche sur la malnutrition aiguë, 1998, Médical 613P
4. Action Contre la Faim, Module 3, prévention la malnutrition aiguë sévère à risque, Genève 2000
5. WWW.rdchumanitaire.Net
6. OMS Santé et Alimentation
7. Dictionnaire Petit Larousse, 2009, Aspect, Vol-d marne Héberge It al 1997 : Preziosi et al, 1991, consommation alimentaire et état rationnel de la population vivant en France

Par Ass1. BYEGULU BIRHAHEKA Patrick

CHAP. X. ANALYSE DE LA CROISSANCE ECONOMIQUE ET LA COVID 19 EXERCICE FINANCIER 2019-2022 EN RDCONGO

Par : C.T. Master RAFIKI
BIGIRINEZA Patient et
Master Ghislain MALEMEKO
MAYANI

i. Biographie scientifique

C.T. Master

RAFIKI BIGIRINEZA Patient, Il est



d'abord Enseignant des Universités et actuel Directeur Général de l'Institut Supérieur des Techniques de Communication et de Gestion. Il a ensuite servi la communauté scientifique en qualité de Secrétaire Général Académique dans plusieurs institutions de la place à l'instar de : (2008-2011) Saint Joseph ;

(2011-2019) Saint Thomas, (2020-2021) ISTCG-GOMA. Et enfin comme auditeur dans plusieurs institutions à l'instar de : (2009-2011) Auditeur du Troisième cycle en économie appliquée de l'Université Pédagogique Nationale (UPN), (2022-à nos jours) : Auditeur du Troisième cycle en Management et Audit Comptable de l'Université CEPROMAD. Il a présidé le Noyau des Enseignants

et Professeurs des Cours Commerciaux, économique et financiers du Nord Kivu. RAFIKI Patient est un chercheur de renom au sein de la Revue Scientifique et Savante Eveil Congo pour la relève de l'économie de la RDCongo.

ii. Biographie du Co-Auteur

Le Co-Auteur est **Master Ghislain MALEMEKO**



MAYANI ; il a fini ses études en Administration publique option ; comptabilité, audit Contrôle de gestion à UNIVERSITY OF AMERICA. Licencié en comptabilité de l'ISC/Beni. D'abord comme Chargé de la tenue des comptes, d'établir les opérations et les documents réglementaires pour le compte de «AUDIT CONSEIL FORMATION

SARLU ». Ensuite, comme Comptable de l'Action Pour la Renaissance avec la responsabilité dans la mise en place des procédures, implémentations, organisation comptable, suivie des opérations et analyse des états de sortie. Actuellement, Master Ghislain est Responsable Administratif Bank of Africa avec des responsabilités suivantes : Faire le backup du Directeur d'Agence, Engager la banque auprès des tiers, Faire le backup du service des RH en agence, Faire le contrôle et la certification des soldes des comptes internes de l'agence mensuellement, Faire le contrôle de toutes les opérations de l'Agence au second degré, Faire les opérations en monnaie locale (compensation), Faire les opérations

d'import et export, (gestion des licences et transfert à l'étranger), Valide les opérations de caisse, de guichet et supervise les opérations monétiques, Faire la gestion des moyens généraux en agence (logistique), Superviser la sécurité de l'agence, Gérer la caisse centrale de l'agence (chef caisses) et Gérer les correspondances de l'agence. Master Ghislain est engagé dans la recherche scientifique au sein de la Revue Savante Pluridisciplinaire Eveil Congo de la Maison d'édition ORASSU pour le changement positif de la nation congolaise selon son domaine d'intervention.

iii. Résumé

L'apparition de la COVID-19 a bouleversé le monde entier et entraîné un changement sans précédent du mode de vie des populations, l'économie mondiale connaît une reprise exceptionnellement forte mais inégale. À la suite des mesures répandues à travers le monde pour endiguer la propagation du virus, force est de constater que la situation diffère selon les économies et l'accessibilité au vaccin.

La production en Afrique subsaharienne s'est contractée de 2,4 % en 2020 à la suite de la COVID-19, soit une récession moins forte qu'initialement prévu. La croissance a progressivement repris cette année, à la faveur des retombées positives du renforcement de l'activité économique mondiale, avec notamment une hausse des prix du pétrole et des métaux, et des progrès accomplis dans la lutte contre la pandémie, en particulier en Afrique de l'Ouest et Centrale. L'activité s'est partiellement redressée dans les trois plus grandes économies de la région – Angola, Nigéria et Afrique du Sud. En perspective, la croissance devrait reprendre pour atteindre 2,8 % cette année et s'accélérer à 3,3 % en

2022, soutenue par l'augmentation de la demande extérieure, essentiellement en provenance de la Chine et des États-Unis, la hausse des prix des produits de base et l'endiguement de la pandémie.

1. INTRODUCTION

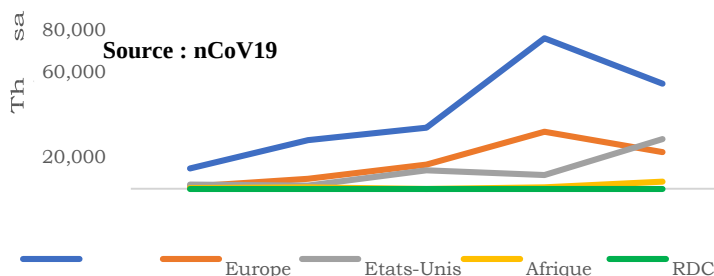
Face aux différents événements survenus durant ce premier semestre 2021 Sur le plan national en RDC, notamment l'éruption du Nyiragongo fin mai, l'aggravation des violences dans les provinces de l'Ituri et du Nord-Kivu, la nomination d'un nouveau premier ministre en la personne de Jean-Michel Sama Lukonde Kyenge qui a formé son gouvernement à mi-avril ainsi que le début de la vaccination en avril 2019, il est attendu une croissance économique de 2,5 % en 2021, soit une progression de 212,5 % par rapport au score de 2020. Il est aussi à noter que le taux de change est maintenu stable et se fixe à 1989 CDF le dollar américain à juin 2021, les réserves internationales ont doublé de 0,7 milliard USD à 1,4 milliards USD entre janvier et juin, et le taux directeur est passé de 18,5 % en février à 8,5 % en juin 2021.

Du secteur financier congolais, il ressort que les banques ainsi que les institutions de micro finance ont fait montre d'une reprise des activités, forte et également soutenue ; à partir des données provisoires du secteur, l'encours de crédit et le volume de dépôts du secteur de la micro finance sont estimés respectivement à 174 MUSD et 272 MUSD à juin 2021, soit une hausse de 17,6 % et 12,4 % par rapport à décembre 2020. Et pour le secteur bancaire, les dépôts et les crédits à la clientèle se sont établis respectivement à 9,15 milliards USD et 3,88 milliards USD, soit une croissance respective de 11,6 % et 7,5 % par rapport à décembre 2020. Ces actions en ce

premier semestre 2021, ont été marquées par la finalisation de la mise en œuvre des activités d'assistance technique de crise lancées au mois d'août 2020 ainsi que par la mise en œuvre des activités d'assistance technique classique qui visent essentiellement à répondre aux priorités de gestion des institutions partenaires suivant leurs spécificités. En sus, le fonds a poursuivi ses actions de financement des institutions financières partenaires (IFP), particulièrement dans le secteur de la micro finance, dans un environnement économique marqué par la reprise des activités de suite de la crise sanitaire de la Covid-19.

Au cours du premier semestre 2021, l'environnement économique international a été marqué par une reprise économique vigoureuse mais inégale. La reprise économique est inégale selon les pays et les secteurs, les perturbations et l'ampleur des mesures de soutien induites par la pandémie étant variées. Les perspectives ne dépendent pas uniquement de l'issue du combat entre le virus et les vaccins mais reposent aussi sur la capacité des mesures économiques déployées à limiter efficacement les dommages durables provoqués par cette crise sans précédent dans un climat de grande incertitude. La Covid-19 continue de se propager, en particulier dans de nombreuses économies émergentes et en développement alors que le déploiement des vaccins est inégal. Bien que le commerce mondial bénéficie de la reprise mondiale, il est limité par des goulets d'étranglement au niveau de l'offre et des restrictions de voyage. Les conditions financières, bien qu'encore faibles, se sont quelque peu resserrées, les rendements mondiaux ayant augmenté en raison notamment de la hausse des prévisions d'inflation. Presque tous les prix des produits de base

ont été stimulés par la reprise mondiale, certains prix étant encore plus élevés en raison de facteurs liés à l'offre.



Graphique 1 : Dynamique de la pandémie de la COVID-19 par trimestre ¹⁴¹

40,000 - Trim 2 2020 Trim 3 2020 Trim 4 2020 Trim 1 2021 Trim 2 2021 Monde

2. LA COVID 19 UNE PANDEMIE QUI A FRAGILISE L'ECONOMIE MONDIALE

Selon la Banque mondiale, dans de nombreuses économies, les banques centrales devront soigneusement mettre en balance la faiblesse persistante de la demande intérieure et les pressions inflationnistes à court terme. Les prévisions et les anticipations d'inflation basées sur des modèles indiquent une hausse du niveau des prix en 2021 qui dépassera les fourchettes cibles dans environ la moitié

¹⁴¹ Site web officiel ayant pour objectif de faciliter l'accès aux informations sur la Covid-19 pour tous les pays.

(<https://ncov2019.live/data/world>)

des EMDE¹⁴² à cible d'inflation. Cette propagation de la pandémie a fait du contrôle de cette dernière la priorité absolue des décideurs politiques. Il sera pénible de lancer des reprises économiques durables tant que l'endiguement ne sera pas réalisé grâce à des efforts de vaccination généralisés et équitables. Néanmoins, des signes encourageants d'une solide reprise macroéconomique, après les effets déléteres de la pandémie, ont été observés ces derniers mois. Un environnement extérieur favorable a contribué à soutenir l'activité : le renforcement de la demande extérieure a stimulé les exportations de matières premières et de biens commercialisés, tandis que les conditions financières mondiales toujours favorables ont permis d'alléger le fardeau de la lourde dette de nombreux gouvernements et entreprises des pays émergents. Après une contraction de 3,2 % causée par la pandémie de la Covid-19 en 2020, l'activité économique mondiale a pris un élan significatif avec un taux prévisionnel à 6 % pour 2021.

La pandémie a continué de faire des ravages, en particulier dans les pays émergents et en développement. Depuis que la Covid-19 a commencé à se propager, le virus a infecté au moins 160 millions de personnes et causé plus de 3 millions de décès. Des centaines de milliers de nouveaux cas ont été signalés chaque jour et la Banque mondiale a estimé que le nombre de cas non signalés est considérable, notamment en Asie du Sud. Les flambées mondiales du virus se sont produites en plusieurs vagues, chacune atteignant un taux d'infection quotidien plus élevé que la précédente. Les récentes flambées ont touché de

¹⁴² EMDE pour *Emerging market and developing economies* (en français, Marchés émergents et économies en développement)

manière disproportionnée l'Inde et, dans une moindre mesure, certains autres grands EMDE comme le Brésil.

Tableau 1 : Croissance économique des pays avancés

PIB réel (%)	2019	2020	2021p	2022p
Monde	2,8	-3,2	6,0	4,9
Économies avancées	1,6	-4,6	5,6	4,4
États-Unis	2,2	-3,5	7,0	4,9
Zone Euro	1,3	-6,5	4,6	4,3
Allemagne	0,6	-4,8	3,6	4,1
France	1,8	-8,0	5,8	4,2
Italie	0,3	-8,9	4,9	4,2
Japon	0,0	-4,7	2,8	3,0
Royaume-Uni	1,4	-9,8	7,0	4,8
Canada	1,9	-5,3	6,3	4,5
Autres pays avancés¹⁴³	1,9	-2,0	4,9	3,6

Source : FMI (juillet 2021)

L'économie mondiale devrait connaître une croissance de 6,0 % en 2021, affichant ainsi un rebond post-récession d'une ampleur sans précédent en 80

¹⁴³ Les « autres pays avancés » incluent les autres pays de la zone Euro et les pays hors G7 (G7 : Allemagne, Canada, „Etats-Unis, France, Italie, Japon et Royaume-Uni).

ans. Cette reprise tient en grande partie au redressement vigoureux de quelques grandes économies, qui connaîtront une reprise plus rapide grâce aux plans de soutien massifs, tandis que de nombreuses économies émergentes et en développement (EMDE) sont encore aux prises avec la pandémie de COVID-19 et ses retombées, indique la Banque mondiale dans sa dernière édition des perspectives économiques mondiales. Ce redressement dans les grandes économies est stimulé par une forte demande en équipements électriques et électroniques, en équipements de protection personnelle et en autres produits manufacturés ; le commerce mondial de marchandises dépasse déjà les niveaux enregistrés avant la pandémie, précise le département des affaires économiques et sociales des Nations unies (UN, mai 2021).

Dans son rapport « Situation et perspectives de l'économie mondiale de mi-2021 », il est souligné que les économies tributaires de l'industrie manufacturière se sont mieux portées pendant la crise et au cours de la période de relance, mais qu'une reprise rapide semble improbable pour celles qui dépendent du tourisme et des matières premières. Le commerce des services, notamment touristiques, restera faible en raison de la lenteur avec laquelle les restrictions applicables aux voyages internationaux sont levées et de la crainte de nouvelles vagues de contamination dans de nombreux pays en développement. Les perspectives de croissance ont été révisées à la hausse pour 2021-2022 en raison de la poursuite de la normalisation attendue au second semestre 2021, avec le déploiement des vaccins et un soutien budgétaire supplémentaire. L'amélioration significative des perspectives de l'économie américaine découle de l'impact de la législation prévue pour

stimuler l'investissement dans les infrastructures et renforcer le filet de sécurité sociale au second semestre 2021. Ce changement est partiellement compensé par la révision à la baisse des prévisions pour le Japon en 2021, en raison du durcissement des restrictions au cours du premier semestre de l'année et de l'augmentation du nombre de cas de covid.

Malgré la reprise, la production mondiale fin 2021 sera inférieure d'environ 2 % aux prévisions pré-Covid. Dans les deux tiers des économies émergentes et en développement, les pertes de revenu par habitant subies en 2020 ne seront pas recouvrées en 2022. Dans les pays à faible revenu où la vaccination a pris du retard, les effets de la pandémie ont effacé les progrès réalisés dans la lutte contre la pauvreté et aggravé l'insécurité et d'autres problèmes de longue date. Parmi les grandes économies, les États-Unis devraient afficher une croissance de 7 % cette année, grâce aux importantes mesures de soutien budgétaire et à l'assouplissement des restrictions liées à la pandémie. La croissance se raffermi également dans les autres économies avancées, mais dans une moindre mesure.

3. REDRESSEMENT PROGRESSIF DU COMMERCE MONDIAL

Le commerce mondial a continué à se redresser ; toutefois, la vigueur de sa croissance devrait être freinée par le déplacement de l'activité de l'industrie manufacturière vers le secteur des services domestiques à faible intensité de commerce dans les pays où le nombre de cas de Covid-19 a diminué.

a. Marchés financiers

Les conditions financières se sont durcies mais restent généralement favorables. Les coûts d'emprunt

mondiaux ont augmenté car les attentes d'une croissance future plus forte et d'une inflation plus élevée ont fait grimper les rendements à long terme des obligations d'État. Jusqu'à présent, ces évolutions ont été nettement moins perturbatrices pour les conditions financières mondiales et celles des pays émergents et en développement que le *taper tantrum*¹⁴⁴ de 2013, lorsque les attentes d'un resserrement de la politique monétaire américaine avaient déclenché la volatilité des marchés financiers mondiaux. Les prix des produits de base ont connu une forte hausse en 2021, nombre d'entre eux dépassant désormais largement leur niveau d'avant la pandémie. Les prix du pétrole se sont nettement redressés, atteignant jusqu'à présent une moyenne de 60 dollars le baril mi-2021 contre une moyenne de 46 dollars à fin décembre 2020. Les prix ont été soutenus par le raffermissement graduel de la demande et la poursuite de la limitation de la production au sein de l'OPEP+¹⁴⁵, même si le groupe diminue progressivement l'ampleur de ses réductions de production à mesure que le marché se redresse.

Toutefois, la reprise des prix du pétrole a été partiellement freinée par l'incertitude concernant l'évolution de la pandémie et son impact potentiel sur la demande future de pétrole. Les prix du pétrole devraient atteindre une moyenne de 62 dollars le baril en 2021 et 2022. La demande de pétrole devrait continuer à se raffermir au cours du second semestre de 2021 mais ne retrouvera pas son niveau pré pandémie avant 2023 (après un pic autour des 80 dollars fin 2018, il évolue

¹⁴⁴ L'expression *taper tantrum* décrit la flambée en 2013 des rendements du Trésor américain, résultant de l'annonce par la Réserve fédérale d'une future réduction de sa politique d'assouplissement quantitatif.

¹⁴⁵ L'OPEP+ n'est autre que l'Organisation des pays exportateurs de pétrole et ses alliés dirigés par la Russie.

entre 60 et 70 dollars le baril depuis 1 an et demi), le manque à gagner étant principalement dû à la consommation modérée de carburéacteur (AIE 2021). Les prix des métaux de base ont fortement augmenté cette année, soutenus par la persistance d'une forte demande en Chine ainsi que par la reprise dans le reste du monde. Les prévisions pour les prix des métaux en 2021 ont été fortement révisées à la hausse, et l'on s'attend maintenant à ce que les prix soient en moyenne 36 % plus élevés en 2021 par rapport à l'année précédente, avant de retomber l'année suivante, en 2022, lorsque certaines contraintes d'approvisionnement s'atténueront.

b. Zone Euro

La lenteur du déploiement des vaccins et la nécessité de maintenir des restrictions strictes en matière de mobilité face à des variants plus transmissibles ont freiné le rythme de la reprise au premier semestre. La zone Euro devrait connaître une forte reprise au second semestre 2021, parallèlement à l'accélération attendue des vaccinations et à l'assouplissement des restrictions liées à la pandémie. En 2021, la croissance devrait atteindre 4,6 %, soit 0,6 point de pourcentage de plus que les prévisions de janvier, et se stabiliser autour de 4,3 % en 2022, les pays membres mettant progressivement fin aux mesures de lutte contre la pandémie, ce qui permettra de continuer à libérer la demande refoulée. Le décaissement des subventions et des prêts de l'UE de nouvelle génération contribuera également à la reprise au cours de la période de prévision, en aidant à financer divers investissements favorisant la croissance, notamment les infrastructures vertes et numériques.

c. Pays émergents et en développement

Les actifs des pays émergents ont remarquablement bien résisté au cours de l'année écoulée, déjouant les sombres prévisions formulées lorsque la pandémie de Covid-19 a éclaté. À l'évidence, les énormes injections de liquidités des banques centrales des pays avancés ont aidé. Mais certains pays émergents ont également dégagé une plus grande marge d'action ; ils ont notamment adopté des mesures non conventionnelles de politique monétaire que beaucoup auraient cru réservées aux pays avancés. Les prévisions du FMI sont révisées à la baisse de 0,4 point de pourcentage en 2021 par rapport à celles fournies au mois d'avril, soit 6,3 %, en grande partie à cause de la révision à la baisse de la croissance des économies asiatiques émergentes. Les perspectives de croissance en Inde ont été revues à la baisse à la suite de la deuxième vague sévère de la Covid-19 en mars/mai et de la lenteur attendue de la reprise de la confiance après ce revers.

4. L'AFRIQUE SUBSAHARIENNE

Selon les dernières estimations, la production en Afrique subsaharienne s'est contractée de 1,8 % en 2020 à la suite de la Covid19, soit une récession moins forte qu'initialement prévu. La croissance a progressivement repris cette année, à la faveur des retombées positives du renforcement de l'activité économique mondiale, avec notamment une hausse des prix du pétrole et des métaux, et des progrès accomplis dans la lutte contre la pandémie, en particulier en Afrique de l'Ouest et centrale. La crise sanitaire a eu pour effet de creuser les déficits budgétaires et

d'accroître le niveau des dettes publiques, aggravant les risques de surendettement dans certains pays. L'activité s'est partiellement redressée dans les trois plus grandes économies de la région – Angola, Nigeria et Afrique du Sud. De nombreux pays exportateurs de produits industriels et agricoles ont connu une grave récession l'année dernière.

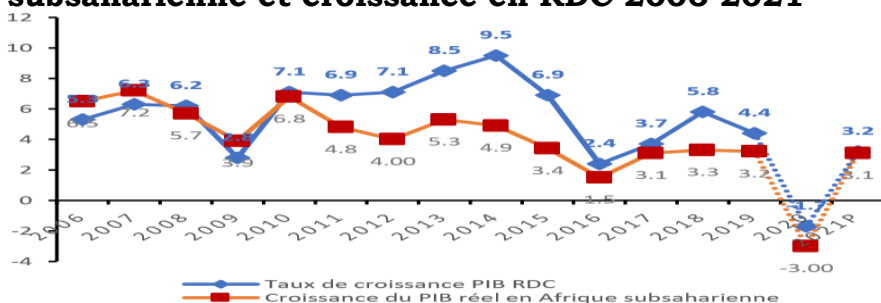
Dans les pays tributaires du tourisme, le nombre de visiteurs étrangers est pratiquement tombé à zéro et le secteur touristique tournera probablement au ralenti jusqu'à ce que l'élargissement des campagnes vaccinales permette de rouvrir les frontières. Même si la situation s'est améliorée, la pandémie de Covid19 a continué de porter atteinte à la santé, à la scolarisation, à l'investissement et à la croissance économique. En perspective, la croissance devrait reprendre pour atteindre 3,4 % cette année, et s'accélérer à 4,1 % en 2022, étayée par la hausse de la demande extérieure — essentiellement en provenance de la Chine et des Etats-Unis –, la hausse des prix des produits de base et l'endiguement de la pandémie. Malgré la fourniture de vaccins dans le cadre du mécanisme COVAX¹⁴⁶, les difficultés d'achat et les problèmes logistiques continueront d'entraver les campagnes vaccinales. Il est à prévoir que les incertitudes politiques et les effets persistants de la pandémie retarderont d'importants investissements dans l'infrastructure et les industries extractives et freineront la reprise en République centrafricaine, en Guinée équatoriale, au Niger et au Kenya. Les niveaux de revenu par habitant en 2022

¹⁴⁶ Mécanisme coordonné par la CEPI (*Coalition for Epidemic Preparedness Innovations* ; en français, « La coalition pour les innovations en matière de préparation aux épidémies »), l'alliance Gavi (anciennement GAVI pour *Global Alliance for*

devraient être inférieurs de 4 % en moyenne à ceux observés en 2019.

La situation sera particulièrement difficile dans les pays fragiles ou touchés par un conflit, avec des *Vaccines and Immunization* ; en français, « l'Alliance Globale pour les Vaccins et l'Immunisation ») et l'OMS, en vue d'accélérer la mise au point et la fabrication de vaccins contre la COVID-19 et d'en assurer un accès juste et équitable, à l'échelle mondiale. prévisions de production pour 2022 en recul de 5,3 % en moyenne par rapport à 2019.

Graphique 2 : Croissance du PIB réel en Afrique subsaharienne et croissance en RDC 2006-2021



Source : FMI

5. LA BALANCE ECONOMIQUE EN RDC PENDANT COVID

19

La RDC fait face à la troisième vague de la pandémie de Covid-19, déclarée depuis le 13 mai 2021. Pour ce, le gouvernement a renforcé les mesures barrières (port du masque obligatoire, couvre-feu imposé de 22 h à 4 h, fermeture des bars et terrasses,

etc.) pour diminuer le risque de contamination et limiter la propagation du virus. Mais cette nouvelle vague vient accentuer le poids de la crise et retarde l'envolée de la croissance économique depuis la reprise des activités (post-confinement).

a. Contexte socio-politique : Eruption du Nyiragongo et début de la vaccination contre la Covid-19

L'éruption du Nyiragongo restera un des événements phare de ce premier semestre. Le Nyiragongo est entré en activité dans la nuit du 22 au 23 mai vers 19 h heure locale. Des lueurs rougeoyantes ont commencé à s'échapper du cratère et une odeur de soufre s'est répandue dans Goma, ville de plus de 600 000 habitants, située sur le flanc sud du volcan, sur les rives du lac Kivu à quelque 20 kilomètres du cratère. Cette situation a créé une panique totale suivie d'un déplacement massif des populations de la ville de Goma vers la partie ouest ; certains ont pris la direction de Kituku, Buhimba, Mugunga, Sake et d'autres Minova et Masisi. Il faut noter que le bilan de l'éruption du Nyiragongo est nettement moins tragique qu'en 2002 et beaucoup moins qu'en 1977. Mais depuis le retour massif et progressif à partir du 29 mai à Goma, les populations déplacées rencontrent des besoins multisectoriels (articles ménagers essentiels, l'eau, l'assainissement, la protection et les abris en priorité). Mais la reprise des activités s'est faite sans détour quoique timidement avec l'appui du PAM¹⁴⁷ et son partenaire World Vision International qui a accompagné la population de Goma par une assistance en vivres (maïs, huile, légumineuses et sel).

¹⁴⁷ Programme alimentaire mondial.

Ce premier semestre reste aussi marqué par le début de la vaccination en République démocratique du Congo. Et il faut signaler que la campagne de vaccination contre la COVID-19 a débuté depuis le 19 avril 2021. Le ministre de la Santé, les diplomates accrédités en RDC, le personnel de santé ainsi que d'autres groupes prioritaires ont reçu leur première dose du vaccin Astra Zeneca aux Cliniques Universitaires de Kinshasa, lieu du lancement officiel, et aussi dans les différents sites des autres formations sanitaires de la ville-province de Kinshasa. La campagne va se poursuivre dans les 5 premières provinces actives retenues, à savoir : Haut Katanga, Kongo Central, Lualaba, Nord-Kivu et Sud-Kivu. Notons que près de 1,7 million de doses d'Oxford-Astra Zeneca, fabriquées par le Sérum Institute of India, étaient arrivées de Mumbai le 2 mars 2021 via le Mécanisme COVAX. Les vaccins attribués à la RDC contribueront à couvrir le personnel de santé et d'autres groupes vulnérables, sachant que d'autres livraisons sont attendues au cours des prochaines semaines dans le cadre d'un effort inédit visant à livrer au moins 2 milliards de doses de vaccins contre la COVID-19 dans le monde d'ici à la fin de 2021. À cela, il faut ajouter la grève du personnel soignant pour des arriérés de salaires et primes estimés à près de 10 millions de dollars. Il sied de préciser, cependant, que le service minimum est assuré et que les négociations avec le syndicat des médecins se poursuivent pour que la riposte face à la Covid-19 ne faiblisse point et que la poursuite de la vaccination débutée en avril se déroule au mieux.

Sur le plan politique, à la suite de la mise en place par le président Tshisekedi d'une nouvelle alliance politique baptisée « Union sacrée », l'ancien

Premier ministre et le président du Sénat ont démissionné en janvier et février 2021. Le 15 février, après avoir pris la présidence tournante de l'Union africaine, Félix Tshisekedi a nommé un nouveau Premier ministre, Jean-Michel Sama Lukonde Kyenge (qui depuis 2019 dirigeait la Gécamines, l'entreprise minière nationale) et un nouveau gouvernement a été formé le 12 avril, composé de 56 membres. Du point de vue sécuritaire, face à l'aggravation des violences dans les provinces de l'Ituri et du Nord-Kivu, le président, Félix Tshisekedi, a décrété vendredi 30 avril l'état de siège dans ces deux provinces conformément à l'article 85 de la Constitution. Une ordonnance a accompagné la déclaration du chef de l'Etat RD congolais qui précise les mesures de l'état de siège (suspension des gouvernements provinciaux et Assemblées provinciales, transfert de leurs prérogatives aux autorités militaires provinciales). Pour rappel, les populations de deux petites villes de l'est du pays (Boga et Tchabi) dans la province de l'Ituri ont été forcées de fuir leurs maisons alors que la violence des groupes armés continue de faire payer un lourd tribut aux enfants et aux familles.

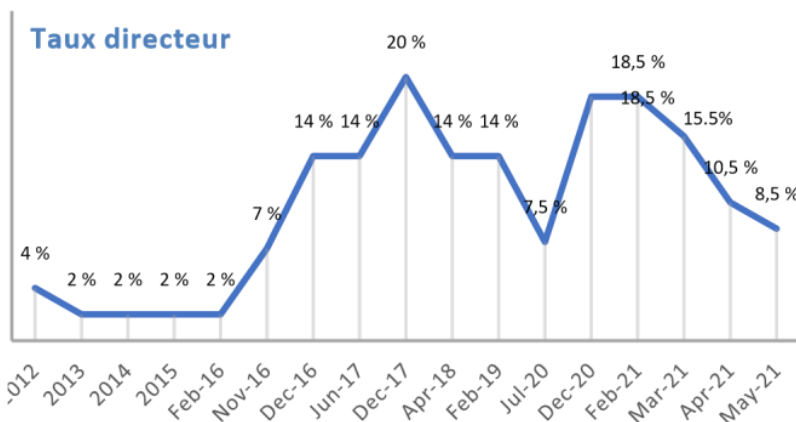
b. Reprise progressive des activités

La République démocratique du Congo (RDC) a été marquée par de nombreux événements en ce premier semestre sur le plan économique, parmi lesquels la conclusion d'un programme avec le Fonds monétaire international (FMI), première étape du décaissement d'un crédit d'1,5 milliard de dollars étalé sur trois ans et assorti d'exigences de transparence dans le secteur minier. L'enveloppe financière de trois ans soutiendra un programme de réformes structurelles ambitieux, visant à promouvoir une croissance économique durable en intensifiant la mobilisation des

recettes intérieures, améliorant la gouvernance et renforçant la politique monétaire. La croissance économique de la RDC qui atteignait 4,4 % en 2019, avant la pandémie de Covid-19, a chuté à 0,8 % en 2020, selon les estimations de la Banque mondiale. Principal moteur de la croissance, l'industrie minière a progressé de 6,9 % en 2020 (contre 1 % en 2019) à la faveur de la vigueur de la demande chinoise.

En revanche, les autres secteurs économiques se sont contractés de 1,6 % (alors qu'ils avaient progressé de 5,7 % en 2019) à la suite des restrictions de déplacements liées à la pandémie, des freins à l'activité commerciale et de la limitation des dépenses publiques. La consommation privée et les investissements publics ont reculé respectivement de 1 % et 10,2 % en 2020. Notons qu'il est attendu une croissance de 2,5 % en 2021, soit une progression de 212,5 % par rapport au score de 2020 (FMI, juin 2021).

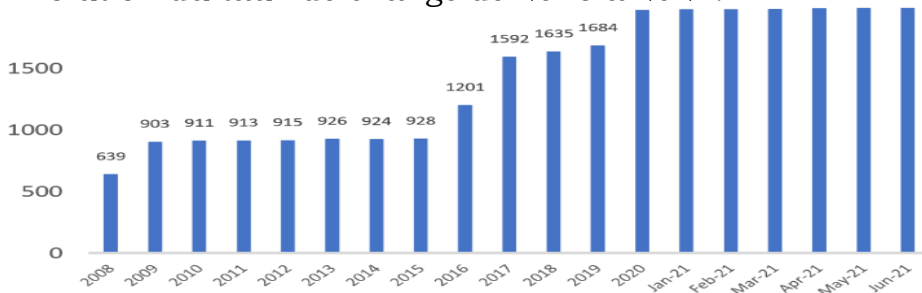
Graphique 3 : Evolution du taux directeur



Source : BCC Le taux directeur de la Banque centrale du Congo (BCC) passe désormais de

10,5 % à 8,5 % à mai 2021. La baisse du taux directeur a pour but de baisser le coût de refinancement aux banques, de permettre à ces dernières de rééquilibrer aisément leurs positions et d'améliorer les conditions de leur concours à l'économie, pour ainsi redynamiser le secteur et mieux faire face aux multiples enjeux liés à la riposte face à la pandémie de la Covid-19.

Rappelons que le 16 avril, la BCC avait également revu à la baisse son taux directeur de 5 points de pourcentage, soit de 15,5 % à 10,5 %. De même, le 12 mars dernier, l'Institut d'émission avait abaissé de 3 points son taux directeur en le ramenant de 18,5 % à 15,5 %. Pour ce qui concerne le taux de change, en fin juin 2020, il s'est établi à 1907 CDF le dollar américain et en cette fin de semestre, il se situe à 1989. Il faut noter que depuis le début de l'année, le taux de change est maintenu stable, autour de 1985 en moyenne, avec une croissance mensuelle de 0,1 %. Graphique 4 : Evolution du taux de change de 2015 à 2021.

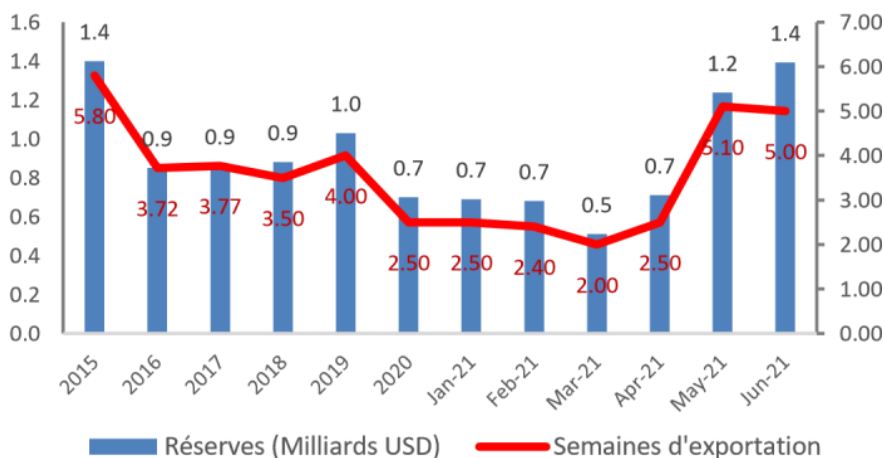


Source : BCC

L'accalmie observée sur le marché de change depuis le mois d'août 2020 s'est maintenue au mois de mai 2021. Le taux de change à l'indicatif s'est établi à 1989 CDF le dollar américain en mai 2021, soit une dépréciation de 0,1 % par rapport à avril 2021.

Graphique 5 : Evolution des réserves internationales de la RDC

Déficit du compte courant s'est creusé pour atteindre 4 % du produit intérieur brut (PIB) en 2020 et



n'a été que partiellement financé par des entrées de capitaux, ce qui a entraîné une baisse des réserves de change, mais la situation a changé depuis le mois de mars avec une hausse soutenue du niveau des réserves de change.

Entre le mois de mai et le mois de juin, les réserves de change ont connu une augmentation de 12,5 % ; cette hausse s'explique en partie par la stratégie mise en place par la Banque centrale visant tant la maximisation des achats interbancaires des devises que la baisse de leur consommation par le Trésor.

c. Évolution du secteur financier

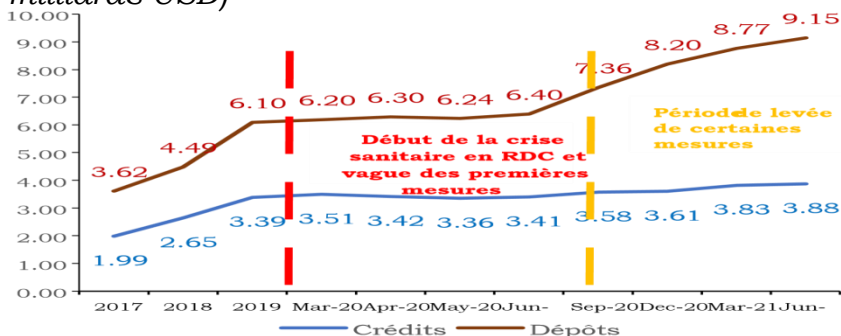
Le secteur financier a été doublement impacté par la crise sanitaire : en premier lieu, les institutions financières ont dû s'adapter, notamment, aux contraintes sanitaires qui ont eu pour effet de transformer profondément la manière dont elles

géraient habituellement leurs activités, avec un développement très fort du télétravail. En second lieu, les entreprises du secteur bancaire ont été particulièrement mises à contribution : alors que la crise imposait une modification profonde de leur mode de travail, les banques ont dû faire face à des sollicitations fortes de soutien à l'économie. Cette crise aura accéléré la digitalisation du secteur bancaire et financier en poussant les organismes financiers à moderniser leurs pratiques. Les institutions financières ont pu toutes tourner à plein régime au début du mois de septembre 2020 mais il faut noter qu'à fin mai 2021, les institutions à l'est du pays, précisément à Goma, ont dû fermer leurs portes à cause de l'éruption volcanique du Nyiragongo. Mais cela n'aura été que de courte durée, environ une semaine et demie. Et il faut aussi rajouter à ce temps mort, le temps qui s'est écoulé entre le retour de la population déportée et la réouverture des activités des clients de ces institutions pour relancer effectivement l'intermédiation financière. De manière générale, il ressort qu'en ce premier semestre 2021, les banques commerciales ainsi que les institutions de micro finance affichent une croissance des activités soutenue.

d. Au niveau du secteur bancaire :

Il se dessine une tendance annuelle à la hausse des dépôts et de l'encours de crédit depuis 2012 et ce, malgré les chocs subis de la crise sanitaire qui n'ont pas épargné le secteur financier. À la levée des mesures de confinement, la reprise des activités a été forte avec une croissance trimestrielle moyenne de l'encours de crédit et du volume de dépôt du secteur respectivement de 8,4 % et de 24,3 %, de septembre 2020 à juin 2021 (sur base des données provisoires du secteur bancaire).

Graphique 6 : Evolution dépôts et crédits bancaires (en milliards USD)

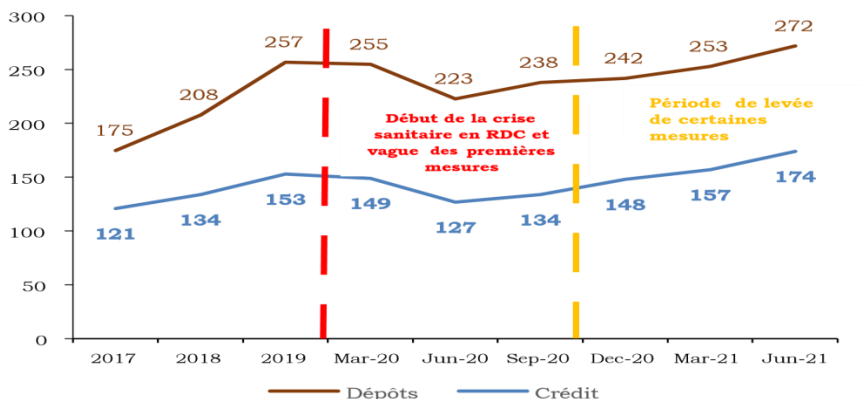


On note une croissance du niveau d'activité par rapport à décembre 2020. L'encours de crédit et le volume de dépôt du secteur se sont établis respectivement à 3,83 milliards USD et 8,77 milliards USD, soit une croissance respective de 6 % et 7 % par rapport à décembre 2020.

e. Au niveau du secteur de la micro finance :

En ce premier semestre 2021, le secteur de la micro finance a gardé un rythme de croissance soutenu à la suite de la reprise des activités. Celle-ci a été forte, avec une croissance trimestrielle moyenne de l'encours de crédit et du volume de dépôt du secteur respectivement de 17,58 % et de 12,4 %, de septembre 2020 à juin 2021 (sur base des données provisoires du secteur de la micro finance).

Graphique 7 : Evolution du secteur de la micro finance (en millions USD)



De 2017 à 2019, le taux de croissance moyen des dépôts du secteur est estimé à 21,2 % ; dès l'apparition de la Covid-19 et jusqu'à la levée des mesures de confinement, le volume des dépôts a sensiblement baissé, soit une baisse de 6,67 %, passant de 255 MUSD à 238 MUSD entre mars et septembre 2020. Par contre, on note une reprise à partir de septembre 2020. La capacité de mobilisation de l'épargne dans le secteur des MPME pendant la période de crise a été impactée négativement, suite à la volonté des déposants de ne pas se retrouver en manque de liquidité si la Covid-19 devait entraîner des mesures préventives de contamination plus fortes tel que le confinement. Pour les MPME, une telle situation serait critique pour la survie de leurs activités d'où cette nécessité plus présente, pour eux, de puiser dans leur épargne pour faire face à ce risque potentiel. En termes de crédit, le résultat est frappant et démontre réellement que la reprise des activités a été forte dans le secteur. Pour rappel, le taux de croissance annuel du volume des prêts entre 2017 et 2019 est estimé à 12,5 % mais comme pour le dépôt, le volume de prêts a connu une baisse, passant de 149 MUSD à 134 MUSD entre mars 2020 et septembre 2020. Mais la reprise a été forte,

engendrant une situation remarquable malgré le risque présent lié à la perte de vitesse des activités des MPME. La volonté manifeste des IMF et des COOPEC d'accompagner les activités génératrices de revenus vers une reprise soutenue aura permis d'atteindre un volume estimé à 174 MUSD à juin 2021 ; comparé à la situation de décembre 2020, cela représente un taux de croissance de 17,6 %. L'encours de crédit et le volume de dépôts du secteur se sont établis respectivement à 157 MUSD et 253 MUSD, soit une hausse respective de 17,6 % et de 12,4 % par rapport à décembre 2020.

6. CONCLUSION ET PRESENTATION DE RESULTAT

L'exercice financier de 20219 en 2022 a été marqué par la reprise des activités après la grande crise sanitaire due à la pandémie de COVID-19. Cette période a été marquée par la finalisation de la mise en œuvre des activités d'assistance technique de crise lancées au mois d'août 2020. Rappelons que le programme d'assistance technique de crise mis en place par le FMI en RDC visait le renforcement de la résilience des institutions financières partenaires du Fonds face aux effets de la crise sanitaire. Après cette analyse d'impact de la pandémie de la COVID-19 sur les opérateurs économiques, sur les ménages et sur les acteurs du secteur financier de la RDC voici le résultat : Parmi les résultats de cette étude, nous pouvons noter que 62 % des chefs d'entreprise interrogés ont déclaré que la pandémie a un impact extrêmement négatif sur leurs entreprises, et 26 % qu'elle avait un effet assez négatif. Le principal facteur cité par les chefs d'entreprise de l'impact négatif de la Covid-19 est une réduction du niveau des ventes et du chiffre d'affaires des entreprises. 71 % des entreprises interrogées ont signalé une baisse importante de leurs revenus en

juillet 2021 par rapport à la même période en 2020. Cette baisse a un impact disproportionné sur les petites entreprises : 78 % d'entre elles ont signalé une baisse de leurs revenus en juillet 2021 contre 57 % des grandes entreprises. En termes de perspectives d'avenir, près de 42 % des chefs d'entreprise restent indécis sur les perspectives de croissance et pour la plupart, cette perplexité est liée au manque de soutien à moyen et long terme du gouvernement car les dernières mesures d'allègement remontent à avril 2020.

En termes de formations, au cours du premier semestre 2021, 3 sessions de formation portant sur le Programme national de l'éducation financière (PNEF) ont été dispensées dans 3 villes, à savoir Kananga, Kikwit et Matadi. Au total, ces sessions ont accueilli 93 participants dont 50 femmes. Le FPM a aussi lancé son programme de formation de l'année en cours à grande échelle, comportant 9 thématiques qui sont dispensées sous le format de *blended learning*. Globalement, au premier semestre, les différentes sessions ont enregistré au total 329 participants, provenant essentiellement des institutions financières, dont 33 % de femmes contre 30 % lors du programme de 2020. Des forums ont réuni près de 180 étudiants participants, provenant essentiellement des universités. Le second forum s'est déroulé au format de webinaire. Ce forum a porté sur « l'Etat des lieux de l'impact de la Covid-19 sur l'inclusion financière : les résultats 2020 des institutions financières ». Cet article est un outil qui permet de mener une évaluation sur le niveau de développement et le profil de risque des institutions, en vue de définir des appuis à mettre en œuvre en fonction de chaque catégorie. Le système de catégorisation permet également d'apprécier de manière relativement objective l'évolution du profil risque. Dans le but de

continuer l'analyse de la COVID-19 en RDC, nous invitons d'autres chercheurs à s'y investir pour un enrichissement.

7. BIBLIOGRAPHIE

1. EMDE pour *Emerging market and developing economies* (en français, Marchés émergents et économies en développement)
2. Les « autres pays avancés » incluent les autres pays de la zone Euro et les pays hors G7 (G7 : Allemagne, Canada, „Etats-Unis, France, Italie, Japon et Royaume-Uni).
3. L'expression *taper tantrum* décrit la flambée en 2013 des rendements du Trésor américain, résultant de l'annonce par la Réserve fédérale d'une future réduction de sa politique d'assouplissement quantitatif.
4. L'OPEP+ n'est autre que l'Organisation des pays exportateurs de pétrole et ses alliés dirigés par la Russie.
5. Mécanisme coordonné par la CEPI (*Coalition for Epidemic Preparedness Innovations* ; en français, « La coalition pour les innovations en matière de préparation aux épidémies »), l'alliance Gavi (anciennement GAVI pour *Global Alliance for*
6. Programme alimentaire mondial.
7. Site web officiel ayant pour objectif de faciliter l'accès aux informations sur la Covid-19 pour tous les pays. (<https://ncov2019.live/data/world>)

**Par C.T. RAFIKI BIGIRINEZA Patient et
Master Ghislain MALEMEKO MAYANI**

CONCLUSION GENERALE

Les questions de la problématique qui ont constitué notre fil conducteur sont ainsi libellées : Le leadership est-il corollaire à l'influence et l'exercice du pouvoir dans une entité donnée en nous référant aux violences et atrocités et insécurités qui se passent dans nos territoires ruraux ? Qu'est-ce que le leader a mieux par rapport au manager (la différence entre le leader et le manager) pour influencer la pacification dans son entité ? Quels sont les outils clés de leader en vue d'une pacification effective du milieu sous son administration ? En réponse à ces questions les hypothèses ci-après ont été émises :

L'hypothèse centrale est celui d'un leadership qui incarne l'humanisme. Il fait promouvoir les valeurs humaines. En effet, une bonne pratique de l'autorité contribue manifestement au bon fonctionnement de tout groupe, petit ou grand, dont les membres veulent atteindre un ou plusieurs objectifs. Elle se révèle essentielle à une meilleure coordination de la vie de toute société, et demeure l'élément fondamental nécessaire pour prendre en main toute responsabilité qui nous est confiée, et de la mener à bien avec justice, modération et droiture.

En guise de cette hypothèse et aux questions de notre problématique, nous avons le sentiment d'estimer que : Le sens du leadership serait inné mais aussi influencé par un système politique mis en place dans la gestion des affaires publiques et entités administratives.

Le leadership a un caractère plus charismatique qu'un manager qui peut adopter n'importe quel comportement. Ce dernier est un opportuniste alors que le premier est un programmiste.

Les outils d'un leader se résument dans ses qualités et le fait de pénétrer sa population à laquelle il réserve une écoute agissante. L'instauration effective de l'autorité de l'Etat et son application équitable à tous et pour tous serait un moyen efficace de pacifier une entité ayant connu une crise conflictuelle. Les objectifs assignés lors de notre recherche sont : Définir le sens du leadership dans une entité et son rôle. Évaluer le leadership dans notre milieu d'étude qu'est le territoire de Masisi. Dégager les causes et les conséquences du manque de leadership dans l'exécution du pouvoir. Identifier la différence entre un leader et un manager dans une entité.

Déterminer les outils pouvant être utilisés par un leader dans l'exercice de son pouvoir. Proposer une solution face à la crise du leadership. Pour atteindre ces objectifs et vérifier nos hypothèses, nous avons fait recours aux analytique et descriptive et à la technique documentaire. Les résultats de nos recherches ont montré que, à l'exemple de David, le leadership doit incarner l'humanisme. Il fait promouvoir les valeurs humaines. En effet, une bonne pratique de l'autorité contribue manifestement au bon fonctionnement de tout groupe, petit ou grand, dont les membres veulent atteindre un ou plusieurs objectifs. Elle se révèle essentielle à une meilleure coordination de la vie de toute société, et demeure l'élément fondamental nécessaire pour prendre en main toute responsabilité qui nous est confiée, et de la mener à bien avec justice, modération et droiture.

Cela a été démontré par des caractères de David qui, face à ces ennemies et étant dans une bonne position d'éliminer ces derniers, se retire pour ne pas salir ces mains du sang qu'ils jugeaient don de Dieu. Une chose qui manque parmi nos supposés leaders de

nos diverses entités administratives en RDC. Le système politique du pays qui semble être naturel et inné a beaucoup biaisé le sens du leadership qui doit avoir un caractère charismatique, programmatique à l'opposé de manager qui est opportuniste. Avec son troupeau des moutons David a su le maintenir jusqu'à même donner sa vie pour lui afin de le maintenir et de le pacifier. Avec ces résultats, nous nous rassurons avoir confirmé toutes nos hypothèses du départ.

Cette façon de faire et d'appréhender les choses conduit le pays et tous ses territoires dans une crise de manque de la paix considérant que tout le monde cherche à tirer la couverture vers soi. Le leader devra être serviteur et retenir que pour être grand il faut servir les autres, pour être premier on doit devenir serviteur des autres, se focaliser sur les autres. Avec le comportement pareil la paix serait un acquis et devrait se matérialiser partout en RDC. La RDC fait face à de nombreux défis socio-économiques, mentaux et politiques qui nécessitent un changement de classe politique. Cependant, il est également essentiel d'encourager la participation citoyenne et de promouvoir une culture démocratique durable pour permettre un véritable développement et une véritable reconstruction nationale.

REVUE EVEIL CONGO ORASSU

JOURNEE INTERNATIONALE DU LIVRE



Profitez de 30% de réduction

En l'honneur (A l'occasion) de la
Journée mondiale du livre, nous
aimerions vous proposer cette
fantastique offre de réduction!



Contact : +242 979 347 890, 832 070 821
Visiter le Site : www.eveilcongo.com



Une fois que vous aurez appris
à lire, vous serez à jamais libre.

Citation de Frederick Douglass

Maison d'édition

ORASSU -GOMA



ORASSU-GOMA

ORASSCOPIE

Copie trimestrielle
des données scientifiques



Les nécessaires

- > biographie scientifique
- > Photo de l'auteur
- > Fichier en Word au plus 25pages
- > Résumé de l'article

Faites-vous connaître grâce
à votre publication

Tél :+243 991 900 ,910, E-mail redaction@eveilcongo.com

